

gouvernement du Québec
comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1981

1980-1981

volume 1

états financiers



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

S.F.

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1981

1980-1981

volume 1

états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi sur l'administration financière (chapitre A-6 des lois refondues du Québec de 1977)



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-551-04509-6 (Édition complète)
ISBN 2-551-04510-X (Volume 1)
Dépôt légal — 4^e trimestre 1981
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur Jean-Pierre Côté, C.P.
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes
publics du gouvernement du Québec de l'année financière
terminée le 31 mars 1981.

Le ministre des Finances,
Jacques Parizeau

Québec, décembre 1981

Au Ministre des Finances
Monsieur Jacques Parizeau
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1981, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6 des lois refondues du Québec de 1977).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Québec, décembre 1981

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
ÉTATS FINANCIERS		Sommaire	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	11	Revenus	
Revenus et dépenses	16	Dépenses	
Dette nette	17	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Actif et passif	18	Sommaire	
Besoins financiers et financement	20	Placements	
Notes complémentaires	21	Régimes de retraite	
Opinion du Vérificateur général	24	Autres comptes	
		FINANCEMENT	3
Fonds en fidéicommiss et Opinion du Vérificateur général	26	Sommaire	
Fonds de relance industrielle et Opinion du Vérificateur général	28	Variation de l'encaisse	
Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement et Opinion du Vérificateur général	30	Nouveaux emprunts	
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	33	Remboursements d'emprunts	
Fonds des cautionnements des agents de voyage et Opinion du Vérificateur général	37	Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec et Opinion du Vérificateur général	40	ACTIF ET PASSIF	4
Fonds de l'assurance-maladie et Opinion du Vérificateur général	43	Actif et passif	
		Notes complémentaires	
		ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	5
		INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	

INTRODUCTION

Les Comptes publics comprennent deux volumes. Le volume 1 « États financiers » regroupe les états financiers du Gouvernement et des fonds spéciaux et le détail des opérations financières, y compris les revenus et les dépenses des ministères. Le volume 2 « Détail des dépenses » comprend la liste des fournisseurs et bénéficiaires de chaque ministère par catégorie de dépenses et la liste des biens en capital.

Cette année, les « Autres renseignements sur certains actifs et passifs », y compris la « Consolidation de l'avoir du Gouvernement dans les entreprises d'État » ont été incorporés aux notes complémentaires aux états financiers et en font intégralement partie. Cependant, les renseignements afférents aux biens en capital n'ont pas été inclus aux notes complémentaires; la liste en est toutefois publiée à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

Le contrôleur des finances,
GUY LANGLOIS, c.a.

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec ont été adoptées par le Conseil de la trésorerie lors d'une assemblée tenue le 17 février 1971, ratifiées par le Conseil du trésor le 1er avril de la même année et modifiées subséquemment par ce même organisme.

L'extrait des minutes de ces assemblées, pertinent aux conventions comptables actuellement suivies, se lit comme suit:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés selon la base de caisse, à l'exception, lorsqu'ils font l'objet d'une réclamation ou sont estimés avant le 1er mai suivant immédiatement la fin de l'année financière en cause, des revenus reliés à un programme à frais partagés avec compensation financière seulement, lesquels sont plutôt comptabilisés selon la base de l'année financière à laquelle la dépense correspondante a été imputée;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférents aux salaires versés avant le 1er avril dans le cadre de la Loi sur la régie de l'assurance-maladie;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
 - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10 et modifications), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente 140% des cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
 - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12 et modifications), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations
- et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes débitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;
- VII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;
- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice.
- XII — À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation.

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette.

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions.

Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du fonds de l'assurance-maladie.

I — GÉNÉRALITÉS

Il est opportun de souligner les différences qui caractérisent les deux méthodes de comptabilité généralement admises. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont

encourues. Selon la comptabilité de caisse, les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont encaissés et les dépenses, lorsqu'elles sont payées.

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

II — REVENUS

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont comptabilisés sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'elles représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 30 avril inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à l'année financière écoulée;

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Transfert du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les revenus provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont enregistrés selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les réclamations et estimations établies, eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

III — DÉPENSES

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés de l'année financière terminée le 31 mars constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières autorisées par l'Assemblée nationale dans le cadre des Lois des subsides et de lois particulières qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le fonds de l'assurance-maladie.

En outre, le Gouvernement peut, dans certaines conditions, donner un ordre de préparer un mandat spécial pour prélever, à même le Fonds consolidé du revenu, un montant alors jugé nécessaire. Ce mandat spécial est à toutes fins un crédit pour l'année financière au cours de laquelle il est émis.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, les dépenses sont comptabilisées comme suit:

Toutes les charges qui sont imputées sur les crédits autorisés par l'Assemblée nationale en vertu de lois particulières ou de lois des subsides ou par mandat spécial du Gouvernement sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Selon la définition de cette catégorie de dépenses, les dépenses de transfert ne constituent ni des paiements pour services rendus au Gouvernement, ni des achats. Elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière. Ainsi, les dépenses de transfert pour les frais de fonctionnement des organismes paragouvernementaux opérant à budget dans le cadre de politiques ministérielles, tels les commissions scolaires, les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de bien-être, sont absorbées à même les crédits d'une année financière jusqu'à concurrence des paiements prévus dans une loi spécifique ou autorisés par le Gouvernement conformément aux règlements d'application de la Loi sur l'administration financière. Ces paiements sont établis sur recommandation des ministères, à la lumière, dans un premier temps, des prévisions budgétaires des organismes concernés et, dans un second temps, de leurs états financiers.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait, affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif ou du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière terminée le 31 mars et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputés aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur, moins les montants dont la Commission administrative du régime de retraite prévoit avoir un besoin immédiat, sont déposées pour le compte de la Commission à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La contribution du Gouvernement à titre d'employeur représente 140% des cotisations encaissées par la Commission au cours de l'année financière à l'égard des employés participants des secteurs public et parapublic, à l'exclusion de ceux dont les organismes versent leurs contributions d'employeur; à cette contribution est ajouté depuis 1978-1979 l'intérêt sur le solde du compte du Régime au 31 mars précédent. La contribution totale est imputée aux dépenses budgétaires et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Autres régimes

Le traitement comptable pour les autres régimes de retraite est conforme à l'item VI (b) de l'énoncé des conventions comptables. La dépense est établie en fonction de la politique budgétaire et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Radiations des créances irrécouvrables

Les créances radiées au cours de l'année financière sont portées aux dépenses, sauf celles pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980.

IV — ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant des obligations du gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent aussi les avances comptables utilisées à des fins d'opérations budgétaires, les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le fonds de l'assurance-maladie et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Les états financiers des entreprises du gouvernement du Québec ne sont pas consolidés avec ceux du Gouvernement. Il en résulte que les surplus ou déficits accumulés par ces entreprises ne sont pas reflétés à l'état de l'actif et du passif. Ces placements sont inscrits au coût.

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée principalement du déficit accumulé des opérations budgétaires depuis 1867 et de la variation pour la provision pour créances irrécouvrables qui y est inscrite à compter de l'année financière 1980-1981.

5. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

6. Avances des fonds en fidécommiss

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances rend compte, dans les Comptes publics, de la situation des dépôts et des fonds spéciaux qu'il administre.

7. Compte d'accord de perception fiscale

Ce poste représente les soldes dus à la Régie des rentes du Québec, à la Régie de l'assurance automobile du Québec, au Fonds spécial olympique et à diverses municipalités relativement à des sommes perçues par le Gouvernement pour le compte de ces organismes.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée à ce poste et non déboursée au 31 mars.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

10. Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur

réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

11. Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale et celles en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

12. Fonds d'amortissement

Les obligations en monnaie du Canada détenus à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Gouvernement a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenue dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V — PASSIFS ÉVENTUELS

Cette rubrique couvre:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;
2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants.

VI — ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES

Cette énumération porte uniquement sur le capital et couvre:

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé et de bien-être et par des organismes municipaux;
2. Les promesses de subventions du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés

par des commissions scolaires pour des dépenses en capital de même que les emprunts sur des marges de crédit bancaire, effectués par les établissements du réseau des affaires sociales pour fins d'immobilisations sur autorisation du ministère des Affaires sociales;

3. Les subventions accordées par le Gouvernement principalement à des organismes municipaux pour des dépenses en capital, non reliés au remboursement d'emprunts à long terme;
4. Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas:

- 1) Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
- 2) Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis par des institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
- 3) Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
- 4) Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- 5) Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession;
- 6) Les réclamations en cours contre le Gouvernement;
- 7) Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures.

VII — ENGAGEMENTS NON BUDGÉTAIRES

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déjà autorisé par une loi ou par le Gouvernement si requis dans le cadre de la loi.

REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	1981	1980
REVENUS		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	5 315 910	4 621 655
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	601 876	521 139
Impôt des sociétés	913 386	765 174
Impôt sur les successions	39 839	41 861
Impôt foncier		15 670
	<u>6 871 011</u>	<u>5 965 499</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 690 199	1 621 006
Carburants	492 752	445 101
Tabacs	179 271	139 033
Repas et hôtellerie	209 672	178 471
Autres	61 979	55 568
	<u>2 633 873</u>	<u>2 439 179</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	220 058	223 699
Boissons alcooliques	55 729	57 851
Ressources naturelles	124 084	94 958
Pari mutuel	33 942	26 090
Autres	52 203	48 018
	<u>486 016</u>	<u>450 616</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services	140 590	140 865
Intérêts	209 811	177 126
Amendes, confiscations et recouvrements	68 286	49 801
	<u>418 687</u>	<u>367 792</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	203 000	160 000
Société des loteries et courses du Québec	135 000	100 000
	<u>338 000</u>	<u>260 000</u>
Total des revenus autonomes		
	<u>10 747 587</u>	<u>9 483 086</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	1 847 169	1 708 593
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 189 247	1 198 716
Contributions aux programmes de bien-être	595 275	576 169
Autres programmes (note 1)	340 027	340 106
	<u>3 971 718</u>	<u>3 823 584</u>
Total des revenus	<u>14 719 305</u>	<u>13 306 670</u>

	1981	1980
DÉPENSES		
Affaires culturelles	90 562	76 511
Affaires intergouvernementales	46 991	42 312
Affaires municipales	480 798	360 272
Affaires sociales	5 365 031	4 748 394
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	347 057	293 873
Assemblée nationale	36 530	33 936
Communications	132 486	111 183
Conseil exécutif	134 582	96 538
Conseil du trésor	5 802	5 686
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	24 645	21 637
Éducation	5 047 962	3 931 995
Énergie et Ressources	192 064	180 877
Environnement	83 014	58 589
Finances	1 252 643	909 260
Fonction publique	527 141	459 792
Immigration	26 808	18 498
Industrie, Commerce et Tourisme	158 499	121 816
Justice	478 471	414 908
Loisir, Chasse et Pêche	190 841	179 241
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 083 718	932 562
Revenu	189 793	473 705
Transports	1 307 158	1 261 331
Travail et main-d'oeuvre	132 502	107 470
Travaux publics et Approvisionnement	261 561	251 298
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables (note 1)		31 516
Total des dépenses	17 596 659*	15 123 200
Déficit des opérations budgétaires	2 877 354	1 816 530
DETTE NETTE		
Solde au début	9 066 335	7 249 805
Déficit des opérations budgétaires	2 877 354	1 816 530
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables (note 1)	115 313	
Solde à la fin	12 059 002	9 066 335

* Les dépenses en capital, incluses dans les dépenses de l'année ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

ACTIF

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Espèces en banque	274 515	94 807
Placements temporaires	180 306	3 869
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	37 102	44 599
Comptes à recevoir	1 236 102	1 242 972
Intérêts courus	<u>32 192</u>	<u>32 106</u>
	<u>1 760 217</u>	<u>1 418 353</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances (note 2)		
Entreprises du gouvernement du Québec	2 084 616	2 031 493
Municipalités et organismes municipaux	75 756	77 190
Particuliers, sociétés et autres	<u>69 710</u>	<u>60 068</u>
	<u>2 230 082</u>	<u>2 168 751</u>
Autres actifs	<u>2 251</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	3 992 550	3 589 355
DETTE NETTE	<u>12 059 002</u>	<u>9 066 335</u>
	<u><u>16 051 552</u></u>	<u><u>12 655 690</u></u>

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

PASSIF

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Emprunts temporaires		100 000
Chèques en circulation	288 288	267 185
Avances des fonds en fidéicomis	44 429	39 855
Compte d'accord de perception fiscale	130 718	122 021
Comptes à payer (note 3)	822 962	1 096 946
Intérêts courus	450 017	308 555
	<u>1 736 414</u>	<u>1 934 562</u>
 Compte des régimes de retraite (note 4)	 <u>2 420 484</u>	 <u>1 598 183</u>
 Bons du trésor	 390 000	 135 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 5)	10 269 591	8 014 266
Autres emprunts (note 5)	1 235 063	973 679
	<u>11 894 654</u>	<u>9 122 945</u>
 TOTAL DU PASSIF	 <u><u>16 051 552</u></u>	 <u><u>12 655 690</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	1981	1980
BESOINS FINANCIERS		
Déficit des opérations budgétaires	2 877 354	1 816 530
Placements effectués moins remboursements (Augmentation) du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite	63 280 (1)	217 252
Contributions du gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(895 656)	(732 539)
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(151 283)	(148 580)
Pensions et autres paiements	(1 046 939) 224 638	(881 119) 198 297
Augmentation des autres éléments d'actif (2)	99 083 (1)	206 961
Diminution (augmentation) des éléments de passif (2)	98 148	(185 622)
Besoins financiers nets	<u>2 315 564</u>	<u>1 372 299</u>
FINANCEMENT		
Emprunts effectués	3 352 864	1 648 922
Moins: emprunts remboursés	581 155	505 962
(Augmentation) diminution de l'encaisse (3)	(456 145)	229 339
	<u>2 315 564</u>	<u>1 372 299</u>

(1) Au 31 mars 1981, les besoins financiers afférents aux placements et aux autres éléments d'actif (comptes à recevoir) ont été augmentés respectivement de 1 948 679 \$ et de 113 364 771 \$ afin de tenir compte du montant porté à la provision pour créances irrécouvrables inscrit à la dette nette en 1980-1981.

(2) Les autres éléments de l'actif sont les espèces et effets en main et dépôts en circulation, les comptes à recevoir et les intérêts courus et ceux du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommiss, le compte d'accord de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

(3) L'encaisse comprend les espèces en banque et les placements temporaires, diminués des emprunts temporaires.

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1 — Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11. Les modifications apportées aux conventions comptables en 1980-1981 et leurs effets sur les données financières concernent le montant porté à la provision pour créances irrécouvrables qui est maintenant inscrit à la dette nette alors qu'auparavant, il était imputé aux dépenses et, d'autre part, les revenus de transferts du gouvernement du Canada provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement dont les estimations de réclamations sont maintenant portées aux revenus. Ces changements se traduisent respectivement par une diminution des dépenses de 115 millions \$ et une augmentation des revenus de 48 millions \$ pour l'année financière 1980-1981.

2 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec apparaissant à l'état de l'actif et du passif au montant de 2 084,6 millions \$ sont inscrits au coût. Cependant, à titre d'information, on trouve à l'annexe 1 un tableau de l'avoir du Gouvernement dans ces entreprises, y compris l'avoir dans d'autres entreprises du Gouvernement pour lesquelles il n'a pas d'apport.

Cet avoir tient compte de l'apport du Gouvernement augmenté des surplus et réserves accumulés par certaines entreprises et diminué des déficits accumulés par d'autres.

3 — Comptes à payer

Le montant de 822,9 millions \$ apparaissant sous ce titre à l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée à ce poste et non déboursée. Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et, en conséquence, les comptes à payer ne tiennent pas compte des montants estimés et énumérés à l'annexe 2.

4 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 1 764,3 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 656,2 millions \$ pour les autres régimes.

a — Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 1 764,3 millions \$ ne couvre pas 238 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1981. Il ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime; ce passif a été établi à 480 millions \$ au 31 décembre 1978 par une évaluation actuarielle et il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981.

b — Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes s'élevait à environ 6,9 milliards \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. Il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981 et de l'insuffisance de 232 millions \$ pour 1979-1980 et 1980-1981 de la contribution du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant.

Le passif actuariel comprend un montant de l'ordre de 180 millions \$ représentant les contributions à être acquittées par certains organismes employeurs.

Au 31 mars 1981, le montant inscrit aux livres à l'égard de ce passif est de 656,2 millions \$.

5 — Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1981 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 344,0 millions \$, dont 18,3 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1981-1982.

6 — Passifs éventuels et engagements

Les emprunts garantis s'élevant à 15,4 milliards \$ au 31 mars 1981 sont énumérés à la page 5-46. Les cautionnements accordés par voie contractuelle et d'autres passifs éventuels sont divulgués à la page 5-61.

Des engagements totalisant 5,1 milliards \$ au 31 mars 1981 sont énumérés à la page 5-62.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

AVOIR DU GOUVERNEMENT DANS LES ENTREPRISES D'ÉTAT (1)

ANNEXE 1

(MILLIERS \$)

Nom de l'entreprise	Apport du gouvernement au 31 mars 1981	Surplus (déficit) ou réserve accumulée (2)	Avoir du Gouvernement
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT			
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000
Office de l'électrification rurale	3 053		3 053
Office des autoroutes du Québec (1980-12-31)	343 751	63 195	406 946
Office du crédit agricole du Québec	248 275	1 926	250 201
Raffinerie de sucre du Québec	2 000	12 402	14 402
Régie de l'assurance automobile du Québec (1981-02-28)	755		755
Régie de l'assurance-dépôts du Québec (1980-12-31)	6 400		6 400
Sidbec et ses filiales (1980-12-31)	571 625	(186 058)	385 567
Société d'aménagement de l'Outaouais	34 589	(11 509)	23 080
Société de cartographie du Québec	3 000	(185)	2 815
Société de développement autochtone de la Baie James (1980-12-31)	2 250		2 250
Société de développement coopératif	11 620	561	12 181
Société de développement de la Baie James (1980-12-31)	60 000	4 413	64 413
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 000)	64 666
Société de développement industriel du Québec	32 944	18 715	51 659
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor et ses filiales	77 750	19 412	97 162
Société des alcools du Québec (1981-03-28)	30 000	1 555	31 555
Société des loteries et courses du Québec	170	8 545	8 715
Société des traversiers du Québec	1 500	333	1 833
Société d'habitation du Québec (1980-12-31)	154 580	1 952	156 532
Société du parc industriel du centre du Québec	37 456		37 456
Société générale de financement du Québec et ses filiales (1980-12-31)	133 934	29 118	163 052
Société nationale de l'amiante et ses filiales	30 097	772	30 869
Société québécoise de développement des industries culturelles	5 200	30 (3)	5 230
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM et ses filiales	89 000	26 681	115 681
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA et ses filiales	35 000	4 897	39 897
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	85 000		85 000
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	4 657	4 658
	<u>2 084 616</u>	<u>(8 588)</u>	<u>2 076 028</u>
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT			
Centre de recherche industrielle du Québec		12 618	12 618
Commission des normes du travail		13 003	13 003
Corporation d'hébergement du Québec (1980-03-31)		10 951 (3)	10 951
Hydro-Québec et ses filiales (1980-12-31)		4 374 109	4 374 109
Régie du Grand Théâtre de Québec		(173)	(173)
Société de radio-télévision du Québec (1980-08-31)		4 769	4 769
Société Parc Auto du Québec Métropolitain		1 848	1 848
		<u>4 417 125</u>	<u>4 417 125</u>
	<u>2 084 616</u>	<u>4 408 537</u>	<u>6 493 153</u>

(1) Les entreprises d'État énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James et de la Société Parc Auto du Québec Métropolitain. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et deux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1981, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces surplus, (déficits) ou réserves sont ceux apparaissant aux états financiers des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ces chiffres proviennent des états financiers non vérifiés.

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1981

ANNEXE 2

(MILLIERS \$)

Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1981 et non comptabilisées

Marchandises livrées et services rendus	51 915
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril excluant les frais y afférents	48 861
Solde dû sur les biens achetés à terme	4 341
	<u>105 117</u>

Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1981 et non comptabilisées

À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement et du service de la dette 84 409 (1)
 À verser à des institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire:

	Année (2) 1980-1981	Années (2) antérieures	
Commissions scolaires	8 900 (4)	689 300 (3)	
Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps)	36 700 (4)	8 700	
Universités	60 500 (4)		
Institutions privées d'enseignement	18 600 (4)		
Transport scolaire	32 643 (4)	8 681	
Institutions de santé et de bien-être	147 993 (5)	97 191	
	<u>305 336</u>	<u>803 872</u>	1 109 208
À verser à divers organismes			<u>46 382</u>
			<u>1 239 999</u>
			<u>1 345 116</u>

(1) Y compris 64 516 734 \$ pour le déficit d'exploitation de 1979 dont le paiement est en principe projeté sur une période de quatre ans à compter de l'année financière 1982-1983.

(2) Des institutions subventionnées.

(3) Y compris 361 100 000 \$ pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1979-1980 et 328 200 000 \$ pour les arrérages.

(4) Ces dépenses à payer pour des frais encourus avant le 1er avril 1981 proviennent des modalités de versements qui ne correspondent pas toujours à la portion de l'année scolaire écoulée au 31 mars, tel que mentionné ci-dessous:

	Dépenses encourues par les institutions d'enseignement		Dépenses imputées selon la politique budgétaire	
	Année financière		Année financière	
	en cours	subséquente	en cours	subséquente
	%	%	%	%
Commissions scolaires	70	30	70	15,15 (6)
Cégeps	75	25	68	32
Universités	83,3	16,7	75	25
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40
Transport scolaire	70	30	—	—

Ainsi, si la base utilisée pour le versement des subventions avait tenu compte, au 31 mars 1981, de la période de l'année scolaire 1980-1981, il aurait été nécessaire de pourvoir ces montants additionnels pour les dépenses de fonctionnement.

(5) Déficit accumulé du 1er avril 1974 au 31 mars 1981.

(6) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(Article 71a de la Loi sur l'administration financière)

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1981. Ces états comprennent:

- l'état des revenus et dépenses;
- l'état de la dette nette;
- l'état de l'actif et du passif;
- l'état des besoins financiers et du financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugé nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent les données financières de l'année terminée le 31 mars 1981 conformément aux conventions comptables du gouvernement du Québec dont il est fait mention à la note complémentaire 1 des états financiers. De plus, à mon avis, à l'exception des modifications aux conventions comptables concernant le montant porté à la provision pour créances irrécouvrables et les revenus de transferts du gouvernement du Canada provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement mentionnées à la note complémentaire 1, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Je formule les remarques suivantes à l'égard de certaines de ces conventions comptables.

1. Compte des régimes de retraite

— Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Comme l'indique la note complémentaire 4 des états financiers, le passif de 1 764,3 millions \$ ne comprend pas 238 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1981. Il ne comprend pas non plus les obligations du gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime; ce passif a été établi à 480 millions \$ au 31 décembre 1978 par une évaluation actuarielle et il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription des obligations du gouvernement envers ce régime.

— Autres régimes de retraite

Selon la même note, les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont assumées par le gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes s'élevait à environ 6,9 milliards \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. Il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981 et de l'insuffisance de 232 millions \$ pour 1979-1980 et 1980-1981 de la contribution du gouvernement à titre d'employeur pour le service courant. Le passif actuariel comprend un montant de l'ordre de 180 millions \$ représentant les contributions à être acquittées par certains organismes employeurs. Au 31 mars 1981, le montant inscrit aux livres à l'égard de ce passif est de 656,2 millions \$.

Les conventions comptables concernant les autres régimes de retraite stipulent que « la contribution du gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le gouvernement. »

La politique budgétaire détermine:

- « qu'à compter de l'année financière 1979-1980, les contributions du gouvernement aux régimes de retraite autres que le RREGOP et qui sont administrés par la

Commission administrative du régime de retraite sont établies comme suit:

- a. pour le service courant: 140% du total des cotisations des participants;
- b. pour le service antérieur: amortissement, sur une période de 50 ans, des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978 par la Commission administrative du régime de retraite;

qu'à compter de l'année financière 1980-1981, le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent de chacun des régimes de retraite porte intérêt au taux appliqué par la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les dépôts à son fonds général pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière en cause du gouvernement. »

Les montants imputés aux dépenses selon cette politique budgétaire sont les suivants:

	1980-1981	1979-1980
	(millions \$)	
Service antérieur au 31 décembre 1978	174,9	173,9
Service courant	167,4	166,9
Intérêts sur le passif inscrit aux livres au 31 mars 1980	33,8	
	376,1	340,8

À mon avis, des données plus récentes que celles du 31 décembre 1978 permettraient de divulguer l'ordre de grandeur du passif actuariel du gouvernement envers ces régimes de retraite; la méthode d'amortissement pour le service antérieur devrait être justifiée; la dépense de 174,9 millions \$ pour le service antérieur est de beaucoup inférieure au montant qu'il aurait fallu porter au compte des régimes de retraite pour tenir compte des intérêts de la période; l'insuffisance de la contribution pour le service courant devrait être portée aux livres.

2. Estimation des comptes à payer non inscrits au 31 mars 1981

Pour la première fois cette année dans une note complémentaire aux états financiers (note 3), il est fait mention que, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit.

Une énumération des montants estimés de ces comptes à payer non inscrits apparaît en annexe à la note et totalise 1 345 millions \$. Si ces comptes à payer étaient inscrits, le passif et la dette nette comptabilisés seraient augmentés d'autant.

Nonobstant l'amélioration de l'information financière découlant de la note 3, il serait préférable, à mon avis, que tous les frais encourus directement par le gouvernement pour une année financière soient inscrits aux livres. Il en est de même pour les frais de fonctionnement à la charge du gouvernement, des commissions scolaires, institutions d'enseignement et établissements de santé et de bien-être dans la période même où ces frais sont encourus. Pour atteindre ce but, il faudrait tenir compte non seulement des dépenses faites à même les crédits votés mais aussi de celles encourues et non portées à ces crédits; ceci nécessiterait des modifications à la présentation des états financiers, aux conventions comptables et à la Loi sur l'administration financière.

3. Placements dans les entreprises du gouvernement du Québec

Comme le mentionne la note complémentaire 2 des états financiers, les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec apparaissant à l'état de l'actif et du passif au montant de 2 084,6 millions \$ sont inscrits au coût. Cependant, pour la première fois cette année, à titre d'information, on trouve en annexe un tableau de l'avoir du gouvernement dans ces entreprises, y compris l'avoir dans d'autres entreprises du gouvernement pour lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir tient compte de l'apport du gouvernement augmenté des surplus et réserves accumulés par certaines entreprises et diminué des déficits accumulés par d'autres.

Nonobstant l'amélioration de l'information financière découlant de la note 2, les états financiers seraient plus exacts si, à mon avis, conformément aux exigences de la comptabilité d'exercice, des dispositions étaient prises pour que soient reflétés aux états financiers du gouvernement, tant à l'actif « placements » qu'aux revenus et dépenses, les bénéfices réalisés ou les pertes subies par ses entreprises. De même lorsqu'un placement dans une entreprise du gouvernement a subi une perte durable de valeur, la valeur comptable devrait être réduite en conséquence.

Nous mentionnons ci-après les entreprises dont la valeur comptable devrait être dépréciée parce qu'elles ne démontrent pas la capacité financière de rembourser leurs avances:

— Office des autoroutes du Québec

Le placement dans l'Office des autoroutes du Québec a subi, à mon sens, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du gouvernement. Les avances à cette société s'élevaient à 343,7 millions \$ au 31 mars 1981 et la société n'a pas démontré jusqu'à maintenant sa capacité de les rembourser puisqu'elle encourt régulièrement des pertes sur ses opérations. Le déficit annuel qui avait été de 10,6 millions \$ et 14,2 millions \$ en 1978 et 1979 s'est chiffré à 18,1 millions \$ en 1980 et le déficit d'opérations accumulé atteint 120,5 millions \$ au 31 décembre 1980.

Nonobstant la création d'un surplus d'apport de 183,7 millions \$ constitué par la capitalisation de la partie du coût des autoroutes Chomedey et des Cantons de l'Est payée par le ministère des Transports et dont le droit de propriété a été cédé à l'office par ce ministère en 1974 et en 1976, il n'en demeure pas moins que l'office n'a pas la capacité financière de rembourser ses avances.

— Société d'aménagement de l'Outaouais

Les avances à cette société s'élevaient à 34,5 millions \$ au 31 mars 1981 auxquelles s'ajoutaient des intérêts échus à recevoir de 15 millions \$. Malgré des subventions annuelles reçues du ministère des Affaires municipales, le déficit net accumulé de la société est passé de 4,5 millions \$ au 31 mars 1979 à 7,7 millions \$ au 31 mars 1980 à 11,5 millions \$ au 31 mars 1981. Le placement dans cette société a subi, à mon sens, une baisse durable de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du gouvernement.

4. Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables

La nouvelle convention comptable concernant la comptabilisation de la provision pour créances irrécouvrables se lit comme suit:

« À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation.

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette.

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées. »

Cependant, les créances radiées pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980 sont portées en diminution de cette provision.

En comptabilité d'exercice, lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, la direction doit créer immédiatement une provision pour cette créance et cette provision doit être imputée aux dépenses de l'année courante; le résultat des opérations est affecté d'autant. Comme l'expérience a prouvé qu'au gouvernement les radiations de créances irrécouvrables se font pour la plus grande partie plusieurs années après l'établissement de la provision, la nouvelle convention comptable a pour effet de reporter aux années subséquentes une dépense de l'année courante.

À mon avis, le gouvernement aurait dû continuer à imputer aux dépenses de l'année et non pas à la dette nette, le montant porté à la provision pour créances irrécouvrables. Si l'ancienne convention comptable avait prévalu, les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année 1980-1981 auraient été augmentés de 115,3 millions \$.

Dans la partie de mon Rapport annuel 1980-1981 à l'Assemblée nationale portant sur les états financiers du gouvernement, on trouvera des renseignements et des commentaires supplémentaires.

RHÉAL CHATELAIN, f.c.a.,
Vérificateur général du Québec

Décembre 1981

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	1981	1980
ACTIF		
Encaisse	3 974 966 \$	3 524 365 \$
Avances au fonds consolidé du revenu	44 428 969	39 855 704
Valeurs détenues		
Chèques visés	680 435	689 835
Dépôts à terme	40 000	49 500
Obligations	44 235 792	41 725 075
Bons du trésor de gouvernements	503 560	1 438 046
	<u>93 863 722 \$</u>	<u>87 282 525 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	22 554 471 \$	19 125 716 \$
Municipalités et commissions scolaires	7 750 932	8 244 525
Sociétés, organismes et particuliers	63 558 319	59 912 284
	<u>93 863 722 \$</u>	<u>87 282 525 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font partie intégrante.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

En vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5), le ministère des Finances est un bureau général de dépôts pour le Québec.

2. Conventions

- a. Cet état comprend les comptes des fonds en fidéicommis inscrits aux ministères des Finances (Bureau général de dépôts) et de la Justice.
- b. Les dépôts de sociétés, organismes et particuliers sont effectués par l'entremise de ministères en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions, principalement pour des cautionnements et des garanties.
- c. Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt au bureau général de dépôts.

- d. L'article 7 de la Loi sur les dépôts et consignations se lit comme suit:

« Le ministre des Finances doit voir à ce que les dépenses du Bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées; il déduit ces dépenses des intérêts ou profits, et, s'il reste un surplus, il est transporté au fonds consolidé du revenu et en forme partie ».

En pratique:

- Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs;
- Les avances au fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts;
- Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration des fonds en fidéicommis sont assumés par le fonds consolidé du revenu.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 des fonds en fidéicommiss administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds en fidéicommiss au 31 mars 1981 selon les conventions décrites à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 9 septembre 1981.

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

(L.R.Q., c. S-34)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	1981	1980
ACTIF		
Encaisse	235 796 \$	227 021 \$
Placements temporaires — au coût	9 223 563	3 496 696
Intérêts courus	97 532	95 786
	<u>9 556 891 \$</u>	<u>3 819 503 \$</u>
PASSIF		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 3)	8 320 127 \$	3 520 944 \$
Revenus d'intérêts accumulés	298 559	5 621
Solde au début	938 205	292 938
Revenus de l'année financière	<u>1 236 764</u>	<u>298 559</u>
Solde à la fin	<u>9 556 891 \$</u>	<u>3 819 503 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier en font partie intégrante.

Le sous-ministre des Finances,

Michel Caron

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., c. S-34 et modifications) qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu de la période du 12 avril 1977 au 30 juin 1981 et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles faisant l'objet d'un certificat émis avant le 11 mars 1981 et de 50% après le 10 mars 1981 et ce jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

2. Conventions comptables

Le Fonds comptabilise les sommes qui doivent lui être transférées au moment de leur dépôt par le ministre du Revenu. Il ne porte donc pas à son actif les sommes qui pourraient lui être acquises et qui ne lui ont pas été transférées parce que le ministère du Revenu n'a pas complété ses procédures de vérification et administratives.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment

du retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	1981	1980
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	3 520 944 \$	515 810 \$
Dépôts par le ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	11 882 198	4 518 685
	15 403 142	5 034 495
Retraits par des corporations participantes	6 642 838	1 491 075
Remises au Fonds consolidé du revenu suite à des cotisations amendées	440 177	22 476
Solde à la fin	<u>8 320 127 \$</u>	<u>3 520 944 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 du Fonds de relance industrielle géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1981 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 21 août 1981.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
ACTIF		
Encaisse	146 363 \$	44 408 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	14 926	3 011
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	1 189 493	1 501 898
Stocks — au dernier coût d'acquisition	<u>1 146 736</u>	<u>1 317 622</u>
	<u>2 497 518 \$</u>	<u>2 866 939 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	458 129 \$	809 120 \$
Taxe de vente provinciale	11	52 795
Bénéfice net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu (note 3)	95 999	61 645
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	<u>1 943 379</u>	<u>1 943 379</u>
	<u>2 497 518 \$</u>	<u>2 866 939 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

Le directeur général des achats: Gaston Ouimet.

Le directeur du service de la comptabilité: Étienne Genest.

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1981

	1981	1980
VENTES	6 665 958 \$	6 038 001 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	1 317 622	914 725
Achats	6 449 206	6 439 605
Stocks à la fin	7 766 828	7 354 330
	1 146 736	1 317 622
	6 620 092	6 036 708
BÉNÉFICE BRUT	46 866	1 293
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	35 162	32 644
Intérêts sur dépôts bancaires	32 049	26 486
Divers	1 244	1 399
	68 455	60 529
	114 321	61 822
AUTRES DÉPENSES		
Pénalités sur remises de taxe de vente	10 116	
Mauvaises créances	2 707	
Divers	5 499	177
	18 322	177
BÉNÉFICE NET (notes 2 et 3)	95 999 \$	61 645 \$

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec a été constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu et ses modalités d'opération sont réglementées par une directive du Conseil du trésor. Le Fonds a pour objet de pourvoir au paiement d'achats de fournitures et d'accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin pour être vendus aux ministères, aux organismes du gouvernement qui font affaires avec ce service ainsi qu'à quelques organismes publics.

2. Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

3. Bénéfice net de l'année financière

Selon la directive du Conseil du trésor, tous les surplus découlant de l'opération du Fonds renouvelable doivent être versés annuellement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec.

**FONDS RENOUELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC****OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1981 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1981 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 10 juillet 1981.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(Lois de 1976, chapitre 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
ACTIF		
Encaisse	1 018 942 \$	441 835 \$
Placements temporaires — au coût	22 533 663	43 845 502
Dû par le Fonds consolidé du revenu		9 150 622
Intérêts courus	<u>213 589</u>	<u>844 252</u>
	<u>23 766 194 \$</u>	<u>54 282 211 \$</u>
 PASSIF		
Dû au Fonds consolidé du revenu	1 737 270 \$	
Fonds administrés pour le compte de la		
Régie des installations olympiques (note 4)	2 910 000	43 888 \$
Solde du fonds	<u>19 118 924</u>	<u>54 238 323</u>
	<u>23 766 194 \$</u>	<u>54 282 211 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPÉRATIONS**

de l'année financière terminée le 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u> (note 3)
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	78 262 506 \$	76 863 566 \$
Loto Canada		
Part destinée à la Régie des installations olympiques	4 859 966	24 629 754
Part destinée au gouvernement du Québec	323 262	1 695 604
Intérêts sur placements temporaires et dépôts bancaires	4 944 191	8 603 105
Produits de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques		38 786
	<u>88 389 925</u>	<u>111 830 815</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques (note 5)	16 363 636	61 818 182
Intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques	97 757 920	79 487 977
Parachèvement des installations olympiques	9 386 112	
Frais sur aliénation d'actifs immobiliers	1 656	
	<u>123 509 324</u>	<u>141 306 159</u>
DIMINUTION DU FONDS		
	<u>35 119 399</u>	<u>29 475 344</u>
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT		
Solde déjà établi	38 232 203	83 713 667
Redressement relatif à la comptabilisation des intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques (note 3)	16 006 120	
Solde redressé	<u>54 238 323</u>	<u>83 713 667</u>
SOLDE DU FONDS À LA FIN		
	<u>19 118 924 \$</u>	<u>54 238 323 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué par une loi de l'Assemblée nationale. Ce fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

2. Conventions comptables

- Les revenus de taxe spéciale sur le tabac comprennent les remises encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le premier avril.
- Les produits de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur encaissement.
- Le remboursement de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques et des intérêts sur cette dette à long terme de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

3. Modification aux conventions comptables

Au cours de l'année financière, le Fonds a adopté une nouvelle méthode de comptabilisation des intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques. Auparavant, ces intérêts étaient comptabilisés en tenant compte du montant des intérêts courus en fin d'année alors que maintenant les intérêts sont comptabilisés selon le montant effectivement déboursé dans l'année.

Si cette politique de comptabilisation n'avait pas été modifiée, les intérêts courus sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques en date du 31 mars 1981 au montant de 20 014 026 \$ et non comptabilisés à cette date auraient eu pour effet de réduire le solde du Fonds du même montant.

Les chiffres comparatifs de l'année précédente ont été redressés pour tenir compte de cette nouvelle méthode de comptabilisation. C'est ainsi que le solde du Fonds au 31 mars 1980, a été augmenté des intérêts courus à cette date au montant de 16 006 120 \$ et que les intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques à l'état des opérations ont été réduits du même montant.

4. Fonds administrés pour le compte de la Régie des installations olympiques

Ces fonds proviennent de surplus d'encaisse que la Régie confie au Fonds pour administration sujet à rappel pour ses déboursés relatifs au parachèvement des installations olympiques; ils s'analysent comme suit:

	1981	1980
Solde au début	43 888 \$	23 084 194 \$
Produit de la vente de monnaie olympique	<u>12 000 000</u>	<u>4 000 000</u>
	12 043 888	27 084 194
Parachèvement des installations olympiques	<u>9 133 888</u>	<u>27 040 306</u>
Solde à la fin	<u><u>2 910 000 \$</u></u>	<u><u>43 888 \$</u></u>

5. Remboursement de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques

Le remboursement de capital sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques que le Fonds peut être appelé à assumer au cours des cinq prochaines années est le suivant:

1981-1982	16 363 636 \$
1982-1983	16 363 636 \$
1983-1984	17 272 272 \$
1984-1985	72 000 000 \$ É.U.
1985-1986	72 000 000 \$ É.U.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 du Fonds spécial olympique géré par le ministre des Finances du Québec ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1981 ainsi que ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente, après répercussion rétroactive de l'adoption de la nouvelle méthode de comptabilisation des intérêts sur la dette à long terme de la Régie des installations olympiques dont il est question à la note 3 des états financiers.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 3 juillet 1981.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES**
administrés par le ministre de
L'Industrie, du Commerce et du Tourisme
(L.R.Q., c. A-10)

ACTIF ET PASSIF
31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	156 264 \$	170 807 \$
Intérêts courus	6 288	3 957
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation 474 628 \$; 1980: 556 840 \$)	<u>558 000</u>	<u>644 000</u>
	<u>720 552 \$</u>	<u>818 764 \$</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	661 048 \$	784 152 \$
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	<u>59 504</u>	<u>34 612</u>
	<u>720 552 \$</u>	<u>818 764 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	2 153 318 \$	1 820 103 \$
Intérêts courus	<u>67 259</u>	<u>61 155</u>
	<u>2 220 577 \$</u>	<u>1 881 258 \$</u>
PASSIF		
Réclamations et frais de fiducie	----- 2 730 \$	----- 67 423 \$
Avoir du fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages	1 696 750 \$	1 552 250 \$
Contributions de base (note 5)	521 097	261 585
Revenus d'intérêts accumulés (note 6)	<u>2 217 847</u>	<u>1 813 835</u>
	<u>2 220 577 \$</u>	<u>1 881 258 \$</u>

Les notes afférentes à cet état financier
en font partie intégrante.

Le sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme,
Claude Descôteaux

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Composition des fonds

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., c. A-10). Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds.

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Revenus d'intérêts — cautionnements individuels

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le gouvernement du Québec ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés au ministère à titre de cautionnements individuels. Toutefois, le ministère considère déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons, qui ne sont pas comptabilisés comme revenus, sont remis à leurs déposants sur demande.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1981	1980
Solde au début	784 152 \$	548 050 \$
Dépôts de cautionnements	120 056	311 402
	<u>904 208</u>	<u>859 452</u>
Réclamations		5 000
Remises de cautionnements	88 160	19 775
Cautionnements remplacés par des polices individuelles de garantie	155 000	50 525
	<u>243 160</u>	<u>75 300</u>
Solde à la fin	<u>661 048 \$</u>	<u>784 152 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie totalisent 11 345 000 \$ au 31 mars 1981 (9 785 000 \$ au 31 mars 1980). Au cours de l'année financière, selon ce mode de cautionnements, les assureurs ont assumé des réclamations et des frais de fiducie pour un montant de 10 000 \$.

4. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements individuels

	1981	1980
Solde au début	34 612 \$	18 028 \$
Revenus de l'année financière	24 892	16 584
Solde à la fin	<u>59 504 \$</u>	<u>34 612 \$</u>

5. Contributions de base — cautionnements collectifs

Détaillants	1981	1980
Solde au début	864 750 \$	759 500 \$
Contributions reçues	108 000	116 250
	<u>972 750</u>	<u>875 750</u>
Contributions remboursées	38 500	11 000
Solde à la fin	<u>934 250</u>	<u>864 750</u>
Grossistes	1981	1980
Solde au début	687 500 \$	592 500 \$
Contributions reçues	87 500	102 500
	<u>775 000</u>	<u>695 000</u>
Contributions remboursées	12 500	7 500
Solde à la fin	<u>762 500</u>	<u>687 500</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>1 696 750 \$</u>	<u>1 552 250 \$</u>

6. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements collectifs

Détaillants	1981	1980
Solde au début	88 991 \$	106 378 \$
Revenus de l'année financière	140 736	105 610
	<u>229 727</u>	<u>211 988</u>
Réclamations et frais de fiducie	4 378	122 997
Solde à la fin	<u>225 349</u>	<u>88 991</u>
Grossistes		
Solde au début	172 594	85 726
Revenus de l'année financière	123 154	86 868
	<u>295 748</u>	<u>172 594</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>521 097 \$</u>	<u>261 585 \$</u>

7. Éventualités

Au 31 mars 1981, les réclamations des clients ainsi que les frais de fiducie que le fonds des cautionnements collectifs pourrait éventuellement rembourser ont été évalués à 153 000 \$ pour les détaillants et 30 000 \$ pour les grossistes. L'imputation à ce fonds ne se fera que lorsque ces réclamations auront été définitivement déterminées et acceptées.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 des fonds des cautionnements des agents de voyages administrés par le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1981 ainsi que les opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2 appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Gérard Larose, c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 8 juillet 1981.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À UN EMPRUNT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
ACTIF		
Encaisse	29 168 \$	316 305 \$
Placements (note 3)	1 034 000	280 000
Intérêts courus	<u>38 530</u>	<u>29 885</u>
	<u>1 101 698 \$</u>	<u>626 190 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds d'amortissement (note 4)		
Solde au début	626 190 \$	298 257 \$
Subvention du gouvernement du Québec	280 000	280 000
Revenu net de l'année financière	<u>195 508</u>	<u>47 933</u>
Solde à la fin	<u>1 101 698 \$</u>	<u>626 190 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	88 193 \$	48 060 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des débetures acquises	<u>107 615</u>	<u> </u>
	<u>195 808</u>	<u>48 060</u>
Dépenses		
Frais de garde	<u>300</u>	<u>127</u>
Revenu net	<u><u>195 508 \$</u></u>	<u><u>47 933 \$</u></u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

En vertu du décret 3230-77 du gouvernement en date du 28 septembre 1977 modifié par les décrets 900-79 du 28 mars 1979 et 189-81 du 21 janvier 1981, le ministre des Finances est autorisé à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec.

2. Conventions comptables

Les placements sont montrés à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds; ces frais peuvent être imputés directement au Fonds. Aucune charge pour services rendus n'est faite au Fonds par le ministère des Finances.

3. Placements

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Débetures générales à fonds d'amortissement, série « A » de l'Université du Québec 10 1/4% échéant le 3 octobre 1997	530 000 \$	280 000 \$
Obligations de municipalités	379 000	
Obligations de commissions scolaires et autres	<u>125 000</u>	<u> </u>
	<u><u>1 034 000 \$</u></u>	<u><u>280 000 \$</u></u>

Au 31 mars 1981, la valeur au marché de ces placements était de 804 117 \$ (1980, 216 580 \$).

4. Solde du fonds d'amortissement

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Fonds d'amortissement de l'Université du Québec afférent aux débetures générales, série « A », 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997	<u><u>1 101 698 \$</u></u>	<u><u>626 190 \$</u></u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC****OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec, géré par le ministre des Finances du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds d'amortissement au 31 mars 1981 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 6 juillet 1981.

FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE

(L.R.Q., c. R-5)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
ACTIF		
Contributions à recevoir des employeurs	47 307 288 \$	44 885 337 \$
Contributions à recevoir du Fonds consolidé du revenu	<u>118 041 025</u>	<u>51 745 115</u>
	<u>165 348 313 \$</u>	<u>96 630 452 \$</u>
 PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	<u>165 348 313 \$</u>	<u>96 630 452 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

Le sous-ministre des Finances,
Michel Caron

FONDS DE L'ASSURANCE-MALADIE

REVENUS ET DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 1981

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
REVENUS DE CONTRIBUTIONS		
Employeurs	601 875 659 \$	521 138 984 \$
Fonds consolidé du revenu	481 842 203	411 423 164
	<u>1 083 717 862 \$</u>	<u>932 562 148 \$</u>
DÉPENSES		
Transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (note 4)	<u>1 083 717 862 \$</u>	<u>932 562 148 \$</u>

Les notes afférentes aux états financiers
en font partie intégrante.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1. Constitution et objet

La Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec crée au ministère des Finances un fonds spécial appelé « Fonds de l'assurance-maladie », afin de pourvoir au financement du régime d'assurance-maladie. Ce Fonds est alimenté par les contributions des employeurs qu'y verse le ministre du Revenu et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu selon les besoins de la Régie.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établis de façon à comprendre la valeur des demandes de paiements reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais de fonctionnement relatifs à l'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les opérations de ce Fonds sont groupées avec celles du Fonds consolidé du revenu aux états financiers du gouvernement du Québec.

4. Transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec

Les transferts à la Régie de l'assurance-maladie du Québec comprennent un montant de 5 738 472 \$ pour tenir compte des recouvrements de tiers eu égard à l'assurance-hospitalisation que cet organisme sera appelé à remettre au Fonds consolidé du revenu alors qu'il a été considéré, dans ses états financiers, comme un revenu lui appartenant diminuant d'autant la contribution du Fonds de l'assurance-maladie.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds de l'assurance-maladie au 31 mars 1981 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1981 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général.

Québec, le 31 août 1981.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire des opérations budgétaires	1-2
Revenus	
Sommaire des revenus par ministère et par source	1-2
Détail des revenus par ministère, source et sous-source	1-32
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandats spéciaux	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Dépenses afférentes aux projets de développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Crédits, dépenses et variations par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Détail des crédits autorisés et des dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie	1-58
Affaires culturelles	1-58
Affaires intergouvernementales	1-62
Affaires municipales	1-64
Affaires sociales	1-70
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-82
Assemblée nationale	1-90
Communications	1-94
Conseil exécutif	1-100
Conseil du trésor	1-106
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1-108
Éducation	1-112
Énergie et Ressources	1-118
Environnement	1-126
Finances	1-128
Fonction publique	1-132
Immigration	1-136
Industrie, Commerce et Tourisme	1-138
Justice	1-142
Loisir, Chasse et Pêche	1-152
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-158
Revenu	1-160
Transports	1-164
Travail et Main-d'oeuvre	1-170
Travaux publics et Approvisionnement	1-176

1-2

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Revenus	+ 14 719 305
Dépenses	- 17 596 659

DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

- 2 877 354

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	1-32 Affaires culturelles			67
2	1-32 Affaires intergouvernementales			
3	1-33 Affaires municipales			
4	1-34 Affaires sociales			162
5	1-35 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			173
6	1-36 Assemblée nationale			
7	1-36 Communications			271
8	1-37 Conseil exécutif			
9	1-38 Conseil du trésor			
10	1-38 Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			7 036
11	1-39 Éducation			66
12	1-40 Énergie et Ressources			105 151
13	1-42 Environnement			131
14	1-43 Finances	601 876		
15	1-48 Fonction publique			
16	1-48 Immigration			
17	1-49 Industrie, Commerce et Tourisme			32 133
18	1-50 Justice			24 873
19	1-51 Loisir, Chasse et Pêche			7 115
20	1-52 Revenu	6 269 135	2 633 873	76 135
21	1-54 Transports			220 034
22	1-55 Travail et Main-d'oeuvre			12 669
23	1-57 Travaux publics et Approvisionnement			
		6 871 011	2 633 873	486 016

Revenus divers	Transferts des sociétés d'État	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires		
				1980-1981	1979-1980	
511		578	295	873	759	1
133		133	6 116	6 249	4 687	2
4 630		4 630	77 733	82 363	73 461	3
32 327		32 489	15 771	48 260	76 338	4
12 501		12 674	19 407	32 081	14 812	5
816		816		816	843	6
10 275		10 546		10 546	10 360	7
5 629		5 629	88 688	94 317	114 020	8
					15	9
3 619		10 655		10 655	9 599	10
6 139		6 205	21 525	27 730	23 466	11
10 838		115 989	985	116 974	103 656	12
1 119		1 250	10 268	11 518	3 764	13
111 523	338 000	1 051 399	3 571 242	4 622 641	4 340 247	14
2 855		2 855		2 855	2 553	15
51		51	814	865	672	16
4 230		36 363	27	36 390	35 378	17
51 180		76 053	15 555	91 608	81 202	18
15 845		22 960	227	23 187	20 625	19
105 625		9 084 768		9 084 768	8 005 002	20
16 841		236 875	18 081	254 956	251 065	21
3 707		16 376	124 984	141 360	124 850	22
18 293		18 293		18 293	9 296	23
418 687	338 000	10 747 587	3 971 718	14 719 305	13 306 670	

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction	
		+	+	+, (-)	
1	1-58	Affaires culturelles	86 305	923	6 833
2	1-62	Affaires intergouvernementales	46 436	2 520	697
3	1-64	Affaires municipales	495 380	16 848	(2 102)
4	1-70	Affaires sociales	5 159 036	200 029 (3)	48 068
5	1-82	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	336 140	24 689 (3)	6 153
6	1-90	Assemblée nationale	37 745	388	384
7	1-94	Communications	132 089	5 386	(1 025)
8	1-100	Conseil exécutif	102 396	34 349	(8 244)
9	1-106	Conseil du trésor	6 308		(20)
10	1-108	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	26 395	176	460
11	1-112	Éducation	5 030 195	12 300	29 983
12	1-118	Énergie et Ressources	201 326	11 627 (3)	5 733
13	1-126	Environnement	71 648	14 500	1 321
14	1-128	Finances	1 223 537	108 281	(107 901)
15	1-132	Fonction publique	565 382	10 226	29
16	1-136	Immigration	22 674	3 914	686
17	1-138	Industrie, Commerce et Tourisme	134 258	12 925	1 216
18	1-142	Justice	460 804	13 368	4 220
19	1-152	Loisir, Chasse et Pêche	186 125	2 383	5 968
20	1-158	Régie de l'assurance-maladie du Québec	939 961	103 470	
21	1-160	Revenu	169 179	21 113	1 200
22	1-164	Transports	1 312 286	17 879	5 846
23	1-170	Travail et Main-d'oeuvre	120 904	30 840 (3)	358
24	1-176	Travaux publics et Approvisionnement	283 491		82
25	5-24	Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables			
			<u>17 150 000</u>	<u>648 134</u>	<u>(55)</u>
		Crédits votés	14 315 619	418 098	(55)
		Crédits permanents	2 834 381	230 036	
			<u>17 150 000</u>	<u>648 134</u>	<u>(55)</u>
		Plus: Prêts, placements et avances			
5	1-82	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 300		75
10	1-108	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	600		
11	1-112	Éducation	1 412		300
12	1-118	Énergie et Ressources			
17	1-138	Industrie, Commerce et Tourisme	12 000	5 000	(320)
		Crédits votés	15 312	5 000	55
		CRÉDITS VOTÉS	14 330 931 (1)	423 098 (2,3)	0
		CRÉDITS PERMANENTS	2 834 381	230 036	
			<u>17 165 312</u>	<u>653 134</u>	<u>0</u>
		(1) Autorisé par: Loi des subsides no 1, 1980-1981 du 31 mars 1980 L.Q., 1980, c. 4 Mandat spécial no 1, décret 1358 du 11 mai 1980 Mandat spécial no 2, décret 1407 du 22 mai 1980 Loi des subsides no 2, 1980-1981 du 18 juin 1980 L.Q., 1980, c. 17	3 582 732 725 \$ 1 705 000 34 500 000 <u>10 711 993 175</u>		
			<u>14 330 930 900 \$</u>		
		(2) Autorisé par la Loi des subsides no 3, 1980-1981 du 17 décembre 1980, L.Q., c. 25	<u>345 519 200 \$</u>		

(4) Au 31 mars 1981, la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 115 313 451 \$ a été portée à la dette nette suite à un changement aux conventions comptables.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES			
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980		
	Suspension du droit d'engager	Autres						
=	(-)	(-)	+	(-)	=			
94 061	3 396	407	409	105	90 562	76 511	1	
49 653	165	2 051		446	46 991	42 312	2	
510 126	14 609	19 395	4 698	22	480 798	360 272	3	
5 407 133	27 937	37 770	23 671	66	5 365 031	4 748 394	4	
366 982	5 203	14 932	396	186	347 057	293 873	5	
38 517		1 974		13	36 530	33 936	6	
136 450	2 405	1 539		20	132 486	111 183	7	
128 501	1 614	11 461	19 334	178	134 582	5 686	8	
6 288	308	176		2	5 802	96 538	9	
27 031	1 611	767		8	24 645	21 637	10	
5 072 478	19 310	22 469	17 282	19	5 047 962	3 931 995	11	
218 686	15 709	10 861		52	192 064	180 877	12	
87 469	3 117	1 270		68	83 014	58 589	13	
1 223 917	1 111	19 366	49 207	4	1 252 643	909 260	14	
575 637	578	50 283	2 375	10	527 141	459 792	15	
27 274	119	332		15	26 808	18 498	16	
148 399	5 818	4 901	20 948	129	158 499	121 816	17	
478 392	1 388	4 866	6 552	219	478 471	414 908	18	
194 476	926	2 658	1	52	190 841	179 241	19	
1 043 431		4 956	45 243		1 083 718	932 562	20	
191 492	301	11 192	9 892	98	189 793	473 705	21	
1 336 011	14 446	15 212	1 178	373	1 307 158	1 261 331	22	
152 102	6 982	10 396	107	2 329	132 502	107 470	23	
283 573	87	22 187	349	87	261 561	251 298	24	
						(4)	31 516	25
17 798 079	127 140	271 421	201 642	4 501	17 596 659	15 123 200		
14 733 662	127 140	233 791		4 350	14 368 381	12 170 316		
3 064 417		37 630	201 642	151	3 228 278	2 952 884		
17 798 079	127 140	271 421	201 642	4 501	17 596 659	15 123 200		
1 375		1 300			75	2 957	5	
600					600	548	10	
1 712		1			1 711	1 337	11	
						255	12	
16 680		1 636			15 044	9 903	17	
20 367		2 937			17 430	15 000		
14 754 029	127 140	236 728		4 350	14 385 811	12 185 316		
3 064 417		37 630	201 642	151	3 228 278	2 952 884		
17 818 446	127 140	274 358	201 642	4 501	17 614 089	15 138 200		

(3) Y compris les mandats spéciaux suivants:

Ministère	Décret	Numéro	Mandat spécial	
			Montant	Total
Affaires sociales	2377 du 30 juillet 1980	4	1 300 000 \$	39 300 000 \$
	341 du 12 février 1981	9	38 000 000	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3257 du 16 octobre 1980	7	9 500 000	9 500 000
Conseil exécutif	3122 du 8 octobre 1980	6	1 850 000	3 179 000
	3440 du 29 octobre 1980	8	1 329 000	
Énergie et Ressources	2326 du 30 juillet 1980	3	5 900 000	5 900 000
Travail et Main-d'oeuvre	2377 du 30 juillet 1980	4	14 700 000	19 700 000
	2378 du 30 juillet 1980	5	5 000 000	
				77 579 000 \$

1-6

MANDATS SPÉCIAUX*
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>
Affaires sociales		
Programme 2 — Aide sociale (Décret 2377-80) (Décret 341-81)	1 300 <u>38 000</u>	1 120 <u>38 000</u>
	<u>39 300</u>	<u>39 120</u>
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
Programme 2 — Financement agricole (Décret 3257-80)	<u>9 500</u>	<u>7 300</u>
Conseil exécutif		
Programme 3 — Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif (Décret 3122-80) (Décret 3440-80)	1 850 <u>1 329</u>	1 638 <u>999</u>
	<u>3 179</u>	<u>2 637</u>
Énergie et Ressources		
Programme 12 — Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité (Décret 2326-80)	<u>5 900</u>	<u>5 900</u>
Travail et main-d'oeuvre		
Programme 4 — Services de main-d'oeuvre (Décret 2377-80) (Décret 2378-80)	14 700 <u>5 000</u>	6 136 <u>4 512</u>
	<u>19 700</u>	<u>10 648</u>
	<u>77 579</u>	<u>65 605</u>

* Émis en conformité avec la Loi sur l'administration financière, article 41 des Lois refondues du Québec, 1977, c. A-6 et modifications.

Voir note 3 à la page 1-5

**DÉPENSES DE TRANSFERT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES**
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS				1980-1981	1979-1980	
	Personnes	Conditionnels					Généraux
		Fonctionnement	Capital	Service de la dette			
Entreprises		17 785	107 518		182 824	308 127	245 795
Établissements de santé et de services sociaux		3 746 399	14 882	83 616		3 844 897	3 437 512
Institutions d'enseignement		4 939 100	10 183	364 180		5 313 463	4 185 078
Municipalités		481 765	143 058	95 788		720 611	908 422
Organismes sans but lucratif		246 760	42 808	2 367		291 935	222 663
Personnes	2 556 809					2 556 809	2 207 369
Entreprises d'État		127 538	41 373			168 911	121 895
	2 556 809	9 559 347	359 822	545 951	182 824	13 204 753	11 328 734

DÉPENSES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (O.P.D.Q.)
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

Ministères	Emplois communautaires	Entente Cadre	Fonds de développement régional	1980-1981	1979-1980
Affaires culturelles		2 206	2 623	4 829	3 508
Affaires municipales		11 750	858	12 608	15 525
Affaires sociales			450	450	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		18 629	3 405	22 034	28 895
Communications			344	344	266
Conseil exécutif	16 258		2 615	18 873	11 518
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières			39	39	107
Éducation			570	570	
Énergie et Ressources		46 604	4 770	51 374	46 228
Environnement		20 325	322	20 647	17 646
Industrie, Commerce et Tourisme		10 969	327	11 296	10 633
Loisir, Chasse et Pêche		13 014	1 872	14 886	14 026
Transports		32 206		32 206	74 827
Travail et Main-d'oeuvre					59
Travaux publics et Approvisionnement			61	61	769
	16 258	155 703	18 256	190 217	224 007

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires				
Secteur: agriculture				
Planification, recherche et enseignement	1-82	20 683		216
Financement agricole (1)	1-82	57 305	9 500	
Permanents		17 060		
Aide à la production agricole	1-84	128 548	4 400	3 240
Assurances agricoles	1-84	16 913	3 275	
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-84	41 253	5 200	274
Permanents		55		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-86	1 392		
Gestion du territoire agricole	1-86	15 517	814	643
Gestion interne et soutien	1-86	18 470		234
Permanents				
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-162			
Permanents		2 348	1 324	
Total du secteur		319 544	24 513	4 607
Secteur: forêts				
Connaissance de la forêt	1-118	6 352		
Amélioration de la forêt	1-118	19 947		260
Protection de la forêt	1-118	15 991	900	326
Utilisation de la forêt	1-118	47 572	1 181	4 023
Gestion interne et soutien (2)	1-120	16 827		(10)
Financement forestier	1-120	1 321		
Permanents		1 727	310	
Développement de l'industrie forestière (3)	1-120	26 044		
Total du secteur		135 781	2 391	4 599
Secteur: mines				
Recherche géologique et minérale	1-122	13 649		
Surveillance et développement de l'industrie minière	1-122	19 503		(5)
Total du secteur		33 152		(5)
Secteur: eau				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	1-66	38 729	3 000	420
Amélioration du milieu ambiant (4)	1-126	41 512	14 000	303
Connaissance	1-126	11 280	200	51
Gestion interne et soutien	1-126	9 817		687
Total du secteur		101 338	17 200	1 461

(1) Les remboursements de frais d'intérêt aux agriculteurs dans le cadre de la Loi favorisant le crédit à long terme par les institutions privées (crédits votés) ont augmenté de 29 206 914 \$ en 1980-1981.

(2) Les dépenses de 1979-1980 incluent une subvention de 10 900 000 \$ à la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec (REXFOR) pour les pertes encourues par SAMOCO Inc. C'est ce qui explique principalement la diminution de 11 760 000 \$ en 1980-1981.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
20 899		355		18	20 526	17 904
66 805	1 933	1 486		1	63 385 (1)	32 687
17 060		4 664	2		12 398	18 693
136 188	1 213	2 127		11	132 837	128 690
20 188	29	160		22	19 977	13 076
46 727	640	1 263		27	44 797	35 959
55			376		431	57
1 392	23	137		2	1 230	1 111
16 974	390	1 198		17	15 369	11 561
18 704		341		13	18 350	16 396
			18		18	
3 672			1		3 673	2 200
348 664	4 228	11 731	397	111	332 991	278 334
6 352	365	45			5 942	5 753
20 207	900	123		6	19 178	16 541
17 217	3	71			17 143	15 511
52 776	63	1 482		5	51 226	51 797
16 817	372	311		23	16 111 (2)	27 871
1 321		90		1	1 230	864
2 037		899			1 138	1 260
26 044	10 232	4 502			11 310 (3)	1 289
142 771	11 935	7 523		35	123 278	120 886
13 649	875	850		4	11 920	13 508
19 498	1 737	1 319		2	16 440	13 401
33 147	2 612	2 169		6	28 360	26 909
42 149	1 000	118			41 031	41 073
55 815	2 195	544		14	53 062 (4)	33 202
11 531	630	219		10	10 672	10 096
10 504	65	233		33	10 173	7 218
119 999	3 890	1 114		57	114 938	91 589

(3) Y compris des subventions de 10 595 385 \$ pour la modernisation des usines de pâte et papier.

(4) L'augmentation de 19 859 236 \$ par rapport à l'année précédente provient de subventions pour l'assainissement des eaux usées, y compris un remboursement de 1 423 368 \$ par la Société d'assainissement des eaux du Québec.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: énergie				
Études et recherches concernant les hydrocarbures et l'électricité (5)	1-122	10 978	9 086	80
Régie de l'électricité et du gaz	1-124	2 264	150	134
Total du secteur		13 242	9 236	214
Secteur: pêches maritimes				
Développement des pêches maritimes	1-86	18 944	1 500	1 546
Total du secteur		18 944	1 500	1 546
Secteur: faune				
Gestion des ressources fauniques	1-152	32 774		712
Total du secteur		32 774		712
Total du domaine		654 775	54 840	13 134
Domaine: industries secondaires				
Secteur: industries secondaires				
Gestion interne et soutien	1-138	6 446		52
Recherche économique et services statistiques	1-138	7 557		50
Développement de l'industrie manufacturière et commercialisation des produits Permanents (6)	1-138	50 125	12 302	733
Centre de recherche industrielle du Québec Permanents	1-140	7 000		
Société de développement industriel du Québec	1-140	39 493		26
Total du secteur		110 621	12 302	861
Total du domaine		110 621	12 302	861
Domaine: services				
Secteur: tourisme				
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-140	13 464		355
Formation professionnelle	1-140	10 173	623	
Total du secteur		23 637	623	355

(5) L'augmentation de 6 944 126 \$ provient du projet d'isolation des maisons.

(6) Remise de dettes de 20 948 298 \$ en 1980-1981 à la Société générale de financement du Québec suite à la vente des six navires par Marine Industrie Ltée. En 1979-1980, le montant de 10 000 000 \$ représentait une subvention pour les fins de construction de ces navires.

Crédits autorisés	VARIATION			Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		1980-1981			1979-1980	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
20 144	50	539		8	19 547 (5)	12 603	
2 548		96		1	2 451	1 946	
22 692	50	635		9	21 998	14 549	
21 990	975	3 201		75	17 739	17 739	
21 990	975	3 201		75	17 739	17 739	
33 486	233	255		34	32 964	28 985	
33 486	233	255		34	32 964	28 985	
722 749	23 923	26 628	397	327	672 268	578 991	
6 498	156	51		3	6 288	5 820	
7 607	385	206			7 016	6 492	
63 160	2 887	4 144	20 948	115	56 014	44 057	
7 000					20 948 (6)	10 000	
39 519	300	75		3	7 000	6 500	
123 784	3 728	4 476	20 948	121	39 141	28 613	
123 784	3 728	4 476	20 948	121	136 407	101 482	
13 819	1 930	398		8	11 483	10 662	
10 796	160	27			10 609	9 672	
24 615	2 090	425		8	22 092	20 334	

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: marché financier				
Contrôle, surveillance et développement des institutions financières	1-108	5 568		
Gestion interne et soutien Permanents	1-110	6 066		29
		120		
Total du secteur		11 754		29
Secteur: communications				
Régie des services publics	1-96	2 282		
Développement des communications et des politiques	1-96	5 900		344
Total du secteur		8 182		344
Total du domaine		43 573	623	728
Domaine: ressources humaines				
Secteur: immigration				
Immigration	1-136	22 674	3 914	686
Total du secteur		22 674	3 914	686
Secteur: relations et conditions de travail				
Relations et normes de travail Permanents	1-170	6 272	167	219
		35		
Connaissance du marché du travail	1-170	4 684		42
Gestion interne et soutien	1-170	8 397		139
Total du secteur		19 388	167	400
Secteur: main-d'oeuvre et emploi				
Services de main-d'oeuvre Permanents	1-172	67 532	27 673	(417)
Allocations de maternité	1-172	8 400		
Total du secteur		75 932	27 673	(417)
Total du domaine		117 994	31 754	669
Domaine: transports				
Secteur: transports terrestres				
Systèmes de transports terrestres Permanents	1-164	193 068		2 118
		400		
Information, contrôle et sécurité (7) Permanents	1-164	36 323		2 157
		4 756		
Construction du réseau routier	1-164	431 447		1 529
Conservation du réseau routier	1-166	341 414		
Gestion interne et soutien Permanents	1-166	30 179	7 000	5
Commission des transports du Québec	1-166	7 539	90	37
Total du secteur		1 045 126	7 090	5 846
Secteur: transports maritime et aérien				
Transports maritime et aérien	1-168	27 744	6 282	
Total du secteur		27 744	6 282	
Total du domaine		1 072 870	13 372	5 846
Total de la mission		1 999 833	112 891	21 238

(7) L'administration de ce programme a été confiée à la Régie de l'assurance automobile du Québec à compter du 24 décembre 1980. Il n'y a donc plus de dépense inscrite à compter de cette date (voir note 5 en page 1-54).

Crédits autorisés	VARIATION			Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		1980-1981			1979-1980	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
5 568	100	133		4	5 331	4 573	
6 095	285	198			5 612	5 277	
120		15			105	110	
<u>11 783</u>	<u>385</u>	<u>346</u>		<u>4</u>	<u>11 048</u>	<u>9 960</u>	
2 282	380	69		1	1 832	1 572	
6 244	832	521			4 891	4 035	
<u>8 526</u>	<u>1 212</u>	<u>590</u>		<u>1</u>	<u>6 723</u>	<u>5 607</u>	
<u>44 924</u>	<u>3 687</u>	<u>1 361</u>		<u>13</u>	<u>39 863</u>	<u>35 901</u>	
<u>27 274</u>	<u>119</u>	<u>332</u>		<u>15</u>	<u>26 808</u>	<u>18 498</u>	
<u>27 274</u>	<u>119</u>	<u>332</u>		<u>15</u>	<u>26 808</u>	<u>18 498</u>	
6 658	29	152		5	6 472	6 470	
35			107		142	363	
4 726	1 192	320		1	3 213	2 911	
8 536	184	204		1	8 147	6 829	
<u>19 955</u>	<u>1 405</u>	<u>676</u>	<u>107</u>	<u>7</u>	<u>17 974</u>	<u>16 573</u>	
94 788	3 647	8 307		2 319	80 515	55 820	
8 400	1 000				7 400	15	
<u>103 188</u>	<u>4 647</u>	<u>8 307</u>		<u>2 319</u>	<u>87 915</u>	<u>64 835</u>	
<u>150 417</u>	<u>6 171</u>	<u>9 315</u>	<u>107</u>	<u>2 341</u>	<u>132 697</u>	<u>99 906</u>	
195 186	4 923	1 391		8	188 864	156 796	
400			36		436	442	
38 480	900	8 000		17	29 563 (7)	34 709	
4 756			1 142		5 898	3 491	
432 976	438	53		208	432 277	451 861	
341 414	734	550		113	340 017	333 105	
37 184	300	1 813		13	35 058	37 696	
<u>7 666</u>	<u>19</u>	<u>159</u>		<u>1</u>	<u>7 487</u>	<u>6 419</u>	
<u>1 058 062</u>	<u>7 314</u>	<u>11 966</u>	<u>1 178</u>	<u>360</u>	<u>1 039 600</u>	<u>1 024 655</u>	
<u>34 026</u>	<u>2 100</u>	<u>2 076</u>		<u>1</u>	<u>29 849</u>	<u>18 414</u>	
<u>34 026</u>	<u>2 100</u>	<u>2 076</u>		<u>1</u>	<u>29 849</u>	<u>18 414</u>	
<u>1 092 088</u>	<u>9 414</u>	<u>14 042</u>	<u>1 178</u>	<u>361</u>	<u>1 069 449</u>	<u>1 043 069</u>	
<u>2 133 962</u>	<u>46 923</u>	<u>55 822</u>	<u>22 630</u>	<u>3 163</u>	<u>2 050 684</u>	<u>1 859 349</u>	

16360

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)**

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE				
Domaine: éducation				
Secteur: enseignement				
Enseignement primaire et secondaire public (8) Permanents	1-114	2 934 629 136 850		20 995
Enseignements collégial public Permanents	1-114	575 432 23 830		
Enseignement universitaire	1-114	795 687		
Formation des adultes Permanents	1-116	146 831		81
Enseignement privé Permanents	1-116	181 018 21 660		2 700
Régime de retraite des enseignants	1-134	280 270		
Total du secteur		5 096 207		23 776
Secteur: administration et services				
Société de radio-télévision du Québec	1-98	36 159		
Administration générale Permanents	1-112	59 699		(116)
Administration des réseaux	1-112	44 158		(277)
Aide financière aux étudiants	1-112	108 047	12 300	6 600
Transport scolaire	1-168	227 412	3 000	
Total du secteur		475 475	15 300	6 207
Total du domaine		5 571 682	15 300	29 983
Domaine: culture				
Secteur: arts				
Arts de l'environnement visuel	1-58	13 816	33	321
Arts d'interprétation Permanents	1-60	22 699 5 600		1 572
Cinéma et audio-visuel	1-60, 1-96	7 697		70
Aide financière à l'Institut québécois de recherche sur la culture Permanents	1-104	1 200		
Total du secteur		51 012	33	1 963
Secteur: lettres et biens culturels				
Livres et autres imprimés	1-58	17 986	890	35
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-58	18 303		2 180
Gestion interne et soutien	1-58	7 901		162
Charte de la langue française	1-104	18 278		227
Total du secteur		62 468	890	2 604
Total du domaine		113 480	923	4 567

(8) L'augmentation provient principalement de la nouvelle répartition du coût de l'année scolaire sur les exercices financiers gouvernementaux pour 285 100 000 \$ puisqu'en 1980-1981, des subventions de 15%, 15% et 70% ont été versées respectivement pour les années scolaires 1978-1979, 1979-1980 et 1980-1981. En 1979-1980, des subventions de 70% et 15% ont été versées respectivement pour les années scolaires 1979-1980 et 1978-1979. D'autre part, une autre partie de l'augmentation est attribuable aux effets de la réforme de la fiscalité municipale pour environ 300 000 000 \$ (voir note 12 en page 1-23).

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
2 955 624		3 904			2 951 720 (8)	2 110 834
136 850		1	7 717		144 566	109 575
575 432	9 971	3 377			562 084	488 525
23 830			9 563		33 393	21 472
795 687	1 100	1 646			792 941	723 125
146 912	2 600	5 879			138 433	130 234
183 718		140			183 578	150 686
21 660		1 778			19 882	14 752
280 270		35 377			244 893	225 968
<u>5 119 983</u>	<u>13 671</u>	<u>52 102</u>	<u>17 280</u>		<u>5 071 490</u>	<u>3 975 171</u>
36 159	500	1			35 658	27 311
59 583	2 462	1 249		9	55 863	49 283
			2		2	60
43 881	2 977	1 712		7	39 185	37 807
126 947		2 530			124 417	93 702
230 412	5 000	849			224 563	206 444
<u>496 982</u>	<u>10 939</u>	<u>6 341</u>	<u>2</u>	<u>16</u>	<u>479 688</u>	<u>414 607</u>
<u>5 616 965</u>	<u>24 610</u>	<u>58 443</u>	<u>17 282</u>	<u>16</u>	<u>5 551 178</u>	<u>4 389 778</u>
14 170	1 309	56		9	12 796	10 701
24 271	8	35		7	24 221	21 438
5 600			409		6 009	2 605
7 767	375	212		26	7 154	6 888
<u>1 200</u>					<u>1 200</u>	<u>600</u>
<u>53 008</u>	<u>1 692</u>	<u>303</u>	<u>409</u>	<u>42</u>	<u>51 380</u>	<u>42 232</u>
18 911	159	18		5	18 729	15 378
20 483	1 873	204		50	18 356	17 922
8 063	47	58		9	7 949	6 056
18 505	817	315		12	17 361	13 894
<u>65 962</u>	<u>2 896</u>	<u>595</u>		<u>76</u>	<u>62 395</u>	<u>53 250</u>
<u>118 970</u>	<u>4 588</u>	<u>898</u>	<u>409</u>	<u>118</u>	<u>113 775</u>	<u>95 482</u>

1-16

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)				
Domaine: loisirs et sports				
Secteur: loisirs et récréation de plein air				
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel				
	1-152	50 696	858	3 363
Permanents				
Implantation d'équipements et aménagement de sites de plein air				
	1-152	20 745	1 325	881
Soutien au loisir socio-culturel				
	1-152	12 331	200	
Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir				
	1-154	24 147		1 096
Gestion interne et soutien				
	1-154	25 027		(84)
Total du secteur				
		132 946	2 383	5 256
Secteur: activité physique et sport				
Promotion de l'activité physique et du sport				
	1-154	16 205		
Régie de la sécurité dans les sports				
	1-154	500		
Régie des installations olympiques				
	1-156	3 700		
Total du secteur				
		20 405		
Total du domaine				
		153 351	2 383	5 256
Total de la mission				
		5 838 513	18 606	39 806

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
54 917		238	1	3	54 676 1	46 905 8
22 951	7	139			22 805	22 097
12 531	125	283		10	12 113	11 451
25 243		368			24 875	26 461
24 943	461	918		5	23 559	21 476
<u>140 585</u>	<u>593</u>	<u>1 946</u>	<u>1</u>	<u>18</u>	<u>138 029</u>	<u>128 398</u>
16 205		206			15 999	15 158
500	100	251			149	
3 700					3 700	6 700
<u>20 405</u>	<u>100</u>	<u>457</u>			<u>19 848</u>	<u>21 858</u>
160 990	693	2 403	1	18	157 877	150 256
<u>5 896 925</u>	<u>29 891</u>	<u>61 744</u>	<u>17 692</u>	<u>152</u>	<u>5 822 830</u>	<u>4 635 516</u>

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION SOCIALE				
Domaine: sécurité du revenu				
Secteur: régimes de compensation du revenu				
Soutien du revenu familial (9)	1-70	6 784		
Permanents		180 650		
Aide sociale	1-70	950 522	167 500	3
Assistance-maladie	1-70	50 849	17 993	5 043
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-70	6 547		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-150			
Permanents		4 448	900	
Supplément au revenu de travail	1-160	27 227		
Total du secteur		<u>1 227 027</u>	<u>186 393</u>	<u>5 046</u>
Secteur: régimes de protection du revenu				
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-160			
Permanents		1 800		
Total du secteur		<u>1 800</u>		
Total du domaine		<u>1 228 827</u>	<u>186 393</u>	<u>5 046</u>
Domaine: santé et adaptation sociale				
Secteur: prévention et amélioration				
Services communautaires	1-72	119 890		1 487
Permanents		5 778		
Soutien aux organismes bénévoles	1-72	4 036	500	
Protection du milieu	1-126	9 039	300	280
Total du secteur		<u>138 743</u>	<u>800</u>	<u>1 767</u>
Secteur: recouvrement de la santé				
Services de courte durée	1-76	1 981 913	7 776	22 484
Permanents		138 714	1 877	
Soins prolongés	1-76	438 633		6 432
Permanents		26 937		
Équipement des services de santé	1-76	75 126		
Régime d'assurance-maladie	1-158			
Permanents (10)		939 961	103 470	
Total du secteur		<u>3 601 284</u>	<u>113 123</u>	<u>28 916</u>
Secteur: réadaptation sociale				
Services de consultation et de protection	1-72	202 469	3 352	2 463
Permanents		12 280		
Réadaptation	1-74	373 278	947	5 014
Permanents		20 785		
Hébergement	1-74	341 004		4 456
Permanents		21 310		
Équipement des services sociaux	1-74	83 264		200
Direction et gestion de l'Office des personnes handicapées du Québec	1-80	17 488		
Total du secteur		<u>1 071 878</u>	<u>4 299</u>	<u>12 133</u>

(9) À compter de 1980-1981, la contribution à l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées de 65 ans et plus est intégrée aux crédits d'impôt foncier en réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui explique la diminution des dépenses par rapport à 1979-1980.

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
6 784		558			6 226 (9)	25 897
180 650		4 037			176 613	161 869
1 118 025	600	12 636		33	1 104 756	939 351
73 885					73 885	48 270
6 547	876	110			5 561	5 501
5 348			2 314		7 662	4 688
27 227		7 026			20 201	17 623
<u>1 418 466</u>	<u>1 476</u>	<u>24 367</u>	<u>2 314</u>	<u>33</u>	<u>1 394 904</u>	<u>1 203 199</u>
1 800		189			1 611	1 967
1 800		189			1 611	1 967
<u>1 420 266</u>	<u>1 476</u>	<u>24 556</u>	<u>2 314</u>	<u>33</u>	<u>1 396 515</u>	<u>1 205 166</u>
121 377	1 025	557			119 795	102 088
5 778		309	1 885		7 354	4 681
4 536	145				4 391	3 267
9 619	227	274		11	9 107	8 073
<u>141 310</u>	<u>1 397</u>	<u>1 140</u>	<u>1 885</u>	<u>11</u>	<u>140 647</u>	<u>118 109</u>
2 012 173	70	2 768			2 009 335	1 823 856
140 591			12 165		152 756	120 940
445 065	1 543	1 454			442 068	397 239
26 937			5 545		32 482	22 632
75 126	5 200	1 271			68 655	80 503
<u>1 043 431</u>		<u>4 956</u>	<u>45 243</u>		<u>1 083 718 (10)</u>	<u>932 562</u>
<u>3 743 323</u>	<u>6 813</u>	<u>10 449</u>	<u>62 953</u>		<u>3 789 014</u>	<u>3 377 732</u>
208 284	200	1 097			206 987	182 500
12 280		1 095	3		11 188	9 943
379 239		297			378 942	340 869
20 785		1 624	822		19 983	14 682
345 460	10 540	685		1	334 234	285 112
21 310			2 919		24 229	19 808
83 464	2 997	5 916			74 551	73 434
<u>17 488</u>	<u>1 051</u>	<u>1 068</u>		<u>1</u>	<u>15 368</u>	<u>3 622</u>
<u>1 088 310</u>	<u>14 788</u>	<u>11 782</u>	<u>3 744</u>	<u>2</u>	<u>1 065 482</u>	<u>929 970</u>

(10) Y compris un montant de 5 738 472 \$ pour tenir compte des recouvrements de tiers concernant l'assurance-hospitalisation devant être remis au Fonds consolidé du revenu augmentant d'autant la contribution du Fonds d'assurance-maladie.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION SOCIALE (suite)				
Secteur: administration et services				
Recherche	1-78	18 283		331
Coordination régionale	1-78	10 309		57
Permanents		664		
Services de santé et services sociaux au Nouveau-Québec	1-78	11 479		67
Direction et gestion du ministère	1-78	57 782		(264)
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-80	2 262	84	295
Total du secteur		100 779	84	486
Total du domaine		4 912 684	118 306	43 302
Domaine: habitation				
Secteur: habitation				
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-66	8 054		
Permanents			1 200	
Aide financière à l'habitation	1-68	126 408		
Permanents		4 500		
Gestion interne et administration des programmes de la Société d'habitation du Québec	1-68	12 589		50
Permanents				
Total du secteur		151 551	1 200	50
Total du domaine		151 551	1 200	50
Total de la mission		6 293 062	305 899	48 398
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE				
Domaine: institutions politiques				
Secteur: assemblée nationale				
Services statutaires et de soutien politique	1-90	5 237	234	374
Permanents		9 573		
Services parlementaires	1-90	6 019		19
Communications	1-90	5 218	154	(2)
Gestion interne et soutien	1-92	5 906		(7)
Protecteur du citoyen	1-92	1 051		
Vérificateur général	1-92	4 741		
Total du secteur		37 745	388	384

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
18 614	212	79			18 323	14 215
10 366	100				10 266	7 814
664			332		996	755
11 546	1 600	98			9 848	7 737
57 518	1 778	2 014		30	53 696	49 852
2 641		97		1	2 543	1 957
101 349	3 690	2 288	332	31	95 672	82 330
5 074 292	26 688	25 659	68 914	44	5 090 815	4 508 141
8 054		4 305		1	3 748	6 552
1 200			4 698		5 898	
126 408	9 008	8 444			108 956	86 879
4 500		548			3 952	4 267
12 639	45	1 113		10	11 471	10 571
152 801	9 053	14 410	4 698	11	134 025	108 269
152 801	9 053	14 410	4 698	11	134 025	108 269
6 647 359	37 217	64 625	75 926	88	6 621 355	5 821 576
5 845		527		3	5 315	4 601
9 573		442			9 131	8 648
6 038		326			5 712	5 466
5 370		328			5 042	5 423
5 899		191		6	5 702	5 029
1 051		80			971	789
4 741		80		4	4 657	3 980
38 517		1 974		13	36 530	33 936

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: institutions politiques (suite)				
Secteur: direction du gouvernement				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-100	450		
Administration des élections et financement des partis politiques	1-100	16 316	25 300	
Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif	1-100	18 497	4 929	3 827
Permanents (11)				
Total du secteur		<u>35 263</u>	<u>30 229</u>	<u>3 827</u>
Secteur: institutions judiciaires				
Formulation de jugements	1-142	3 711	1 430	
Permanents		14 367	870	
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-142	52 957	1 000	250
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-142	4 507		
Protection des droits et libertés de la personne	1-142	4 570		75
Aide aux justiciables	1-144	37 189	2 000	
Permanents				
Administration	1-144	14 169	539	238
Permanents				
Total du secteur		<u>131 470</u>	<u>5 839</u>	<u>563</u>
Secteur: gestion municipale				
Organisation et aménagement du territoire municipal	1-64	6 562		458
Aide et surveillance administratives et financières	1-64	91 931	3 000	(3 030)
Permanents (12)				
Évaluation foncière (12)	1-64	189 433	9 200	
Gestion interne et soutien	1-66	6 286		
Aide financière aux municipalités				
Permanents (12)				
Total du secteur		<u>294 212</u>	<u>12 200</u>	<u>(2 572)</u>
Total du domaine		<u>498 690</u>	<u>48 656</u>	<u>2 202</u>
Domaine: gestion administrative centrale				
Secteur: administration du personnel				
Gestion du personnel de la fonction publique	1-132	13 666		43
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-132	59 197	3 202	
Permanents		2 284	1 218	
Commission de la fonction publique	1-132	1 575		
Office du recrutement et de la sélection du personnel	1-132	6 183		
Régimes de retraite et assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	1-134	136 230		(14)
Permanents		65 977	5 806	
Total du secteur		<u>285 112</u>	<u>10 226</u>	<u>29</u>

(11) La diminution de 16 200 000 \$ provient principalement du fait que la dernière tranche de 15 000 000 \$ d'obligations à émettre à l'administration régionale crie sur un montant global de 75 000 000 \$ a été émise en 1979-1980.

Crédits autorisés	VARIATION			Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		1980-1981			1979-1980	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
450	25	14			411	354	
41 616		3	18 234	137	59 710	25 484	
27 253	128	1 811	600	24	25 290	18 405	
					600 (11)	16 800	
<u>69 319</u>	<u>153</u>	<u>1 828</u>	<u>18 834</u>	<u>161</u>	<u>86 011</u>	<u>61 043</u>	
5 141		290			4 851	4 363	
15 237			557	6	15 788	11 687	
54 207	102	42		46	54 017	48 708	
4 507	75	55		1	4 376	4 080	
4 645	10	8		3	4 624	4 384	
39 189	135	1		3	39 050	32 250	
						115	
14 946	157	47	50	5	14 737	13 329	
					50		
<u>137 872</u>	<u>479</u>	<u>443</u>	<u>607</u>	<u>64</u>	<u>137 493</u>	<u>118 916</u>	
7 020	1 058	994		5	4 963	8 072	
91 901	1 850	1 995		2	88 054	53 956	
198 633	1 000	924		3	196 706 (12)	71 692	
6 286	398	543		1	5 344	62 467	
						4 833	
					(12)	321 545	
<u>303 840</u>	<u>4 306</u>	<u>4 456</u>		<u>11</u>	<u>295 067</u>	<u>522 565</u>	
<u>549 548</u>	<u>4 938</u>	<u>8 701</u>	<u>19 441</u>	<u>249</u>	<u>555 101</u>	<u>736 460</u>	
13 709	521	28		9	13 151	10 353	
62 399		2 385			60 014	51 753	
3 502			23		3 525	2 913	
1 575	26	53			1 496	1 044	
6 183	7	34		1	6 141	4 943	
136 216	24	12 193			123 999	109 154	
71 783		213	2 352		73 922	53 664	
<u>295 367</u>	<u>578</u>	<u>14 906</u>	<u>2 375</u>	<u>10</u>	<u>282 248</u>	<u>233 824</u>	

(12) Suite à la réforme de la fiscalité municipale qui transférait aux municipalités une bonne partie du champ de l'impôt foncier scolaire (voir note 8 en page 1-14), le Gouvernement ne leur verse plus de compensation financière afférente aux taxes de vente en détail et de repas et hôtellerie ainsi qu'aux droits de détaillants de boissons alcooliques. Les subventions aux municipalités de 10 000 habitants ou plus ont aussi été abolies. Le Gouvernement paie maintenant aux municipalités, dans le cadre du programme d'évaluation foncière, des compensations tenant lieu de taxes sur la base de 100% de la valeur imposable de ses immeubles et de 80% de ceux des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation, à l'exception des immeubles pour l'enseignement élémentaire et secondaire où les subventions sont établies sur la base de 40% de la valeur imposable.

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: administration financière				
Gestion budgétaire et politique administrative	1-106	6 308		(20)
Études des politiques économiques et fiscales	1-128	1 917		80
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-128	5 515		
Permanents (service de la dette)		1 117 978	70 000	
Comptabilité gouvernementale	1-128	19 737		
Fonds de suppléance	1-130	72 789	38 281	(107 971)
Gestion interne et soutien	1-130	2 865		(40)
Administration fiscale	1-160	112 746	4 604	1 200
Permanents (13)		23 255	15 185	
Provision pour pertes sur les comptes à recevoir et les prêts et avances	21, 5-24			
Permanents				
Total du secteur		<u>1 363 110</u>	<u>128 070</u>	<u>(106 751)</u>
Secteur: services de soutien				
Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	1-94	43 443	4 170	342
Communications gouvernementales et renseignements	1-94	7 446	981	247
Édition gouvernementale	1-94	14 456	235	324
Gestion interne et soutien	1-94	3 602		134
Bureau central de l'informatique	1-96	11 104		77
Services juridiques du gouvernement	1-146	13 614		17
Permanents		400	600	
Affaires législatives	1-146	3 816	325	191
Transport aérien gouvernemental	1-168	12 004	1 507	
Allocation de l'espace et de l'équipement (14)	1-176	158 220		65
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-176	114 967		(21)
Approvisionnement	1-176	4 353		
Gestion interne et soutien	1-176	5 951		38
Total du secteur		<u>393 376</u>	<u>7 818</u>	<u>1 414</u>
Secteur: statistiques, planification et coordination				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-66	4 200	448	
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	1-102	35 447	4 120	(12 493)
Planification économique et régionale, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	1-102	9 942		47
Consultation des agents socio-économiques	1-102	438		26
Connaissance géographique du territoire	1-120	13 025		158
Total du secteur		<u>63 052</u>	<u>4 568</u>	<u>(12 262)</u>
Total du domaine		<u>2 104 650</u>	<u>150 682</u>	<u>(117 570)</u>
Domaine: relations intergouvernementales				
Secteur: relations intergouvernementales				
Affaires canadiennes	1-62	3 780	100	(1)
Affaires internationales	1-62	35 405	975	(19)
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	1-62	2 059		
Gestion interne et soutien	1-62	5 192	1 445	717
Total du secteur		<u>46 436</u>	<u>2 520</u>	<u>697</u>
Total du domaine		<u>46 436</u>	<u>2 520</u>	<u>697</u>

(13) L'augmentation en 1980-1981 par rapport à 1979-1980 est attribuable aux dépenses d'intérêt qui sont passées de 12 463 998 \$ à 29 519 624 \$ principalement en raison de l'augmentation de 10% à 15% du taux d'intérêt sur les remboursements de revenus.

Crédits autorisés	VARIATION			Dépassements aux crédits permanents	Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		1980-1981			1979-1980	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
6 288	308	176		2	5 802	5 686	
1 997	29	43			1 925	1 429	
5 515	40	210		1	5 264	4 725	
1 187 978		15 283	49 207		1 221 902	881 033	
19 737	751	517		2	18 467	16 701	
3 099		3 099					
2 825	50	140		1	2 634	3 175	
118 550	301	3 622		81	114 546	99 368	
38 440		330	9 891		48 001 (13)	29 781	
						31 516	
<u>1 384 429</u>	<u>1 479</u>	<u>23 420</u>	<u>59 098</u>	<u>87</u>	<u>1 418 541</u>	<u>1 073 414</u>	
47 955	16	158		4	47 777	42 452	
8 674		48		7	8 619	6 293	
15 015	202	378		2	14 433	13 123	
3 736	88	155		5	3 488	3 036	
11 181	12	33			11 136	8 884	
13 631	65	44		22	13 500	12 031	
1 000		32			968	478	
4 332	110	229		1	3 992	3 242	
13 511	32	321		12	13 146	11 818	
158 285		13 544	349	63	144 678 (14)	146 407	
114 946	24	8 238		3	349	324	
4 353		132		1	106 681	95 916	
5 989	63	273		20	4 220	3 793	
<u>402 608</u>	<u>612</u>	<u>23 585</u>	<u>349</u>	<u>140</u>	<u>5 633</u>	<u>4 858</u>	
4 648					4 648	4 000	
27 074	334	8 716			18 024	11 195	
9 989	190	568		4	9 227	8 207	
464	80	10		1	373	222	
13 183	913	428		1	11 841	11 802	
<u>55 358</u>	<u>1 517</u>	<u>9 722</u>		<u>6</u>	<u>44 113</u>	<u>35 426</u>	
<u>2 137 762</u>	<u>4 186</u>	<u>71 633</u>	<u>61 822</u>	<u>243</u>	<u>2 123 522</u>	<u>1 695 319</u>	
3 879		101		11	3 767	3 003	
36 361	148	1 653		430	34 130	32 468	
2 059					2 059	1 872	
7 354	17	297		5	7 035	4 969	
<u>49 653</u>	<u>165</u>	<u>2 051</u>		<u>446</u>	<u>46 991</u>	<u>42 312</u>	
<u>49 653</u>	<u>165</u>	<u>2 051</u>		<u>446</u>	<u>46 991</u>	<u>42 312</u>	

(14) Au cours de 1980-1981, la Société de développement immobilier du Québec a remboursé le Gouvernement d'une somme de 14 670 000 \$ pour les coûts de construction du Palais des Congrès à Montréal dont 7 999 060 \$ ont été inscrits en diminution des dépenses et 6 670 940 \$ en revenus de recouvrement de dépenses des années antérieures (voir note 7 en page 1-57).

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME**

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: protection de la personne et de la propriété				
Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique				
Promotion du droit et du statut de la femme	1-102	1 828		122
Protection du public	1-108	9 887	100	392
Permanents			76	
Contrôle et surveillance du développement des entreprises	1-108	3 754		39
Permanents		1 000		
Organisation et réglementation des professions	1-116	2 354		
Gestion des terres publiques	1-122	6 126		767
Curatelle publique	1-130	2 736		30
Enregistrement officiel	1-144	11 230		
Contrôle des permis d'alcool (12)	1-146	3 926		
Permanents				
Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-160	1 803		
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-172	2 469		373
Total du secteur		47 113	176	1 723
Secteur: contentieux				
Contentieux criminel	1-148	10 172	800	350
Total du secteur		10 172	800	350
Secteur: sécurité publique				
Sécurité-incendie	1-66	6 688		
Coordination des activités de la sécurité publique	1-148	5 605	300	90
Permanents				
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-148	2 625		
Sûreté du Québec	1-148	196 264	2 504	2 996
Protection civile	1-148			
Permanents		2 763	900	
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-172	23 115		2
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-174		2 000	
Permanents			1 000	
Permanents	1-104			
Total du secteur		237 060	6 704	3 088
Secteur: institutions pénales				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-146	74 471	1 200	13
Permanents				
Total du secteur		74 471	1 200	13
Total du domaine		368 816	8 880	5 174
Total de la mission		3 018 592	210 738	(109 497)
TOTAL DES MISSIONS		17 150 000	648 134	(55)
Votés		14 315 619	418 098	(55)
Permanents		2 834 381	230 036	
		17 150 000	648 134	(55)

Crédits autorisés	VARIATION			Avances comptables	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1980-1981	1979-1980
	Suspension du droit d'engager	Autres				
1 950	40	24			1 886	1 377
10 379	1 088	229		4	9 058	6 222
76		62			14	1 110
3 793	138	130			3 525	3 238
1 000					1 000	1 107
2 354	200	253		3	1 898	1 940
6 893	199	106		1	6 587	6 731
2 766	241	74			2 451	2 197
11 230	155	9			11 066	9 690
3 926	64	3 294			568	5 469
			3 620	7	3 613	
1 803		25		17	1 761	1 221
2 842	14	123		1	2 704	2 054
49 012	2 139	4 329	3 620	33	46 131	42 356
11 322	462	17		3	10 840	8 695
11 322	462	17		3	10 840	8 695
6 688	250	411			6 027	5 910
5 995	5	55		7	5 928	5 151
			11		11	4
2 625	28	39		1	2 557	2 530
201 764		90		100	201 574	174 731
3 663		150		1	3 512	2 927
23 117	916	290		2	21 909	24 008
2 000					2 000	
1 000		1 000				
			500		500	
246 852	1 199	2 035	511	111	244 018	215 231
75 684	20	464		13	75 187	65 463 923
75 684	20	464		13	75 187	66 386
382 870	3 820	6 845	4 131	160	376 176	332 668
3 119 833	13 109	89 230	85 394	1 098	3 101 790	2 806 759
17 798 079	127 140	271 421	201 642	4 501	17 596 659	15 123 200
14 733 662	127 140	233 791		4 350	14 368 381	12 170 316
3 064 417		37 630	201 642	151	3 228 278	2 952 884
17 798 079	127 140	271 421	201 642	4 501	17 596 659	15 123 200

LISTES ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES
DANS LE LIVRE DES CRÉDITS 1980-1981, AUX PAGES V ET VI

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet	Titre abrégé
1 — Traitements, salaires et allocations	Traitements
2 — Autres rémunérations	Autres rémunérations
3 — Services de transport et de communication	Communications
4 — Services professionnels, administratifs et autres	Services
5 — Entretien et réparations	Entretien
6 — Loyers	Loyers
7 — Fournitures et approvisionnements	Fournitures
8 — Matériel et équipement	Équipement
9 — Terrains, immeubles et travaux de génie	Immobilisations
10 — Dépenses de transfert	Transfert
11 — Autres dépenses	Autres dépenses
12 — Service de la dette	Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1 — Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2 — Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés à temps partiel tels les étudiants, les occasionnels, les saisonniers et les surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3 — Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4 — Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5 — Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6 — Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7 — Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8 — Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9 — Terrains, immeubles et travaux de génie

Cette catégorie comprend l'achat de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers.

10 — Dépenses de transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11 — Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12 — Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet**Titre abrégé**

Dépenses de fonctionnement
Dépenses en capital
Dépenses de transfert

Fonctionnement
Capital
Transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**Dépenses de fonctionnement**

Cette super-catégorie regroupe les catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 11. À l'exception de la catégorie 12 « Service de la dette », elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Dépenses en capital

Cette super-catégorie couvre principalement les catégories 8 et 9. Elle inclut également les catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 11 pour les travaux de construction exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'État, ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital						
		Traitements, salaires et allocations	Autres rémuné- rations	Services de transport et de commu- nication	Services pro- fessionnels, administratifs et autres	Entretien et réparations	Loyers	
1	Affaires culturelles	F	23 448	3 348	2 117	5 633	634	372
2	Affaires intergouvernementales	F	15 801	447	8 850	358 8 007	69	500
3	Affaires municipales	F	29 450	3 245	3 003	42 3 946	38	604
4	Affaires sociales	F	77 869	4 366	6 014	22 13 163	415	2 427
5	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	81 406	15 364	9 162	5 653	1 119	2 017
6	Assemblée nationale	F	26 252	3 497	1 820	75 1 219	55	1 289
7	Communications	F	28 465	1 387	48 618	3 416	1 174	4 928
8	Conseil exécutif	F	33 116	8 177	6 001	8 236	400	1 574
9	Conseil du trésor	F	5 299	130	87	107	7	69
10	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	C	16 583	906	3 442	1 046	15	317
11	Éducation	F	57 946	5 307	4 911	14 852	513	3 662
12	Énergie et Ressources	F	61 060	18 207	4 733	24 889	1 218	2 420
13	Environnement	F	26 102	2 407 3 774	233 3 668	1 607 3 575	664	7 959 1 405
14	Finances	F	25 549	73 718	19 494	59 2 940	85	42 344
15	Fonction publique	F	261 208	6 375	927	698	39	558
16	Immigration	F	11 102	5 104	477	5 937	7	142
17	Industrie, Commerce et Tourisme	F	35 765	3 485	3 505	6 035 135	1 325	591
18	Justice	F	350 761	14 449	12 264	15 565	3 377	7 047
19	Loisir, Chasse et Pêche	F	50 645	24 161 898	4 926 5	3 107 1 827	2 096	1 759 756
20	Régie de l'assurance-maladie du Québec	C						
21	Revenu	F	83 286	14 189	7 674	19 945	667	2 732
22	Transports	F	142 366	41 025	6 622	14 150	83 005	18 584
23	Travail et Main-d'oeuvre	F	49 362	20 549	5 298	19 978		21 607
24	Travaux publics et Approvisionnement	F	50 041	6 190	4 932	2 025	49	485
		C	49 135	5 201 709	14 342 231	12 379 5 838	23 516	82 663 25
		F	1 542 655	189 052	158 589	176 523	120 487	136 489
		C	49 362	24 708	5 808	29 919		30 389
			1 592 017	213 760	164 397	206 442	120 487	166 878

F — Super-catégorie: Fonctionnement

C — Super-catégorie: Capital

		Fonctionnement et Capital					Total des super-catégories				
		Fournitures et approvi- sionnements	Matériel et équipement	Terrains, immeubles et travaux de génie	Autres dépenses	Service de la dette	Fonction- nement	Capital	Transfert	Total	
1	F	1 163			1 451		38 166		49 625	87 791	1
	C		597	1 785	31			2 771		2 771	
2	F	974			478		35 126		11 755	46 881	2
	C		110					110		110	
3	F	1 397			25		41 708		438 651	480 359	3
	C	93	206	4				439		439	
4	F	3 519			216		107 989		5 256 214	5 364 203	4
	C		828					828		828	
5	F	8 010			460		123 191		219 857	343 048	5
	C	3	1 654	2 275	2			4 009		4 009	
6	F	1 427			53		35 612			35 612	6
	C		918					918		918	
7	F	4 374			83		92 445		39 079	131 524	7
	C		962					962		962	
8	F	2 222			44 427		104 153		29 182	133 335	8
	C		776	471				1 247		1 247	
9	F	57			3		5 759			5 759	9
	C		43					43		43	
10	F	491			29		22 829		1 744	24 573	10
	C		72					72		72	
11	F	3 255			249		90 695		4 956 317	5 047 012	11
	C		950					950		950	
12	F	7 537			174		120 238		51 383	171 621	12
	C	736	2 338	5 152	11			20 443		20 443	
13	F	2 498			53		41 739		38 810	80 549	13
	C	96	1 050	1 124	2			2 465		2 465	
14	F	532			13	1 221 902	1 252 577			1 252 577	14
	C		66					66		66	
15	F	615			823		271 243		255 802	527 045	15
	C		96					96		96	
16	F	295			24		23 088		3 666	26 754	16
	C		54					54		54	
17	F	3 289			3 600		57 595		98 566	156 161	17
	C		199	2 004				2 338		2 338	
18	F	18 740			1 462		423 665		48 954	472 619	18
	C		5 812	40				5 852		5 852	
19	F	11 264			488		98 446		73 732	172 178	19
	C	598	2 631	11 233	715			18 663		18 663	
20	F								1 083 718	1 083 718	20
	C										
21	F	6 316			29 628		164 437		24 882	189 319	21
	C		474					474		474	
22	F	98 571			408		404 731		455 547	860 278	22
	C	36 989	10 380	277 318	5 399			446 880		446 880	
23	F	1 082			280		65 084		67 264	132 348	23
	C		154					154		154	
24	F	22 432			180		209 848		5	209 853	24
	C	266	6 674	37 739	226			51 708		51 708	
	F	200 060			84 607	1 221 902	3 830 364		13 204 753	17 035 117	
	C	38 781	37 044	339 145	6 386			561 542		561 542	
		238 841	37 044	339 145	90 993	1 221 902	3 830 364	561 542	13 204 753	17 596 659	

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
AFFAIRES CULTURELLES		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Examen de film et de publicité cinématographique	67	66
	<u>67</u>	<u>66</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	332	272
Divers	91	53
	<u>423</u>	<u>325</u>
Amendes et confiscation		
Divers	-----	1
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	53	49
Divers	35	40
	<u>88</u>	<u>89</u>
	<u>511</u>	<u>415</u>
Revenus autonomes	<u>578</u>	<u>481</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	295	278
	<u>295</u>	<u>278</u>
	<u>873</u>	<u>759</u>
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	30	110
Divers	2	9
	<u>32</u>	<u>119</u>
Intérêts		
Divers	-----	16

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	70	77
Divers	14	17
	<u>84</u>	<u>94</u>
Revenus autonomes	<u>133</u>	<u>229</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	6 063	4 376
Conférences intergouvernementales canadiennes	53	82
	<u>6 116</u>	<u>4 458</u>
	<u>6 249</u>	<u>4 687</u>
AFFAIRES MUNICIPALES		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt foncier		15 671
	<u>(1)</u>	<u>15 671</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Coopératives d'habitation		1 563
Habitation Val-Martin		808
Aide technique	776	440
Divers	2	19
	<u>778</u>	<u>2 830</u>
Intérêts		
Prêts	1 434	1 481
Divers	58	
	<u>1 492</u>	<u>1 481</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 360	2 245
Divers		1
	<u>2 360</u>	<u>2 246</u>
	<u>4 630</u>	<u>6 557</u>
Revenus autonomes	<u>4 630</u>	<u>22 228</u>

(1) En vertu de la réforme sur la fiscalité municipale, la taxe sur les réseaux de télécommunications est entièrement remise aux municipalités à compter de 1980-1981. En 1979-1980, le tiers était inscrit aux revenus.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
AFFAIRES MUNICIPALES (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Supplément au loyer	3 217	
Rénovation urbaine	808	1 365
Déficits d'exploitation de logements municipaux	48 160	44 432
Équipements communautaires	25 548	5 411
Divers		25
	<u>77 733</u>	<u>51 233</u>
	<u>82 363</u>	<u>73 461</u>
AFFAIRES SOCIALES		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Hôpitaux privés et autres institutions	162	150
	<u>162</u>	<u>150</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	113	
Certificats de naissance, mariage et décès	67 ✓	68
Aide sociale — R.R.Q.	11 155	11 429
Tierces responsabilités-internes	5 461 ✓	6 974
Tierces responsabilités-externes	213	278
Service communautaire hospitalier de Québec	259	259
Assurance-hospitalisation — étrangers	65	64
Patients payants et curatelle publique	(95)	3
Divers	42	40
	<u>17 280</u>	<u>19 115</u>
Intérêts		
Recouvrements d'aide sociale	1 808	1 142
	<u>1 808</u>	<u>1 142</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement des établissements du réseau des Affaires sociales	636	186
Aide sociale	10 499	10 602
Autres dépenses	2 145	712
Divers	(41)	52
	<u>13 239</u>	<u>11 552</u>
	<u>32 327</u>	<u>31 809</u>
Revenus autonomes	<u>32 489</u>	<u>31 959</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Contributions aux programmes de bien-être		
Jeunes délinquants	8 536	42 308
	<u>8 536</u>	<u>42 308</u>
Autres programmes		
Développement des services consultatifs	90	462
Caisse d'aide à la santé	7 145	1 609
	<u>7 235</u>	<u>2 071</u>
	<u>15 771</u>	<u>44 379</u>
	<u>48 260</u>	<u>76 338</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	23	21
	<u>23</u>	<u>21</u>
Autres droits et permis		
Pêche commerciale	103	88
Divers	47	40
	<u>150</u>	<u>128</u>
	<u>173</u>	<u>149</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	59	47
Terrains et bâtisses	110	51
Animaux	140	127
Produits de la ferme	324	237
Spermes	2 362	2 128
Eau	79	1
Location de terrains et bâtisses	224	174
Entreposage et congélation	67	51
Amélioration des terres	71	71
Creusage de puits	69	68
Autres aides à l'agriculteur	292	170
Enquêtes et audition	85	68
Location d'entrepôts frigorifiques	593	582
Cale de halage	69	63
Floralies — colloques et commandites	124	
Divers	112	142
	<u>4 780</u>	<u>3 980</u>
Intérêts		
Ventes de terrains et bâtisses	201	171
Divers	15	22
	<u>216</u>	<u>193</u>
Amendes et confiscations		
Divers	20	4

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (suite)		
Recouvrements		
Autres dépenses	7 485 (2)	356
	<u>7 485</u>	<u>356</u>
	<u>12 501</u>	<u>4 533</u>
Revenus autonomes	<u>12 674</u>	<u>4 682</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	4 404	3 132
Main-d'oeuvre agricole	421	277
Production d'aliments pour bétail	14 567	6 700
Divers	15	21
	<u>19 407</u>	<u>10 130</u>
	<u>32 081</u>	<u>14 812</u>
ASSEMBLÉE NATIONALE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Restaurant Le Parlementaire	400	465
Restaurant Le Mini-Débat	215	207
Divers	157	148
	<u>772</u>	<u>820</u>
Recouvrements		
Divers	44	23
	<u>816</u>	<u>843</u>
COMMUNICATIONS		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Films de l'Office du film du Québec	87	34
Exploitation d'un service téléphonique	59	56
Examen de films et de la publicité cinématographique	125	123
	<u>271</u>	<u>213</u>

(2) Y compris un montant de 6 666 667 \$ eu égard à la dotation au Fonds d'assurance prêts agricoles et forestiers inscrite aux dépenses en 1978-1979 et 1979-1980 maintenant considérée comme placement.

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle	473	472
Publications de l'Éditeur officiel	3 379	2 955
Téléphone	6 199	6 487
Traitement électronique des données	114	135
Divers	23	18
	<u>10 188</u>	<u>10 067</u>
Recouvrements		
Divers	87	80
	<u>10 275</u>	<u>10 147</u>
Revenus autonomes	<u>10 546</u>	<u>10 360</u>
CONSEIL EXÉCUTIF		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	58 ✓	42
Divers	66 ✓	9
	<u>124</u>	<u>51</u>
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 927 ✓	5 025
Divers	113 ✓	111
	<u>5 040</u>	<u>5 136</u>
Amendes et confiscations		
Divers	2 ✓	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	422	171
Divers	41	1
	<u>463</u>	<u>172</u>
Revenus autonomes	<u>5 629</u>	<u>5 362</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
CONSEIL EXÉCUTIF (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Axes routiers prioritaires	16 163	36 770
Infrastructures industrielles	6 574	6 548
Accès aux ressources forestières	20 329	21 303
Développement minéral	1 743	3 154
Développement de l'agriculture	7 081	11 398
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (P.I.C.A.)	223	416
Développement touristique	9 415	5 333
Épuration des eaux	10 500	16 000
Équipements publics	9 069	7 736
Modernisation de l'industrie des pâtes et papiers	272	
Implantation d'une usine de papier journal à Amos	6 071	
Entente sur le Nord québécois	1 248	
	<u>88 688</u>	<u>108 658</u>
	<u>94 317</u>	<u>114 020</u>
CONSEIL DU TRÉSOR		
Revenus divers		
Recouvrements		
Divers		15
Revenus autonomes		<u>15</u>
CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	365	471
Constitution d'autres compagnies	2 257	1 594
Courtage mobilier	452	604
Courtage immobilier	609	587
Rapport annuel des compagnies	2 907	2 568
Vendeurs d'automobiles usagées	(123)	283
Vendeurs itinérants	264	194
Agents de réclamation	57	14
Prospectus	170	
Divers	78	54
	<u>7 036</u>	<u>6 369</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	60	58
Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	302	309
Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	3 012	2 662
Divers	73	72
	<u>3 447</u>	<u>3 101</u>
Intérêts		
Prêts à des coopératives	128	115
Recouvrements		
Divers	44	14
	<u>3 619</u>	<u>3 230</u>
Revenus autonomes	<u>10 655</u>	<u>9 599</u>
 ÉDUCATION		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Droits d'auteur	66	572
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	62	53
Matériel et fournitures	527	1
Matériaux didactiques	370	367
CADRE	462	470
Location de l'ordinateur	2 459	870
Location de services de personnel	37	83
Cours	630	548
Divers	19	18
	<u>4 566</u>	<u>2 410</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	489	481
	<u>489</u>	<u>481</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
ÉDUCATION (suite)		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	195	8
Bourses d'études	809	539
Autres dépenses	80	68
	<u>1 084</u>	<u>615</u>
	<u>6 139</u>	<u>3 506</u>
Revenus autonomes	<u>6 205</u>	<u>4 078</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	3 682	3 918
Formation dans les pénitenciers fédéraux	914	902
Enseignement aux enfants indiens	16 886	14 520
Divers	43	48
	<u>21 525</u>	<u>19 388</u>
	<u>27 730</u>	<u>23 466</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES		
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	10 026	16 654
Forêts domaniales	10 186	12 464
Terrains vacants	1 930	1 735
Réserves et autres	498	191
Divers	11	43
	<u>22 651</u>	<u>31 087</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	58 863	32 160
Mise en valeur	1 038	907
Exploitation par baux miniers	214	212
Prospecteurs	118	75
Divers	110	92
	<u>60 343</u>	<u>33 446</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 387	2 198
Énergie électrique produite	15 943	11 832
Emmagasinement de l'eau	758	790
	<u>19 088</u>	<u>14 820</u>
Autres droits et permis		
Sable et gravier	152	146
Recherche du pétrole et du gaz naturel	115	124
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	1 956	1 741
Détaillant	352	353
Grossistes et détaillants	212	188
Vente de lubrifiant	178	156
Divers	104	105
	<u>3 069</u>	<u>2 813</u>
	<u>105 151</u>	<u>82 166</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	577	466
Matériel et fournitures	83	58
Bois	187 ✓	177
Ventes de terres de l'État	1 279 ✓	2 114
Hôtellerie et télétype	120	132
Location de services de personnel	325	298
Enregistrement de transfert de titres	175	120
Constitution de titre	85	110
Location de territoires affermés	1 296	1 443
Location d'autres terrains et bâtisses	1 355	1 212
Prévention des incendies	1 138 ✓	1 106
Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	486 ✓	649
Mesurage du bois	49 ✓	110
Développement de chemins forestiers	162 (3) ✓	7 469
Extinction de feux de forêts	491 ✓	604
Avions citernes	622 ✓	340
Inventaires et aménagements forestiers	810 ✓	605
Arpentages de terrains	378	460
Locations de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	131	131
Location de parcs à déchets	70	72
Analyse et traitement du minéral	107	44
Stimulation et surveillance de la production minière	157	208
Divers	48	43
	<u>10 131</u>	<u>17 971</u>
Intérêts		
Païement de droits	753	574
Droits sur les profits d'exploitation minière à percevoir	16	335
Divers	46	51
	<u>815</u>	<u>960</u>

(3) À compter de 1980-1981, des dépenses pour la voirie forestière ont fait l'objet de subventions aux entreprises pour 50% du coût alors qu'auparavant, elles étaient imputées à 100% aux dépenses de capital avec une contribution des entreprises de 50%.

DÉTAILS DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)		
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	(470)	1 734
Divers	17	
	<u> (453)</u>	<u> 1 734</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	333	117
Divers	12	34
	<u> 345</u>	<u> 151</u>
	<u>10 838</u>	<u>20 816</u>
Revenus autonomes	<u>115 989</u>	<u>102 982</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Levés déromagnétiques	111	200
Cartographie des plaines d'inondation	849	424
Divers	25	50
	<u> 985</u>	<u> 674</u>
	<u>116 974</u>	<u>103 656</u>
ENVIRONNEMENT		
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Flottage	113	103
Divers	15	18
	<u> 128</u>	<u> 121</u>
Autres droits et permis		
Divers	3	3
	<u> 131</u>	<u> 124</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	96 ✓	84
Vapeur	200	
Filtration et épuration	267	416
Location de lots de grève et à eau profonde	227 ✓	225
Inventaires des eaux	111 ✓	87
Amélioration du régime des eaux	150 ✓	299
Divers	23	32
	<u> 1 074</u>	<u> 1 143</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	27	434
Divers	18	7
	<u>45</u>	<u>441</u>
	<u>1 119</u>	<u>1 584</u>
Revenus autonomes	<u>1 250</u>	<u>1 708</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	833	734
Régularisation des eaux de Montréal	996	919
Réseaux climatologiques au Québec	411	323
Inventaire écologique Côte-Nord	3	137
Équipements communautaires	7 977	
Projet centrale thermique		(75)
Divers	48	18
	<u>10 268</u>	<u>2 056</u>
	<u>11 518</u>	<u>3 764</u>
FINANCES		
Impôts sur le revenu et les biens		
Contributions des employeurs au Fonds de l'assurance-maladie	<u>601 876</u>	<u>521 139</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Curatelle publique	1 653	1 432
Divers		2
	<u>1 653</u>	<u>1 434</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Intérêts		
Comptes de banques	5 475	5 899
Placements temporaires	14 307	3 890
Prêts		
Office des autoroutes du Québec	24 981	22 757
Office du crédit agricole du Québec		
— Financement agricole	26 397	31 852
— Financement forestier	2 043	1 804
Raffinerie de sucre du Québec	302	272
Sidbec	4	5 830
Société d'aménagement de l'Outaouais	3 364	3 286
Société de développement coopératif	882	143
Société de développement immobilier du Québec	167	197
Société de développement industriel du Québec	6 405	6 802
Société d'habitation du Québec	16 158	13 508
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	135	465
Société du parc industriel du centre du Québec	3 388	3 323
Société générale de financement du Québec	2 500	3 711
	<u>86 726</u>	<u>93 950</u>
Obligations et billets	93	10
Compte du gouvernement du Canada	233	151
Gain sur fluctuation de change	214	1
Escompte sur remboursements d'obligation		12
Primes sur émissions d'obligations	2 167	
	<u>109 215</u>	<u>103 913</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	252	387
Recouvrements		
Taxe de vente fédérale	389	622
Autres dépenses	14	8
	<u>403</u>	<u>630</u>
	<u>111 523</u>	<u>106 364</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools		
Dividendes	203 000	160 000
Société des loteries et courses du Québec		
Dividendes	<u>135 000</u>	<u>100 000</u>
	<u>338 000</u>	<u>260 000</u>
Revenus autonomes	<u>1 051 399</u>	<u>887 503</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation		
1980-1981	1 720 824	
1979-1980	108 367	1 574 388
1978-1979	28 063	130 408
1977-1978	<u>(10 085)</u>	<u>3 797</u>
	<u>1 847 169</u>	<u>1 708 593</u>
Autres transferts liés aux accords fiscaux		
Garantie des recettes fiscales		
1976		4 460
1975	(9 700)	10 645
1974	<u>(13 320)</u>	<u>7 102</u>
	<u>(23 020)</u>	<u>22 207</u>
Péréquation — réciprocité fiscale	<u>4 410</u>	<u>3 288</u>
Part de l'impôt sur les profits non distribués	<u>13 407</u>	<u>5 260</u>
Assurance-hospitalisation		
1980-1981	549 376	
1979-1980	(10 507)	509 732
1978-1979	(30 400)	(808)
1977-1978	(16 000)	4 008
1974 (compensation financière seulement)		<u>5 781</u>
	<u>492 469</u>	<u>518 713</u>
Assurance-maladie		
1980-1981	189 150	
1979-1980	(3 127)	175 032
1978-1979	(10 000)	(823)
1977-1978	<u>(5 200)</u>	<u>904</u>
	<u>170 823</u>	<u>175 113</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Enseignement post-secondaire		
1980-1981	349 525	
1979-1980	(2 146)	319 995
1978-1979	(15 487)	(1 500)
1977-1978	(6 897)	1 653
1975-1976 (compensation financière seulement)	14 700	
1974-1975 (compensation financière seulement)	23 320	
	<u>363 015</u>	<u>320 148</u>
Programmes complémentaires de santé		
1980-1981	169 243	
1979-1980	(654)	154 317
1978-1979	(398)	(292)
1977-1978	(48)	(39)
	<u>168 143</u>	<u>153 986</u>
	<u>1 189 247</u>	<u>1 198 715</u>
Contributions aux programmes de bien-être		
Bien-être social		
1980-1981 (compensation financière seulement)	599 218	504 842
1979-1980 (compensation financière seulement)		36 510
1978-1979 (compensation financière seulement)	(12 479)	(7 491)
1977-1978 (compensation financière seulement)		
	<u>586 739</u>	<u>533 861</u>
Autres programmes		
Allocations aux jeunes		
1980-1981	(158 733)	
1979-1980	(4 667)	(145 863)
1978-1979	(7 487)	
1977-1978		(4 494)
	<u>(170 887)</u>	<u>(150 357)</u>
Subside basé sur la population	<u>4 357</u>	<u>4 357</u>
Régime canadien de prêts aux étudiants	<u>17 452</u>	<u>21 670</u>
Part de l'impôt sur le revenu de certaines entreprises d'utilité publique	<u>4 241</u>	<u>1 062</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Bilinguisme		
1980	87 256	
1979		89 030
1978	5 668	39 293
1977		2 596
1976		4 387
1975		(463)
	<u>92 924</u>	<u>134 843</u>
	<u>(51 913)</u>	<u>11 575</u>
	<u>3 571 242</u>	<u>3 452 744</u>
	<u>4 622 641</u>	<u>4 340 247</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
FONCTION PUBLIQUE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	67	53
Absences pour activités syndicales	1 985	1 887
Assurance-vie et protection des cadres des organismes autonomes	304	291
Divers	<u>1</u>	<u>1</u>
	----- 2 357	----- 2 232
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	497	305
Divers	<u>1</u>	<u>16</u>
	----- 498	----- 321
Revenus autonomes	<u>2 855</u>	<u>2 553</u>
IMMIGRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>41</u>	-----
Recouvrements		
Divers	<u>10</u>	<u>6</u>
Revenus autonomes	<u>51</u>	<u>6</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	744	601
Manuels de langue	<u>70</u>	<u>65</u>
	----- 814	----- 666
	<u>865</u>	<u>672</u>

	1980-1981	1979-1980
INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les brasseurs	31 196	32 044
Divers	6	6
	<u>31 202</u>	<u>32 050</u>
Autres droits et permis		
Remboursement	68	71
Agents de voyage	96	87
Hôtels et restaurants	767	731
	<u>931</u>	<u>889</u>
	<u>32 133</u>	<u>32 939</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	79	109
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	1 889	1 876
Manoir Richelieu	328	
Divers	33	49
	<u>2 329</u>	<u>2 034</u>
Intérêts		
Prêts	486	12
Divers		5
	<u>486</u>	<u>17</u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	5
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	1 355	129
Autres dépenses	59	186
Divers		6
	<u>1 414</u>	<u>321</u>
	<u>4 230</u>	<u>2 377</u>
Revenus autonomes	<u>36 363</u>	<u>35 316</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Implantation du système métrique et développement des pêcheries	27	62
	<u>36 390</u>	<u>35 378</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
JUSTICE		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	5 774	5 933
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	15 356	13 312
Détaillants	<u>3 398 (4)</u>	<u>6 555</u>
	----- 24 528	----- 25 800
Autres droits et permis		
Agences d'investigation ou de sécurité	223	301
Assermentation	78	80
Divers	<u>44</u>	<u>44</u>
	----- 345	----- 425
	<u>24 873</u>	<u>26 225</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	385	334
Certificats de naissance, mariage et décès	54 ✓	61
Véhicules usagés	314 ✓	75
Location de chambres et pension	2 871	4 782
Enregistrement de droits	8 976	9 479
Actes judiciaires	7 757	7 124
Actes juridiques	3 416	3 147
Soins aux détenus	209 ✓	177
Absences pour activités syndicales	104	92
Divers	<u>90</u>	<u>68</u>
	----- 24 176	----- 25 339
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	11 828	12 449
Infractions au Code criminel	9 647	6 598
Infractions à la Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool	331	328
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	569	408
Infractions à d'autres lois	4 009	2 281
Dépôts et cautionnements	<u>202</u>	<u>1</u>
	----- 26 586	----- 22 065

(4) En vertu de la Loi sur les permis d'alcools (L.Q. 1979, c. 71), l'émission des permis s'effectue maintenant tout au cours de l'année financière. Auparavant, elle était effectuée au cours des mois de janvier à mars.

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	36	299
Autres dépenses	361	233
Divers	21	
	<u>418</u>	<u>532</u>
	51 180	47 936
Revenus autonomes	<u>76 053</u>	<u>74 161</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation — victimes d'actes criminels	1 260	629
Aide juridique	13 156	5 785
Protection civile	478	445
Inondations (1976)		(418)
Acquisition d'armes à feu	552	592
Conseillers juridiques auprès des autochtones	56	7
Divers	53	1
	<u>15 555</u>	<u>7 041</u>
	<u>91 608</u>	<u>81 202</u>
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Droits régaliens sur les fourrures	528	453
Commerce de fourrures	102	48
Chasse sportive	5 071	3 889
Pêche sportive	1 328	1 364
Divers	86	72
	<u>7 115</u>	<u>5 826</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	266	230
Certificats de chasseurs	195	462
Location de territoires de chasse et pêche	269	318
Parcs et terrains de camping	5 985	5 256
Assurance-vie aux détenteurs de permis de chasse	410	427
Aquarium	82	79
Jardin zoologique	117	110
Mont Ste-Anne	2 922	2 479
Île d'Anticosti	2 266	1 927
Établissements	2 782	2 703
Divers	11	23
	<u>15 305</u>	<u>14 014</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE (suite)		
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	258	258
	<u>258</u>	<u>258</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	177	269
Subventions d'années antérieures	89	9
Divers	16	17
	<u>282</u>	<u>295</u>
	<u>15 845</u>	<u>14 567</u>
Revenus autonomes	<u>22 960</u>	<u>20 393</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de saumon	227	232
	<u>227</u>	<u>232</u>
	<u>23 187</u>	<u>20 625</u>
REVENU		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	5 315 910	4 621 654
Impôts des sociétés(1)	913 386	765 174
Droits de successions	39 839	41 861
	<u>6 269 135</u>	<u>5 428 689</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	1 690 199	1 621 006
Carburants	492 752	445 101
Tabacs	179 271	139 033
Repas et hôtellerie	209 672	178 471
Télécommunications	56 652	50 785
Publicité	5 327	4 783
	<u>2 633 873</u>	<u>2 439 179</u>
Droits et permis		
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	21 874	15 484
Pari mutuel	33 942	26 090
Contenants non consignés	8 825	9 359

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	815	675
Appareils d'amusement	4 513	4 367
Loteries et courses	2 445	1 675
Autres droits et permis		
Autres permis de la Loi des licences	939	974
Transferts de terrains	2 780	2 068
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	<u>76 135</u>	<u>60 694</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception R.R.Q.	13 364	12 499
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	1 642	
Divers	<u>2</u>	<u>3</u>
	<u>15 008</u>	<u>12 502</u>
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	51 392	36 954
Impôt des sociétés	28 216	15 888
Droits des successions	2 518	2 381
Ventes au détail	3 547	5 928
Carburants	62	124
Tabacs	60	61
Repas et hôtellerie	2 725	2 150
Télécommunications	147	56
Profits d'exploitation forestière	1 230	95
Transferts de terrains	126	14
Appareils d'amusement	52	
Divers	<u>27</u>	<u>6</u>
	<u>90 102</u>	<u>63 657</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	496	281
Divers	<u>19</u>	
	<u>515</u>	<u>281</u>
	<u>105 625</u>	<u>76 440</u>
Revenus autonomes	<u>9 084 768</u>	<u>8 005 002</u>

Notes

Les remboursements suivants ont été déduits des revenus

Impôt sur le revenu des particuliers	648 436	645 773
Impôt des sociétés (1)	75 198 (2)	48 333 (3)
Droits de successions	6 116	1 393
Ventes au détail	17 175	12 787
Carburants	11 214	7 415
Tabacs	864	540
Repas et hôtellerie	224	140
Télécommunications	96	102
Publicité	6	
Profits d'exploitation forestière	860	16
Concours publicitaires	29	12
Appareils d'amusement	100	70
Loteries et courses	251	121
Autres permis de la loi des licences	9	8
Transferts de terrains	<u>22</u>	<u>5</u>
	<u>760 600</u>	<u>716 715</u>

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

(2) Comprend 4 496 210 \$ pour le Fonds de relance industrielle.

(3) Comprend 588 236 \$ pour le Fonds de relance industrielle.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
TRANSPORTS		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	189 040	196 026
Conducteurs et chauffeurs	20 877	20 317
Transport commercial public	6 802	5 294
Circulation spéciale	579	(812)
Examen pour l'obtention d'un permis	2 353	2 461
Garage et commerçant	345	353
Divers	38	39
	<u>220 034 (5)</u>	<u>223 678</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	336	443
Terrains et bâtisses	961 ✓	692
Plans et devis	69 ~	56
Extraits de dossiers	292 ✓	565
Duplicata de permis de conduire	170	174
Duplicata d'immatriculation	1 377	1 807
Rapports d'accidents	121 ✓	181
Matériaux usagés	563 ✓	875
Gaz et huile	18	129
Location de terrains et bâtisses	448	351
Location de machinerie et d'équipement	1 321	432
Expropriations à Montréal		99
Construction du réseau routier	(13)	1 004
Conservation des chaussées	1 030	408
Avions	312	28
Aide technique à la Régie de l'assurance automobile	5 306	2 442
Inspection mécanique	82 ✓	84
Divers	55	78
	<u>12 448</u>	<u>9 848</u>
Intérêts		
Divers	1	5
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	98	33
Recouvrements		
Dépenses sous forme d'indemnités	2 462	1 868
Dépenses d'années antérieures	1 639	4 161
Autres dépenses	168	93
Divers	25	
	<u>4 294</u>	<u>6 122</u>
	<u>16 841</u>	<u>16 008</u>
Revenus autonomes	<u>236 875</u>	<u>239 686</u>

(5) Y compris 153 333 407 \$ provenant de la Régie de l'assurance automobile du Québec pour la période du 24 décembre 1980 au 31 mars 1981. Ce revenu a été réduit de 16 359 806 \$ pour l'administration du Code de la route et de la sécurité routière.

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
TRANSPORTS (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisses des passages à niveau	1 672	4 335
Réseau routier de l'Outaouais	9 605	4 914
Aide au transport urbain	4 644	
Prototype — transport urbain		286
Transport maritime — Côte-Nord	2 077	1 805
Entretien de chemins fédéraux	83	9
Divers		30
	<u>18 081</u>	<u>11 379</u>
	<u>254 956</u>	<u>251 065</u>
TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE		
Droits et permis		
Autres droits et permis		
Installations électriques	7 291	7 583
Installations de machines fixes	410	402
Mécaniciens de machines fixes	82	77
Autres techniciens	108	115
Entrepreneurs de construction	4 733	3 234
Divers	45	34
	<u>12 669</u>	<u>11 445</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Protection du droit d'association	2 541	2 184
Soutien administratif et technique	726	609
Divers	26	22
	<u>3 293</u>	<u>2 815</u>

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, SOURCE ET SOUS-SOURCE**Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE (suite)		
Amendes et confiscations		
Industriels et commerciaux	64	137
Infractions à la Loi des électriciens	70	53
Divers	12	
	<u>146</u>	<u>190</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	268	192
	<u>3 707</u>	<u>3 197</u>
Revenus autonomes	<u>16 376</u>	<u>14 642</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	124 984	110 208
	<u>124 984</u>	<u>110 208</u>
	<u>141 360</u>	<u>124 850</u>

	<u>1980-1981</u>	<u>1979-1980</u>
TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	638	903
Matériaux usagés	290	170
Service général des achats	96	62
Vapeur	87	55
Société Parc-Auto	(939) (6)	792
Carburants	2 122	2 178
Location de terrains et bâtisses	4 458	2 168
Location d'espaces de stationnement	866	820
Soutien technique	1 373	371
Concessions alimentaires	858	717
Hôtellerie	468	460
Divers	68	22
	<u>10 385</u>	<u>8 718</u>
Intérêts		
Divers	<u>2</u>	<u>9</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>19</u>	<u>---</u>
Recouvrements		
Dépenses sous formes d'indemnités	19	108
Autres dépenses	7 863 (7)	461
Divers	<u>5</u>	<u>---</u>
	<u>7 887</u>	<u>569</u>
Revenus autonomes	<u><u>18 293</u></u>	<u><u>9 296</u></u>

(6) Les revenus sont comptabilisés à compter de 1980-1981 selon les sommes remises par la Société alors qu'auparavant, ils représentaient les revenus gagnés par la Société. L'élimination du compte à recevoir au 31 mars 1980 pour un montant plus élevé que les remises effectuées en 1980-1981 explique le revenu négatif à ce poste.

(7) Y compris 6 670 940 \$ de remboursements par la Société de développement immobilier du Québec pour les coûts de construction du Palais des Congrès à Montréal (voir note 14 en page 1-25).

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1981**

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Aide à la publication et à la vente du livre	2 336	2 334	365	16	25	20
2. Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	12 612	12 457	319	16	29	22
3. Bibliothèque nationale	3 963	3 938	2 748	110	287	139
TOTAL:	18 911	18 729	3 432	142	341	181

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14

SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR DES BIENS CULTURELS

1. Conservation et utilisation des archives	2 680	2 631	1 788	134	113	87
2. Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	17 384	15 444	3 565	447	360	2 061
3. Commission des biens culturels	419	281	185	1	42	47
TOTAL:	20 483	18 356	5 538	582	515	2 195

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

1. Direction et soutien administratif	5 657	5 559	3 278	262	165	200
2. Bureaux régionaux	2 406	2 390	1 010	85	98	14
TOTAL:	8 063	7 949	4 288	347	263	214

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14

ARTS DE L'ENVIRONNEMENT VISUEL

1. Amélioration de l'environnement visuel	2 065	2 054	347	73	59	45
2. Développement des musées et centres d'expositions	12 105	10 742	1 929	481	431	490
TOTAL:	14 170	12 796	2 276	554	490	535

Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
	1	8	1					1 898
	1	3						12 067
23	33	120	395		83			
23	35	131	396		83			13 965

Ce programme vise la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

7	43	103	112	3	111			130
506	56	353	5	355	61	1 785	29	5 861
	5	1						
513	104	457	117	358	172	1 785	29	5 991

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

8	86	137	122		55		2	1 244
	20	13	4					1 146
8	106	150	126		55		2	2 390

Ce programme vise à développer les arts de l'environnement visuel et à favoriser l'accès au public.

	1	7	5		1			1 516
36	26	253	784		141			6 171
36	27	260	789		142			7 687

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ARTS D'INTERPRÉTATION**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Enseignement des arts d'interprétation	9 490	9 465	6 687	1 676	391	267
2. Soutien aux arts d'interprétation Permanents ¹	14 781 5 600	14 756 6 009	896	47	98	205
TOTAL:	29 871	30 230	7 583	1 723	489	472

¹ Loi sur la Place des Arts, L.R.Q., c. P-11 et modifications**PROGRAMME 6**
Sommaire: page 1-14**CINÉMA ET AUDIO-VISUEL**

1. Direction, soutien et promotion du cinéma	2 258	2 232	90		1	2 032
2. Bureau de surveillance du cinéma	305	270	241		18	4
TOTAL:	2 563	2 502	331		19	2 036

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	88 461	84 553	23 448	3 348	2 117	5 633
Permanents	5 600	6 009				
	94 061	90 562	23 448	3 348	2 117	5 633

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

38 166

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

				CAPITAL				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
53	66	143	23		139			20
	31	17			3			13 459
								6 009
53	97	160	23		142			19 488

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

	1	3			1			104
1	2	2			2			
1	3	5			3			104

634	372	1 163	1 451	358	597	1 785	31	43 616
								6 009
634	372	1 163	1 451	358	597	1 785	31	49 625
				CAPITAL				TRANSFERT
				2 771				49 625

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Relations fédérales-provinciales et interprovinciales	2 862	2 787	1 551	102	307	441
2. Coopération interprovinciale	1 017	980	168	5	156	186
TOTAL:	3 879	3 767	1 719	107	463	627

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES INTERNATIONALES**

1. Représentation à l'étranger	14 444	13 592	5 172	38	2 680	3 747
2. Relations et coopération internationales	21 917	20 538	5 051	161	3 444	3 211
TOTAL:	36 361	34 130	10 223	199	6 124	6 958

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires Québécois	989	989				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	1 070	1 070				
TOTAL:	2 059	2 059				

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 762	3 580	1 275	21	2 105	77
2. Soutien administratif	2 907	2 799	2 202	113	138	157
3. Service du protocole	685	656	382	7	20	188
TOTAL:	7 354	7 035	3 859	141	2 263	422

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

49 653	46 991	15 801	447	8 850	8 007
--------	--------	--------	-----	-------	-------

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

35 126

Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
4	26	58	5	6	287
		13			452
4	26	71	5	6	739

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.

50	368	360	391	72	714
7	33	387	66	18	8 160
57	401	747	457	90	8 874

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

					989
					1 070
					2 059

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	1	14	1	5	81
7	71	95	7	7	2
1	1	47	8	2	
8	73	156	16	14	83

69	500	974	478	110	11 755
				CAPITAL	TRANSFERT
				110	11 755

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**ORGANISATION ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Relations municipales	2 654	2 397	970	27	83	36
2. Urbanisme et aménagement du territoire	4 216	2 467	1 260	518	107	31
3. Commission nationale de l'aménagement	150	99	85		8	
TOTAL:	7 020	4 963	2 315	545	198	67

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	4 037	3 632	2 959	315	242	8
2. Aide financière aux municipalités	63 771	62 426				
3. Fonds de péréquation	16 200	15 736				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	1 407	1 354	1 068	35	85	148
5. Affaires nordiques et amérindiennes	6 486	4 906	192		37	10
TOTAL:	91 901	88 054	4 219	350	364	166

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique	7 482	6 668	1 293	38	177	17
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	40 596	39 595				699
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	140 432	140 432				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	7 350	7 350				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	2 773	2 661	2 211	168	170	5
TOTAL:	198 633	196 706	3 504	206	347	721

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

				CAPITAL						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations	
	10	15						3		1 253
	25	47						3		476
	1	2						3		
	36	64						9		1 729

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

1	16	89						2		62 426
										15 736
	6	7						5		4 666
		1								
1	22	97						7		82 828

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

3	27	175	1					14		4 923
										38 896
										140 432
										7 350
	33	66						8		
3	60	241	1					22		191 601

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Direction et gestion interne	4 766	4 181	2 591	460	295	261
2. Soutien technique	1 520	1 163	1 005		19	10
TOTAL:	6 286	5 344	3 596	460	314	271

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	795	527	443		22	16
2. Aide aux municipalités	5 893	5 500	597		71	50
TOTAL:	6 688	6 027	1 040		93	66

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

	42 149	41 031				
TOTAL:	42 149	41 031				

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-24**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

	4 648	4 648				
TOTAL:	4 648	4 648				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-20**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

Votés	8 054	3 748	2 531	292	239	585
Permanents ¹	1 200	5 898	3 120	405	617	1 039
TOTAL:	9 254	9 646	5 651	697	856	1 624

¹ Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, L.Q. 1979, c. 48.

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL					TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations
17	72	142	2					33	
	86	43							
17	158	185	2					33	
									308
									308

Ce programme vise à prévenir et à réduire par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

	8	37	1						
8	4								4 770
8	12	37	1						4 770

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

									41 031
									41 031

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

									4 648
									4 648

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

1	54	36	4					6	
3	104	567	5					38	
4	158	603	9					44	

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-20**AIDE FINANCIÈRE À L'HABITATION**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Aide à la rénovation urbaine	7 786	6 739				
2. Aide à la restauration de logements	10 146	7 526	131	8	4	565
3. Acquisition de logements sous forme individuelle ou coopérative Permanents ²	5 360 4 500	5 355 3 952				
4. Supplément au loyer	9 956	9 786			234	
5. Financement des déficits d'exploitation des logements municipaux	93 160	79 550				
TOTAL:	130 908	112 908	131	8	238	565

² Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-20**GESTION INTERNE ET ADMINISTRATION DES PROGRAMMES DE LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

1. Direction	2 258	1 873	1 301	145	80	234
2. Finances et administration générale	3 439	3 070	1 991	588	58	182
3. Soutien aux opérations	5 154	4 886	4 236	236	331	21
4. Surveillance administrative des logements subventionnés	1 372	1 332	1 177	10	116	20
5. Service aux coopératives	416	310	289		8	9
TOTAL:	12 639	11 471	8 994	979	593	466

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	504 426	470 948	26 330	2 840	2 386	2 907
Permanents	5 700	9 850	3 120	405	617	1 039
	510 126	480 798	29 450	3 245	3 003	3 946

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

41 708

Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.

				CAPITAL					TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations	
										6 739
	7	2		72	22	42	93	44		6 536
										5 355
										3 952
										9 552
										79 550
	7	2		72	22	42	93	44		111 684

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de la Société d'habitation du Québec.

	17	24	5					15		52	
5	72	131	7					32	4		
	53	9									
	9										
		4									
5	151	168	12					47	4	52	
35	500	830	20	72	22	42	93	168	4	434 699	
3	104	567	5					38		3 952	
38	604	1 397	25	72	22	42	93	206	4	438 651	
				CAPITAL					TRANSFERT		
									439		438 651

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DU REVENU FAMILIAL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Allocations familiales Permanents ¹	180 650	176 613				
2. Administration	6 784	6 226				6 002
TOTAL:	187 434	182 839				6 002
Votés Permanents	6 784 180 650	6 226 176 613				

¹ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17 et modifications**PROGRAMME 2**
Sommaire: page 1-18**AIDE SOCIALE**

1. Allocations d'aide sociale	1 062 941	1 051 411				
2. Administration	55 084	53 345	34 368	2 451	1 158	51
TOTAL:	1 118 025	1 104 756	34 368	2 451	1 158	51

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments et d'appareils médicaux	55 834	55 834				
2. Prestations de services	14 704	14 704				
3. Administrations	3 347	3 347				3 347
TOTAL:	73 885	73 885				3 347

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

1. Prestations	6 345	5 416				
2. Administration	202	145				137
TOTAL:	6 547	5 561				137

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
			19		176 594
					224
			19		176 818

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

					1 051 411
7		16			15 294
7		16			1 066 705

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis surtout par les bénéficiaires de l'aide.

					55 834
					14 704
					70 538

Ce programme vise à assurer aux chasseurs et piégeurs cris une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

					5 416
	8				
	8				5 416

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-18**SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services de première ligne Permanents ²	66 596 5 275	65 654 4 966	276		12	
2. Services à domicile Permanents ²	54 781 503	54 141 2 388				
TOTAL:	127 155	127 149	276		12	
Votés Permanents	121 377 5 778	119 795 7 354				

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN AUX ORGANISMES BÉNÉVOLES**

TOTAL:	4 536	4 391
---------------	--------------	--------------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-18**SERVICES DE CONSULTATION ET DE PROTECTION**

1. Protection de la jeunesse Permanents ³	58 756 4 134	58 727 3 955
2. Protection des adultes et des personnes âgées Permanents ³	10 724 999	10 610 1 002
3. Services sociaux en milieu scolaire	9 356	9 355
4. Services sociaux en centres hospitaliers Permanents ³	22 528 2 104	22 394 1 315
5. Services sociaux complémentaires Permanents ³	52 332 5 043	52 152 4 916
6. Familles d'accueil	54 588	53 749
TOTAL:	220 564	218 175
Votés Permanents	208 284 12 280	206 987 11 188

³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de base en santé et adaptation sociale.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	3	3			65 360
					4 966
					54 141
					2 388
	3	3			126 855

Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou restaurer leur autonomie.

					58 727
					3 955
					10 610
					1 002
					9 355
					22 394
					1 315
					52 152
					4 916
					53 749
					218 175

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-18**RÉADAPTATION**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Services aux enfants mésadaptés sociaux Permanents ⁴	154 790 8 625	154 781 7 715				
2. Services aux enfants handicapés mentaux Permanents ⁴	124 908 6 552	124 847 6 144				
3. Services aux enfants handicapés physiques Permanents ⁴	25 806 1 897	25 630 1 591				
4. Services aux adultes handicapés Permanents ⁴	73 735 3 711	73 684 4 533				
TOTAL:	400 024	398 925				

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 9
Sommaire: page 1-18**HÉBERGEMENT**

1. Garde des enfants	27 800	27 660	222	129	38	23
2. Hébergement des adultes et personnes âgées Permanents ⁵	317 660 21 310	306 574 24 229				
TOTAL:	366 770	358 463	222	129	38	23

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 10
Sommaire: page 1-18**ÉQUIPEMENT DES SERVICES SOCIAUX**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	47 629	44 612				
2. Service de la dette	35 835	29 939				
TOTAL:	83 464	74 551				

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à une vie normale.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					154 781
					7 715
					124 847
					6 144
					25 630
					1 591
					73 684
					4 533
					398 925

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde; il vise également à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux adultes et personnes âgées qui en seraient privés.

	1	12		15	27 220
					306 574
					24 229
	1	12		15	358 023

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation de services sociaux.

					44 612
					29 939
					74 551

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-18**SERVICES DE COURTE DURÉE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Soins des maladies physiques Permanents ⁶	1 805 434 130 717	1 804 557 141 705				
2. Soins des maladies mentales Permanents ⁶	133 749 9 874	132 567 11 051				
3. Services de santé préventifs	72 990	72 211	1 834		71	8
TOTAL:	2 152 764	2 162 091	1 834		71	8

⁶ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 12
Sommaire: page 1-18**SOINS PROLONGÉS**

1. Soins des maladies physiques Permanents ⁷	347 605 25 132	346 523 25 933
2. Soins des maladies mentales Permanents ⁷	97 460 1 805	95 545 6 549
TOTAL:	472 002	474 550

⁷ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 13
Sommaire: page 1-18**ÉQUIPEMENT DES SERVICES DE SANTÉ**

1. Acquisition, location, amélioration et conservation de l'équipement	10 888	9 119
2. Service de la dette	64 238	59 536
TOTAL:	75 126	68 655

Ce programme vise à rendre accessible aux malades les soins spécialisés et ultra-spécialisés que requiert leur état; il vise également à assurer les activités de dépistage et de prévention.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					1 804 557
					141 705
					132 567
					11 051
		270			70 028
		270			2 159 908

Ce programme vise à assurer aux malades à long terme les soins prolongés que requiert leur état.

					346 523
					25 933
					95 545
					6 549
					474 550

Ce programme vise à assurer le maintien et le développement de l'équipement nécessaire à la prestation de services de santé.

					9 119
					59 536
					68 655

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-20**RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Recherche en santé	17 183	17 117				78
2. Recherche socio-économique	810	762				22
3. Recherche expérimentale	621	444				
TOTAL:	18 614	18 323				100

PROGRAMME 15
Sommaire: page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE**

Votés	10 366	10 266				
Permanents ^a	664	996				
TOTAL:	11 030	11 262				

^a Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications**PROGRAMME 16**
Sommaire: page 1-20**SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX AU NOUVEAU-QUÉBEC**

TOTAL:	11 546	9 848				
---------------	---------------	--------------	--	--	--	--

PROGRAMME 17
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION DU MINISTÈRE**

1. Direction et administration	29 554	27 768	15 584	583	3 131	2 561
2. Conseil des affaires sociales et de la famille	496	439	383	3	13	34
3. Planification et évaluation	4 660	4 283	3 868	109	100	206
4. Programmes de santé	7 159	6 801	6 203	147	277	174
5. Programmes de services sociaux	8 142	7 646	7 091	178	377	
6. Relations de travail	3 618	3 226	2 878	53	175	120
7. Laboratoires	3 889	3 533	2 375	155	57	63
TOTAL:	57 518	53 696	38 382	1 228	4 130	3 158

Ce programme vise à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de programmes d'intervention dans les domaines de la sécurité du revenu et de la santé et adaptation sociale.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					17 039
					740
					444
					18 223

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination du développement des services de santé et des services sociaux dans les régions socio-sanitaires.

					10 266
					996
					11 262

Ce programme vise à assurer les services de santé et les services sociaux à la population du Nouveau-Québec.

					9 848
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services requis pour établir et mettre en oeuvre, ses politiques dans les domaines de la sécurité du revenu et de la santé et adaptation sociale.

262	2 328	2 443	193	683	
	5	1			
142	2	657	4	78	
404	2 335	3 101	197	761	

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 18
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
TOTAL:	2 641	2 543	1 932	100	212	184

PROGRAMME 19
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

1. Services aux adultes en travail adapté	12 965	11 776				
2. Soutien aux organismes de promotion	1 057	1 057				
3. Direction et administration	3 466	2 535	855	458	393	153
TOTAL:	17 488	15 368	855	458	393	153

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	4 998 138	4 939 430	77 869	4 366	6 014	13 163
Permanents	408 995	425 601				
	5 407 133	5 365 031	77 869	4 366	6 014	13 163

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

107 989

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre tout demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
4	40	30		41	

Ce programme vise à assurer la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, d'informer et de conseiller les personnes handicapées, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

					11 776
					1 057
	40	87		11	538
	40	87		11	13 371

415	2 427	3 519	197 19	828	4 830 632 425 582
415	2 427	3 519	216	828	5 256 214

CAPITAL	TRANSFERT
828	5 256 214

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Planification et études économiques	2 324	2 293	1 578	143	133	74
2. Recherche agricole	9 199	9 011	4 803	570	175	71
3. Enseignement agricole	9 376	9 222	5 663	882	114	190
TOTAL:	20 899	20 526	12 044	1 595	422	335

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien Permanents ¹	7 583 3 500	7 282	6 335	349	331	31
2. Crédit agricole Permanents ²	96 13 333	66 12 268				
3. Crédit agricole par les institutions privées	37 373	35 141				
4. Amélioration des fermes Permanents ³	4 889 175	4 457 83				
5. Crédit à la production Permanents ⁴	45	47				
6. Crédit spécial Permanents ⁵	1 045 7	1 044				
7. Prêt agricole	4 416	4 382				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	9 175	9 175				
9. Réaménagement foncier	2 228	1 838	248	398	44	3
TOTAL:	83 865	75 783	6 583	747	375	34

¹ Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.Q., 1978, c. 49² Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75 et modifications³ Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18 et modifications⁴ Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77 et modifications⁵ Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79 et modifications

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des hommes compétents en agriculture.

				CAPITAL					TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
1		11				3			350
122	114	956	4			289	46		1 861
419	56	748	6			75	120		949
542	170	1 715	10			367	166		3 160

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

1	92	119	16			8			
									66
									12 268
									35 141
									4 457
									83
									47
									1 044
									4 382
									9 175
		5	1	23			420		696
1	92	124	17	23		8	420		67 359

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Mise en valeur des productions	45 196	44 140	7 429	966	655	497
2. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux	50 685	49 118	1 429	122	169	273
3. Soutien de l'emploi agricole	11 654	11 608	196	42	25	
4. Administration et services régionaux	28 653	27 971	20 150	4 303	2 247	180
TOTAL:	136 188	132 837	29 204	5 433	3 096	950

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**ASSURANCES AGRICOLES**

1. Assurance-récolte	8 161	7 952	1 737	58	198	1 791
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	12 027	12 025	373	138	162	63
TOTAL:	20 188	19 977	2 110	196	360	1 854

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation ⁶	16 999	15 554	754	46	91	62
Permanents ⁷		146				
Permanents ⁸		230				
2. Développement des marchés ⁹	14 170	13 875	1 259	112	226	163
Permanents ¹⁰	55	55				
3. Contrôle de la qualité des produits	15 558	15 368	9 343	296	1 288	109
TOTAL:	46 782	45 228	11 356	454	1 605	334

⁶ Excluant pour les prêts, les montants de 75 000 \$ et de 75 000 \$ aux crédits autorisés et aux dépenses⁷ Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales, L.R.Q., c. A-19⁸ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modifications⁹ Excluant pour les prêts, le montant de 1 300 000 \$ aux crédits autorisés¹⁰ Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25 et modifications

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	1 392	1 230	1 002	46	123	33

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	4 898	4 109	1 700	1 463	296	436
2. Protection du territoire	2 454	1 982	760	474	136	440
3. Contribution aux taxes foncière, municipales et scolaires sur les fermes	9 622	9 278				
TOTAL:	16 974	15 369	2 460	1 937	432	876

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 428	1 333	1 189	61	81	
2. Soutien administratif et technique Permanents ¹¹	17 276	17 017 18	9 008 11	2 500 2	1 927 5	845
TOTAL:	18 704	18 368	10 208	2 563	2 013	845

¹¹ Loi sur les grains, L.Q., 1979, c. 84**PROGRAMME 9**
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

1. Inventaires, recherches et gestion interne	3 170	3 000	1 666	595	251	109
2. Contribution à l'exploitation de la ressource	8 402	6 740	2 081	325	220	178
3. Contribution à la transformation de la ressource	10 418	7 999	2 692	1 473	265	105
TOTAL:	21 990	17 739	6 439	2 393	736	392

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

				CAPITAL					TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
	10	15				1			

Ce programme vise à conserver à l'agriculture les sols arables.

4	64	129	3			14			
	3	160	1				8		
									9 278
4	67	289	4			14	8		9 278

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

		2							
148	321	1 740	41			487			
148	321	1 742	41			487			

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

17	111	173	10			68			
96	71	244	7	24		98	24		3 372
121	49	939	6	15	1	73	1 445		815
234	231	1 356	23	39	1	239	1 469		4 187

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	349 867	334 210	81 395	15 362	9 157	5 653
Permanents	17 115	12 847	11	2	5	
	<u>366 982</u>	<u>347 057</u>	<u>81 406</u>	<u>15 364</u>	<u>9 162</u>	<u>5 653</u>
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			<u>123 191</u>			

				CAPITAL					TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
1 119	2 017	8 010	230	75	3	1 654	2 275	2	207 258
			230						12 599
1 119	2 017	8 010	460	75	3	1 654	2 275	2	219 857
				CAPITAL					TRANSFERT
				4 009					219 857

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**SERVICES STATUTAIRES ET DE SOUTIEN POLITIQUE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Traitements et allocations des députés Permanents ¹	2 162 8 767	2 159 8 326	2 159 4 554			
2. Services de recherche des partis	375	374		2 128 192	733 92	
3. Traitements de l'exécutif Permanents ²	806	805	805			
4. Cabinets politiques	3 308	2 782	2 256		163	311
TOTAL:	15 418	14 446	9 774	2 320	988	388

¹ Loi sur la législation, L.R.Q., c. L-1 et modifications² Loi sur l'exécutif, L.R.Q., c. E-18 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SERVICES PARLEMENTAIRES**

1. Sergent d'armes	2 390	2 372	2 239	88	5	
2. Secrétariat des commissions	327	316	279	28	5	1
3. Bibliothèque de la Législature	2 045	2 029	1 572	141	13	128
4. Relations interparlementaires	350	333	169	2	16	138
5. Législation	926	662	431	7	212	1
TOTAL:	6 038	5 712	4 690	266	251	268

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**COMMUNICATIONS**

1. Édition	2 728	2 633	1 600	97	189	4
2. Radiotélévision des débats	1 982	1 777	641	178	7	256
3. Accueil et information	660	632	328	98	102	7
TOTAL:	5 370	5 042	2 569	373	298	267

Ce programme vise à assurer à l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à l'exercice du pouvoir législatif.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
	838	73		
	6	7		
6	1	45		
6	845	125		

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs.

		40		
		2	1	
3	11	138	12	11
1		6	1	
	1	10		
4	12	196	14	11

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale auprès des députés et des citoyens.

27	156	101	1	458
8	225	118	1	343
		68	16	13
35	381	287	18	814

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-20**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Direction et administration	2 893	2 744	2 344	112	148	77
2. Services du personnel et financiers	885	851	735	53	8	42
3. Services techniques et auxiliaires	943	942	502	96	1	5
4. Services alimentaires	1 178	1 165	402	256		1
TOTAL:	5 899	5 702	3 983	517	157	125

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-20**PROTECTEUR DU CITOYEN**

TOTAL	1 051	971	903	11	28	5
--------------	--------------	------------	------------	-----------	-----------	----------

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-20**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL:	4 741	4 657	4 333	10	98	166
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	------------

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	28 944	27 399	20 893	1 369	1 087	1 219
Permanents	9 573	9 131	5 359	2 128	733	
	38 517	36 530	26 252	3 497	1 820	1 219

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:****35 612**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
		10		53
	5	5	1	2
4		306		28
2	22	474	3	5
6	27	795	4	88

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir de griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

2	6	13		3
---	---	----	--	---

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

2	18	11	17	2
---	----	----	----	---

55	451	1 354	53	918
	838	73		

55	1 289	1 427	53	918
----	-------	-------	----	-----

CAPITAL

918

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Service de communication	43 625	43 537			42 460	12
2. Gestion interne	4 330	4 240	3 604	180	156	42
TOTAL:	47 955	47 777*	3 604	180	42 616	54

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES ET RENSEIGNEMENTS**

1. Services centraux	4 451	4 444	1 255	8	2 938	190
2. Services régionaux	4 223	4 175	3 389	179	276	44
TOTAL:	8 674	8 619	4 644	187	3 214	234

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**ÉDITION GOUVERNEMENTALE**

1. Publications officielles	3 075	2 906	858	82	1 766	17
2. Commercialisation	1 323	1 237	884	5	142	5
3. Impressions en régie	6 821	6 702	2 972	82	19	2
4. Édition, documentation et traduction	3 796	3 588	2 987	31	67	230
TOTAL:	15 015	14 433	7 701	200	1 994	254

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 747	1 599	859	27	304	81
2. Soutien administratif et technique	1 989	1 889	1 428	380	16	9
TOTAL:	3 736	3 488	2 287	407	320	90

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 572 000 \$ après examen.

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
757	24	86		198	
37	37	108	4	72	
794	61	194	4	270	

Ce programme vise à informer le public sur les objectifs, les activités et les services du gouvernement et à assister les ministères et organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs programmes d'information.

5	4	43		1	
9	96	127	16	39	
14	100	170	16	40	

Ce programme vise à mettre à la disposition du public des publications et des documents audio-visuels et à assister les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition.

	13	161	4	5	
15	18	164	2	2	
203	552	2 419	2	451	
1	44	216	8	4	
219	627	2 960	16	462	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	6	36		3	283
5	5	39	2	5	
5	11	75	2	8	283

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Coordination interministérielle	943	918	718	10	23	116
2. Développement et exploitation des systèmes	10 238	10 218	4 554	269	59	284
TOTAL:	11 181	11 136	5 272	279	82	400

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

1. Régie des services publics	2 282	1 832	1 634	7	80	23
-------------------------------	-------	-------	-------	---	----	----

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES**

1. Planification du développement des réseaux	1 170	864	556	65	31	50
2. Planification du développement des médias	3 881	3 591	787	5	78	50
3. Recherche	1 193	436	247	4	12	90
TOTAL:	6 244	4 891	1 590	74	121	190

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**CINÉMA ET AUDIO-VISUEL**

1. Production	1 121	998	650	21	62	139
2. Distribution	3 696	3 267	735	32	103	2 029
3. Bureau de surveillance du cinéma	387	387	348		26	3
TOTAL:	5 204	4 652	1 733	53	191	2 171

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'informatique aux ministères.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
3	4	7	3	34	
128	4 060	808	32	24	
131	4 064	815	35	58	

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

1	26	23	2	36	
---	----	----	---	----	--

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

2	6	19	1		134
	10	6		20	2 635
				4	79
2	16	25	1	24	2 848

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

7	16	53	1	49	
1	5	52	6	14	290
	2	7		1	
8	23	112	7	64	290

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services
1. Société de Radio-télévision du Québec	36 159	35 658				
TOTAL DES PROGRAMMES: Votés	136 450	132 486	28 465	1 387	48 618	3 416
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			92 445			

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					35 658
1 174	4 928	4 374	83	962	39 079
				CAPITAL	TRANSFERT
				962	39 079

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	450	411	336		4	58

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION DES ÉLECTIONS ET FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES**

1. Directeur général des élections Permanents ¹	34 962	51 608	1 690	1 812	387	961
2. Commission de la représentation Permanents ²	1 613	2 870	512	767	978	150
3. Financement des partis politiques Permanents ³	2 916	3 110	746	65	606	106
4. Subventions aux comités nationaux pour la consultation populaire Permanents ⁴	2 125	2 122				
TOTAL:	41 616	59 710	2 948	2 644	1 971	1 217

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3 et modifications² Loi sur la représentation électorale, L.Q., 1979, c. 57³ Loi régissant le financement des partis politiques, L.R.Q., c. F-2 et modifications⁴ Loi sur la consultation populaire, L.Q., 1978, c. 6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ORGANISMES — CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier Ministre et bureaux des ministres d'État	7 535	7 487	4 537		793	284
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	13 124	11 823	4 804	1 695	1 207	3 650
3. Affaires amérindiennes et inuit Permanents ⁵	4 059	3 453 600	695	82	216	280
4. Gestion interne et soutien administratif	2 535	2 527	1 682	246	15	7
TOTAL:	27 253	25 890	11 718	2 023	2 231	4 221

⁵ Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois, L.R.Q., c. C-67

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
	2	11				

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

238	467	976	44 269	337	471	
12	110	203		138		
88	139	139	122	24		1 075
						2 122
338	716	1 318	44 391	499	471	3 197

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre et au Conseil exécutif les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

1	11	19	7			1 835
1	129	121	14	23		179
	33	17		2		2 128 600
18	277	215	1	66		
20	450	372	22	91		4 742

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Programme expérimental de création d'emplois communautaires	24 650	16 258		581	109	103
2. Fonds de développement régional	2 423	1 766				25
3. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménagement et de développement régional*	1					
TOTAL:	27 074	18 024 ✓		581	109	128

* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**PLANIFICATION ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE,
CONSULTATION ET ADMINISTRATION DE L'O.P.D.Q.**

1. Travaux de planification	875	426				426
2. Aide à la consultation	1 935	1 930				
3. Direction et soutien administratif	7 179	6 871	5 171	893	368	198
TOTAL:	9 989	9 227 ✓	5 171	893	368	624

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-24**CONSULTATION DES AGENTS SOCIO-ÉCONOMIQUES**

TOTAL:	464	373 ✓	209	35	21	97
---------------	------------	--------------	------------	-----------	-----------	-----------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**PROMOTION DU DROIT ET DU STATUT DE LA FEMME**

TOTAL:	1 950	1 886 ✓	1 306	142	189	182
---------------	--------------	----------------	--------------	------------	------------	------------

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
	15	1				15 449
						1 741
	15	1				17 190

Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

						1 930
8	75	126	7	25		
8	75	126	7	25		1 930

Ce programme vise à fournir à l'O.P.D.Q. des avis en matière de développement socio-économique et régional.

	6	3		2		
--	---	---	--	---	--	--

Ce programme vise à permettre au Conseil du statut de la femme de travailler à la promotion de l'égalité et du respect du droit et du statut de la femme.

	31	30	1	5		
--	----	----	---	---	--	--

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Office de la langue française	13 780	13 545	9 015	1 485	867	1 084
2. Commission de surveillance de la langue française	1 232	986	813	115	27	6
3. Conseil de la langue française	2 119	1 664	823	87	138	532
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	142	70	69		1	
5. Commission de toponymie	1 232	1 096	708	172	75	87
TOTAL:	18 505	17 361	11 428	1 859	1 108	1 709

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE À L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE**TOTAL: Permanents⁶ 1 200 1 200⁶ Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture, L.Q., 1979, c. 10PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-26**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**TOTAL: Permanents⁷ 500⁷ Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.Q., 1979, c. 63 et modifications

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	85 685	72 572	30 168	5 533	4 030	7 019
Permanents	42 816	62 010	2 948	2 644	1 971	1 217
	<u>128 501</u>	<u>134 582</u>	<u>33 116</u>	<u>8 177</u>	<u>6 001</u>	<u>8 236</u>

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

104 153

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
31	233	302	5	120		403
	12	8		5		
	16	24		24		20
3	18	27	1	5		
34	279	361	6	154		423

Ce programme vise à effectuer, encourager et soutenir des recherches et des études sur les divers aspects des phénomènes culturels.

						1 200
--	--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

						500
62	858	904	36	277		23 685
338	716	1 318	44 391	499	471	5 497
400	1 574	2 222	44 427	776	471	29 182
				CAPITAL		TRANSFERT
				1 247		29 182

CONSEIL DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	2 080	2 039	1 941	12	16	32
2. Politique administrative	1 361	1 301	1 218	23	13	29
3. Politique de personnel et relations de travail	1 832	1 635	1 473	44	49	37
4. Soutien administratif et technique	900	827	667	51	9	9
5. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	115					
TOTAL:	6 288	5 802	5 299	130	87	107
TOTAL DU PROGRAMME:						
Votés	6 288	5 802	5 299	130	87	107
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			5 759			

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

				CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement
1	14	7		16
1		2		15
3	21	5		3
2	34	43	3	9
<hr/>				
7	69	57	3	43
<hr/>				
7	69	57	3	43
<hr/>				
				CAPITAL
<hr/>				
				43
<hr/>				

CONSOmmATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-26**PROTECTION DU PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection du consommateur Permanents ¹	7 135 76	6 948 14	4 085 14	341	1 344	397
2. Contrôle et surveillance du courtage immobilier	511	489	443	26	6	3
3. Contre-publicité	2 733	1 621			1 396	225
TOTAL:	10 455	9 072	4 542	367	2 746	625

¹ Loi sur le recouvrement de certaines créances, L.Q., 1979, c. 70 et modifications**PROGRAMME 2**
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES**

1. Fichier central des entreprises	985	946	831	87	2	1
2. Création et modification de personnes morales	1 915	1 725	1 363	85	22	107
3. Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives ² Permanents ³	893 1 000	854 1 000	578	12	65	14
TOTAL:	4 793	4 525	2 772	184	89	122

² Excluant pour les prêts 600 000 \$ aux crédits autorisés et 600 000 \$ aux dépenses³ Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications**PROGRAMME 3**
Sommaire: page 1-12**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

1. Contrôle et surveillance des caisses d'épargne et de crédit	508	475	455	6	9	1
2. Contrôle et surveillance des compagnies de fiducie et de finance	238	209	194		13	
3. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance	2 399	2 303	1 895	164	159	52
4. Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières	2 153	2 119	1 719	90	100	152
5. Gestion du régime de l'assurance-dépôts	270	225	212		5	7
TOTAL:	5 568	5 331	4 475	260	286	212

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales et immobilières.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	29	155	2	38	556
	5	6			
1	34	161	2	38	556

Ce programme vise à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises opérant au Québec et à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives.

	18	7			
2	44	101		1	
		2		1	182
2	62	110		2	1 000
2	62	110		2	1 182

Ce programme vise à permettre le maintien et le développement d'un réseau financier répondant aux besoins de l'économie par un contrôle constant des opérations des institutions financières.

		4			
				2	
	2	22	1	7	1
2	33	20	1	2	
		1			
2	35	47	2	11	1

CONSOMMATEURS, COOPÉRATIVES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Direction et soutien administratif Permanents ⁴	2 988 120	2 860 105	2 292 105	54	79	53
2. Soutien technique	1 052	895	713	30	121	18
3. Inspections et enquêtes	2 055	1 857	1 684	11	121	16
TOTAL:	<u>6 215</u>	<u>5 717</u>	<u>4 794</u>	<u>95</u>	<u>321</u>	<u>87</u>

⁴ Loi sur les valeurs mobilières, L.R.Q., c. V-1 et modifications

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	25 835	23 526	16 464	906	3 441	1 046
Permanents	1 196	1 119	119			
	<u>27 031</u>	<u>24 645</u>	<u>16 583</u>	<u>906</u>	<u>3 442</u>	<u>1 046</u>

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

22 829

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières, et à fournir les services d'inspection et d'enquête nécessaires au bon fonctionnement des autres programmes du ministère.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
10	186	137	25	19	5
		12		1	
		24		1	
10	186	173	25	21	5
15	317	491	29	72	744 1 000
15	317	491	29	72	1 744
				CAPITAL	TRANSFERT
				72	1 744

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Administration interne Permanents ¹	18 104	16 933 2	11 409	918	424	1 253
2. Soutien	38 064	35 880	13 807	1 962	2 856	8 956
3. Consultation	3 415	3 050	1 522	163	216	1 067
TOTAL:	59 583	55 865	26 738	3 043	3 496	11 276

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION DES RÉSEAUX**

1. Administration de l'enseignement primaire et secondaire	26 370	23 045	17 179	926	783	1 758
2. Administration de l'enseignement post-secondaire	16 864	15 523	12 329	1 147	489	682
3. Administration de l'enseignement privé	647	617	564	14	20	19
TOTAL:	43 881	39 185	30 072	2 087	1 292	2 459

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

1. Bourses aux étudiants de l'enseignement primaire et secondaire	281	270				
2. Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement collégial ²	58 350	56 933				
3. Prêts et bourses aux étudiants de l'enseignement universitaire ³	58 907	58 246				
4. Bourses d'excellence	9 409	8 968				
TOTAL:	126 947	124 417				

² Excluant pour les prêts 665 000 \$ aux crédits autorisés et 664 475 \$ aux dépenses³ Excluant pour les prêts 1 046 500 \$ aux crédits autorisés et 1 046 299 \$ aux dépenses

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à fournir un certain nombre de services d'appoint au ministère et aux organismes d'enseignement de même qu'à fournir à l'autorité compétente des avis relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
140	134	614	24 2	96	1 921
361	3 400	1 555	28	736	2 219
1	53	24	1	2	1
502	3 587	2 193	55	834	4 141

Ce programme vise à assurer la coordination des différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

9	6	60	7	37	2 280
2	30	657		15	172
11	36	717	7	52	2 452

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien financier aux étudiants.

					270
			186		56 747
					58 246
					8 968
			186		124 231

1-114

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Enseignement Permanents ⁴	1 918 539	1 918 267		103	28	731
	96 558	102 009				
2. Soutien à l'enseignement Permanents ⁵	774 378	774 378				
	40 275	42 541				
3. Investissements	7 524	7 514				
4. Service de la dette Permanents ⁶	255 183	251 561				
	17	16				
TOTAL:	3 092 474	3 096 286		103	28	731

⁴ et ⁵ Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modifications⁶ Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, L.Q., 1955-56, c. 39 et modificationsPROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC** ✓

1. Enseignement Permanents ⁷	356 950	348 518				
	16 683	23 375				
2. Soutien à l'enseignement Permanents ⁸	152 982	149 368				
	7 147	10 018				
3. Service de la dette	65 500	64 198				
TOTAL:	599 262	595 477				

⁷ et ⁸ Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE** ✓

1. Enseignement et recherche	463 314	463 314				
2. Programmes particuliers d'enseignement et de recherche	19 125	19 125				
3. Soutien à l'enseignement et à la recherche	257 648	257 598				
4. Investissements	4 800	2 218				
5. Service de la dette	50 800	50 686				
TOTAL:	795 687	792 941				

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	1	316		49	1 917 039
					102 009
					774 378
					42 541
					7 514
					251 561
					16
	1	316		49	3 095 058

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux CEGEP les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

	348 518
	23 375
	149 368
	10 018
	64 198
	595 477

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	463 314
	19 125
	257 598
	2 218
	50 686
	792 941

1-116

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**FORMATION DES ADULTES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Formation générale et socio-culturelle	39 588	38 201				
2. Formation professionnelle	65 145	59 624				
3. Gestion de la formation	42 179	40 608				
TOTAL:	146 912	138 433				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

1. Enseignement primaire et secondaire Permanents ⁹	142 999 15 935	142 859 14 627				
2. Enseignement collégial Permanents ¹⁰	40 719 5 725	40 719 5 255				
TOTAL:	205 378	203 460				

⁹ et ¹⁰ Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

TOTAL:	2 354	1 898	1 136	74	95	386
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	------------

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	4 890 138	4 850 119	57 946	5 307	4 911	14 852
Permanents	182 340	197 843				
	5 072 478	5 047 962	57 946	5 307	4 911	14 852

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

90 695

Ce programme vise à contribuer par des activités éducatives au développement social et culturel des individus et des collectivités et à permettre aux travailleurs de se recycler et se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					38 201
					59 624
					40 608
					138 433

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

					142 859
					14 627
					40 719
					5 255
					203 460

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

	38	29	1	15	124
513	3 662	3 255	247 2	950	4 758 476 197 841
513	3 662	3 255	249	950	4 956 317
				CAPITAL	TRANSFERT
				950	4 956 317

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Recherche	2 622	2 600	1 750	395	146	78
2. Inventaire de base	3 730	3 342	1 702	352	133	1 076
TOTAL:	6 352	5 942	3 452	747	279	1 154

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	15 504	14 804	2 932	5 493	513	1 925
2. Travaux sylvicoles	4 703	4 374	1 109	1 403	136	1 114
TOTAL:	20 207	19 178	4 041	6 896	649	3 039

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	10 299	10 296	362	22	44	9 823
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	4 393	4 360	959	875	146	1 006
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 525	2 487	565	770	50	17
TOTAL:	17 217	17 143	1 886	1 667	240	10 846

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	8 123	8 078	6 026	384	201	858
2. Contrôle de l'utilisation	8 105	7 970	6 105	653	362	8
3. Voirie forestière	22 517	21 211	1 072	218	86	1
4. Aide à la production forestière privée	14 031	13 967	1 278	361	77	52
TOTAL:	52 776	51 226	14 481	1 616	726	919

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

CAPITAL											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communcations	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
26	30	108							67			
14		51							14			
40	30	159							81			

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

141	448	1 939	1	29		37	5	70	499	771	1	
42	257	259							29			25
183	705	2 198	1	29		37	5	70	528	771	1	25

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

3	10	27							5			
78	125	1 039	50						81	1		
12	17	90		111	1	43	44	23	28	303		413
93	152	1 156	50	111	1	43	44	23	114	304		413

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation et à susciter une meilleure organisation de l'exploitation sur les boisés privés.

61	100	278				85			47	33		5
121	110	459							152			
53	88	108	1	1 407	169	914	4 541	388	225	1 461	4	10 475
17	25	85							21			12 051
252	323	930	1	1 407	169	999	4 541	388	445	1 494	4	22 531

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Direction	3 967	3 848	3 139	87	152	93
2. Soutien administratif et technique	12 850	12 263	7 819	990	700	561
TOTAL:	16 817	16 111	10 958	1 077	852	654

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	821	745	649	12	46	3
2. Prêts forestiers Permanents ¹	2 007	1 138				
3. Prêts forestiers garantis Permanents ¹	500	485				
	30					
TOTAL:	3 358	2 368	649	12	46	3

¹ Loi sur le crédit forestier L.R.Q., c. C-78 et modifications**PROGRAMME 7**
Sommaire: page 1-8**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

TOTAL:	26 044	11 310	377	124	22	185
---------------	---------------	---------------	------------	------------	-----------	------------

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-24**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levés et cartographie intégrés	12 802	11 501	4 675	934	380	4 273
2. Intégrité du territoire	381	340	228	101	9	
TOTAL:	13 183	11 841	4 903	1 035	389	4 273

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

CAPITAL										TRANSFERT		
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
4	17	27	1						11			317
205	389	1 256	72					5	253	13		
209	406	1 283	73					5	264	13		317

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

2	3	10	1						19			1 138
												485
2	3	10	1						19			1 623

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

		1	5						1			10 595
--	--	---	---	--	--	--	--	--	---	--	--	--------

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

110	255	709	5						148			12
		2										
110	255	711	5						148			12

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	6 893	6 587	4 030	1 453	233	113

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levées et études géoscientifiques	10 980	9 478	2 580	1 579	512	1 898
2. Inventaire du potentiel minéral	2 669	2 442	2 061	131	99	70
TOTAL:	13 649	11 920	4 641	1 710	611	1 968

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-8**SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINÉRIÈRE**

1. Voirie minière	8 334	8 150	426	52	9	8
2. Recherches minérales	5 237	4 411	3 115	121	18	183
3. Surveillance de la production minière	2 190	1 546	1 144	126	139	17
4. Planification et gestion	1 788	1 381	778	193	36	262
5. Développement de l'industrie minière	1 949	952	533	154	36	183
TOTAL:	19 498	16 440	5 996	646	238	653

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES ET RECHERCHES CONCERNANT
LES HYDROCARBURES ET L'ÉLECTRICITÉ**

1. Recherches d'hydrocarbures	334	301	151	61	15	63
2. Études et gestion interne	18 784	18 270	2 649	1 088	272	818
3. Contrôle et surveillance des distributeurs de produits pétroliers	1 026	976	834	32	94	
TOTAL:	20 144	19 547	3 634	1 181	381	881

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'allénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

CAPITAL											TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
50	62	161		199	8	2	142	36	82	16		

Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.

78	207	345	5					1	173			2 100
4	4	49							24			
82	211	394	5					1	197			2 100

Ce programme vise à stimuler l'activité minière en participant avec l'industrie à certains investissements en infrastructures, en recherches appliquée et économique, à fournir un soutien technique et à surveiller l'application des règles de sécurité.

127	107	37		661	55	526	3 227	212	159	2 538	6	
40	1	316	6						228	13		370
8	17	43						1	48	3		
1		3	7						11			90
	8	5							1			32
176	133	404	13	661	55	526	3 227	213	447	2 554	6	492

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

	6	5										
15	66	61	18						8			13 275
	2	12	1						1			
15	74	78	19						9			13 275

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Contrôle et surveillance des distributeurs	1 610	1 524	1 216	43	25	201
2. Sécurité publique	938	927	796		42	
TOTAL:	2 548	2 451	2 012	43	67	201

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	216 649	190 926	61 060	18 207	4 733	24 889
Permanents	2 037	1 138				
	218 686	192 064	61 060	18 207	4 733	24 889

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

120 238

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
2	17	19	1									
4	49	33							3			
6	66	52	1						3			
1 218	2 420	7 537	174	2 407	233	1 607	7 959	736	2 338	5 152	11	50 245 1 138
1 218	2 420	7 537	174	2 407	233	1 607	7 959	736	2 338	5 152	11	51 383
				CAPITAL								TRANSFERT
				20 443								51 383

ENVIRONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**PROTECTION DU MILIEU**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Normalisation	1 955	1 935	1 492	262	59	72
2. Contrôle	6 859	6 528	4 832	337	935	54
3. Protection de la nature	805	644	155	130	16	73
TOTAL:	9 619	9 107	6 479	729	1 010	199

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DU MILIEU AMBIANT**

1. Milieu aquatique	52 200	49 707	5 618	1 094	781	2 177
2. Milieu atmosphérique et terrestre	3 615	3 355	1 313	65	140	98
TOTAL:	55 815	53 062	6 931	1 159	921	2 275

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE**

1. Inventaires	7 365	6 645	3 676	923	743	557
2. Laboratoires et recherches	4 166	4 027	2 294	383	42	30
TOTAL:	11 531	10 672	5 970	1 306	785	587

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction et administration centrale	7 761	7 571	4 783	336	665	412
2. Administration régionale	1 891	1 773	1 313	211	215	24
3. Organismes-conseils	852	829	626	33	72	78
TOTAL:	10 504	10 173	6 722	580	952	514

TOTAL DES PROGRAMMES:
Votés

87 469	83 014	26 102	3 774	3 668	3 575
--------	--------	--------	-------	-------	-------

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

41 739

Ce programme vise à prévenir la détérioration du milieu ambiant par l'énoncé de normes de rejets, la surveillance des agents qui affectent le milieu ambiant et la réalisation de mesures de protection.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres rémunérations	Communications	Services	Loyers	Fournitures	Équipement	Immobilisations	Autres dépenses	
2	3	10							10			25
27	46	207	3						87			
5	73	20		18			18	56	57	23		
34	122	237	3	18			18	56	154	23		25

Ce programme vise à améliorer et à restaurer les composantes du milieu ambiant de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisées pour les usages qui sont requis.

306	905	564	32	55	19	59	24	40	262	1 062	2	36 707
17	27	29	1						57			1 608
323	932	593	33	55	19	59	24	40	319	1 062	2	38 315

Ce programme vise à améliorer les connaissances sur les composantes du milieu ambiant au moyen d'inventaires biophysiques et par l'analyse des écosystèmes.

41	13	383	3						305	1		
199	5	879	3						149	38		5
240	18	1 262	6						454	39		5

Ce programme vise à l'information et à la consultation de la population ainsi qu'à la planification et à la direction des ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

64	328	385	10						123			465
2	2	6										
1	3	15	1									
67	333	406	11						123			465

664	1 405	2 498	53	73	19	59	42	96	1 050	1 124	2	38 810
				CAPITAL								TRANSFERT
				2 465								38 810

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Politiques fiscales	1 043	1 009	904	6	13	75
2. Recherche économique et financière	954	916	744	21	7	139
TOTAL:	1 997	1 925	1 648	27	20	214

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Gestion de la caisse Permanents ¹	4 625 83 980	4 443 68 697	1 496	87	3	2 509
2. Gestion de la dette publique Permanents ¹	890 1 103 998	821 1 153 205	770	15	13	3
TOTAL:	1 193 493	1 227 166	2 266	102	16	2 512

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Comptabilité des ministères	14 620	13 735	13 228	386	39	
2. Développement et exploitation des systèmes informatiques	2 337	2 147	1 733	66	24	19
3. Coordination centrale	2 780	2 585	2 533	31	17	2
TOTAL:	19 737	18 467	17 494	483	80	21

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que des relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement
	6	2			3
		2			3
	6	4			6

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.

20	9	308	3	68 697	8
1	16	3		1 153 205	
21	25	311	3	1 221 902	8

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

1	41	31			9
54	190	36			25
		2			
55	231	69			34

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**FONDS DE SUPPLÉANCE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 50 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	2 213					
2. Provision pour augmenter avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du Gouvernement et du secteur para-public	886					
TOTAL:	3 099					

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

TOTAL	2 825	2 634	1 817	71	350	189
--------------	--------------	--------------	--------------	-----------	------------	------------

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-26**CURATELLE PUBLIQUE**

1. Administration des biens sous curatelle publique	2 297	2 088	1 964	35	25	4
2. Surveillance de l'administration des curateurs privés et des tuteurs	469	363	360		3	
TOTAL:	2 766	2 451	2 324	35	28	4

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	35 939	30 741	25 549	718	494	2 940
Permanents	1 187 978	1 221 902				
	1 223 917	1 252 643	25 549	718	494	2 940

FONCTIONNEMENT**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:****1 252 577**

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

					CAPITAL
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Service de la dette	Équipement

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

7	68	108	10		14
---	----	-----	----	--	----

Ce programme vise à administrer les biens de malades mentaux et les biens sans maître et à surveiller l'administration des curateurs privés et des tuteurs.

2	14	40			4
2	14	40			4
85	344	532	13	1 221 902	66
85	344	532	13	1 221 902	66
					CAPITAL
					66

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Gestion du personnel d'encadrement	1 555	1 358	1 129	40	57	61
2. Personnel d'encadrement en formation	3 719	3 697	3 460		144	10
3. Gestion des autres personnels et des relations de travail	2 695	2 678	2 142	70	225	149
4. Personnel surnuméraire	52					
5. Information de gestion et soutien professionnel	3 064	2 943	2 579	57	33	28
6. Administration	2 624	2 475	1 914	163	80	71
TOTAL:	13 709	13 151	11 224	330	539	319

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

1. Contributions du Gouvernement à titre d'employeur Permanents ¹	62 399	60 014	54 331	5 683
	3 502	3 525	3 525	
TOTAL:	65 901	63 539	57 856	5 683

¹ Lois sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

TOTAL:	1 575	1 496	1 342	62	31	8
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	----------

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**OFFICE DU RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL**

TOTAL:	6 183	6 141	5 461	129	140	139
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

Ce programme vise la normalisation de la gestion du personnel de la fonction publique ainsi que la négociation et la coordination de l'application des conventions collectives dans la fonction publique. Il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines de même qu'à assurer le développement et le maintien d'un système intégré d'information de gestion du personnel.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	38	25	8		
			83		
2	26	46	7	11	
4	120	104	14	4	
11	36	103	9	13	75
17	220	278	121	28	75

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à faire enquête sur le fonctionnement et l'observance de la Loi sur la fonction publique et de ses règlements et à donner des avis au Conseil du trésor sur les règlements soumis par le ministre de la Fonction publique et l'Office du recrutement et de la sélection du personnel quant à leurs conformités avec les règles de la sélection au mérite.

	21	14		18	
--	----	----	--	----	--

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion de la fonction publique.

	12	142	108	6	4
--	----	-----	-----	---	---

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE
DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires	110 664	99 354	99 354			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents ²	662	755				
3. Régime de retraite des employés du Gouvernement et des organismes publics Permanents ³	70 221	72 480	72 480			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	16 147	15 566	5 487			
5. Administration Permanents ³	9 405 900	9 079 687	8 004	171	217	232
TOTAL:	<u>207 999</u>	<u>197 921</u>	<u>185 325</u>	<u>171</u>	<u>217</u>	<u>232</u>

² Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10 et modificationsPROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**

1. Services courants	125 525	105 607				
2. Services passés	154 745	139 286				
TOTAL	<u>280 270</u>	<u>244 893</u>				

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	500 352	449 694	185 203	6 375	927	698
Permanents	75 285	77 447	76 005			
	<u>575 637</u>	<u>527 141</u>	<u>261 208</u>	<u>6 375</u>	<u>927</u>	<u>698</u>

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

271 243

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					755
					10 079
10	175	215	9 687	46	
10	175	215	696	46	10 834

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.

					105 607
					139 286
					244 893
39	558	615	136 687	96	255 047 755
39	558	615	823	96	255 802
				CAPITAL	TRANSFERT
				96	255 802

IMMIGRATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Établissement des immigrants	3 056	3 027	2 719	54	202	47
2. Adaptation des immigrants	20 145	19 793	5 738	4 804	103	5 614
3. Direction et gestion interne	4 073	3 988	2 645	246	172	276
TOTAL:	27 274	26 808	11 102	5 104	477	5 937
TOTAL DU PROGRAMME:						
Votés	27 274	26 808	11 102	5 104	477	5 937
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			23 088			

Ce programme vise à assurer la participation et l'intégration des immigrants à la vie québécoise.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
	3	2			
2	50	145	4	34	3 299
5	89	148	20	20	367
7	142	295	24	54	3 666
7	142	295	24	54	3 666
				CAPITAL	TRANSFERT
				54	3 666

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Direction et soutien administratif	2 429	2 376	2 023	67	153	90
2. Soutien technique	4 069	3 912	3 289	78	108	26
TOTAL:	6 498	6 288	5 312	145	261	116

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-10**RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES**

1. Recherche économique	1 817	1 602	1 488	19	39	39
2. Statistiques socio-économique	2 437	2 198	2 068	68	14	39
3. Enquêtes, diffusion et assistance technique	3 353	3 216	2 704	46	135	157
TOTAL:	7 607	7 016	6 260	133	188	235

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS**

1. Politique et stratégies sectorielles ¹	18 162	15 759	3 550	185	373	541
2. Prospection de l'investissement et expansion des marchés Permanents ²	6 108	5 445 20 948	2 415	46	872	908
3. Infrastructure d'accueil à l'industrie	29 942	26 458	1 000	123	128	562
4. Services aux entreprises manufacturières et aux commerces	6 840	6 343	4 151	90	488	114
5. Normalisation	1 028	929	708	39	60	55
6. Institut national de productivité	1 080	1 080				
TOTAL:	63 160	76 962	11 824	483	1 921	2 180

¹ Excluant pour les prêts 16 680 500 \$ aux crédits autorisés 15 044 721 \$ aux dépenses² Loi sur la Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17 et modifications

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
1	15	19			8		
32	46	305	4		24		
33	61	324	4		32		

Ce programme vise à recueillir et à exploiter des données statistiques sur l'évolution socio-économique du Québec et à parfaire la connaissance de l'économie afin d'en déceler les problèmes de croissance, de préciser les objectifs de développement industriel, de proposer des modalités d'intervention et d'en évaluer les résultats.

	10	3	2		2		
		8	1				
8	105	38	4		19		
8	115	49	7		21		

Ce programme vise à stimuler l'implantation de nouvelles entreprises, à faciliter l'adaptation et la croissance des entreprises manufacturières existantes et à favoriser le développement des entreprises commerciales.

1	36	151	22		12		10 888
1	45	37	73		11		1 037
171	36	254	3 354	135	13	2 004	20 948
1	37	10	14		11		18 678
1	16	34	5		11		1 427
							1 080
175	170	486	3 468	135	58	2 004	54 058

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
TOTAL: Permanents ³	7 000	7 000				

³ Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-10**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

TOTAL:	39 519	39 141	3 801	59	249	151
--------	--------	--------	-------	----	-----	-----

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

1. Promotion du tourisme	7 927	5 753	1 822	507	423	2 408
2. Développement du tourisme	5 892	5 730	2 082	243	372	565
TOTAL:	13 819	11 483	3 904	750	795	2 973

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-10**FORMATION PROFESSIONNELLE**

TOTAL:	10 796	10 609	4 664	1 915	91	380
--------	--------	--------	-------	-------	----	-----

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	141 399	130 551	35 765	3 485	3 505	6 035
Permanents	7 000	27 948				
	148 399	158 499	35 765	3 485	3 505	6 035

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

57 595

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de réaliser ou de participer à la réalisation de recherches industrielles.

				CAPITAL			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilisations	
							7 000

Ce programme vise à assurer le fonctionnement de l'organisme chargé de faciliter la transformation de la structure industrielle par une aide sélective à l'investissement et par l'octroi de crédits à des entreprises viables.

12	82	49	5	14	34 719
----	----	----	---	----	--------

Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.

1	51	34	76	18	413
3	30	53	1	5	2 376
4	81	87	77	23	2 789

Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'oeuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.

1 093	82	2 294	39	51			
1 325	591	3 289	3 600	135	199	2 004	70 618
							27 948
1 325	591	3 289	3 600	135	199	2 004	98 566
				CAPITAL			TRANSFERT
				2 338			98 566

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Magistrature Permanents ¹	5 141 14 806	4 851 15 348	4 851 14 479	212	646	10
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	431	440	61	31	22	204
TOTAL:	20 378	20 639	19 391	243	668	214

¹ Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et modifications, et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68 et modifications**PROGRAMME 2**
Sommaire: page 1-22**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	52 144	51 980	41 682	3 482	714	4 221
2. Services aux tribunaux administratifs	2 063	2 037	1 824	42	86	35
TOTAL:	54 207	54 017*	43 506	3 524	800	4 256

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES POUR FINS JUDICIAIRES**

1. Enquêtes sur les décès et les incendies	1 698	1 603	828	2	18	744
2. Expertises médico-légales	1 082	1 058	742	45	16	207
3. Expertises scientifiques	1 727	1 715	1 466	6	50	65
TOTAL:	4 507	4 376	3 036	53	84	1 016

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

1. Commission des droits et libertés de la personne	2 125	2 119		1 878	101	87
2. Comité de la protection de la jeunesse	2 520	2 505	1 872	186	159	35
TOTAL:	4 645	4 624	1 872	2 064	260	122

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 228 000 \$ après examen.

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
	1					
	7	58	57			
	8	58	57			

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice.

54	541	994	133	159	
1	25	16	1	7	
55	566	1 010	134	166	

Ce programme vise à renseigner la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

	6	5			
1	7	36		4	
10	3	87	5	23	
11	16	128	5	27	

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

2	24	18	3	6	
1	36	48	7	4	157
3	60	66	10	10	157

1-144

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22

AIDE AUX JUSTICIABLES

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Commission des services juridiques	38 290	38 290				
2. Aide aux recours collectifs	178	175				
3. Aide socio-économique aux justiciables	721	585	78	28	18	457
TOTAL:	39 189	39 050	78	28	18	457

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-22

ADMINISTRATION

1. Direction	3 433	3 391	1 585	480	529	203
2. Administration du personnel	3 041	2 997	2 759	126	61	2
3. Administration de l'équipement	1 555	1 553	636	31	73	2
4. Administration financière	825	772	702	2	59	
5. Systèmes de gestion Permanents ²	6 092	6 024 50	2 970	300	109	1 593 50
TOTAL:	14 946	14 787*	8 652	939	831	1 850

² Loi sur les permis d'alcool, L.Q., 1979, c. 71

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26

ENREGISTREMENT OFFICIEL

1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	593	586	554	13	11	
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	10 637	10 480	9 456	522	115	3
TOTAL:	11 230	11 066	10 010	535	126	3

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 116 000 \$ après examen.

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
						38 290
		4				175
		4				38 465

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

2	29	29	94	3	437
	13	22	11	3	
1	1	805	3	1	
			8	1	
191	645	128	30	58	
194	688	984	146	66	437

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

		8			
18	169	150	30	17	
18	169	158	30	17	

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Votés Permanents ³	3 926	568 3 613	451 2 944	21 91	76 411	1 37
TOTAL:	3 926	4 181	3 395	112	487	38

³ Loi sur les permis d'alcool, L.Q., 1979, c. 71PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

1. Détention	65 493	65 302	55 692	833	431	814
2. Participation communautaire	3 603	3 327	226		7	2 455
3. Surveillance des personnes en probation et en libération conditionnelle	5 871	5 856	5 235	287	206	21
4. Commission québécoise des libérations conditionnelles	717	702	495	5	71	120
TOTAL:	75 684	75 187	61 648	1 125	715	3 410

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-24**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

1. Services juridiques en matière civile	11 260	11 228	9 031	471	398	1 143
2. Services juridiques en matière pénale Permanents ⁴	1 880 1 000	1 846 968	1 319	253	6	104
3. Réclamations	491	426	340	22	43	15
TOTAL:	14 631	14 468	10 690	746	447	1 262

⁴ Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modificationsPROGRAMME 11
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

1. Élaboration des lois et règlements	1 861	1 805	1 572	78	44	67
2. Refonte des lois et règlements	1 210	1 119	557	98	401	47
3. Recherche	1 261	1 068	450	40	16	26
TOTAL:	4 332	3 992	2 579	216	461	140

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	CAPITAL		TRANSFERT
				Équipement	Immobilisations	
1	4	13	2	2		
	33	72		22		
1	37	85	2	24		

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter leur réinsertion sociale.

200	113	6 615	89	501	14
			3		636
4	54	11	20	18	
	4	6		1	
204	171	6 632	112	520	650

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

6	87	38	40	14	
3	10	143	1	7	968
1		3		2	
10	97	184	41	23	968

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.

3	9	14	17	1	
	2	12	2		
		14	1		521
3	11	40	20	1	521

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-26**CONTENTIEUX CRIMINEL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
TOTAL:	11 322	10 840	9 297	737	328	328

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-26**COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

1. Recherche et programmation Permanents ⁵	867	825 11	324 11	96	63	91
2. Formation et perfectionnement des policiers	2 927	2 917	1 036	213	116	747
3. Sécurité interne	2 201	2 186	1 605	2	271	8
TOTAL:	5 995	5 939	2 976	311	450	846

⁵ Loi concernant certaines dispositions législatives, L.Q., 1978, c. 18PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-26**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE POLICE**

TOTAL:	2 625	2 557	1 946	89	192	271
--------	-------	-------	-------	----	-----	-----

PROGRAMME 15
Sommaire: page 1-26**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	138 833	138 739	134 221	1 179	2 758	
2. Gestion interne et soutien	62 931	62 835	37 395	287	3 574	568
TOTAL:	201 764	201 574* ✓	171 616	1 466	6 332	568

PROGRAMME 16
Sommaire: page 1-26**PROTECTION CIVILE**

Permanents ⁶	3 663	3 512	69	2 261	65	84
-------------------------	-------	-------	----	-------	----	----

⁶ Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.Q., 1979, c. 64.

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 2 174 000 \$ après examen.

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
5	63	49	19	14		

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

	3	7	1	1		239
34	18	670	2	81		
52	5	145	1	97		
86	26	822	4	179		239

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

1	34	15	6	3		
---	----	----	---	---	--	--

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

			581			
2 771	5 059	8 391	242	4 548		
2 771	5 059	8 391	823	4 548		

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

15	42	114	53	214	40	555
----	----	-----	----	-----	----	-----

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 17
Sommaire: page 1-18**INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ⁷	5 348	7 662				700
⁷ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6 et modifications						
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	453 144	446 867	333 197	11 854	11 120	14 480
Permanents	25 248	31 604	17 564	2 595	1 144	1 085
	<u>478 392</u>	<u>478 471</u>	<u>350 761</u>	<u>14 449</u>	<u>12 264</u>	<u>15 565</u>
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			<u>423 665</u>			

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

				CAPITAL		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	Immobilisations	
						6 962
3 361	6 964	18 496	1 350	5 576		40 469
16	83	244	112	236	40	8 485
3 377	7 047	18 740	1 462	5 812	40	48 954
				CAPITAL		TRANSFERT
				5 852		48 954

1-152

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Recherche	1 566	1 464	1 138	84	75	22
2. Amélioration et exploitation	13 202	12 973	5 367	1 280	561	868
3. Protection et éducation	18 718	18 527	12 884	1 877	358	299
TOTAL:	33 486	32 964	19 389	3 241	994	1 189

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**ACTIVITÉS DE PROMOTION, D'ÉDUCATION
ET DE RÉCRÉATION EN MILIEU NATUREL**

1. Parcs et réserves Permanents ¹	50 271	50 030 1	16 244	19 520	735	1 256
2. Soutien aux organismes et lieux de plein air	4 646	4 646				
TOTAL:	54 917	54 677	16 244	19 520	735	1 256

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 et modificationsPROGRAMME 3
Sommaire: page 1-16**IMPLANTATION D'ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENT DE
SITES DE PLEIN AIR**

TOTAL:	22 951	22 805				
--------	--------	--------	--	--	--	--

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Assistance aux organismes socio-culturels	3 859	3 839				
2. Assistance aux activités et manifestations socio-culturelles	6 763	6 581				
3. Voyages et échanges socio-culturels	1 343	1 129		101	616	
4. Loisir touristique	566	564				
TOTAL:	12 531	12 113		101	616	

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES
LOCAUX ET RÉGIONAUX DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Soutien aux municipalités	13 805	13 640				
2. Assistance aux organismes locaux et régionaux	9 942	9 760				
3. Assistance aux centres communautaires	1 496	1 475				
TOTAL:	25 243	24 875				

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 824	1 723	1 459	64	88	50
2. Administration centrale	18 258	17 238	9 753	902	2 303	495
3. Administration régionale	4 861	4 598	3 713	326	161	25
TOTAL:	24 943	23 559	14 925	1 292	2 552	570

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Soutien aux organismes d'activités physiques	1 755	1 729			19	60
2. Soutien aux organismes sportifs	12 514	12 337				
3. Organisation et préparation de compétitions sportives	1 936	1 933				
TOTAL:	16 205	15 999			19	60

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

TOTAL:	500	149	87	7	10	32
---------------	------------	------------	-----------	----------	-----------	-----------

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL:	3 700	3 700				
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	194 476	190 840	50 645	24 161	4 926	3 107
Permanents		1				
	194 476	190 841	50 645	24 161	4 926	3 107
FONCTIONNEMENT						
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			98 446			

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	1980-1981		TRANSFERT
	Crédits autorisés	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents ¹	811 847	843 900	843 900
2. Services optométriques Permanents ¹	22 946	21 292	21 292
3. Services dentaires Permanents ¹	82 635	82 958	82 958
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents ¹	79 655	92 138	92 138
5. Autres services Permanents ¹	9 248	9 632	9 632
6. Administration Permanents ¹	37 100	33 798	33 798
TOTAL:	1 043 431	1 083 718	1 083 718

¹ Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modificationsTOTAL DU PROGRAMME:
Permanents

1 043 431 1 083 718

1 083 718

TRANSFERT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

1 083 718

* Une prévision de 1 043 431 000 \$ et une dépense au fonds de l'assurance-maladie de 1 083 717 862 \$; y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 481 842 204 \$ pour les dépenses en excédent de la contribution des employeurs au fonds de l'assurance-maladie de 601 875 658 \$ (voir page 1-43) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5 et modifications.



1-160

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Perception	60 264	57 550	36 521	13 176	3 967	294
Permanents ¹	10 800	10 883				10 883
Permanents ²	2 800	2 470				2 470
Permanents ³	3 000	3 213				3 213
Permanents ⁴	1 800	1 876				1 876
Permanents ⁵	40	40				40
Permanents ⁶	20 000	29 519				
2. Vérification	39 431	38 595	34 203	336	2 757	218
3. Soutien technique	13 159	12 774	6 893	127	91	420
4. Direction et soutien administratif	5 696	5 627	4 391	332	576	150
TOTAL:	156 990	162 547	82 008	13 971	7 391	19 564

¹ Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 et modifications² Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 et modifications³ Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 et modifications⁴ Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 et modifications⁵ Loi concernant la taxe sur les télécommunications, L.R.Q., c. T-4 et modifications⁶ Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL**

TOTAL:	27 227	20 201	138	112	219	50
---------------	---------------	---------------	------------	------------	------------	-----------

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

TOTAL:	1 803	1 761	1 140	106	64	331
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	-----------	------------

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DES RENTES DU QUÉBEC**

TOTAL:	1 800	1 611				
Permanents ⁷						

⁷ Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1 et modifications

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
562	2 393	299	4	334	
			29 519		
12	3	985	1	80	
89	305	4 829	1	19	
1	9	37	100	31	
664	2 710	6 150	29 625	464	

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage.

	81	3	19 598
--	----	---	--------

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

3	22	85	3	7
---	----	----	---	---

Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
TOTAL: Permanents ⁸	3 672	3 673				
⁸ Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3 et modifications						
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	147 580	136 508	83 286	14 189	7 674	1 463
Permanents	43 912	53 285				18 482
	191 492	189 793	83 286	14 189	7 674	19 945
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			164 437			

Ce programme vise à promouvoir l'industrie des courses de chevaux.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					3 673
667	2 732	6 316	109 29 519	474	19 598 5 284
667	2 732	6 316	29 628	474	24 882
				CAPITAL	TRANSFERT
				474	24 882

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-12	SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES					
	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
ÉLÉMENTS	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Inventaires et recherches	6 250	5 012	3 975	207	158	522
2. Transport des personnes Permanents ¹	187 631 400	183 125 436	897	7	155	1 718
3. Transport des marchandises	1 305	727	582	19	56	48
TOTAL:	195 586	189 300	5 454	233	369	2 288

¹ Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q., 1969, c. 83 et modifications

PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-12	INFORMATION, CONTRÔLE ET SÉCURITÉ					
1. Sécurité routière	5 136	2 389	1 143	178	296	601
2. Émission des permis de conduire et immatriculation des véhicules Permanents ²	27 006 4 756	20 860 5 898	12 599	3 928	1 189	304 5 898
3. Contrôle du transport	6 338	6 314	5 062	83	163	27
TOTAL:	43 236	35 461	18 804	4 189	1 648	6 830

² Code de la route, L.R.Q., c. C-24 et modifications

PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-12	CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER	
1. Construction d'autoroutes	145 048	144 857
2. Construction de routes principales	111 530	111 295
3. Construction de routes régionales	58 008	57 914
4. Construction d'autres routes	118 390	118 211
TOTAL:	432 976	432 277*

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 22 067 000 \$ après examen.

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

CAPITAL										TRANSFERT		
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses
12	12	39	9							78		
1	24	27	6							2		180 288 436
	11	1	4							3		3
13	47	67	19							83		180 727

Ce programme vise à fournir des services d'information et de sécurité routières et à émettre et contrôler les permis de conduire ainsi que les plaques d'immatriculation.

10	20	67								42		32
79	150	2 515	5							91		
170	27	371	1							410		
259	197	2 953	6							543		32

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

	17 352	3 669	1 762	9 510	731	8 412	296	99 785	3 340
	13 230	5 064	2 081	5 689	4 401	7 667	382	71 857	924
	9 261	4 574	718	1 872	1 314	3 780	49	36 025	321
	9 509	7 089	725	2 341	14 944	16 875	213	65 706	809
	49 352	20 396	5 286	19 412	21 390	36 734	940	273 373	5 394

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Conservation des chaussées et des éléments de confort	132 673	132 475	31 374	16 853	1 733	231
2. Conservation des structures	18 065	17 945	2 147	2 455	12	21
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	24 092	23 950	5 876	1 616	553	17
4. Exploitation d'hiver	96 786	96 644	19 832	5 471	311	6
5. Activités de soutien	27 551	27 284	15 707	4 053	59	1 201
6. Soutien en matériel	42 247	41 719	14 108	1 831	210	434
TOTAL:	341 414	340 017*	89 044	32 279	2 878	1 910

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 132	2 765	2 370	106	58	125
2. Soutien administratif	11 585	11 497	8 750	1 490	618	186
3. Soutien technique	9 385	8 134	5 134	1 160	31	104
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	13 082	12 662	67	435	1	
TOTAL:	37 184	35 058	16 321	3 191	708	415

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL:	7 666	7 487	6 127	361	469	27
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	-----------

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 6 160 000 \$ après examen.

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

CAPITAL											TRANSFERT	
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses
37 354	12 365	31 920	174			11			2	458		
8 677	1 168	3 436	4									25
1 810	156	13 857	12					1		52		
26 983	2 365	21 273	1							5		20 397
1 525	293	3 656	1	10	152	1	160	221	22	223		
2 507	124	16 325	5						6 170			5
78 856	16 471	90 467	197	10	152	12	161	223	6 707	223	5	20 422

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

3	41	44	3						3			12
4	143	262	6						38			
349	986	301	11						58			
459	282	804										10 614
815	1 452	1 411	20						99			10 626

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

25	200	210	4						64			
----	-----	-----	---	--	--	--	--	--	----	--	--	--

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7 Sommaire: page 1-12		TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN					
ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT				
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services	
1. Transport maritime	30 035	26 602	541	87	19	239	
2. Transport aérien	3 991	3 247	369	46	33	550	
TOTAL:	34 026	29 849	910	133	52	789	

PROGRAMME 8 Sommaire: page 1-24		TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL					
1. Transport des personnes et des marchandises	7 740	7 489	3 309	359	246	100	
2. Protection de la forêt	5 771	5 657	1 836	260	227	113	
TOTAL:	13 511	13 146	5 145	619	473	213	

PROGRAMME 9 Sommaire: page 1-14		TRANSPORT SCOLAIRE					
1. Aide au transport scolaire	229 649	223 876				1 610	
2. Soutien administratif	763	687	561	20	25	68	
TOTAL:	230 412	224 563	561	20	25	1 678	

TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	1 330 855	1 300 824	142 366	41 025	6 622	8 252
Permanents	5 156	6 334				5 898
	1 336 011	1 307 158	142 366	41 025	6 622	14 150
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			404 731			

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

CAPITAL											TRANSFERT		
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dé- penses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dé- penses	
117	49	61					507	2	1	1 732	3 046		20 201
22	57	47	1		1		59	52	30	31	676		1 273
139	106	108	1		1		566	54	31	1 763	3 722		21 474

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

879	37	2 249	149					2	1	158			
2 019	74	1 095	12							21			
2 898	111	3 344	161					2	1	179			

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

													222 266
		11								2			
		11								2			222 266

83 005	18 584	98 571	408	49 362	20 549	5 298	19 978	21 607	36 989	10 380	277 318	5 399	455 111 436
83 005	18 584	98 571	408	49 362	20 549	5 298	19 978	21 607	36 989	10 380	277 318	5 399	455 547
CAPITAL											TRANSFERT		
446 880												455 547	

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communications	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	2 556	2 541	2 260	40	169	11
2. Conciliation et arbitrage	2 565	2 518	1 889	14	251	308
3. Normes de travail	280	270	220	2	43	4
4. Soutien administratif et technique	1 257	1 143	298	106	12	597
Permanents ¹	10	39				17
Permanents ²	25	103				103
TOTAL:	6 693	6 614	4 667	162	475	1 040

¹ Code du travail, L.R.Q., c. C-27 et modifications² Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57 et modificationsPROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**CONNAISSANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

1. Centre de recherche et de statistiques	3 366	2 440	1 800	91	177	241
2. Analyse des professions	1 176	657	472	23	12	146
3. Soutien administratif et technique	184	116	102	1	5	8
TOTAL:	4 726	3 213	2 374	115	194	395

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 740	1 632	1 385	65	88	36
2. Soutien administratif et technique	6 796	6 515	4 881	290	726	181
TOTAL:	8 536	8 147	6 266	355	814	217

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
1	14	41		5	
	40	12	2	2	
		1			
	3	17		3	107
					22
1	57	71	2	10	129

Ce programme vise à mieux connaître les différents aspects du marché du travail afin d'orienter les activités de main-d'oeuvre et de relations de travail et à rendre disponible cette information.

		51	4	9	67
2		1	1		
2		52	5	9	67

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

1	23	22		12	
28	148	230	17	14	
29	171	252	17	26	

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Comités de main-d'oeuvre	1 481	1 465	642		25	29
2. Distribution de services de main-d'oeuvre	70 198	56 257	11 416	3 796	831	146
3. Placement étudiant	5 008	4 941	569	999	28	5
4. Formation professionnelle des adultes	16 235	16 079	2 357		103	42
5. Soutien administratif et technique	1 866	1 773	1 412	152	108	19
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi de jeunes et de bénéficiaires d'aide sociale						
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi d'étudiants						
TOTAL:	94 788	80 515	16 396	4 947	1 095	241

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

TOTAL:	8 400	7 400
---------------	--------------	--------------

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité	20 239	19 239	16 011	167	2 049	18
2. Éducation	569	518	489		21	
3. Soutien administratif et technique	2 309	2 152	1 877	162	103	1
TOTAL:	23 117	21 909	18 377	329	2 173	19

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

TOTAL:	2 842	2 704	1 961	282	181	113
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

Ce programme vise à favoriser l'intégration de la main-d'oeuvre au marché du travail et à s'assurer entre autres qu'elle possède la formation et la qualification nécessaires.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					769
8	182	297	207	40	39 334
	3	82		1	3 254
	20	4			13 553
	2	2	6	2	70
8	207	385	213	43	56 980

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

					7 400
--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise la protection du public et des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail, dans les lieux publics et les installations techniques.

7	11	242	36	10	688
		5	3		
		6	2	1	
7	11	253	41	11	688

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

2	39	69	2	55	
---	----	----	---	----	--

TRAVAIL ET MAIN-D'OEUVRE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE
LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
Permanents ³	2 000	2 000				
	1 000					
TOTAL:	3 000	2 000				

³ Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.Q., 1979, c. 63 et modifications

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	151 067	132 360	50 041	6 190	4 932	1 905
Permanents	1 035	142				120
	152 102	132 502	50 041	6 190	4 932	2 025

FONCTIONNEMENT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

65 084

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

				CAPITAL	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
					2 000
					2 000
49	485	1 082	280	154	67 242 22
49	485	1 082	280	154	67 264
				CAPITAL	TRANSFERT
				154	67 264

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1 Sommaire: page 1-24	ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT					
	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
1. Acquisitions d'espaces existants	88 104	86 087	1 409	63	100	48
Permanents ¹		275				
Permanents ²		74				
2. Construction d'immeubles	42 440	34 371	2 039	115	151	48
3. Aménagement fixe de l'espace	19 621	16 789	1 732	102	71	392
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	5 974	5 366	534	18	1 057	2
5. Gestion interne et soutien	2 146	2 065	1 806	158	61	2
TOTAL:	158 285	145 027	7 520	456	1 440	492

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. T-3 et modifications² Loi sur la protection civile, L.Q., 1979, c. 64

PROGRAMME 2 Sommaire: page 1-24	EXPLOITATION DES IMMEUBLES					
1. Conservation et réparation des immeubles	13 969	10 993	2 393	122	74	40
2. Gestion des immeubles	47 192	46 599	8 929	150	59	8 471
3. Sécurité et stationnement	14 712	14 164	10 861	94	62	2 940
4. Postes et messageries et services aux occupants	18 350	17 490	4 355	261	11 539	3
5. Soutien logistique du Nord	13 523	10 528	934	3 590	757	23
6. Gestion interne et soutien	7 200	6 907	6 247	218	171	10
TOTAL:	114 946	106 681	33 719	4 435	12 662	11 487

PROGRAMME 3 Sommaire: page 1-24	APPROVISIONNEMENT					
TOTAL:	4 353	4 220	3 849	175	64	13

PROGRAMME 4 Sommaire: page 1-24	GESTION INTERNE ET SOUTIEN					
1. Direction	1 095	1 041	958	18	59	1
2. Soutien administratif	4 894	4 592	3 089	117	117	386
TOTAL:	5 989	5 633	4 047	135	176	387

Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.

				CAPITAL								TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Autres ré-munérations	Communica-tions	Services	Loyers	Fournitures	Équi-pement	Immobili-sations	Autres dépenses	
72	81 739 275 74	2	112			26			2	2 294	220	
		8				4 756			165	27 083	6	
6 055		26	15			589			1 734	6 073		
		31	3						3 721			
1		31							6			
6 128	82 088	98	130			5 371			5 628	35 450	226	

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.

4 335	32	1 040	3			448			218	2 283		5
12 431	15	16 434	8						102			
	1	169							37			
500	82	445	10						295			
92	187	3 427		709	231	19	25	266	262	6		
19	1	208							33			
17 377	318	21 723	21	709	231	467	25	266	947	2 289		5

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.

4	2	81	1						31			
---	---	----	---	--	--	--	--	--	----	--	--	--

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

		4							1			
7	255	526	28						67			
7	255	530	28						68			

1-178

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

ÉLÉMENTS	1980-1981		FONCTIONNEMENT			
	Crédits autorisés	Dépenses	Traitements	Autres rémunérations	Communica-tions	Services
TOTAL DES PROGRAMMES:						
Votés	283 573	261 212	49 135	5 201	14 342	12 379
Permanents		349				
	<u>283 573</u>	<u>261 561</u>	<u>49 135</u>	<u>5 201</u>	<u>14 342</u>	<u>12 379</u>
			FONCTIONNEMENT			
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:			<u>209 848</u>			

CAPITAL													TRANSFERT
Entre- tien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Autres ré- munérations	Commu- nications	Services	Loyers	Fourni- tures	Équi- pement	Immobili- sations	Autres dépenses		
23 516	82 314 349	22 432	180	709	231	5 838	25	266	6 674	37 739	226	5	
23 516	82 663	22 432	180	709	231	5 838	25	266	6 674	37 739	226	5	
CAPITAL													TRANSFERT
51 708												5	

SECTION 2

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1981
(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Placements	- 63 279
Compte des régimes de retraite	+ 822 301
Autres comptes	- 197 231
	<hr/>
Surplus	+ 561 791
	<hr/> <hr/>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

2-4

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1981

(Milliers \$)

PLACEMENTS

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	173 732	32 895	(153 504)	53 123
Municipalités et organismes municipaux		3 990	(5 424)	(1 434)
Particuliers, sociétés et autres			11 590	11 590*
	<u>173 732</u>	<u>36 885</u>	<u>(147 338)</u>	<u>63 279*</u>
DÉTAIL	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ment	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions et mise de fonds				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	3 333		6 667 (2)	10 000
Sidbec	55 235			55 235
Société de développement autochtone de la Baie James	500			500
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	22 250			22 250
Société générale de financement du Québec	25 000			25 000
Société nationale de l'amiante	19 697			19 697
Société québécoise de développement des industries culturelles	3 700			3 700
Société québécoise d'exploration minière	24 550			24 550
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	3 000			3 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	9 800			9 800
	<u>167 065</u>		<u>6 667</u>	<u>173 732</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec	<u>284</u>	<u>242</u>	<u>32 853 (3)</u>	<u>32 895</u>
Prêts et avances				
Office de l'électrification rurale		536	2	(534)
Office des autoroutes du Québec	60 812	37 952		22 860
Office du crédit agricole du Québec	5 350	59 225		(53 875)
Régie de l'assurance automobile du Québec	7 738	6 983		755
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400			6 400
Sidbec	10 000			10 000
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 365			1 365
Société de développement coopératif	12 000	6 680		5 320
Société de développement industriel du Québec		73 800		(73 800)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	4 500	22 741		(18 241)
Société d'habitation du Québec	16 002	17 466	(32 853) (3)	(34 317)
Société du parc industriel du centre du Québec		33		(33)
Société générale de financement du Québec		184	(18 990) (4)	(19 174)
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires			(230)	(230)
	<u>124 167</u>	<u>225 600</u>	<u>(52 071)</u>	<u>(153 504)</u>
	<u>291 516</u>	<u>225 842</u>	<u>(12 551)</u>	<u>53 123</u>

DÉTAIL (suite)	Déboursés (1)	Recettes	Redressements	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		1 394	5 384 (5)	3 990
Prêts et avances		54	(5 370) (5)	(5 424)
		<u>1 448</u>	<u>14</u>	<u>(1 434)</u>
Particuliers, sociétés et autres				
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	1 713	2 192	502 (2)	23
Pêcheurs	<u>2 710</u>	<u>1 842</u>		<u>868</u>
	<u>4 423</u>	<u>4 034</u>	<u>502</u>	<u>891</u>
Sociétés et autres				
Association montréalaise d'action récréative et culturelle	1 188	4 388		(3 200)
Centre agricole du Québec Inc.	63			63
Compagnie Surgel Québec Ltée		16		(16)
Coopératives	675	437	(2)	236
Corporations industrielles	15 047	684		14 363
Pêcheurs	899	1 060		(161)
Université de Sherbrooke		<u>586</u>		<u>(586)</u>
	<u>17 872</u>	<u>7 171</u>	<u>(2)</u>	<u>10 699</u>
	<u>22 295</u>	<u>11 205</u>	<u>500</u>	<u>11 590*</u>

(1) Y compris les montants à payer

(2) Montants inscrits à revenu, voir pages 1-36 et 1-39

(3) Montants portés de « Prêts et avances » à « Obligations et billets »

(4) Montant inscrit à la dépense, voir page 1-138

(5) Prêts et avances de 5 383 928 \$ transférés à « Obligations et billets » et un montant de 13 469 \$ porté de « Intérêts courus à recevoir » à « Prêts et avances »

* Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 1 948 679 \$ portée à la dette nette

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

COMPTES DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Contributions de certains organismes	Cotisations des participants	Contributions du Gouvernement à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	822		519 293	25 481	494 634
Autres régimes de retraite					
Enseignants (R.R.E.)		75 977	245 648	106 794	214 831
Fonctionnaires (R.R.F.)	25 948 (1)	38 414	99 353	82 491	81 224
Membres de la Sûreté du Québec		8 308	24 101	4 472	27 937
Membres de la Législature		453	2 160	2 613	
Juges et coroners		1 351	4 851	2 527	3 675
	25 948	124 503	376 113	198 897	327 667
	26 770	124 503	895 406 (2)	224 378	822 301

(1) Service courant 7 931 347 \$ et service passé 18 017 000 \$

(2)

	Service courant (a)	Service passé (b)	Intérêt (c)	Total
RREGOP	380 012	8 512*	130 769	519 293
Autres régimes de retraite				
Enseignants (R.R.E.)	106 362	116 852	22 434	245 648
Fonctionnaires (R.R.F.)	47 601	43 328	8 424	99 353
Membres de la Sûreté du Québec	11 632	9 800	2 669	24 101
Membres de la Législature	760	1 400		2 160
Juges et coroners	3 243	1 300	308	4 851
	549 610	181 192	164 604	895 406

(a) 140% des cotisations des employés

(b) Amortissement progressif sur une période de 50 ans des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978

* Pour les participants aux régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour le RREGOP

(c) Intérêts sur le solde du compte au 31 mars précédent

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1981	31 mars 1980	Variation(1)
Comptes d'actif:			
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	37 102	44 599	+ 7 497
Comptes à recevoir			
Agents et mandataires	678 728	657 551	- 21 177
Autres débiteurs	670 738 (2)	585 421	- 85 317
Intérêts courus	32 192	32 106	- 86
Comptes de passif:			
Chèques en circulation	288 288	267 185	+ 21 103
Avances des fonds en fidécommiss	44 429	39 855	+ 4 574
Comptes d'accord de perception fiscale	130 718	122 021	+ 8 697
Comptes à payer	822 962	1 096 946	- 273 984
Intérêts courus	450 017	308 555	+ 141 462
Excédent des comptes du passif sur les comptes d'actif	(317 654)	(514 885)	- 197 231

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 113 364 771 \$.

SECTION
3

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	- 2 877 354
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 561 790
		<u>- 2 315 564</u>
	Financement	
3-4	Variation de l'encaisse	- 456 145
3-4	Nouveaux emprunts	+ 3 352 864
3-7	Moins: remboursements d'emprunts ¹	- 581 155
		<u>+ 2 315 564</u>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

¹ Y compris les contributions aux fonds d'amortissement: 54 448 745 \$.

3-4**FINANCEMENT****Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL	<u>31 mars 1981</u>	<u>31 mars 1980</u>	<u>Variation*</u>
Espèces en banque	274 515	94 807	- 179 708
Placements temporaires	180 306	3 869	- 176 437
Emprunts temporaires		<u>(100 000)</u>	<u>- 100 000</u>
Encaisse	<u>454 821</u>	<u>(1 324)</u>	<u>- 456 145</u>

* Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		255 000
Obligations négociables	1 775 600	
remboursables à demande	971 021	
non négociables	<u>6 453</u>	<u>2 753 074</u>
		3 008 074
Autres emprunts		<u>344 790</u>
		<u>3 352 864</u>

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
Bons du trésor						
Émis						1 385 000
Remboursés						1 130 000
Augmentation nette						255 000
Obligations						
Négociables						
En monnaie du Canada						
	1980-05-28	1995-05-28	12,78	100,00		200 000
	1980-08-15	1997-08-15	12,15	100,00		200 000
	1980-10-08	1996-10-08	13,40	100,00		200 000
	1980-11-05	1984-11-05	13,25	99,57		175 000
	1980-12-22	1985-12-22	13,25	100,32		63 000
	1980-12-22	1985-12-22	13,25	99,18		137 000
	1980-12-22	1995-12-22	13,75	101,20		62 000
	1980-12-22	1995-12-22	13,75	98,77		63 000
	1981-02-01	2001-02-01	13,77	100,00		600
	1981-02-24	1985-12-22	13,25	99,61		118 000
	1981-02-24	1995-12-22	13,75	99,61		82 000
	1981-02-24	1985-12-22	13,25	100,65		32 000
	1981-02-24	1995-12-22	13,75	101,09		93 000
	1981-03-09	1990-03-09	14,00	100,00		100 000
	1981-03-30	1991-09-30	13,75	100,00		100 000
	1981-03-30	1988-03-30	14,35	100,00		150 000
						1 775 600
Remboursables à demande						
En monnaie du Canada						
Obligations d'épargne du Québec						
	1980-06-01	1995-06-01	14,00—10,50	100,00		971 021
Non négociables						
En monnaie du Canada						
Gouvernement du Canada						
Régime de pensions du Canada						
	1980-1981	2000-2001	11,61—13,46	100,00		6 453
						2 753 074
Autres emprunts						
En monnaie des États-Unis						
(Euro-dollars)						
	1980-06-12	1986—1990	**	100,00	300 000 \$ É.U.	344 790*
Total						3 352 864

* Équivalent canadien de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

** Taux établi selon le L.I.B.O.R. (London Interbank Offered Rate) plus 3/8 de 1% jusqu'au 27 novembre 1984 et 1/2 de 1% pour les années subséquentes.

3-6

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

Obligations — négociables	170 069
— remboursables à demande	<u>273 232</u>
	443 301
Autres emprunts	<u>83 406</u>
Emprunts remboursés	526 707
Contributions aux fonds d'amortissement	<u>54 448</u>
	<u><u>581 155</u></u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1980-04-01	1970-04-01		200
1980-04-15	1971-04-15		2 905
1980-05-01	1979-05-01		1 329
1980-05-01	1979-05-01		1 764
1980-05-01	1979-05-01		1 380
1980-06-01	1961-06-01		29 180 (2)
1986-12-01	1966-12-01*		489
1980-06-01	1967-06-01		12 657 (2)
1980-06-01	1970-06-01		1 350
1980-08-01	1970-08-01		850
1980-11-01	1973-01-01		830
1980-12-15	1971-12-15		2 500
1980-12-07	1977-12-07		18 000
1980-12-07	1978-03-15		17 000
1981-02-08	1971-02-08		18 000
			<u>108 434</u>
Assumées			
Institut Armand-Frappier			
1980-04-01			151
Association athlétique nationale de la jeunesse			
1980-05-01			745 (2)
Hôpital St-Luc			
1980-10-01			<u>585</u>
			<u>1 481</u>
			<u>109 915</u>
En monnaie des États-Unis			
1993-11-15	1973-11-15**	15 371	15 620 (1) (2)
1994-11-15	1974-11-15**	30 000	30 738 (1)
1993-11-15	1975-07-30**	736	748 (1) (2)
		<u>46 107</u>	<u>47 106</u>
Assumées			
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal			
1981 — 1988	1960-04-01	2 799	2 835
		<u>48 906 \$ É.-U.</u>	<u>49 941</u>

* Obligations rétractables à toutes dates de paiement d'intérêt.

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL**

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale		
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1980-07-01	1972-07-01	<u>10 000 DM</u>	<u>3 122 (1)</u>	
En monnaie de la France				
1980-06-15	1972-06-15	<u>9 000 FF</u>	<u>1 811 (1)</u>	
En monnaie du Japon				
1980-09-28	1972-09-28	<u>1 000 000 Yens</u>	<u>3 268 (1)</u>	
En unités de compte européenne				
1980-12-17	1979-12-17	<u>1 000 U.C.E.</u>	<u>2 012 (1)</u>	170 069
Remboursables à demande				
Obligations d'épargne du Québec				
1980-06-01	1975-06-01		127 327	
1981-06-01	1971-06-01		8 932	
1981-06-01	1976-06-01		31 917	
1982-06-01	1972-06-01		4 853	
1983-04-01	1973-04-01		7 584	
1988-06-01	1978-06-01		20 680	
1989-06-01	1979-06-01		20 464	
1995-06-01	1980-06-01		<u>51 475</u>	<u>273 232</u>
				443 301 (2)
Autres emprunts				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Zones spéciales				
1980-04-01	1972—1978-04-01		1 477	
Autoroute 13				
1980-07-01	1974-10-17		16 508	
Institutions universitaires				
				<u>421</u>
				18 406
Diverses banques et institutions financières internationales				
1985-02-26	1981-03-31		<u>65 000</u>	<u>83 406</u>
				526 707
Emprunts remboursés				
				54 448
Contributions aux fonds d'amortissement				
Pour détail, voir page 5-42.				
				<u>581 155</u>
Total				
(1) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.				
(2) Excluant 2 523 340 \$ de contribution du Fonds d'amortissement.				
1980-06-01	1961-06-01		614 \$	
1980-06-01	1967-06-01		14 168	
1980-05-01	Association athlétique nationale de la jeunesse		1 655 387	
1980-11-15	1973-11-15		616 721	
1980-11-15	1975-07-30		<u>236 450</u>	
				<u>2 523 340 \$</u>

** Obligations rétractables le 1980-11-15

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

	Valeur nominale	Équivalent canadien de la valeur nominale		Variation
		À la date de réalisation	À la date du remboursement	
En monnaie des États-Unis				
Obligations négociables				
1933-11-15 1973-11-15	15 371	15 620	18 931	3 311
1994-11-15 1974-11-15	30 000	30 738	35 541	4 803
1993-11-15 1975-07-30	736	748	948	200
Obligations assumées				
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal	2 799	2 836	3 165	329
	<u>48 906 \$ É.-U.</u>	49 942	58 585	8 643
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				
1980-07-01 1972-07-01	<u>10 000 DM</u>	3 122	6 510	3 388
En monnaie de la France				
1980-06-15 1972-06-15	<u>9 000 FF</u>	1 811	2 526	715
En monnaie du Japon				
1980-09-28 1972-09-28	<u>1 000 000 Yens</u>	3 268	5 435	2 167
En unités de compte européennes				
1980-12-17 1979-12-17	<u>1 000 U.C.E.</u>	2 012	1 816	(196)
Total		<u>60 155</u>	<u>74 872</u>	<u>14 717 (1)</u>

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION **4**

ACTIF ET PASSIF

DETTE NETTE

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF

PAGE

Actif et passif

4-2

Notes complémentaires

4-4

4-2

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

ACTIF	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Page		
	274 515	94 807
5-3 Espèces en banque	180 306	3 869
Placements temporaires	37 102	44 599
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	1 236 102	1 242 972
5-4 Comptes à recevoir	32 192	32 106
5-5 Intérêts courus	<u>1 760 217*</u>	<u>1 418 353</u>
5-6 Placements — actions, obligations, billets prêts et avances (note 2)	2 084 616	2 031 493
5-6 Entreprises du gouvernement du Québec	75 756	77 190
5-14 Municipalités et organismes municipaux	69 710	60 068
5-22 Particuliers, sociétés et autres	<u>2 230 082</u>	<u>2 168 751</u>
Autres actifs	<u>2 251</u>	<u>2 251</u>
TOTAL DE L'ACTIF	3 992 550	3 589 355
DETTE NETTE	<u>12 059 002</u>	<u>9 066 335</u>
	<u><u>16 051 552</u></u>	<u><u>12 655 690</u></u>

Le contrôleur des finances,
GUY LANGLOIS, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
MICHEL CARON

PASSIF

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Page		
5-26 Emprunts temporaires	288 288	100 000
Chèques en circulation	44 429	267 185
Avances des fonds en fidéicommis		39 855
5-26 Compte d'accord de perception fiscale	130 718	122 021
5-27 Comptes à payer (note 3)	822 962	1 096 946
5-27 Intérêts courus	450 017	308 555
	<u>1 736 414*</u>	<u>1 934 562</u>
5-28 Compte des régimes de retraite (note 4)	<u>2 420 484</u>	<u>1 598 183</u>
5-28 Bons du trésor	390 000	135 000
5-29 Obligations moins fonds d'amortissement (note 5)	10 269 591	8 014 266
5-43 Autres emprunts (note 5)	1 235 063	973 679
	<u>11 894 654</u>	<u>9 122 945</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>16 051 552</u></u>	<u><u>12 655 690</u></u>

Les notes à la page 4-4 font partie intégrante des états financiers.

* Ces actifs de 1 760 217 000 \$ et ces passifs de 1 736 414 000 \$ reflètent la situation de 23 803 000 \$ du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1981.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1 — Conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les conventions comptables apparaissant à la page 11. Les modifications apportées aux conventions comptables en 1980-1981 et leurs effets sur les données financières concernent le montant porté à la provision pour créances irrécouvrables qui est maintenant inscrit à la dette nette alors qu'auparavant, il était imputé aux dépenses et, d'autre part, les revenus de transferts du gouvernement du Canada provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement dont les estimations de réclamations sont maintenant portées aux revenus. Ces changements se traduisent respectivement par une diminution des dépenses de 115 millions \$ et une augmentation des revenus de 48 millions \$ pour l'année financière 1980-1981.

2 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec apparaissant à l'état de l'actif et du passif au montant de 2 084,6 millions \$ sont inscrits au coût. Cependant, à titre d'information, on trouve à l'annexe 1 un tableau de l'avoir du Gouvernement dans ces entreprises, y compris l'avoir dans d'autres entreprises du Gouvernement pour lesquelles il n'a pas d'apport.

Cet avoir tient compte de l'apport du Gouvernement augmenté des surplus et réserves accumulés par certaines entreprises et diminué des déficits accumulés par d'autres.

3 — Comptes à payer

Le montant de 822,9 millions \$ apparaissant sous ce titre à l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1981 représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée à ce poste et non déboursée. Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et, en conséquence, les comptes à payer ne tiennent pas compte des montants estimés et énumérés à l'annexe 2.

4 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 1 764,3 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 656,2 millions \$ pour les autres régimes.

a — Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 1 764,3 millions \$ ne couvre pas 238 millions \$ d'intérêts non comptabilisés au 31 mars 1981. Il ne couvre pas non plus les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime; ce passif a été établi à 480 millions \$ au 31 décembre 1978 par une évaluation actuarielle et il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981.

b — Autres régimes de retraite

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont assumées par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu. Le passif envers ces régimes s'élevait à environ 6,9 milliards \$ au 31 décembre 1978 selon les évaluations actuarielles. Il s'est accru depuis, en particulier, d'intérêts jusqu'au 31 mars 1981 et de l'insuffisance de 232 millions \$ pour 1979-1980 et 1980-1981 de la contribution du Gouvernement à titre d'employeur pour le service courant.

Le passif actuariel comprend un montant de l'ordre de 180 millions \$ représentant les contributions à être acquittées par certains organismes employeurs.

Au 31 mars 1981, le montant inscrit aux livres à l'égard de ce passif est de 656,2 millions \$.

5 — Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1981 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 344,0 millions \$, dont 18,3 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1981-1982.

6 — Passifs éventuels et engagements

Les emprunts garantis s'élevant à 15,4 milliards \$ au 31 mars 1981 sont énumérés à la page 5-46. Les cautionnements accordés par voie contractuelle et d'autres passifs éventuels sont divulgués à la page 5-61.

Des engagements totalisant 5,1 milliards \$ au 31 mars 1981 sont énumérés à la page 5-62.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

AVOIR DU GOUVERNEMENT DANS LES ENTREPRISES D'ÉTAT (1)

ANNEXE 1

(MILLIERS \$)

Nom de l'entreprise	Apport du gouvernement au 31 mars 1981	Surplus (déficit) ou réserve accumulée (2)	Avoir du Gouvernement
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT			
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000
Office de l'électrification rurale	3 053		3 053
Office des autoroutes du Québec (1980-12-31)	343 751	63 195	406 946
Office du crédit agricole du Québec	248 275	1 926	250 201
Raffinerie de sucre du Québec	2 000	12 402	14 402
Régie de l'assurance automobile du Québec (1981-02-28)	755		755
Régie de l'assurance-dépôts du Québec (1980-12-31)	6 400		6 400
Sidbec et ses filiales (1980-12-31)	571 625	(186 058)	385 567
Société d'aménagement de l'Outaouais	34 589	(11 509)	23 080
Société de cartographie du Québec	3 000	(185)	2 815
Société de développement autochtone de la Baie James (1980-12-31)	2 250		2 250
Société de développement coopératif	11 620	561	12 181
Société de développement de la Baie James (1980-12-31)	60 000	4 413	64 413
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 000)	64 666
Société de développement industriel du Québec	32 944	18 715	51 659
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor et ses filiales	77 750	19 412	97 162
Société des alcools du Québec (1981-03-28)	30 000	1 555	31 555
Société des loteries et courses du Québec	170	8 545	8 715
Société des traversiers du Québec	1 500	333	1 833
Société d'habitation du Québec (1980-12-31)	154 580	1 952	156 532
Société du parc industriel du centre du Québec	37 456		37 456
Société générale de financement du Québec et ses filiales (1980-12-31)	133 934	29 118	163 052
Société nationale de l'amiante et ses filiales	30 097	772	30 869
Société québécoise de développement des industries culturelles	5 200	30 (3)	5 230
Société québécoise d'exploration minière — SOQUEM et ses filiales	89 000	26 681	115 681
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — SOQUIA et ses filiales	35 000	4 897	39 897
Société québécoise d'initiatives pétrolières — SOQUIP	85 000		85 000
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	4 657	4 658
	<u>2 084 616</u>	<u>(8 588)</u>	<u>2 076 028</u>
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT			
Centre de recherche industrielle du Québec		12 618	12 618
Commission des normes du travail		13 003	13 003
Corporation d'hébergement du Québec (1980-03-31)		10 951 (3)	10 951
Hydro-Québec et ses filiales (1980-12-31)		4 374 109	4 374 109
Régie du Grand Théâtre de Québec		(173)	(173)
Société de radio-télévision du Québec (1980-08-31)		4 769	4 769
Société Parc Auto du Québec Métropolitain		1 848	1 848
		<u>4 417 125</u>	<u>4 417 125</u>
	<u>2 084 616</u>	<u>4 408 537</u>	<u>6 493 153</u>

(1) Les entreprises d'État énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James et de la Société Parc Auto du Québec Métropolitain. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et deux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1981, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces surplus, (déficits) ou réserves sont ceux apparaissant aux états financiers des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ces chiffres proviennent des états financiers non vérifiés.

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1981

ANNEXE 2

(MILLIERS \$)

Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1981 et non comptabilisées

Marchandises livrées et services rendus	51 915
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril excluant les frais y afférents	48 861
Solde dû sur les biens achetés à terme	4 341
	<u>105 117</u>

Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1981 et non comptabilisées

À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement et du service de la dette	84 409 (1)
À verser à des institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire:	

	Année (2) 1980-1981	Années (2) antérieures	
Commissions scolaires	8 900 (4)	689 300 (3)	
Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps)	36 700 (4)	8 700	
Universités	60 500 (4)		
Institutions privées d'enseignement	18 600 (4)		
Transport scolaire	32 643 (4)	8 681	
Institutions de santé et de bien-être	147 993 (5)	97 191	
	<u>305 336</u>	<u>803 872</u>	1 109 208
À verser à divers organismes			<u>46 382</u>
			<u>1 239 999</u>
			<u>1 345 116</u>

(1) Y compris 64 516 734 \$ pour le déficit d'exploitation de 1979 dont le paiement est en principe projeté sur une période de quatre ans à compter de l'année financière 1982-1983.

(2) Des institutions subventionnées.

(3) Y compris 361 100 000 \$ pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1979-1980 et 328 200 000 \$ pour les arrrages.

(4) Ces dépenses à payer pour des frais encourus avant le 1er avril 1981 proviennent des modalités de versements qui ne correspondent pas toujours à la portion de l'année scolaire écoulée au 31 mars, tel que mentionné ci-dessous:

	Dépenses encourues par les institutions d'enseignement		Dépenses imputées selon la politique budgétaire	
	Année financière		Année financière	
	en cours	subséquente	en cours	subséquente
	%	%	%	%
Commissions scolaires	70	30	70	15,15 (6)
Cégeps	75	25	68	32
Universités	83,3	16,7	75	25
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40
Transport scolaire	70	30	—	—

Ainsi, si la base utilisée pour le versement des subventions avait tenu compte, au 31 mars 1981, de la période de l'année scolaire 1980-1981, il aurait été nécessaire de pourvoir ces montants additionnels pour les dépenses de fonctionnement.

(5) Déficit accumulé du 1er avril 1974 au 31 mars 1981.

(6) 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

SECTION
5

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

AU 31 MARS 1981

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	5-3
Comptes à recevoir	5-4
Intérêts courus	5-5
Placements	5-6
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Autres actifs	5-25
PASSIF	
Emprunts temporaires	5-26
Continuité du compte d'accord de perception fiscale	5-26
Comptes à payer	5-27
Intérêts courus	5-27
Compte des régimes de retraite	5-28
Bons du trésor	5-28
Obligations moins fonds d'amortissement	5-29
Autres emprunts	5-43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Passifs éventuels	5-46
Engagements	5-62
Échéancier sommaire des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-92

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1981	1980
Prêts sur nantissement*					
En monnaie du Canada					
A.E. Ames	1981-03-31	1981-04-03	17,25	25 000	
Dominion Securities	1981-03-30	1981-04-03	17,50	10 979	
Dominion Securities	1981-03-31	1981-04-01	16,75	15 000	
Merrill Lynch Securities Ltd.	1981-03-30	1981-04-02	18,25	15 000	
Merrill Lynch Securities Ltd.	1981-03-31	1981-04-01	16,50	35 000	
Merrill Lynch Securities Ltd.	1981-03-31	1981-04-02	16,50	25 000	
Pitfield, MacKay, Ross Ltée	1981-03-31	1981-04-03	17,00	25 000	
Wood Gundy Ltée	1981-03-31	1981-04-02	16,50	25 000	
				<u>175 979</u>	
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8,50	1 669	1 669
	1979-02-21	1982-08-21	10,25	245	1 226
	1979-02-21	1984-08-21	10,25	2 413	974
				<u>4 327</u>	<u>3 869</u>
				<u>180 306</u>	<u>3 869</u>

* Les courtiers, en contrepartie de ces prêts, ont acquis des titres émis par le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et effectué des dépôts auprès des institutions financières.

COMPTES À RECEVOIR

(MILLIERS \$)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires --- remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1981	1980	1981	1980	1981	1980
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	406 155	404 504	350 469	303 218	756 624	707 722
Contributions des employeurs au fonds de l'assurance-maladie	47 307	44 885			47 307	44 885
Impôt des sociétés			37 491	55 177	37 491	55 177
Droits de successions			8 371	10 037	8 371	10 037
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	135 324	124 732	90 928	86 334	226 252	211 066
Carburants	40 977	33 075	7 211	7 499	48 188	40 574
Tabacs	18 104	12 240	955	1 312	19 059	13 552
Repas et hôtellerie	14 487	13 762	39 862	31 975	54 349	45 737
Autres	1 847	4 743	55	202	1 902	4 945
Droits et permis						
Ressources forestières			13 671	10 058	13 671	10 058
Véhicules automobiles	10 238	15 875		2 592	10 238	18 467
Autres	4 173	3 726	7 855	9 502	12 028	13 228
Revenus divers						
Ventes de biens et services	116	9	39 605	33 591	39 721	33 600
Autres			71 990	61 996	71 990	61 996
Transferts des sociétés d'État						
Société des alcools du Québec			7 000	5 625	7 000	5 625
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	<u>678 728</u>	<u>657 551</u>	<u>675 463</u>	<u>619 118</u>	<u>1 354 191</u>	<u>1 276 669</u>
Transferts du gouvernement du Canada						
Accès aux ressources forestières			5 743	5 455	5 743	5 455
Aide juridique			7 371		7 371	
Assurance-récolte			4 300	545	4 300	545
Axes routiers prioritaires			4 552	1 522	4 552	1 522
Bilinguisme			20 255		20 255	
Bilinguisme en éducation			2 546	3 019	2 546	3 019
Caisse d'aide à la santé			4 864	88	4 864	88
Déficits d'exploitation de logements municipaux			8 419	3 576	8 419	3 576
Développement de l'agriculture			240	11 120	240	11 120
Développement touristique			2 382	2 343	2 382	2 343
Enseignement aux enfants indiens			6 807	14 389	6 807	14 389
Équipements communautaires			5 884	5 411	5 884	5 411
Équipements publics			2 787	2 977	2 787	2 977
Formation professionnelle des adultes			13 379	14 287	13 379	14 287
Infrastructures industrielles			1 844	2 130	1 844	2 130
Jeunes délinquants			12 766	42 308	12 766	42 308
Production d'aliments pour bétail			6 067		6 067	
Rénovation urbaine			1 546	1 778	1 546	1 778
Réseau routier de l'Outaouais			6 596	3 316	6 596	3 316
Supplément au loyer			3 217		3 217	
Autres			11 970	6 683	11 970	6 683
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			<u>133 535</u>	<u>120 947</u>	<u>133 535</u>	<u>120 947</u>
Dépenses et autres			<u>50 137</u>	<u>43 904</u>	<u>50 137</u>	<u>43 904</u>
Avances comptables			<u>16 229</u>	<u>16 109</u>	<u>16 229</u>	<u>16 109</u>
Total des comptes à recevoir			<u>875 364*</u>	<u>800 078</u>	<u>1 554 092</u>	<u>1 457 629</u>
Moins:						
Provision pour créances irrécouvrables			<u>317 990*</u>	<u>214 657</u>	<u>317 990</u>	<u>214 657</u>
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	<u>678 728</u>	<u>657 551</u>	<u>557 374</u>	<u>585 421</u>	<u>1 236 102</u>	<u>1 242 972</u>

* Y compris des créances radiées de 10 031 746 \$ au cours de l'année financière 1980-1981.

INTÉRÊTS COURUS
(MILLIERS \$)

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office des autoroutes du Québec	6 191	5 639
Office du crédit agricole du Québec	4 711	6 512
Société d'aménagement de l'Outaouais	1 127	1 102
Société d'habitation du Québec	15 806	14 020
Autres	41	999
	<u>27 876</u>	<u>28 272</u>
Municipalités et organismes municipaux	3 778	3 460
Coopératives et caisses populaires	174	210
Gouvernement du Canada	47	
Placements temporaires et comptes de banques	317	164
	<u><u>32 192</u></u>	<u><u>32 106</u></u>

PLACEMENTS

(MILLIERS \$)

	Actions	
	1981	1980
Sommaire		
1 Entreprises du gouvernement du Québec	1 123 471	949 739
2 Municipalités et organismes municipaux (voir page 5-14)		
3 Particuliers, sociétés et autres (voir page 5-22)	371	371
	<u>1 123 842</u>	<u>950 110</u>

	Actions	
	1981	1980
Détail (selon la forme des placements)		
Entreprises du gouvernement du Québec		
4 Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers (dotation)	10 000	
5 Office de l'électrification rurale		
6 Office des autoroutes du Québec		
7 Office du crédit agricole du Québec		
8 Raffinerie de sucre du Québec		
9 Régie de l'assurance automobile du Québec		
10 Régie de l'assurance-dépôt du Québec		
11 Sidbec	561 625	506 390
12 Société d'aménagement de l'Outaouais		
13 Société de cartographie du Québec	3 000	3 000
14 Société de développement autochtone de la Baie James	2 250	1 750
15 Société de développement coopératif		
16 Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
17 Société de développement immobilier du Québec		
18 Société de développement industriel du Québec (dotation)	32 944	32 944
19 Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	58 750	36 500
20 Société des alcools du Québec	30 000	30 000
21 Société des loteries et courses du Québec	170	170
22 Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
23 Société d'habitation du Québec		
24 Société du parc industriel du centre du Québec		
25 Société générale de financement du Québec	118 934	93 934
26 Société nationale de l'amiante	30 097	10 400
27 Société québécoise de développement des industries culturelles	5 200	1 500
28 Société québécoise d'exploration minière	89 000	64 450
29 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	35 000	32 000
30 Société d'initiatives pétrolières	85 000	75 200
31 Société du parc industriel, commercial et aéro-portuaire de Mirabel et Société Inter-Port de Québec	1	1
	<u>1 123 471</u>	<u>949 739</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1981	1980	1981	1980	1981	1980	
107 714	74 819	853 431	1 006 935	2 084 616	2 031 493	1
68 553	64 563	7 203	12 627	75 756	77 190	2
505	505	68 834	59 192	69 710	60 068	3
<u>176 772</u>	<u>139 887</u>	<u>929 468</u>	<u>1 078 754</u>	<u>2 230 082</u>	<u>2 168 751</u>	

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1981	1980	1981	1980	1981	1980	
				10 000		4
		3 053	3 587	3 053	3 587	5
		343 751	320 891	343 751	320 891	6
		248 275	302 150	248 275	302 150	7
		2 000	2 000	2 000	2 000	8
		755		755		9
		6 400		6 400		10
		10 000		571 625	506 390	11
		34 589	33 224	34 589	33 224	12
				3 000	3 000	13
				2 250	1 750	14
		11 620	6 300	11 620	6 300	15
				60 000	60 000	16
		74 666	74 666	74 666	74 666	17
			73 800	32 944	106 744	18
		19 000	37 241	77 750	73 741	19
				30 000	30 000	20
				170	170	21
				1 500	1 500	22
107 714	74 819	46 866	81 183	154 580	156 002	23
		37 456	37 489	37 456	37 489	24
		15 000	34 174	133 934	128 108	25
				30 097	10 400	26
				5 200	1 500	27
			230	89 000	64 450	28
				35 000	32 230	29
				85 000	75 200	30
				1	1	31
<u>107 714</u>	<u>74 819</u>	<u>853 431</u>	<u>1 006 935</u>	<u>2 084 616</u>	<u>2 031 493</u>	

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

Entreprises du gouvernement du Québec

	1981	1980
<p>Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers L.R.Q., c. A-29.1, a. 20</p> <p>Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en trois versements annuels, égaux et consécutifs, une somme de 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du Fonds.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre a versé au Fonds la somme de 10 000 000 \$.</p>	Dotation <u>10 000 000 \$</u>	
<p>Office de l'électrification rurale L.Q. 9, Geo VI c. 48, a. 15 et modifications</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement à même les deniers votés par l'Assemblée nationale.</p>	Avances <u>3 053 173</u>	<u>3 587 592 \$</u>
<p>Office des autoroutes du Québec L.R.Q., C. A-34, A. 37</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les montants provenant des opérations de l'Office sont remis au Fonds consolidé du revenu. Les intérêts sur les avances consenties au cours de l'année financière sont calculés au taux des bons du trésor lorsque l'avance est effectuée. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées.</p>	Avances <u>343 751 542</u>	<u>320 890 825</u>
<p>Office du crédit agricole du Québec L.R.Q., c. C-75, a. 18 et modifications</p> <p>Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les remboursements en capital perçus par l'Office sur les prêts qu'il consent sont remis au Fonds consolidé du revenu. Les intérêts sur les avances consenties au cours de l'année financière sont calculés au taux des bons du trésor lorsque l'avance est effectuée. Pour le solde non remboursé au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées. Cependant, un montant de 550 000 \$ pour fonds de roulement ne porte pas intérêt.</p>	Avances <u>248 275 000</u>	<u>302 150 000</u>
<p>Raffinerie de sucre du Québec L.R.Q., c. E-13, a. 12</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence de 4 000 000 \$ par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les profits réalisés par la Corporation sont remis au Fonds consolidé du revenu sur l'ordre du Gouvernement.</p> <p>L'intérêt est calculé au taux préférentiel des banques canadiennes qui a prévalu au cours de l'année financière.</p>	Avances <u>2 000 000</u>	<u>2 000 000</u>
<p>Régie de l'assurance automobile du Québec L.R.Q., c. R-4, a. 22 et modifications</p> <p>Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat.</p> <p>Le décret 193-81 autorise le Ministre à avancer à la Régie une somme n'excédant pas 5 000 000 \$ sous forme d'un crédit rotatif pour une période n'excédant pas le 1er juin 1981. De plus, ce décret permet au Gouvernement de considérer comme des avances les dépenses budgétaires encourues par le Ministre des Transports ou le Ministre des Finances, en faveur de la Régie, depuis le 24 décembre 1980.</p> <p>Au 31 mars 1981, le solde des avances consenties à la Régie est 754 699 \$ et porte intérêt au taux que le Gouvernement paie sur ses marges de crédit bancaire.</p>	Avances <u>754 699</u>	

	1981	1980
<p>Régie de l'assurance-dépôts du Québec L.R.Q., c. A-26, a. 53 et 55</p> <p>Sur l'autorisation du Gouvernement, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu lorsque les ressources de la Régie sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la Loi.</p> <p>La somme des avances consenties à la Régie et non remboursées par celle-ci et le montant des engagements garantis par le Ministre des Finances ne doit pas excéder 250 000 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1981, une somme de 6 400 000 \$ a été avancée sans intérêt par le Ministre des Finances et la date d'échéance la plus tardive est le 2 mars 1986.</p>	Avances <u>6 400 000 \$</u>	
<p>Sidbec L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisés en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 \$ sont attribués au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, y compris une prime de 17 666 000 \$.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances a acquis 54 395 900 actions à dividende différé pour une somme de 561 625 000 \$ et il détient cinq certificats pour 41 433 400 actions.</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances, sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas deux ans.</p> <p>Au 31 mars 1981, les avances consenties et non remboursées totalisent 10 000 000 \$ et portent intérêt au taux de 14%. L'intérêt est payable semestriellement et capitalisé s'il demeure impayé à échéance.</p>	Actions Avances <u>561 625 000 \$</u> <u>10 000 000</u> <u>571 625 000</u>	<u>506 390 000 \$</u> <u>506 390 000</u>
<p>Société d'aménagement de l'Outaouais L.Q., 1969, c. 85, a. 275</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des dépenses de la Société et au remboursement de ses emprunts; le solde est remis au Fonds consolidé du revenu, déduction faite des réserves approuvées par le Ministre.</p> <p>L'intérêt est calculé à des taux variant entre 9.75% et 11.30%.</p>	Avances <u>34 588 600 \$</u>	<u>33 223 800 \$</u>
<p>Société de cartographie du Québec L.R.Q., c. S-9, a. 4, 5 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisés en 300,000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre détient six certificats pour 300 000 actions.</p>	Actions <u>3 000 000</u>	<u>3 000 000</u>
<p>Société de développement autochtone de la Baie James L.R.Q., c. S-9.1, a. 11, 15 et 16</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisés en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.</p> <p>Au 31 mars 1980, le Ministre détient trois certificats totalisant 2 250 actions de catégorie A. Un montant de 1 750 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p>	Actions <u>2 250 000</u>	<u>1 750 000</u>

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du gouvernement du Québec

	1981	1980
<p>Société de développement coopératif L.R.Q., c. S-10, a. 27 et modifications</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties pour un montant de 14 300 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances. De plus, le Ministre des Finances peut verser à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances additionnelles ne pouvant excéder 12 000 000 \$ pour les années financières 1981 à 1984 inclusivement.</p> <p>Au 31 mars 1981 les avances consenties et non remboursées totalisent 11 620 142 \$ dont 3 300 142 \$ versés avec l'autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les avances doivent être remboursées quinze ans après qu'elles ont été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.</p> <p>Un solde de 6 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p>	Avances	6 300 000
	11 620 142	
<p>Société de développement de la Baie James L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisés en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant dix ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre détient cinquante-quatre certificats totalisant 6 000 000 d'actions. Un solde de 40 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p>	Actions	60 000 000
	60 000 000	60 000 000
<p>Société de développement immobilier du Québec L.R.Q., c. S-11, a. 19, 20 et modifications</p> <p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, y compris un montant pouvant atteindre 10 000 000 \$ ne portant pas intérêt et non remboursable pour l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et dont 74 666 100 \$ sont versés au 31 mars 1981.</p> <p>Les intérêts et l'échéance de remboursement du solde des avances de 67 000 000 \$ sont les mêmes que ceux prévus aux débentures de Place Desjardins Inc. envers la Société.</p> <p>Les sommes reçues par la Société sont affectées au paiement de ses obligations et le solde est versé, à la demande du Ministre, au Fonds consolidé du revenu.</p>	Avances	74 666 100 \$
	74 666 100 \$	74 666 100 \$
<p>Société de développement industriel du Québec L.R.Q., c. A-13, a. 45 et 46, et modifications</p> <p>Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme de 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre a versé une somme de 32 944 115 \$ à ce titre qui fut appliquée au remboursement des prêts et avances consentis par le Ministre.</p> <p>La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaire d'une entreprise à fonds social.</p> <p>De plus, pour l'exécution de son mandat et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances peuvent être consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1981 la Société a contracté des emprunts sur les marchés privés au fin de rembourser le solde des avances en circulation.</p>	Dotations Avances	32 944 115 73 800 000
	32 944 115	106 744 115

	1981	1980
<p>Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22</p>	<p>Actions 58 750 000 Avances 19 000 000</p> <hr/> <p>77 750 000</p>	<p>36 500 100 37 240 755</p> <hr/> <p>73 740 855</p>
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 58 750 000 \$ divisés en 587 500 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 450 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre a acquis 587 500 actions et il détient vingt-cinq certificats pour ce nombre d'actions.</p> <p>De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.</p> <p>Au 31 mars 1981, une somme de 19 000 000 \$ a été avancée par le Ministre des Finances et la date maximale d'échéance est le 20 août 1999.</p>		
<p>Société des alcools du Québec L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6 et modifications</p>	<p>Actions 30 000 000</p> <hr/>	<p>30 000 000</p> <hr/>
<p>Le fonds social de la Société est de 30 000 000 \$ divisés en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances détient un certificat pour 300 000 actions.</p>		
<p>Société des loteries et courses du Québec L.R.Q., c. S-13.1, a. 5 et 6</p>	<p>Actions 170 000 \$</p> <hr/>	<p>170 000 \$</p> <hr/>
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisés en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre détient un certificat totalisant 1 700 actions.</p>		
<p>Société des traversiers du Québec L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5</p>	<p>Actions 1 500 000</p> <hr/>	<p>1 500 000</p> <hr/>
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au Ministre des Finances.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre détient deux certificats totalisant 15 000 actions.</p>		

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du gouvernement du Québec

	1981	1980
Société d'habitation du Québec L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89	107 714 462 46 866 132	74 818 811 81 182 951
Obligations Avances	<u>154 580 594</u>	<u>156 001 762</u>

Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, y compris celle pour fonds de roulement, jusqu'à concurrence de 1 500 000 \$, nécessités pour la protection des investissements de la Société. Ce montant est composé d'avances pour fonds de roulement, temporaires et progressives.

Les avances temporaires, y compris celle pour fonds de roulement, sont retournées au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée. Les avances progressives, y compris leurs intérêts courus, sont converties en obligations qui sont émises par la Société lorsque les projets sont complétés et dont le taux d'intérêt varie de 6⁷/₈% à 14,1% et l'échéance est du 1^{er} juillet 1981 au 1^{er} janvier 2031.

Les avances temporaires, sauf celles pour fonds de roulement, portent intérêt au taux préférentiel des principales banques à charte canadiennes.

Au cours de l'année financière la Société a contracté des emprunts sur le marché privé aux fins de financer de nouveaux projets.

Société du parc industriel du centre du Québec

L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31 et modifications

Avances	<u>37 455 600</u>	<u>37 488 867</u>
----------------	-------------------	-------------------

Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.

Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3% à 10,5%, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de dix ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.

Société générale de financement du Québec

L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 12 et modifications

Actions Prêt	118 933 501 \$ 15 000 000	93 933 501 \$ 34 174 401
	<u>133 933 501</u>	<u>128 107 902</u>

Le fonds social autorisé de la Société est de 265 000 000 \$ divisés en 22 800 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 3 700 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune.

Les actions de la Société sont réservées au gouvernement du Québec. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 22 799 995 actions ordinaires et 3 700 000 actions à dividende différé.

Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances a acquis toutes les actions à dividende différé au coût de 39 223 450 \$, y compris une prime de 2 223 450 \$. De plus, il a versé 79 710 051 \$ pour 8 566 497 actions ordinaires. À cette date, il détient quarante certificats pour 9 766 497 actions. Un solde de 65 000 000 \$ apparaît au 31 mars 1981 comme engagement non budgétaire à la page 5-96.

De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de Saint-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10¹/₄% l'an payable semi-annuellement et remboursable en cinq versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992. La diminution des avances est commentée aux pages 1-138 et 2-4.

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2, a. 11, 13 et modifications

Actions	<u>30 097 000</u>	<u>10 400 000</u>
----------------	-------------------	-------------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances détient quatorze certificats totalisant 30 097 actions.

	1981	1980
<p>Société québécoise de développement des industries culturelles L.R.Q., c. S-18.3, a. 17, 19 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisés en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances détient trois certificats pour 52 000 actions.</p>	Actions 5 200 000	1 500 000
<p>Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 divisés en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre a acquis 8 900 000 actions et détient dix-sept certificats totalisant 5 945 000 actions.</p>	Actions 89 000 000 \$	64 450 000 \$
<p>Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, a. 5, 7 et modifications</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 40 000 000 \$ divisés en 400 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le fonds consolidé du revenu dont 210 000 actions avec l'approbation du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances détient treize certificats totalisant 350 000 actions.</p>	Actions Avances 35 000 000 35 000 000	32 000 000 230 000 32 230 000
<p>Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8 et 9</p> <p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisés en 2 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 500 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1981, le Ministre détient seize certificats totalisant 1 700 000 actions. Un solde de 15 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-96.</p>	Actions 85 000 000	75 200 000
<p>Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., c. S-16, a. 22 et 23</p>	Actions 600	600
<p>Société inter-port de Québec L.R.Q., c. S-18, a. 11 et 12</p>	Actions 600	600
	1 200	1 200

Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisés en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.

Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. Il est, de plus, autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du ministre canadien indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces Sociétés.

Au 31 mars 1981, le Ministre des Finances, dans chacune de ces Sociétés, a versé 600 \$ et détient un certificat pour 600 actions.

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume « états financiers des entreprises du gouvernement du Québec » publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités			
1	Alma	A	8 ¹ / ₈
2	Alma	B	6,7057
3	Bagotville	A	8 ²⁷ / ₆₄
4	Beauceville	A	8 ²⁷ / ₆₄
5	Bécancour	A	8 ²⁷ / ₆₄
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 ²⁷ / ₆₄
8	Bernierville	A	8 ¹ / ₈
9	Berthier-sur-Mer	A	8 ²⁷ / ₆₄
10	Berthierville	A	8 ²⁷ / ₆₄
11	Boisbriand	A	8 ¹ / ₈
12	Bonaventure	A	8 ²⁷ / ₆₄
13	Boucherville	A	8 ²⁷ / ₆₄
14	Cap-aux-Meules	A	8 ²⁷ / ₆₄
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 ²⁷ / ₆₄
17	Chambly	A	8 ²⁷ / ₆₄
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charny	A	8 ²⁷ / ₆₄
20	Châteauguay	A	8 ²⁷ / ₆₄
21	Chénier	A	8 ²⁷ / ₆₄
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi-nord	A	8 ²⁷ / ₆₄
24	Cloridorme	A	8 ¹ / ₈
25	Deux-Montagnes	A	8 ¹ / ₈
26	Deux-Montagnes	B	8,4977
27	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
28	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
29	East-Broughton	A	8 ²⁷ / ₆₄
30	Escoumins	A	8 ¹ / ₈
31	Gaspé	A	8 ²⁷ / ₆₄
32	Gatineau	A	8 ¹ / ₈
33	Giffard (Beauport)	B	6,948
34	Grand-Île	A	8 ²⁷ / ₆₄
35	Grande-Rivière	A	8 ²⁷ / ₆₄
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 ²⁷ / ₆₄
38	Iberville	A	8 ²⁷ / ₆₄
39	Kingsbury	A	8 ¹ / ₈
40	Lachute	B	9,6455
41	Lac-Mégantic	A	8 ²⁷ / ₆₄
42	La Pocatière	A	8 ¹ / ₈
43	La Providence	A	8 ²⁷ / ₆₄
44	Lauzon	B	7,9396
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 ¹ / ₈
46	Lévis	A	8 ²⁷ / ₆₄
47	Lévis	B	7,4869
48	Longue-Pointe	A	8 ²⁷ / ₆₄
49	Lorraine	A	8 ²⁷ / ₆₄
50	Louiseville	A	8 ²⁷ / ₆₄
51	Macamic	A	8 ²⁷ / ₆₄
52	Maniwaki	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total		
Échéance	1981	1980	1981	1980	1981	1980	
1994-12-15	816 702 \$	847 206 \$			816 702 \$	847 206 \$	1
2002-03-31	345 712	353 183			345 712	353 183	2
1995-10-01	648 873	669 872			648 873	669 872	3
1995-11-01	15 334	15 830			15 334	15 830	4
1995-03-01	131 223	136 003			131 223	136 003	5
2006-04-01	214 344	216 838			214 344	216 838	6
1995-12-01	178 775	184 561			178 775	184 561	7
1994-12-01	47 813	49 599			47 813	49 599	8
1995-03-01	48 354	50 116			48 354	50 116	9
1996-02-01	126 213	130 298			126 213	130 298	10
1994-12-15	32 636	33 855			32 636	33 855	11
1996-03-01	39 329	40 602			39 329	40 602	12
1995-06-01	61 519	63 510			61 519	63 510	13
1995-05-01	182 212	188 109			182 212	188 109	14
2005-04-01	177 515	180 246			177 515	180 246	15
1995-11-01	33 011	34 080			33 011	34 080	16
1995-05-01	140 819	145 376			140 819	145 376	17
2005-04-01	1 216 300	1 216 300			1 216 300	1 216 300	18
1995-03-01	67 220	69 668			67 220	69 668	19
1995-04-01	46 919	48 438			46 919	48 438	20
1995-06-01	36 629	37 815			36 629	37 815	21
1991-11-01	148 000	157 500			148 000	157 500	22
1995-10-01	426 066	439 855			426 066	439 855	23
1994-12-01	16 514	17 130			16 514	17 130	24
1994-12-01	21 694	22 504			21 694	22 504	25
2007-04-01	190 511	192 545			190 511	192 545	26
1995-03-01	111 615	115 681			111 615	115 681	27
1995-11-01	283 819	293 005			283 819	293 005	28
1995-12-01	69 913	72 176			69 913	72 176	29
1994-12-01	19 806	20 545			19 806	20 545	30
1996-02-01	87 174	89 996			87 174	89 996	31
1994-12-15	99 189	102 894			99 189	102 894	32
2002-03-31	164 723	171 406			164 723	171 406	33
1995-06-01	129 052	133 229			129 052	133 229	34
1996-03-31	392 190	404 882			392 190	404 882	35
1994-04-01	52 613	54 965			52 613	54 965	36
1995-03-01	47 847	49 590			47 847	49 590	37
1996-03-31	85 209	87 966			85 209	87 966	38
1994-12-15	142 027	147 332			142 027	147 332	39
2007-04-01	537 621		703 767 \$	1 252 022 \$	1 241 388	1 252 022	40
1995-03-01	61 320	63 554			61 320	63 554	41
1994-09-01	209 684	217 516			209 684	217 516	42
1995-08-01	547 903	565 635			547 903	565 635	43
2006-04-01	855 047	865 047			855 047	865 047	44
1994-12-01	226 578	235 042			226 578	235 042	45
1995-12-01	336 951	347 856			336 951	347 856	46
2004-04-01	2 356 218	2 430 545			2 356 218	2 430 545	47
1995-10-01	142 983	147 610			142 983	147 610	48
1995-05-01	63 065	65 106			63 065	65 106	49
1996-03-31	113 208	116 872			113 208	116 872	50
1995-12-01	66 760	68 920			66 760	68 920	51
1996-03-01	1 046 096	1 079 952			1 046 096	1 079 952	52

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités (suite)			
53	Maple Grove	A	8 ²⁷ / ₆₄
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 ²⁷ / ₆₄
56	McMasterville	A	8 ¹ / ₈
57	Métabetchouan	A	8 ²⁷ / ₆₄
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 ²⁷ / ₆₄
60	Murdochville	A	8 ²⁷ / ₆₄
61	Normandin	A	8 ¹ / ₈
62	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 ²⁷ / ₆₄
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ²⁷ / ₆₄
64	Oka	B	8,2812
65	Orsainville	A	8 ²⁷ / ₆₄
66	Pont-Rouge	A	8 ²⁷ / ₆₄
67	Port-Cartier	B	7,3603
68	Port-Cartier	B	8,2048
69	Port-Cartier	B	7,7314
70	Port-Cartier	B	8,1621
71	Port-Cartier	B	8,3477
72	Port-Cartier	B	9,3933
73	Princeville	A	8 ²⁷ / ₆₄
74	Québec	B	7,5744
75	Québec	B	7,5846
76	Québec	B	7,9737
77	Québec	B	9,9091
78	Québec	B	9,4283
79	Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
80	Rouyn	A	8 ²⁷ / ₆₄
81	Sacré-Coeur	A	8 ²⁷ / ₆₄
82	Sayabec	A	8 ¹ / ₈
83	Sept-Îles	B	7,0181
84	Sept-Îles	B	7,2127
85	Sept-Îles	B	7,3766
86	Sept-Îles	B	7,5324
87	Sept-Îles	B	8,6548
88	Sept-Îles	B	9,831
89	Shawinigan-Sud	A	8 ²⁷ / ₆₄
90	Shefferville	A	8 ²⁷ / ₆₄
91	Shipshaw	A	8 ¹ / ₈
92	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
93	St-Basile-le-Grand	A	8 ²⁷ / ₆₄
94	St-Bernard	A	8 ²⁷ / ₆₄
95	St-Bruno	A	8 ¹ / ₈
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
97	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
98	St-Césaire	A	8 ²⁷ / ₆₄
99	St-Coeur-de-Marie	A	8 ²⁷ / ₆₄
100	St-David-de-l'Auberivière	B	7,2694
101	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ²⁷ / ₆₄
102	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 ¹ / ₈
103	Ste-Anne-de-Yamachiche	A	8 ²⁷ / ₆₄

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1981	1980	1981	1980	1981	1980	
1995-05-01	42 496 \$	43 871 \$			42 496 \$	43 871 \$	53
1990-12-01	754 322	803 350			754 322	803 350	54
1995-04-01	457 192	471 988			457 192	471 988	55
1994-09-01	39 524	41 000			39 524	41 000	56
1995-11-01	266 380	275 001			266 380	275 001	57
1997-04-01	343 281	359 838			343 281	359 838	58
1995-10-01	15 383	15 881			15 383	15 881	59
1996-02-01	477 358	492 807			477 358	492 807	60
1994-09-01	50 132	52 005			50 132	52 005	61
1985-03-01	31 247	37 576			31 247	37 576	62
1995-07-01	51 954	53 636			51 954	53 636	63
2005-04-01	486 990	492 894			486 990	492 894	64
1995-08-01	887 775	916 507			887 775	916 507	65
1995-07-01	307 314	317 260			307 314	317 260	66
2003-04-01	428 120	435 241	3 200 597 \$	3 221 294 \$	3 628 717	3 656 535	67
2006-04-01	2 779 883	2 811 020			2 779 883	2 811 020	68
2005-04-01	236 542	239 665			236 542	239 665	69
2005-04-01	315 836	319 737			315 836	319 737	70
2007-04-01	263 361	265 992			263 361	265 992	71
2007-04-01	460 328	464 168			460 328	464 168	72
1995-06-01	41 739	43 089			41 739	43 089	73
2004-04-01	544 051	552 085			544 051	552 085	74
2004-04-01	3 691 358	3 741 217		1 695 512 (1)	3 691 358	5 436 729	75
2005-04-01	1 282 937 (1)				1 282 937		76
2007-04-01	7 606 964	7 664 983			7 606 964	7 664 983	77
2009-04-01	393 576 (1)				393 576		78
1995-05-01	155 916	160 962			155 916	160 962	79
1995-06-01	144 293	148 963			144 293	148 963	80
1995-05-01	238 850	246 580			238 850	246 580	81
1994-12-01	41 400	42 946			41 400	42 946	82
2002-03-31	457 518	467 027			457 518	467 027	83
2003-04-01	109 887	111 925			109 887	111 925	84
2004-04-01	1 393 406	1 416 531		3 169 795 (2)	1 393 406	4 586 326	85
2004-04-01	3 613 650	3 672 329			3 613 650	3 672 329	86
2006-04-01	223 517	226 073			223 517	226 073	87
2009-04-01	3 147 805 (2)				3 147 805		88
1985-03-01	56 171	67 548			56 171	67 548	89
1995-11-01	129 454	133 643			129 454	133 643	90
1994-12-01	81 263	84 298			81 263	84 298	91
1996-03-31	113 208	116 872			113 208	116 872	92
1995-07-01	324 465	334 966			324 465	334 966	93
1996-03-31	47 007	48 528			47 007	48 528	94
1984-12-01	9 711	11 692			9 711	11 692	95
1995-07-01	219 677	191 593			219 677	191 593	96
1996-03-31	185 587	226 786			185 587	226 786	97
1996-02-01	219 218	226 313			219 218	226 313	98
1995-12-01	158 771	163 910			158 771	163 910	99
2003-04-01	456 578	472 558			456 578	472 558	100
1995-05-01	37 429	38 641			37 429	38 641	101
1994-12-01	28 649	29 719			28 649	29 719	102
1995-03-01	20 914	21 676			20 914	21 676	103

(1)(2) Prêts et avances transformés en obligations et billets.

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
Municipalités et organismes municipaux			
Municipalités (suite)			
104	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
105	Ste-Foy	B	8,2850
106	Ste-Foy	B	9,3614
107	Ste-Lucie-de-Beaugard	C	
108	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
109	Ste-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
110	Ste-Thérèse	B	9,3594
111	Ste-Thérèse	B	9,4146
112	Ste-Thérèse	B	8,2758
113	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
114	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
115	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
116	St-Eustache	B	8,5359
117	St-Eustache	B	9,2891
118	St-Eustache	B	9,1454
119	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
120	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
122	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
123	St-Henri-de-Lévis	B	7,1832
124	St-Hyppolite	A	8 ²⁷ / ₆₄
125	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
126	St-Jérôme	B	8,5155
127	St-Jérôme	B	9,6175
128	St-Jovite	A	8 ²⁷ / ₆₄
129	St-Narcisse	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 ²⁷ / ₆₄
131	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
133	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
134	St-Romuald	B	7,2694
135	St-Timothée	A	8 ¹ / ₈
136	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
137	St-Zénon	A	8 ¹ / ₈
138	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
139	Terrebonne	B	8,2094
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
147	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
148	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1981	1980	1981	1980	1981	1980	
1995-12-01	156 232 \$	161 288 \$			156 232 \$	161 288 \$	104
2006-04-01	577 257	577 257			577 257	577 257	105
2006-04-01	2 570 426	2 570 426			2 570 426	2 570 426	106
2000-11-01	2 000	2 100			2 000	2 100	107
1996-02-01	23 274	24 027			23 274	24 027	108
1996-02-01	44 996	46 452			44 996	46 452	109
2006-04-01	59 316	59 865			59 316	59 865	110
2006-04-01	175 596	177 207			175 596	177 207	111
2005-04-01	119 654	121 106	391 744 \$	395 820 \$	511 398	516 926	112
1995-03-01	82 061	85 050			82 061	85 050	113
1995-05-01	90 480	93 409			90 480	93 409	114
1996-02-01	364 559	376 357			364 559	376 357	115
2006-04-01	282 762	285 762			282 762	285 762	116
2007-04-01	431 641	435 308	489 527	476 057	921 168	911 365	117
2007-04-01	49 050	49 477			49 050	49 477	118
1996-03-31	23 341	24 097			23 341	24 097	119
1996-03-01	228 392	235 783			228 392	235 783	120
2005-04-01	375 241	633 738			375 241	633 738	121
1995-06-01	517 241	533 981			517 241	533 981	122
2002-03-31	16 003	16 329			16 003	16 329	123
1995-11-01	80 103	82 695			80 103	82 695	124
1996-03-31	60 214	62 163			60 214	62 163	125
2006-04-01	728 809	736 568			728 809	736 568	126
2009-04-01	80 909	81 442			80 909	81 442	127
1996-02-01	185 180	191 173			185 180	191 173	128
1995-03-01	39 640	41 084			39 640	41 084	129
1985-05-01	9 895	11 429			9 895	11 429	130
1995-12-01	134 469	138 821			134 469	138 821	131
1995-11-01	46 781	48 295			46 781	48 295	132
1995-05-01	81 532	84 171			81 532	84 171	133
2003-04-01	115 111	117 050			115 111	117 050	134
1994-09-01	32 858	34 085			32 858	34 085	135
1995-03-01	80 594	83 530			80 594	83 530	136
1994-09-01	19 986	20 733			19 986	20 733	137
1995-03-01	206 811	214 344			206 811	214 344	138
2006-04-01	392 059	396 447			392 059	396 447	139
2002-03-01	964 329	984 432			964 329	984 432	140
2005-04-01	286 807	291 008			286 807	291 008	141
2003-04-01	479 044	487 877			479 044	487 877	142
2004-04-01	221 364	224 986			221 364	224 986	143
2005-04-01	75 209	76 546			75 209	76 546	144
2007-04-01	1 928 668	1 946 080			1 928 668	1 946 080	145
1995-03-01	292 233	302 879			292 233	302 879	146
1995-12-01	437 319	451 472			437 319	451 472	147
1996-02-01	94 890	97 961			94 890	97 961	148
1996-02-01	370 343	382 329			370 343	382 329	149
1996-03-31	419 636	433 217			419 636	433 217	150
	<u>61 583 550</u>	<u>57 593 087</u>	<u>4 785 635</u>	<u>10 210 500</u>	<u>66 369 185</u>	<u>67 803 587</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
Municipalités et organismes municipaux (suite)			
Organismes municipaux			
151	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
153	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589
 (MILLIERS \$)			
Municipalités et organismes municipaux			
	Projets d'investissements dans le développement	A	
	Programmes des zones spéciales	B	
	Autres projets	C	

Échéance	Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
	1981	1980	1981	1980	1981	1980	
2002-03-31	5 080 941 \$	5 080 941 \$			5 080 941 \$	5 080 941 \$	151
2004-04-01	790 450	790 450			790 450	790 450	152
2004-04-01	1 098 608	1 098 608	2 417 039 \$	2 417 039 \$	3 515 647	3 515 647	153
	<u>6 969 999</u>	<u>6 969 999</u>	<u>2 417 039</u>	<u>2 417 039</u>	<u>9 387 038</u>	<u>9 387 038</u>	
	<u>68 553 549 \$</u>	<u>64 563 086 \$</u>	<u>7 202 674 \$</u>	<u>12 627 539 \$</u>	<u>75 756 223 \$</u>	<u>77 190 625 \$</u>	
	16 404	16 967			16 404	16 967	
	51 245	46 633	7 203	12 627	58 448	59 260	
	904	963			904	963	
	<u>68 553</u>	<u>64 563</u>	<u>7 203</u>	<u>12 627</u>	<u>75 756</u>	<u>77 190</u>	

PLACEMENTS (suite)**Détail** (suite)

	Actions	
	1981	1980
Particuliers, sociétés et autres		
Particuliers		
1	Étudiants	
2	Pêcheurs	
3	Moins provision pour créances irrécouvrables	
Sociétés et autres		
4	Association montréalaise d'action récréative et culturelle	
5	Centre agricole du Québec Inc.	
6	Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec	
7	Compagnie minière Campbell-Chibougamau Ltée	
8	Compagnie Surgel Québec Ltée	
9	Coopératives	
10	Corporations industrielles	
11	Fonds renouvelable du Service des achats du Gouvernement	
12	Gouvernement du Canada	
	Obligations remises par les commissions scolaires qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation, L.Q. 1946, c. 21 et modifications	
13	Hôpitaux (fonds de roulement)	
14	Les Abattoirs de Cailles du Québec Inc.	
15	Navigation Sonamar Inc.	371 000 \$
16	Pêcheurs	
17	Société de la Loterie Inter-provinciale Inc.	1
18	Syndicat des producteurs de bois du Nord-Ouest québécois	
19	Université de Sherbrooke	

		371 001
20	Moins provision pour créances irrécouvrables	

		371 001

		<u>371 001 \$</u>
		<u>371 001 \$</u>

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1981	1980	1981	1980	1981	1980	
		10 178 482 \$	10 438 722 \$	10 178 482 \$ (1)	10 438 722 \$	1
		9 027 701	8 159 288	9 027 701	8 159 288	2
		<u>19 206 183</u>	<u>18 598 010</u>	<u>19 206 183</u>	<u>18 598 010</u>	
		4 820 797	4 866 572	4 820 797 (1)	4 866 572	3
		<u>14 385 386</u>	<u>13 731 438</u>	<u>14 385 386</u>	<u>13 731 438</u>	
			3 200 000		3 200 000	4
		63 287		63 287		5
		256 578	256 578	256 578	256 578	6
		765 564	765 564	765 564	765 564	7
		644 235	659 935	644 235	659 935	8
		4 940 232	4 704 294	4 940 232	4 704 294	9
		33 506 217	19 142 929	33 506 217	19 142 929	10
		1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379	11
505 000 \$	505 000 \$			505 000	505 000	12
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000	13
		313 968	313 968	313 968	313 968	14
		6 881 014	7 042 312	6 881 014	7 042 312	15
		185 000	185 000	185 000	185 000	16
		5 107 330	5 693 389	5 107 330	5 693 389	17
		<u>57 381 804</u>	<u>46 682 348</u>	<u>58 257 805</u>	<u>47 558 349</u>	
		2 933 498	1 222 198	2 933 498	1 222 198	20
505 000	505 000	<u>54 448 306</u>	<u>45 460 150</u>	<u>55 324 307</u>	<u>46 336 151</u>	
<u>505 000 \$</u>	<u>505 000 \$</u>	<u>68 833 692 \$</u>	<u>59 191 588 \$</u>	<u>69 709 693 \$</u>	<u>60 067 589 \$</u>	

(1) Y compris des créances radiées de 283 154 \$.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES
Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	Solde au 1er avril 1980	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1981	Montant porté à la dette nette
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	36 524	1 193	35 331	56 252	20 921
Énergie et Ressources	199	22	177	323	146
Revenu	175 829	8 678	167 151	257 330	90 179
Transports	1 008		1 008	2 939	1 931
Travail et Main-d'oeuvre	745	117	628	791	163
Travaux publics et Approvisionnement	125		125	117	(8)
Autres (1)	227	21	206	238	32
	<u>214 657</u>	<u>10 031</u>	<u>204 626</u>	<u>317 990</u>	<u>113 364</u>
PRÊTS ET AVANCES					
Particuliers					
Étudiants	4 127	283	3 844	4 081	237
Pêcheurs	740		740	740	
	<u>4 867</u>	<u>283</u>	<u>4 584</u>	<u>4 821</u>	<u>237</u>
Sociétés et autres					
Coopératives	309		309	509	200
Pêcheurs	144		144	144	
Corporations agricoles	769		769	911	142
Corporations industrielles				1 370	1 370
	<u>1 222</u>	<u></u>	<u>1 222</u>	<u>2 934</u>	<u>1 712</u>
	<u>6 089</u>	<u>283</u>	<u>5 806</u>	<u>7 755</u>	<u>1 949</u>
Total	<u>220 746</u>	<u>10 314</u>	<u>210 432</u>	<u>325 745</u>	<u>115 313</u>

(1) « Autres » comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et en fin de période.

Ministères	Tableau comparatif des comptes à recevoir (Autres débiteurs)	
	31 mars 1980	31 mars 1981
Affaires sociales	129 362	119 713
Énergie et Ressources	17 250	12 928
Revenu	498 341	545 876
Transports	15 955	17 923
Travail et Main-d'oeuvre	24 946	29 290
Travaux publics et Approvisionnement	5 636	3 998
Autres	108 588	145 636
	<u>800 078</u>	<u>875 364</u>

AUTRES ACTIFS

(MILLIERS \$)

	1981	1980
Gouvernement du Canada		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 175	1 175
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicomis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du fonds a été faite après le recensement de 1971.		
	2 251	2 251

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1981

(MILLIERS \$)

	1981	1980
Caisse de dépôt et placement du Québec		100 000

Détail	Émissions	Remboursements	Solde
En monnaie du Canada			
Banque Canadienne Impériale du Commerce	504 000	504 000	
Banque de Montréal	463 000	463 000	
Banque de Nouvelle-Écosse	243 000	243 000	
Banque Mercantile du Canada	132 000	132 000	
Banque Nationale du Canada	712 500	712 500	
Banque Royale du Canada	473 000	473 000	
Banque Toronto-Dominion	194 000	194 000	
Barclays Canada Limitée	60 000	60 000	
B.N.P. Canada Inc.	35 000	35 000	
B.T. Capital Services	15 000	15 000	
Caisse de dépôt et placement du Québec		100 000	100 000
Chase Manhattan Canada Limited	100 000	100 000	
Chemical New-York Canada Limited	40 000	40 000	
Citicorp Limited	90 000	90 000	
Crédit Lyonnais Canada Limitée	190 000	190 000	
Fédération des Caisses Populaires Desjardins de Montréal & de l'Ouest du Québec	150 000	150 000	
Fédération des Caisses Populaires Desjardins de Québec	44 000	44 000	
Fédération des Caisses Populaires Desjardins du Centre du Québec	20 000	20 000	
Fédération des Caisses Populaires Desjardins de l'Estrie	6 000	6 000	
J.P. Morgan of Canada Limited	525 000	525 000	
Security Pacific International Finance Limited	15 000	15 000	
Banque d'Amérique du Canada	140 000	140 000	
Société Générale S.A. (Canada) Limitée	225 000	225 000	
En monnaie des États-Unis (1)			
Orion Bank	114 930	114 930	
	<u>4 491 430</u>	<u>4 591 430</u>	<u>100 000</u>

(1) Équivalent canadien à la date d'émission.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORD DE PERCEPTION FISCALE

(MILLIERS \$)

	Diverses municipalités	Régie des assurances-automobile du Québec	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	856	112 673	2 265	6 227	122 021
Encaissements	112 884	371 509	77 389	911 419	1 473 201
Remises	102 421	377 998	89 150	894 935	1 464 504
Solde à la fin	<u>11 319</u>	<u>106 184</u>	<u>(9 496)</u>	<u>22 711</u>	<u>130 718</u>

COMPTES À PAYER

(MILLIERS \$)

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Affaires culturelles	9 289	9 341
Affaires intergouvernementales	3 188	4 259
Affaires municipales	45 727	27 555
Affaires sociales	147 601	226 701
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	23 371	24 726
Assemblée nationale	2 149	2 209
Communications	7 625	7 147
Conseil exécutif	15 826	7 053
Conseil du trésor	241	504
Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	1 138	2 026
Éducation	150 740	275 958
Énergie et Ressources	22 092	26 284
Environnement	8 813	5 934
Finances	19 100	18 746
Fonction publique	42 012	84 704
Immigration	4 155	2 403
Industrie, Commerce et Tourisme	8 691	20 403
Justice	22 638	27 292
Loisir, Chasse et Pêche	16 699	19 975
Régie de l'assurance-maladie du Québec	165 348	96 630
Revenu	10 232	54 306
Transports	56 044	112 943
Travail et Main-d'oeuvre	14 139	14 824
Travaux publics et Approvisionnement	26 104	25 023
	<u>822 962</u>	<u>1 096 946</u>

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	<u>1981</u>	<u>1980</u>
Emprunts temporaires		203
Bons du trésor	(7 984)	(2 981)
Obligations	419 602	271 656
Autres emprunts	38 399	39 677
	<u>450 017</u>	<u>308 555</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(MILLIERS \$)

	Solde au début	Excédant des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 269 689	494 634	1 764
Régime de retraite des enseignants	217 804	214 831	4 321
Régime de retraite des fonctionnaires	81 787	81 224	1 630
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	25 912	27 937	538
Régime de retraite des juges et coroners	2 991	3 675	66
	<u>1 598 183</u>	<u>822 301 (1)</u>	<u>24 204</u>

(1) Voir détail à la page 2-6.

BONS DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

Continuité			
Solde du début			135 000
Plus: Émis		1 385 000	
Remboursés		<u>1 130 000</u>	<u>255 000</u>
Solde à la fin			<u>390 000</u>

Détail

Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
1981-04-02	1980-12-31	17,441	25 000
1981-04-09	1981-01-08	16,343	25 000
1981-04-16	1981-01-15	16,935	30 000
1981-04-23	1981-01-22	16,843	30 000
1981-04-30	1981-01-29	17,061	30 000
1981-05-07	1981-02-05	17,283	30 000
1981-05-14	1981-02-12	17,301	30 000
1981-05-21	1981-02-19	17,393	30 000
1981-05-28	1981-02-26	17,043	30 000
1981-06-04	1981-03-05	17,030	30 000
1981-06-11	1981-03-12	17,043	30 000
1981-06-18	1981-03-19	16,417	35 000
1981-06-25	1981-03-26	16,730	35 000
			<u>390 000</u>

OBLIGATIONS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Obligations		10 357 169
Moins		
Fonds d'amortissement (voir page 5-37)		<u>87 578</u>
		<u><u>10 269 591</u></u>

Continuité

Solde au début		8 089 802 (1)
Plus		
Emprunts effectués (voir page 3-5)		<u>2 753 074</u>
		10 842 876
Moins		
Emprunts remboursés (voir page 3-8)	445 824	
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	<u>39 883 (2)</u>	<u>485 707 (1)</u>
Solde à la fin		<u><u>10 357 169</u></u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	7 110 321	
En monnaie des États-Unis	1 056 658 (3)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	233 529 (3)	
En monnaie de la France	19 721 (3)	
En monnaie du Japon	266 301 (3)	
En unités de compte européennes	<u>78 455 (3)</u>	8 764 985
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		1 281 763
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	<u>87 505</u>	<u>310 421</u>
		<u><u>10 357 169</u></u>

(1) Y compris, en obligations assumées 27 766 555 \$ au début et 21 796 086 \$ à la fin.

(2) Voir liste détaillée à la page 5-30.

(3) Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des obligations assumées.

OBLIGATIONS (suite)
 (MILLIERS \$)

Obligations annulées

Date d'échéance	Année d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1981-08-15	1960		326
1981-09-01	1969		116
1981-09-01	1978		323
1981-09-01	1978		7
1982-08-01	1962		320
1983-06-01	1966		86
1983-07-15	1962		273
1984-04-02	1962		353
1985-08-01	1961		323
1986-02-01	1961		285
1986-06-15	1964		412
1986-12-01	1966		27
1987-12-15	1962		315
1988-01-15	1968		392
1988-10-15	1963		472
1989-01-15	1965		406
1989-12-01	1967		45
1990-04-01	1965		410
1990-10-15	1965		409
1991-06-01	1966		231
1991-06-01	1970		44
1991-08-01	1967		367
1991-08-01	1970		5
1991-10-01	1966		380
1992-04-01	1967		424
1992-06-01	1967		172
1992-08-01	1970		93
1993-08-01	1972		465
1993-09-15	1968		297
1994-02-08	1971		163
1994-02-08	1973		951
1994-10-01	1968		263
1995-09-05	1973		490
1995-10-01	1970		349
1995-12-02	1970		420
1996-03-15	1972		450
1996-12-15	1971		108
1998-12-15	1973		470
1999-03-01	1974		450
1999-09-04	1974		180
1999-09-04	1974		3
1999-09-04	1975		720
1999-09-04	1976		840
2000-09-09	1975		2 291
2001-05-04	1976		1 463
2001-05-04	1976		3 434
			20 823
En monnaie des États-Unis			
1985-03-01	1970	900	963
1988-01-15	1973	1 000	999
1989-04-15	1968	487	524
1995-11-01	1977	2 400	2 669
1997-03-11	1967	426	460
1997-06-01	1971	727	740
1997-06-01	1972	6 000	5 902
1999-05-01	1969	367	395
2000-05-15	1975	1 045	1 075
2001-06-15	1976	2 462	2 388
2003-04-01	1973	1 341	1 341
2004-04-15	1974	1 651	1 604
		18 806	19 060
			39 883

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
			a	b	c	d	e	f	En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
NÉGOCIABLES												
En monnaie du Canada												
Sérialisées												
1981 — 1983-04-15	1971	7 1/2					e1		8 715		8 715	
1981 — 1983-12-15	1971	7 1/4					e2		7 500		7 500	
1981 — 1984-11-01	1973	7 1/4					e3		3 360		3 360	
									19 575		19 575	
Conventionnelles												
En monnaie du Canada												
1981-04-15	1971	7 1/2							15 140		15 140	
1981-08-15	1960	5 1/2	1						32 201		32 201	
1981-09-01	1969	8 1/2	1						25 950	450	25 500	
1981-09-01	1978	8 1/2	1						31 984		31 984	
1981-09-01	1978	8 1/2	1						19 856	305	19 551	
1981-11-15	1969	8 3/4	82	1					9 619		9 619	
1981-11-19	1974	9 1/4							20 000		20 000	
1982-03-22	1977	9 1/4	83	2					175 000		175 000	
1982-08-01	1962	6	1						31 581		31 581	
1982-08-21	1979	10 1/4							30 000		30 000*	
1982-11-07	1974(A)	10 1/4					f1		50 000		50 000	
1983-06-01	1966	6	1						8 465		8 465	
1983-07-15	1962	5 1/4	1	81					27 096	1	27 095	
1983-11-16	1978	9							40 000		40 000	
1983-12-07	1977	8 1/2							32 000		32 000**	
1983-12-15	1971	7 1/2							5 000		5 000	
1984-03-15	1972	7 1/2							10 000		10 000	
1984-04-02	1962	5 1/4	1	82					34 895		34 895	
1984-08-21	1979	10 1/4							120 000		120 000***	
1984-11-05	1980	13 1/4			3				175 000		175 000	
1985-08-01	1961	5 1/4	1	81					31 944	1	31 943	
1985-10-01	1970	9							453		453	
1985-12-22	1980	13 1/4			4				63 000		63 000	
1985-12-22	1980	13 1/4			4				137 000		137 000	
1985-12-22	1981	13 1/4			4				118 000		118 000	
1985-12-22	1981	13 1/4			4				32 000		32 000	
1986-02-01	1961	5 3/4	1	83					28 283	1	28 282	
1986-02-27	1980	13 1/8							150 000		150 000	
1986-03-31	1976	10							50 000		50 000	
1986-04-15	1979(A)	10 1/4	83						50 000		50 000	
1986-06-15	1964	5 1/2	1	84					40 823	1	40 822	
1986-12-01	1966	6 3/4	1		1				2 310	883	1 427	
1987-12-15	1962	5 1/4	1	84					31 251	1	31 250	
1988-01-15	1968	7 1/2	1	85					38 807	1	38 806	
1988-03-30	1981	14,35				e4	f1		150 000		150 000	
1988-05-01	1973	6							363		363	
1988-05-01	1973	7							4 940		4 940	
1988-05-01	1973	8							7 023		7 023	
1988-10-15	1963	6	1	86					46 770	1	46 769	
1989-01-15	1965	5 1/2	1	86					40 175	1	40 174	
1989-12-01	1967	7 1/2	1	86					4 474	1	4 473	
1990-03-09	1981	14							100 000		100 000	
1990-04-01	1965	5 1/2	1	87					40 617	1	40 616	
1990-10-15	1965	5 3/4	1	87					40 437	1	40 436	
1991-06-01	1966	6	1						32 768	374	32 394	
1991-06-01	1970	9 1/4	1	90					1 233		1 233	
1991-08-01	1970	9 1/4	1	90					484	6	478	
1991-08-01	1967	6 3/4	1	88					36 387	1	36 386	
1991-09-30	1981	13 3/4			2				100 000		100 000	
1991-10-01	1966	6 1/2	1	88					37 504		37 504	
1992-04-01	1967	6 1/4	1	89					41 926		41 926	
1992-06-01	1967	6 1/2	1	89					25 492	346	25 146	
1992-08-01	1970	9 3/4	1	89					23 389	3 054	20 335	
1992-08-01	1974	9 3/4	1	89					25 000	2 570	22 430	
1992-08-01	1976	9 3/4	1	89					75 000	4 295	70 705	

* Dont 250 000 détenus en placements temporaires (A.C. 216-79)

** Dont 1 701 000 détenus en placements temporaires (A.C. 3936-77)

*** Dont 2 475 000 détenus en placements temporaires (A.C. 216-79)

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde							
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)									
											a	b	c	d	e	f			
Conventionnelles (suite)																			
1992-10-01	1971	8 ³ / ₈	1	89					49 750		8 992	40 758							
1993-08-01	1972	8 ³ / ₈	1	90					46 002			46 002							
1993-09-15	1968	7 ¹ / ₂	1	90					29 403			29 403							
1994-02-08	1971	8	1	90					39 168			39 168							
1994-02-08	1973	8	1	90					44 607		1	44 606							
1994-05-01	1979	10,60		89			e5		46 971			46 971							
1994-05-27	1976	10 ¹ / ₄		91					50 000			50 000							
1994-05-27	1976	10 ¹ / ₄		91					50 000			50 000							
1994-10-01	1968	7 ¹ / ₂	1	91					29 200		6 659	22 541							
1994-10-01	1968	7	1	91					25 948			25 948							
1994-10-17	1979	11 ¹ / ₄							75 000			75 000							
1995-01-01	1973	8	85	92					45 000			45 000							
1995-05-28	1980	12,78							200 000			200 000							
1995-09-05	1973	8 ³ / ₄	1	91					48 515			48 515							
1995-10-01	1970	9 ¹ / ₂	1	92					34 598		1	34 597							
1995-11-01	1975	10,55					3		15 000			15 000							
1995-11-19	1976	10 ¹ / ₄	82	91					100 000			100 000							
1995-11-19	1974	10 ¹ / ₄	82	91					60 000			60 000							
1995-11-19	1975	10 ¹ / ₄	82	91					75 000			75 000							
1995-12-02	1970	9 ¹ / ₂	1	92					24 840			24 840							
1995-12-02	1975	9 ¹ / ₂	1	92					42 000		3 931	38 069							
1995-12-22	1980	13 ³ / ₄					e6		62 000			62 000							
1995-12-22	1980	13 ³ / ₄					e6		63 000			63 000							
1995-12-22	1981	13 ³ / ₄					e6		82 000			82 000							
1995-12-22	1981	13 ³ / ₄					e6		93 000			93 000							
1996-03-15	1972	8	1	93					44 550			44 550							
1996-10-08	1980	13,40							200 000			200 000							
1996-11-01	1976	10,15					4		15 000			15 000							
1996-11-06	1976	10 ¹ / ₄		93					50 000			50 000							
1996-12-15	1971	7 ³ / ₄	84	93					37 592		48 591	(10 999)							
1996-12-16	1977	9 ³ / ₄		93					125 000			125 000							
1996-12-16	1978	9 ³ / ₄		93					110 000			110 000							
1997-07-15	1977	9 ³ / ₄		94					100 000			100 000							
1997-07-15	1977	9 ³ / ₄		94					100 000			100 000							
1997-08-15	1980	12,15							200 000			200 000							
1997-11-01	1977	9,80					5		15 000			15 000							
1998-02-01	1978	10					6		600			600							
1998-04-01	1978	10 ¹ / ₄		93			e7		85 000			85 000							
1998-06-12	1978	10		95					100 000			100 000							
1998-06-12	1978	10		95					100 000			100 000							
1998-11-01	1978	10,35					7		15 000			15 000							
1998-12-15	1973	8 ¹ / ₂	1	95					46 540		1	46 539							
1999-02-01	1979	10,55					8		600			600							
1999-03-01	1974	8 ⁵ / ₈	81	96					44 550			44 550							
1999-05-01	1979	10,7		94			e8		58 620			58 620							
1999-05-01	1979	10,7		94			e8		74 936			74 936							
1999-09-04	1974	10 ³ / ₈	1	95					2 292		23	2 269							
1999-09-04	1974	10 ³ / ₄	1	95					34 820		195	34 625							
1999-09-04	1974	10 ³ / ₄	1	95					35 000		401	34 599							
1999-09-04	1975	10 ³ / ₄	1	95					71 280			71 280							
1999-09-04	1976	10 ³ / ₄	1	95					83 160			83 160							
1999-11-01	1979	12					9		15 000			15 000							
2000-02-01	1980	12,85					10		600			600							
2000-09-09	1975	9 ¹ / ₂	84	96			11		30 000			30 000							
2000-09-09	1975	10 ¹ / ₂	1	96					56 694		38	56 656							
2000-10-16	1978	10		96					125 000			125 000							
2000-11-10	1975	9 ⁷ / ₈	84	96			12		8 000			8 000							
2000-11-10	1976	9 ⁷ / ₈	84	96			12		16 000			16 000							
2001-02-01	1981	13,77					13		600			600							
2001-03-01	1976	9 ³ / ₈	85	97			14		10 000			10 000							
2001-03-15	1977	9 ³ / ₄	92	97			15		125 000			125 000							
2001-05-04	1976	10 ¹ / ₄	1	97					96 304		700	95 604							
2001-05-04	1976	10 ¹ / ₄	1	97					120 299		1 378	118 921							
2002-06-15	1979	10,35		97					150 000			150 000							
2002-12-15	1978	10		98					150 000			150 000							
2002-12-15	1979	10		98					150 000			150 000							
2003-04-17	1979	10 ⁵ / ₈							150 000			150 000							
2004-09-24	1979	10,9							125 000			125 000							
2004-12-27	1979	11,7	98						75 000			75 000							
									7 085 679		83 206	7 002 473							

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes					Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
								En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
								a	b		
Assumées											
En monnaie du Canada											
Institut Armand-Frappier											
1981 — 1987-04-01	1965	5 ¹ / ₂ , 6 ¹ / ₄						2 989	89	2 900	
Hôpital St-Luc											
1981 — 1983-10-01	1962	6						1 278		1 278	
Association athlétique nationale de la jeunesse											
1981-09-15	1961	5 ¹ / ₂						800		800	
								5 067	89	4 978	
Total des obligations en monnaie du Canada								7 110 321	83 295	7 027 026	
Conventionnelles											
En monnaie des États-Unis											
Aux États-Unis											
			É.-U. \$								
1989-04-15	1968	7	1	83				44 044	47 381	1	47 380
1993-11-15	1973	note 1	1					1 500	1 476	1 625	(149)
1993-11-15	1973	note 2			16			15 000	14 778	2 653	12 125
1995-01-03	1974	note 3		85	17			3 000	2 975		2 975
1995-07-15	1975	note 4	1					1 000	1 030		1 030
1995-07-15	1975	note 5	1		18			16 000	16 336		16 336
1997-03-01	1967	5 ⁷ / ₈	1	87				37 961	41 001		41 001
1997-06-01	1971	9	1	86				63 150	64 299	1	64 298
1997-06-01	1972	8 ¹ / ₈	2	87		9		132 000	129 842		129 842
1999-05-01	1969	7 ⁷ / ₈	1	84				32 903	35 362	1	35 361
2000-05-15	1975	9 ⁷ / ₈	1	90				90 388	93 020	1	93 019
2001-06-15	1976	9 ¹ / ₂	1	91				91 521	88 757	1	88 756
2003-04-01	1973	7,9	1	88				111 028	111 014		111 014
2004-04-15	1974	9,2	1	89				134 531	130 728		130 728
								774 026	777 999	4 283	773 716
En Europe											
1981-04-01	1976(A)	8 ¹ / ₂						50 000	49 305		49 305
1983-01-15	1976(A)	9		78				75 000	75 161		75 161
1984-04-01	1976(A)	9		81				50 000	49 305		49 305
1985-03-01	1970(A)	9	5		10			5 100	5 460		5 460
1988-01-15	1973(A)	7 ¹ / ₂	3		11			24 000	23 974		23 974
1995-11-01	1977(A)	9	4	87	12			52 800	58 725		58 725
								256 900	261 930		261 930
Assumées											
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal											
1981-85	1961	5 ⁹ / ₈						4 599	4 657		4 657
1981-88	1962	5						11 921	12 072		12 072
								16 520	16 729		16 729
Total des obligations en monnaie des États-Unis								1 047 446	1 056 658	4 283	1 052 375

Notes (taux):

- 1 — 8% le 1973-11-15 et 8¹/₄% le 1980-11-15
- 2 — 8¹/₈% le 1973-11-15 et 8¹/₄% le 1985-11-15
- 3 — 9³/₄% le 1974-11-15, 9⁷/₈% le 1980-01-03 et 10%
le 1985-01-03
- 4 — 8¹/₄% le 1975-07-15 et 9⁹/₈% le 1980-07-15
- 5 — 8³/₄% le 1975-07-15 et 9³/₄% le 1985-07-15

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
									a	b		
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne								DM				
1981-1987-07-01	1972	6 1/2 (A)					13	70 000	21 859		21 859	
1987-02-01	1977	7 1/2 (A)						150 000	63 211		63 211	
1987-06-01	1977	7 1/4 (A)						150 000	66 804		66 804	
1985-1990-05-01	1978	6 (A)						150 000	81 655		81 655	
								<u>520 000</u>	<u>233 529</u>		<u>233 529</u>	
En monnaie de la France								FF				
1981-1987-06-15	1972	7 1/2 (A)					14	98 000	19 721		19 721	
En monnaie du Japon								YEN				
1981-1984-09-28	1972	6,9					15	7 000 000	22 878		22 878	
1984-1990-05-23	1978	6,4						30 000 000	146 353		146 353	
1986-1990-01-30	1980	8,3						20 000 000	97 070		97 070	
								<u>57 000 000</u>	<u>266 301</u>		<u>266 301</u>	
En unités de compte européennes								U.C.E.				
1981-1994-12-17	1979	9,25 (A)					16	39 000	78 455		78 455	
									<u>8 764 985</u>	<u>87 578</u>	<u>8 677 407</u>	

(1) Aux dates de réalisation des emprunts

Notes

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

1 — 1% du solde en cours

2 — 6 000 000 \$ annuellement à compter du 1er
juin 1978.

3 — 1 000 000 \$ annuellement de 1977 à 1983.

2 000 000 \$ annuellement de 1984 à 1985.

6 000 000 \$ annuellement de 1986 à 1988.

4 — 2 400 000 \$ annuellement de 1978 à 1983.

1 800 000 \$ annuellement de 1984 à 1989.

5 — 900 000 \$ annuellement et annulation du

même montant d'obligations annuellement.

80-92 — 1% du solde en cours commençant

l'année indiquée.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation
l'année indiquée, à des pourcentages variant de
100 @ 104 sur préavis de 30 jours à 3 mois

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %	Rachetables
1 —	1981-05-15	1989-11-15*	8 1/2	1988-11-15
2 —	1981-12-22	1987-03-22	9 1/4 ou plus	
		1997-03-22*	9 3/4 ou plus	1993-03-22
3 —	1984-05-05	1993-11-05	13 1/4	
4 —	1985-10-22	1994-12-22	13 1/4 ou plus	

* Avec fonds d'amortissement

Notes (suite)

d) Rétractables à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1er juin 1979 ou à toutes dates de paiement.
- 2 — Le 30 mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 3 — Le 1er novembre 1985 ou le 1er novembre 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 4 — Le 1er novembre 1986 ou le 1er novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 5 — Le 1er novembre 1987 ou le 1er novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 6 — Le 1er février 1988 ou le 1er février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 7 — Le 1er novembre 1988 ou le 1er novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 8 — Le 1er février 1989 ou le 1er février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 9 — Le 1er novembre 1989 ou le 1er novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 10 — Le 1er février 1990 ou le 1er février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 11 — Le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 12 — Le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 13 — Le 1er février 1991 ou le 1er février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 14 — Le 1er mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 15 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990.
- 16 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 17 — Le 3 janvier 1985 ou le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois.
- 18 — Le 15 juillet 1985 si coupon boni attaché.

E) Échéant en série à raison de

- 1 — 2 905 000 \$ par année
- 2 — 2 500 000 par année
- 3 — 830 000 par année et 870 000 en 1984
- 4 — 50 000 000 par année de 1986 à 1988
- 5 — 2³/₄% par année
- 6 — 20% par année de 1991 à 1995
- 7 — 4% par année de 1981 à 1997 et 27 200 le 01-04-1998
- 8 — 2,3% par année
- 9 — 6 000 000 par année
- 10 — 900 000 par année
- 11 — 1 000 000 par année de 1971 à 1983
2 000 000 par année de 1984 à 1985
6 000 000 par année de 1986 à 1988
- 12 — 2 400 000 par année de 1978 à 1983
1 800 000 par année de 1984 à 1989
- 13 — DM 10 000 000 par année de 1978 à 1987
- 14 — FF 9 000 000 par année de 1978 à 1980
FF 12 000 000 par année de 1971 à 1983
FF 17 000 000 en 1987
- 15 — YEN 1 000 000 000 par année de 1978 à 1983
YEN 4 000 000 000 le 28 septembre 1984
- 16 — U.C.E. 1 000 000 par année de 1980 à 1988
2 000 000 en 1989
5 000 000 en 1990
6 000 000 par année de 1991 à 1994

- f) 1) L'intérêt est net des taxes ou droits imposés présentement ou qui pourront l'être par le Canada ou aucune de ses provinces, et auxquels pourrait donner lieu la détention des obligations et des coupons par des personnes ne résidant pas au Canada. Au cas d'imposition de taxes ou droits, le Québec pourra rembourser par anticipation la somme empruntée en totalité ou en partie à des pourcentages variant de 100 à 104¹/₂. D'autres part, le prêteur pourra exiger le remboursement immédiat du prêt si le Québec est en défaut de payer le principal ou l'intérêt pour plus de 14 jours.
- 2) Le capital, la prime et les intérêts sont payés sans déduction de taxes ou droits, présents ou futurs, établis par une autorité fiscale au Canada. Si de tels droits ou taxes viennent à être imposés, le Québec devra payer les fonds complémentaires pour couvrir ces droits ou taxes. Devant cette obligation, le Québec aura le privilège de racheter la totalité des obligations alors en cours à leur valeur nominale.

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES				
En monnaie du Canada				
Gouvernement du Canada				
Aide à la croissance de l'emploi				
Diverses dates 1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada				
Diverses dates 1987 — 2000	1967 — 1980	5,36 — 13,46	b	<u>87 505</u>
				<u>310 421</u>
REMBOURSABLES À DEMANDE				
En monnaie du Canada				
Obligations d'épargne du Québec				
1981-06-01	1971	7, 7 ¹ / ₄ , 7 ¹ / ₂	c	38 731
1981-06-01	1976	10, 9	c	91 843
1982-06-01	1972	7, 7 ¹ / ₂ , 7 ³ / ₄	c	28 213
1983-04-01	1973	7	c	34 494
1988-06-01	1978	9	c	92 281
1989-06-01	1979	10, 9	c	76 655
1995-06-01	1980	14, 10 ¹ / ₂	c	<u>919 546</u>
				<u>1 281 763</u>

a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1102-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de l'émission de chaque obligation. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.

b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque

— Le taux d'intérêt a été augmenté à 12% du 1979-11-01 au 1980-06-01, 14% du 1980-06-01 au 1981-06-01, 16% du 1981-06-01 au 1982-06-01 et 10¹/₂% par la suite jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début		75 536
Plus		
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		
Versements	38 762	
Escomptes sur achats	6 674	
Primes et escomptes sur ventes	2 176	
Intérêts gagnés	6 836	
		<u>54 448</u>
		129 984
Moins		
Obligations annulées au cours de l'année financière	39 883	
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques	2 523	
		<u>42 406</u>
Solde à la fin		<u><u>87 578</u></u>

Détail

Obligations	
Gouvernement du Québec	73 835
Gouvernement du Canada	2 603
Garanties par le gouvernement du Québec	3 142
Autres valeurs	
Cité de St-Laurent	212
Encaisse	5 451
Intérêts courus	2 335
	<u>87 578</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)
(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS	Taux %	Date d'échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 ¹ / ₄	1983-07-15		256
	5 ¹ / ₄	1984-04-02		580
	5 ¹ / ₄	1985-08-01		353
	5 ¹ / ₄	1987-12-15		595
	5 ¹ / ₂	1981-08-15		186
	5 ¹ / ₂	1986-06-15		792
	5 ¹ / ₂	1989-01-15		842
	5 ¹ / ₂	1990-04-01		769
	5 ³ / ₄	1986-02-01		590
	5 ³ / ₄	1990-10-15		780
	5 ⁷ / ₈	1997-03-01	1 396 (1)	1 508
	6	1982-08-01		579
	6	1983-06-01		761
	6	1988-10-15		589
	6	1991-06-01		796
	6 ¹ / ₄	1992-04-01		721
	6 ¹ / ₂	1991-10-01		600
	6 ¹ / ₂	1992-06-01		418
	6 ³ / ₄	1991-08-01		629
	6,9	1984-09-28	745 400 (3)	2 436
	7	1989-04-15	2 218 (2)	2 386
	7	1994-10-01		304
	7	1988-05-01		5
	7 ¹ / ₂	1981-04-15		83
	7 ¹ / ₂	1983-12-15		213
	7 ¹ / ₂	1988-01-15		573
	7 ¹ / ₂	1989-12-01		2 888
	7 ¹ / ₂	1993-09-15		451
	7 ¹ / ₂	1984-03-15		204
	7 ¹ / ₂	1981-1987-06-15	12 000 (2)	2 415
	7 ¹ / ₂	1988-01-15	998 (1)	997
	7 ³ / ₄	1996-12-15		332
	7 ⁷ / ₈	1999-05-01	3 670 (1)	3 944
	7,9	2003-04-01	2 529 (1)	2 529
	8	1996-03-15		354
	8	1995-01-01		1 334
	8	1994-02-08		49
	8	1988-05-01		2
	8 ³ / ₈	1993-08-01		554
	8 ¹ / ₂	1998-12-15		500
	8 ¹ / ₂	1981-04-01	500 (1)	493
	8 ¹ / ₂	1983-12-07		39
	8 ¹ / ₂	1981-09-01		7
	8 ¹ / ₂	1981-09-01		1 235
	8 ⁵ / ₈	1999-03-01		720
	8 ³ / ₄	1981-11-15		35
	8 ³ / ₄	1995-09-05		940
	9	1997-06-01	1 603 (1)	1 632
	9	1995-11-01	250 (1)	278
	9	1985-10-01		2
	9,2	2004-04-15	5 331 (1)	5 180
	9 ¹ / ₄	1991-06-01		99
	9 ¹ / ₄	1982-03-22		59
	9 ¹ / ₄	1981-11-19		56
	9 ³ / ₈	2001-03-01		26

OBLIGATIONS (suite)	Taux %	Date d'échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9 ¹ / ₂	1995-12-02		1 000
	9 ¹ / ₂	1995-12-02		734
	9 ¹ / ₂	1995-10-01		616
	9 ¹ / ₂	2001-06-15	5 202 (1)	5 045
	9 ¹ / ₂	2000-09-09		1
	9 ³ / ₄	1992-08-01		211
	9 ³ / ₄	1992-08-01		1 300
	9 ⁷ / ₈	2000-05-15	7 695 (1)	7 919
	10 ¹ / ₄	1995-11-19		40
	10 ¹ / ₄	1995-11-19		696
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		1 455
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		4 298
	10 ¹ / ₄	1984-08-21		76
	10 ¹ / ₄	1982-08-21		5
	10 ³ / ₈	1999-09-04		5
	10 ¹ / ₂	2000-09-09		501
	10 ³ / ₄	1999-09-04		2 907
	10 ⁷ / ₄	1999-09-04		1 271
	10 ³ / ₄	1999-09-04		57
				<u>73 835</u>
Gouvernement du Canada	4 ¹ / ₂	1983-09-01		<u>2 603</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec:				
Office des Autoroutes du Québec	5 ³ / ₄	1989-07-15		<u>793</u>
				<u>793</u>
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 (1)	50
	9	1985-02-06		25
	9 ³ / ₄	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	100 (1)	116
	10 ¹ / ₄	2003-05-15		1 250
	13 ¹ / ₄	2005-09-30		250
				<u>2 349</u>
AUTRES VALEURS				
Cité de St-Lambert	3 ¹ / ₂	1995-03-01		212
Encaisse				5 451
Intérêts courus				2 335
				<u>7 998</u>
				<u>87 578</u>

(1) En monnaie des États-Unis

(2) En francs français (FF)

(3) En yens japonais (YEN)

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Provenance des fonds

Du fonds consolidé du revenu et revenu de placements		54 448 (1)
Plus:		
Diminution des comptes à recevoir		<u>22</u>
		54 470
Moins:		
Augmentation des intérêts courus		<u>409</u>
		54 061
Valeurs échues ou vendues		<u>31 561</u>
		<u>85 622</u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	79 539 (2)	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>1 519 (3)</u>	81 058
Augmentation du solde de banque		<u>4 564</u>
		<u>85 622</u>

(1) Voir le « détail par fonds » aux pages 5-41 et 5-42

(2) Voir le détail à la note 2 de la page 5-42

(3) Excluant 1 004 d'obligations détenues par le fiduciaire

(1) Détail par fonds

(MILLIERS \$)

1980-1981

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1980-05-01	1960	6,00	(14)		(14)
1981-08-15	1960	5,50		325	325
1981-09-01	1969	8,50	76	261	337
1981-09-01	1978	8,50		323	323
1981-09-01	1978	8,50	44	199	243
1982-08-01	1962	6,00		319	319
1983-06-01	1966	6,00		85	85
1983-07-15	1962	5,25		274	274
1984-04-02	1962	5,25		352	352
1985-08-01	1961	5,25		323	323
1986-02-01	1961	5,75		286	286
1986-06-15	1964	5,50		412	412
1986-12-01	1966	6,75	174	23	197
1987-04-01	1965	6,25	18	21	39
1987-12-15	1962	5,25		316	316
1988-01-15	1968	7,50		392	392
1988-10-15	1963	6,00	1	472	473
1989-01-15	1965	5,50		406	406
1989-12-01	1967	7,50	1	45	46
1990-04-01	1965	5,50	1	410	411
1990-10-15	1965	5,75		409	409
1991-06-01	1966	6,00	71	330	401
1991-06-01	1970	9,25	1	13	14
1991-08-01	1970	9,25	1	5	6
1991-08-01	1967	6,75		368	368
1991-10-01	1966	6,50		379	379
1992-04-01	1967	6,25		423	423
1992-06-01	1967	6,50	65	257	322
1992-08-01	1970	9,75	589	235	824
1992-08-01	1974	9,75	487	250	737
1992-08-01	1976	9,75	791	750	1 541
1992-10-01	1971	8,375	1 700	497	2 197
1993-08-01	1972	8,375		464	464
1993-09-15	1968	7,50		297	297
1994-02-08	1971	8,00	46	(102)	(56)
1994-02-08	1973	8,00		951	951
1994-10-01	1968	7,00		262	262
1994-10-01	1968	7,50	1 268	292	1 560
1995-09-05	1973	8,75		490	490
1995-10-01	1970	9,50		350	350
1995-12-02	1970	9,50		420	420
1995-12-02	1975	9,50	731	253	984
1996-03-15	1972	8,00		450	450
1996-12-15	1971	7,75	9 537		9 537
1998-12-15	1973	8,50		470	470
1999-03-01	1974	8,625		450	450
1999-09-04	1974	10,375	3	23	26
1999-09-04	1974	10,75	25	350	375
1999-09-04	1974	10,75	51	350	401
1999-09-04	1975	10,75		720	720
1999-09-04	1976	10,75		840	840
2000-09-09	1975	10,50	142	590	732
2001-05-04	1976	10,25	141	978	1 119
2001-05-04	1976	10,25	290	1 237	1 527
			16 240	19 295	35 535

(1) Détail par fonds (suite)

(MILLIERS \$)

1980-1981

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements*	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1985-03-01	1970	9,00	(116)	1 079	963
1988-01-15	1973	7,50	(188)	1 187	999
1989-04-15	1968	7,00		525	525
1993-11-15	1973	8, 8,25	402	18	420
1993-11-15	1973	8, 125, 8,25	33		33
1993-11-15	1975	7, 75, 8,00	495	177	672
1995-11-01	1977	9,00	(155)	2 824	2 669
1997-03-01	1967	5,875		460	460
1997-06-01	1971	9,00		741	741
1997-06-01	1972	8,125	(1 060)	6 962	5 902
1999-05-01	1969	7,875		395	395
2000-05-15	1975	9,875		1 076	1 076
2001-06-15	1976	9,50	35	1 079	1 114
2003-04-01	1973	7,90		1 340	1 340
2004-04-15	1974	9,20		1 604	1 604
			(554)	19 467	18 913
			15 686	38 762	54 448

Moins:

Contributions au Fonds consolidé du revenu
pour le remboursement d'emprunts

2 523

51 926

(2) Détail des achats d'obligations et de billets

(MILLIERS \$)

(Escomptes déduits, 6 674)

A.E. Ames & Cie Ltée 1 989 — A.E. Ames & Co. Inc. 283 — Bache Halsey Stuart, Shield Inc. 183 — Banque Arabe et Internationale d'Investissement 742 — Bank of Montreal Trust Co. New-York 8 041 — Banque de Montréal 130 — Banque Nationale de Paris 1 074 — Banque Nationale du Canada 6 137 — Banque Royale du Canada 2 000 — Bear Stearns & Co. 13 — O.G. Becker Inc. 64 — Bell Gouinlock Ltée 82 — Blyth Eastman Paine Webber Inc. 3 723 — Brault Guy O'Brien Inc. 1 303 — Burn Fry Ltd. 80 — Burns Fry Timmins Inc. 126 — Chemical Bank International Ltd. 170 — Cowens & Co. New-York 42 — Daiw Securities America Inc. 178 — Dominion Securities Ltée 1 813 — Dominion Securities Inc. 330 — Equitable Securities Ltée 24 — Geoffrion Leclerc 324 — Greenshields & Co. Inc. 714 — Institutional Securities Corp. Ltd. 177 — Kidder Peabody & Co. Inc. 234 — Kredictbank Bruxelles 1 815 — Levesque Beaubien Inc. 2 792 — Manufacturers Hanover London 4 152 — McLeod, Young, Weir & Cie Ltée 3 661, McNeil Mantha Inc. 222 — Mead & Co. Ltd. 635 — Mercier, Quimet, Massé Inc. 1 407 — Merrill Lynch Royal Securities Ltée 11 904 — Midland Doherty Ltd. 5 712 — Molson Rousseau & Co. Ltd. 729 — Nesbitt Thomson Securities Inc. 431 — Nomuro Securities International Inc. 1 475 — Richardson Securities Inc. New-York 175 — Salomon Brothers 221 — Shearson Loeb Rhoades Inc. 1 502 — Société Générale Strauss Turnbull Ltd. 92 — Tassé et Associés Ltée 2 810 — Wood Gundy Inc. New-York 279 — Wood Gundy Ltée 2 827 — Yamaichi International (Canada) Ltd. 48

* Le revenu négatif est dû à l'écart entre le montant versé au fonds d'amortissement selon les taux de change courants et l'annulation faite selon les taux de change lors de l'émission. Cet écart est ensuite réparti sur l'ensemble des autres fonds.

**Répartition des fonds d'amortissement pas fiduciaire
au 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Trust Général du Canada, Québec		41 871
Bank of Montréal, New-York		30 565
Montréal Trust, Québec	30 050	291
Fiducie Prêt et Revenu, Québec		540
Crédit Lyonnais, Luxembourg	12 000	2 415
Bank of Tokyo, Japon	745 400	2 436
Bank of Montréal, Londres	1 442	1 462
Ministère des Finances		212
		<u>79 792*</u>

* Excluant 7 786 695 \$ représentant l'encaisse et les intérêts courus.

AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début		973 679*
Plus		
Emprunts effectués		<u>344 790</u>
		1 318 469
Moins		
Emprunts remboursés		<u>83 406</u>
Solde à la fin		<u><u>1 235 063</u></u>

Détail

En monnaie du Canada

Gouvernement du Canada

Zones spéciales

Institutions universitaires (assumées)

128 673

43 110

171 783

En monnaie des États-Unis
(Euro-dollars)

Équivalent canadien aux dates
de réalisation

1 063 280

1 235 063

* Y compris en obligations assumées 43 530 761 \$ au début et 43 110 191 \$ à la fin.

AUTRES EMPRUNTS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Zones spéciales					
Projets terminés					
1981 — 2008-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		128 673
Institutions universitaires (assumées)					
Société centrale d'hypothèque et de logement					
1981 — 2017-03-01	1960	5 ¹ / ₈ — 5 ³ / ₄		40 310	
Université Concordia					
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	43 110
En monnaie des États-Unis (Euro-dollars)					
			<u>É.-U.</u>		
1986 — 1990-11-21	1979	17 ¹ / ₄	(b) 400 000	432 067	
1986 — 1990-11-21	1980	16 ³ / ₄	(b) 200 000	344 790	
1984 — 1993-11-02	1978	9 ³ / ₄	100 000	116 526	
1989 — 1994-06-15	1979	9 ³ / ₄	70 000	82 053	
1989 — 1994-08-09	1979	9,85	75 000	87 844	1 063 280
					<u>1 235 063</u>

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977 pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du LIBOR 1¹/₈% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus ⁵/₈ de 1% pour les 2 premières années et de ³/₄ de 1% pour les années subséquentes substitué à nouveau en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 700 000 000 \$ ont été encaissés échéant de 1986 à 1990 au taux du LIBOR plus ³/₈ de 1% jusqu'au 27 novembre 1984 et ¹/₂ de 1% pour les années subséquentes.

Cet emprunt peut être remboursé à toute date d'intérêt sur préavis d'au moins quinze jours.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
au 31 mars 1981**

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie la République fédérale d'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie de la France (1)	En unités de compte européennes (1)	Total
1981-1982	656 115	68 843	3 123	3 268	2 415	2 012	735 776
1982-1983	317 684	94 766	3 123	3 268	2 415	2 012	423 268
1983-1984	466 633	20 680	3 123	3 268	2 415	2 012	498 131
1984-1985	461 561	79 811	3 123	24 781	3 019	2 012	574 307
1985-1986	789 321	54 659	16 732	21 415	3 018	2 012	887 157
1981 — 1986	2 691 314	318 759	29 224	56 000	13 282	10 060	3 118 639
1986 — 1991	1 187 382	1 009 500	204 305	210 301	6 439	20 115	2 638 042
1991 — 1996	2 265 392	260 860				48 280	2 574 532
1996 — 2001	1 717 475	256 217					1 973 692
2001 — 2006	897 823	270 319					1 168 142
2006 — 2011	31 607						31 607
	<u>8 790 993</u>	<u>2 115 655</u>	<u>233 529</u>	<u>266 301</u>	<u>19 721</u>	<u>78 455</u>	<u>11 504 654</u>

Note

— Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement. Il ne tient pas compte des options d'échange.

De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

Sommaire

	<u>Montant</u>
Hydro-Québec et filiales (1)	13 983 022 (3)
Office des autoroutes du Québec (1)	31 448 (3)
Prêts aux éditeurs et libraires	486
Prêts aux étudiants (2)	312 356
Prêts aux municipalités	61 242
Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	2 412
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	2 492
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	6 140
Prêts pour l'amélioration des fermes	57 509
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	1 600
Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 290
Régie des installations olympiques	630 448
Scieries Chics-Chocs Inc. (filiale de Rexfor)	480
Sidbec	116 050
Société de développement industriel du Québec	50 000
Société d'habitation du Québec	80 952
Société nationale de l'amiante	23 500
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 947
Crédit aux pêcheries maritimes	325
	<u>15 380 699</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

(2) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(3) Y compris les obligations détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement

Hydro-Québec

Office des autoroutes du Québec

2 348 699 \$

793 000

3 141 699 \$

Hydro-Québec et filiales

L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
Hydro-Québec					
1982-11-15	1957-11-15	1012-57	5	S	12 606
1982-06-15	1960-06-15	816-60	5 ¹ / ₂	Z	20 838
1983-12-15	1960-12-15	2071-60	5 ¹ / ₂	AA	15 735
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 ¹ / ₂	AB	24 661
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 ¹ / ₂	AC	22 498
1982-03-01	1962-03-01	128-62	5 ¹ / ₂	AD	26 373
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 ³ / ₄	AF	34 451
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 ¹ / ₄	AM	31 590
1984-03-01	1964-03-01	271-64	5 ¹ / ₂	AN	25 793
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 ¹ / ₂	AN	1 348
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 ¹ / ₂	AQ	39 610
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 ¹ / ₂	AR	7 525
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	39 527
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	36 299
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	30 072
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 ¹ / ₂	AZ	28 270
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	23 842
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	11 448
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	24 200
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 ³ / ₄	BH	205
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 ¹ / ₂	BK	23 615
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 ¹ / ₂	BM	5 491
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 ¹ / ₂	BO	25 900
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 ³ / ₄	BT	42 700
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 ³ / ₄	BU	45 912
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 ¹ / ₄	BY	45 852
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 ¹ / ₄	BZ	54 850
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 ³ / ₈	CA	50 350
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 ¹ / ₄	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 ¹ / ₄	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 ³ / ₄	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 ¹ / ₂	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 ⁷ / ₈	CL	80 000
1982-09-25	1974-09-25	3312-74	10	CO	100 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 ³ / ₄	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 ³ / ₄	CR	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 ¹ / ₄	CU	65 000
1981-10-15	1975-10-15	4484-75	9 ¹ / ₂	CV	50 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 ³ / ₄	CY	31 114
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 ¹ / ₄	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 ¹ / ₄	DG	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 ¹ / ₂	DG	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	250 000
1989-03-27	1978-08-30	2557-78	10,4	DM	15 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 ³ / ₄	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 ³ / ₄	DM	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DR	200 000
1990-04-09	1980-04-09	947-80	Flottant	DU	75 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV	160 000
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 ³ / ₄	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 ¹ / ₄	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	100 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 ¹ / ₄	ED	85 000
1984-09-24	1981-03-24	705-81	13 ¹ / ₂	EF	160 000
Filiales (L.Q., 1964, c. 32 A.C. 1304-64)					
Compagnie Québec Power					
1982-09-01	1962-09-01		6 ¹ / ₄	G	9 652
Compagnie Électrique du Saguenay					
1982-05-01	1962-05-01		5 ¹ / ₂	A	3 219

4 420 546

Hydro-Québec et filiales (suite)
 L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

Date d'échéance	Date d'émission	Décret au A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale	Montant
Hydro-Québec						
1981-12-01	1956-12-01	1095-56	4 ¹ / ₄	P	13 652	16 202
1983-02-01	1958-02-01	88-58	3 ³ / ₄	T	24 043	28 534
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	29 734	35 288
1988-02-15	1963-02-15	205-63 334-63	5	AG	181 707	215 650
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 ¹ / ₂	AO	50 000	59 340
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 ³ / ₄	AP	32 875	39 016
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 ⁵ / ₈	AS	39 480	46 855
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 ¹ / ₄	AT	38 436	45 616
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 ³ / ₈	AV	47 146	55 953
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 ¹ / ₄	AX	28 816	34 199
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 ¹ / ₄	AY	44 487	52 797
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 ¹ / ₄	BA	39 682	47 095
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 ¹ / ₂	BB	38 668	45 891
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 ⁷ / ₈	BD	49 193	58 382
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 ³ / ₄	BF	20 329	24 126
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 ¹ / ₄	BG	40 120	47 614
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 ³ / ₄	BI	42 371	50 286
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 ³ / ₄	BL	43 646	51 799
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 ¹ / ₄	BN	52 942	62 832
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 ¹ / ₂	BP	66 091	78 437
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 ¹ / ₄	BQ	6 900	8 189
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 ³ / ₄	BR	65 445	77 670
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 ¹ / ₄	BS	10 600	12 580
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 ¹ / ₂	BV	69 061	81 962
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 ¹ / ₂	BW	18 000	21 362
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 ⁷ / ₈	BX	93 397	110 844
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 ¹ / ₂	CC	115 903	137 554
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 ¹ / ₂	CF	95 244	113 036
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 ¹ / ₄	CI	118 536	140 679
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 ¹ / ₂	CJ	25 000	29 670
1999-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	146 995	174 454
1982-11-20	1974-11-20	4030-74	10	CP	100 000	118 680
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 ¹ / ₄	CQ	198 025	235 016
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 ³ / ₄	CT	198 750	235 876
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	250 000	296 700
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 ¹ / ₄	CX	889 000	1 055 065
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	250 000	296 700
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 ¹ / ₂	DB	125 000	148 350
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 ³ / ₄	DC	44 450	52 753
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	107 100	127 106
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 ¹ / ₄	DF	225 000	267 030
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 ¹ / ₂	DI	43 125	51 181
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	99 000	117 493
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 ³ / ₄	DK	50 000	59 340
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	200 000	237 360
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	71 250	84 559
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	118 680
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 ¹ / ₈	DQ	200 000	237 360
2009-10-15	1979-10-15	2820-79	11 ¹ / ₄	DS	200 000	237 360
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12 ¹ / ₂	DT	200 000	237 360
1990-01-31	1980	128-80	16 ³ / ₁₆		750 000 (1)	890 100
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11 ¹ / ₂	DX	94 800	112 509
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 ³ / ₄	DY	250 000	296 700
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12 ¹ / ₂	EC	200 000	237 360
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 ¹ / ₄	EC	150 000	178 020
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	100 000 (2)	118 680
Filiale (L.Q., 1964, c. 32, A.C. 1304-64)						
Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent						
1984-12-01	1959-12-01		5 ⁷ / ₈	F	760	902
					<u>6 784 759</u>	<u>8 052 152*</u>

Hydro-Québec et filiales (suite)
L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie de la République fédérale d'Allemagne

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>Décret ou A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant</u>
Hydro-Québec				DM	
1984-02-01	1969-02-01	86-69	6 ³ / ₄	45 000	25 506
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 ¹ / ₄	40 000	22 672
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8	60 000	34 008
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 ¹ / ₂	70 000	39 676
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 ¹ / ₂	70 000	39 676
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 ¹ / ₂	172 000	97 490
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 ¹ / ₄	129 941	73 651
				<u>586 941</u>	<u>332 679*</u>
En monnaie de la République fédérale de Suisse					
Hydro-Québec				FS	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 ¹ / ₄	80 000	49 608
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	80 000	49 608
				4223-76	
1981-12-23	1976-12-23	4224-76	5 ³ / ₈	300 000	186 030
				4225-76	
				2554-77	
1982-08-24	1977-08-24	2555-77	5 ¹ / ₄	300 000	186 030
				2556-77	
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	100 000	62 010
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 ³ / ₄	130 000	80 613
1983-12-22	1980-12-22	3847-80	7	100 000	62 010
				<u>1 090 000</u>	<u>675 909*</u>
En monnaie du Japon					
Hydro-Québec				YEN	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 ¹ / ₂	<u>20 000 000</u>	<u>112 560*</u>

* Équivalent canadien de la valeur nominale au 31 mars 1981.

Hydro-Québec et filiales (suite)
L.R.Q., c. H-5 aa. 27 et 28 et modifications

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

En monnaie du Canada

Montant

Autres emprunts

L'Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:

a) En vertu de l'arrêté en conseil 2884-79 autorisant l'émission de billets à un taux d'intérêt ne dépassant pas le taux préférentiel de la majorité des banques à charte au Canada pour des termes ne dépassant pas trois ans, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 500 000 000 \$.	267 814 (3)
b) En vertu du décret 2281-70, et des arrêtés en conseil 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 ³ / ₁₆ % à 7 ¹⁵ / ₁₆ %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 25 mars 1975.	17 908
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 ¹⁵ / ₁₆ % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux après le parachèvement du projet impliqué.	151 000
d) En vertu des décrets 459-80, 1193-80, 1194-80, 1195-80 et 1196-80 autorisant une marge de crédit bancaire en devise du Canada ou des États-Unis, portant intérêt au taux de base courant au moment de l'emprunt pour un montant de 50 000 000 \$ avec chacune des banques suivantes, soit la Banque de Montréal, la Banque Royale du Canada, la Banque Nationale du Canada et pour un montant de 25 000 000 \$ avec la Banque de Commerce Canadienne Impériale et la Banque Mercantile du Canada.	1 350
Total autres emprunts	438 072
Moins fonds d'amortissement	14 031 918 48 896 (4)
	13 983 022

(1) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le Gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique selon le décret 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1981.

L'Hydro-Québec annule les obligations d'une émission achetée pour le fonds d'amortissement de la même émission.

(2) Les obligations émises et garanties en vertu du décret 60-81 comportent des droits d'achat donnant le droit à leurs détenteurs d'acheter, le ou avant le 1er septembre 1981, d'autres obligations série EE additionnelles mais sans droit d'achat d'une valeur nominale de 100 000 000 \$ en monnaie des États-Unis d'Amérique.

(3) Y compris 240 564 360 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 202 700 000 \$ en monnaie des États-Unis.

(4) Y compris 34 669 658 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 29 238 000 \$ en monnaie des États-Unis 79 352 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 140 000 DM en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 4 433 715 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 7 150 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

Office des autoroutes du Québec

L.R.Q., c. A-34 et modifications

(MILLIERS \$)

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Série</u>	<u>Montant</u>
1984-12-01	1959-12-01	1325-59	5 1/2	G	16 283*
1989-07-15	1964-07-15	1295-64	5 3/4	H	35 000
					51 283
Moins fonds d'amortissement					19 835
					<u>31 448</u>

* Équivalent canadien d'une valeur nominale de
13 720 000 \$ payable en monnaie des États-Unis.

Prêts aux éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre G-1 et modifications des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.

Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.

Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.

Au 31 mars 1981, ces garanties de prêts formaient un montant total de

486*

* Incluant un montant de 69 000 \$ que le Gouvernement devra déboursier pour un débiteur qui est en défaut vis-à-vis sa banque.

Prêts aux étudiants

L.R.Q., c. P-21

(MILLIERS \$)

Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.

Au 31 mars 1981, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à

312 356

Prêts aux municipalités

1963, Session 2, c. 1

(MILLIERS \$)

Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux.

Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.

Solde au 31 mars 1981

61 242*

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt là d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. (A.C. 2206-64).

* Détail

Montréal métropolitain: 31 215

Anjou, 105; Beaconsfield, 49; Blainville, 592; Boisbriand, 676; Boucherville, 606; Brossard, 20; Chambly, 73; Châteauguay, 222; Côte-St-Luc, 644; Dollard-des-Ormeaux, 48; Dorion, 59; Dorval, 495; Greenfield-Park, 83; Île-Perrot, 68; Lachenaie, 26; Lachine, 122; L'Assomption, 248; Laval, 905; L'Épiphanie, 22; Longueuil, 1 620; Mascouche, 158; McMasterville, 54; Mercier, 67; Montréal, 18 550; Montréal-Est, 249; Montréal-Ouest, 14; Mont-Royal, 66; Mont-St-Hilaire, 54; Notre-Dame-de-L'Île-Perrot, 79; Ottenburn Park, 53; Outremont, 102; Pierrefonds, 336; Pincourt, 171; Pointe-Claire, 423; Repentigny, 75; Rosemère, 334; St-Basile-Le-Grand, 208; St-Bruno-de-Montarville, 197; Ste-Catherine, 64; St-Constant, 4; St-Eustache, 98; St-Hubert, 322; St-Lambert, 72; St-Laurent, 512; St-Léonard, 52; Ste-Thérèse, 674; Terrasse-Vaudreuil, 159; Terrebonne, 373; Varennes, 3; Verdun, 739; Westmount, 270.

Québec métropolitain: 7 591

Ancienne-Lorette, 162; Beauport, 1 208; Charlesbourg, 1 332; Charny, 811; Lévis, 311; Loretteville, 87; Québec, 1 950; Ste-Brigitte-de-Laval, 119; St-Félix-du-Cap-Rouge, 240; Ste-Foy, 226; St-Jean-de-Boischâtel, 70; St-Romuald-d'Etchemin, 17; Sillery, 378; Val-Bélair, 680.

Autres: 22 436

Abitibi-Est, 244; Abitibi-Ouest, 130; Argenteuil, 294; Arthabaska, 216; Beauce-Nord, 636; Beauce-Sud, 66; Beauharnois, 111; Bellechasse, 1 222; Berthier, 36; Bonaventure, 975; Brôme-Missisquoi, 388; Champlain, 464; Charlevoix, 1 349; Chauveau, 218; Chicoutimi, 205; Deux-Montagnes, 10; Drummond, 212; Dubuc, 433; Duplessis, 331; Frontenac, 14; Gaspé, 751; Gatineau, 163; Hull, 386; Huntingdon, 114; Iberville, 76; Îles-de-la-Madeleine, 317; Johnson, 283; Joliette-Montcalm, 125; Jonquière, 219; Kamouraska-Témiscouata, 193; Laurentides-Labelle, 533; Lac-St-Jean, 104; Laprairie, 8; Laviolette, 335; Lotbinière, 672; Maskinongé, 134; Matane, 136; Matapédia, 34; Mégantic-Compton, 66; Montmagny-l'Islet, 197; Nicolet-Yamaska, 70; Orford, 393; Papineau, 635; Pontiac-Témiscamingue, 51; Portneuf, 140; Prévost, 575; Richelieu, 615; Richmond, 226; Rimouski, 435; Rivière-du-Loup, 224; Roberval, 373; Rouyn-Noranda, 610; Saguenay, 911; St-Benoît-du-Lac, 48 (1); St-Hyacinthe, 148; St-Jean, 533; St-Maurice, 716; Shefford, 405; Sherbrooke, 2 056; Trois-Rivières, 320; Vaudreuil-Soulanges, 173; Verchères, 379.

(1) Ce montant est inclus dans les « Avances des fonds en fidéicommis ».

Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers

L.R.Q., C-77 et modifications, L.R.Q., c. C-79 et modifications, L.R.Q., c. C-78 et modifications.

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1981, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

341

En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1981, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

95

En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1981, les prêts consentis et non remboursés s'élevaient à

1 976

2 412

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, créé depuis le 1er avril 1973 à garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires (suite)

(MILLIERS \$)

Nom et adresse de l'entreprise	Échéance	Date du cautionnement	A.C. ou décret	Taux %	Montant
Sociétés coopératives agricoles					
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10 ¹ / ₂	230
	1991	1976-01-05	3951-75	11	100
Chaîne coopérative du Saguenay-Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6	9
	1984	1969-09-05	1264-69	9	44
Coopérative agricole du Lac St-Pierre, Nicolet	1982	1962-11-05	873-62	5 ³ / ₄	27
	1981	1966-08-08	688-65	6	6
	1983	1972-09-27	798-72	8 ³ / ₄	24
Coopérative de Dorchester, St-Anselme	1983	1963-05-17	304-63	6 ¹ / ₂	30
Coopérative des Pomiculteurs du Québec, Farnham, Missisquoi	1985	1970-03-19	3189-69	18 ³ / ₄	60
Couvoir coopératif St-Augustin, Portneuf	1981	1969-11-06	2523-69	9 ¹ / ₄	4
	1984	1974-03-15	188-74	9 ¹ / ₂	15
Meunerie coopérative agricole St-Charles Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8 ¹ / ₂	27
Société coopérative agricole de Charlevoix, La Malbaie	1981	1972-03-30	464-72	9 ¹ / ₂	2
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11 ¹ / ₄	85
Société coopérative agricole des Bois-Francs, Victoriaville	1985	1965-04-14	392-65	6 ¹ / ₂	30
Société coopérative agricole Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1982	1967-10-31	2565-67	7 ¹ / ₄	17
	1986	1971-10-21	3200-71	8 ¹ / ₂	78
Société coopérative agricole Légubec, St-Jean-Baptiste, Rouville	1984	1972-10-03	2651-72	19 ¹ / ₄	46
	1987	1974-07-05	1881-74	19 ¹ / ₄	102
Société coopérative agricole régionale de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	1985	1965-06-07	1716-64	6 ¹ / ₂	4
					940
Corporations exerçant des activités similaires					
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville	1985	1975-06-20	1833-75 2217-75	(1)	982
E. Gagnon et fils		1980-08-20	2562-80	(1)	398
E. Gagnon (Gascons) Ltée		1980-08-20	2562-80	(1)	122
Coopérative des Pêcheurs Unis de Rivière-au-Tonnerre		1980-08-20	2562-80	(1)	5
Poissonnerie Grande-Rivière Inc.	1980	1979-05-23	1460-79	(1)	45 (2)
					2 492 (2)

(1) Taux n'excédant pas 1% de plus que le taux de base bancaire.

(2) Incluant 45 000 \$ que le Gouvernement devra déboursier puisqu'une corporation est en défaut vis-à-vis sa banque.

Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales

L.R.Q., c. A-19

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder la somme 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	Montant
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	2609-69	8 1/2	794
	1976-06-01	1991-06-01	3643-69 2896-76		
Coopérative agricole de la Côte Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 097 (1)
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8 1/2	360
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	364
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 413
					6 140

(1) Excluant respectivement 88 000 \$ et 93 000 \$ représentant des contributions à l'amortissement qui seront effectuées par le Gouvernement. (voir engagements budgétaires p. 5-63).

Prêts pour l'amélioration des fermes

L.R.Q., c. A-18 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre A-18 et modifications des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.

Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.

Au 31 mars 1981, les prêts consentis s'élevaient à 575 085 111 \$ et les remboursements à 513 553 307 \$ laissant un solde de 61 531 804 \$.

10% × 575 085 111 \$

57 509

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.

En vertu du décret 1102-80, le ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt, pour un montant total, en capital, n'excédant pas 15 000 000 \$ des emprunts contractés ou devant être contractés par la Régie pour faire face à ses obligations à l'égard de toute personne qui a fait un dépôt d'argent au sens de la Loi auprès de la société « Le prêt hypothécaire ».

Au 31 mars 1981, le solde dû en capital sur ces emprunts de la Régie et garanti par le ministre des Finances s'élevait à

1 600

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5 et modifications

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre R-5 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital intérêt de tout emprunt de la Régie.

En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10³/₈% et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4% remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.

Le solde dû, en capital seulement, au 31 mars 1981 est de 18 289 988 \$.

18 290

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars 1981, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	Montant
Emprunt sur obligations		
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Limitée — \$100 millions, en monnaie du Canada, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	100 000
Emprunts sur billets		
Emprunts de banques — \$360 millions, en monnaie des États-Unis, taux annuel égal au plus élevé du taux préférentiel de l'agent majoré de 3/8% ou du taux des papiers commerciaux de 90 à 119 jours, majoré de 3/4% jusqu'à échéance, remboursables en 10 versements semestriels égaux et consécutifs, le premier versement étant dû le 24 avril 1984 (360 000 000 \$ × 1.1868).	3044-78	427 248
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — \$50 millions, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/4% au dessous du taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 15 avril 1982 et échéant le 15 avril 1990.	944-80	50 000
Emprunts de banques — \$90 millions, en monnaie du Canada, taux annuel égal au plus élevé de 1/2% au dessus de la moyenne du taux préférentiel des banques de référence ou 1/2% au dessus de la moyenne du coût des dépôts à 90 jours, des institutions financières de référence, remboursables en 11 versements semestriels d'un onzième chacun du total des emprunts effectués, déduction faite des remboursements par anticipation, le premier versement étant dû le 22 juillet 1978.	2485-76	40 909
Emprunts de banque — \$250 millions, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/2% au dessus du taux préférentiel de chaque banque, remboursables en 11 versements semestriels d'un onzième chacun du total des emprunts effectués, déduction faite des remboursements par anticipation, le premier versement étant dû le 1er août 1978.	2646-76	9 091
Marge d'emprunt de \$10 millions, en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1980 au 15 novembre 1981 au taux préférentiel des banques canadiennes.	3925-80	3 200
		<u>630 448</u>

Scieries Chics-Chocs Inc.

A.C. 2822-77

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 22a de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Rexfor ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale.

En vertu de l'arrêté en conseil 2822-77, le ministre de l'Industrie et du Commerce est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, toutes les obligations de Scieries Chics-Chocs Inc. pour le financement de ses dépenses d'opérations courantes, auprès d'institutions financières reconnues.

Au 31 mars 1981, le solde dû en capital sur des emprunts de Scieries Chics-Chocs Inc. et garanti par le Gouvernement s'élevait à 480 000 \$

480

Sidbec

L.R.Q., c. E-14 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14 et modifications), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Au 31 mars 1981, le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

<u>Date d'échéance</u>	<u>Date d'émission</u>	<u>A.C.</u>	<u>Taux %</u>	<u>Série</u>	<u>Montant</u>
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 ¹ / ₄	A	9 250
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 ³ / ₄	B	9 400
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	9 400
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 ³ / ₄	D	28 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 ¹ / ₄	E	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 ³ / ₄	F	30 000
					<u>116 050</u>

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. A-13 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 45 de la Loi sur l'aide au développement industriel, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A » d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1981, à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 3/8% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 24 mars 1991.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1981 et garanti par le Gouvernement est de 50 000 000 \$

50 000

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 89a de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société d'habitation du Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

En vertu des décrets 519-80 et 3645-80, la Société est autorisée à contracter auprès d'institutions financières du secteur privé des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 120 000 000 \$ pour une période n'excédant pas un an et à un taux d'intérêt n'excédant pas le taux préférentiel des institutions financières choisies.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1981 et garanti par le Gouvernement est de 80 952 231 \$.

80 952

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.

En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série « A » d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins 3/8%, rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.

Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1981 et garanti par le Gouvernement est de 23 500 000 \$.

23 500

Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)

1950-51, c. 19; 1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Montant
1991-02-01	1996-02-01	485-66	6	1 947

Crédit aux pêcheries maritimes

L.R.Q., c. C-76 et modifications

(MILLIERS \$)

Conformément au chapitre C-76 et modifications des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, jusqu'à concurrence d'une somme totale de 500 000 \$, le remboursement d'avances ou de prêts consentis, ou d'emprunts effectués pour des fins de pêche maritime, par des associations coopératives, des fédérations d'associations coopératives, des caisses d'épargne et de crédit et des unions ou fédérations de caisses d'épargne et de crédit.

Au 31 mars 1981, le solde des prêts garantis en vertu de cette loi était le suivant:

	Date	A.C.		Taux	Montant
	d'échéance	No	Date	%	
Pêcheurs unis du Québec					
Caisse centrale Desjardins de Lévis	1981-06-01	682	1969-03-12	17 ³ / ₄	100
Fédération des pêcheurs unis du Québec		3 531	1968-10-30	17 ³ / ₄	225
					<u>325</u>

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

SIDBEC

Conformément à l'arrêté en conseil 4226-76 et selon les dispositions de l'article 14 du chapitre E-14 et modifications des lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec a garanti en vertu d'un contrat de cautionnement, le paiement des montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Ce montant prévoit principalement le versement de certaines sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par Sidbec-Normines Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1981 à 460 058 600 \$ dont 392 003 600 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 330 303 600 \$ en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1981. Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC

Conformément aux arrêtés en conseil 84-77 et 1067-77 et selon les dispositions de l'article 12 du chapitre S-17 et modifications des lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec a garanti le paiement des montants à être versés par la Société générale de financement du Québec aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré à St-Félicien. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes d'argent en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du paiement de primes et d'intérêt et du remboursement du capital des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc., lesquelles s'élevaient au 31 mars 1981 à 153 680 000 \$ dont 118 680 000 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 100 000 000 \$ en monnaie des États-Unis au taux de change en vigueur le 31 mars 1981.

RÉGIE DE LA PLACE DES ARTS, MONTRÉAL

Par une convention de fiducie en date du 15 avril 1965 et une convention de fiducie supplémentaire en date du 1er juin 1966, signées respectivement en vertu des arrêtés en conseil 679 du 31 mars 1965 et 904 du 18 mai 1966 adoptés conformément à la Loi sur la Place des arts, L.R.Q., c. P-11 et modifications, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal se sont engagés à payer la Régie, à parts égales le montant des déficits de cette dernière, y compris toute dépense d'opération et de nature « capital » l'intérêt et l'amortissement de deux emprunts effectués par voie d'émissions d'obligations dont la valeur nominale totale en cours au 31 mars 1981 s'élevait à 27 267 000 \$.

Depuis l'entrée en vigueur du chapitre 72 des lois du Québec de 1979, le Gouvernement peut, en vertu de l'article 388 et aux conditions qu'il juge à propos, s'engager à défrayer en entier les déficits de la Régie. En vertu du décret no. 3423 du 29 octobre 1980, le Gouvernement est intervenu aux termes d'une convention de fiducie signée le 6 novembre 1980 aux fins de s'engager à défrayer le déficit de la Régie résultant du paiement de l'intérêt et de l'amortissement d'obligations dont la valeur nominale totale en cours au 31 mars 1981 s'élevait à 13 700 000 \$.

FONDS D'ASSURANCE-PRÊTS AGRICOLES ET FORESTIERS

Conformément à l'article 22 de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers chapitre 49 des lois du Québec de 1978, le paiement des obligations du fonds doit s'effectuer à même ses revenus et toute partie du capital du fonds qui excède 10 000 000 \$. Lorsque les revenus sont insuffisants pour exécuter le paiement et que ledit excédent ne peut y suffire, en tout ou en partie, le ministre des Finances est autorisé à verser au fonds, à la demande de ce dernier et à même le Fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour parfaire tel paiement.

Au 31 mars 1981, la valeur des prêts assurés s'établissait à 926 377 000 \$ et l'actif du fonds à 12 251 699 \$. L'actif du fonds provient principalement d'une dotation de 10 000 000 \$, entièrement versée par le Gouvernement au 31 mars 1981 et qui apparaît aux placements (page 5-6).

5-62

ENGAGEMENTS

(MILLIERS \$)

	Budgétaires	Non budgétaires
SOMMAIRE		
Autorisés par certaines lois	34 933	127 750
Pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital		
Subventions autorisées par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1 634	
Institutions de santé et bien-être	553 442 (1)	
Commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel et universités	1 279 685	
Commissions de transport	79 596 (2)	
Canton de Stanstead	293	
Communauté régionale de l'Outaouais	13 535	
Communauté urbaine de Montréal	661 410	
Communauté urbaine de Québec	22 328	
Ville de Cowansville	1 104	
Ville de Farnham	46	
Ville de Granby	1 216	
Ville de Laval	10 048	
Ville de Saint-Hyacinthe	1 371	
Ville de Waterloo	139	
	2 625 847	
Promesses de subventions		
Ministre de l'Éducation — commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel, universités	1 580 315	
Ministre des Affaires sociales — institutions de santé et bien-être	144 249	
	1 724 564	
Pour des dépenses en capital		
Subventions autorisées par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor		
Organismes municipaux	272 656	
Organismes de loisir	6 873	
	279 529	
Congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	266 634	
	4 931 507	127 750

5 059 257

(1) Excluant 256 229 000 \$ dus à la S.H.Q. et à la S.C.H.L. à l'égard de projets complétés par les établissements du réseau et la Corporation d'hébergement du Québec, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(2) Le montant de 79 596 119 \$ comprend 44 685 435 \$ pour des acquisitions d'immobilisations du 1er janvier 1974 au 31 décembre 1979 et 34 910 684 \$ pour celles effectuées depuis le 1er janvier 1980.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
(MILLIERS \$)

Autorisés par certaines lois

Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1	
Engagements au 31 mars 1981	278 568
Moins:	
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	<u>76 364</u>
Engagements réels au 31 mars 1981	202 204 (1)
Moins:	
Montant payé	<u>174 263 (2)</u>
	27 941
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.Q. 1969, c. 83 et modifications: subvention à la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 325	3 201
Loi facilitant davantage les progrès scolaires dans la province, L.Q., 1955-1956, c. 39 et modifications	10
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	3 000
Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois, L.Q., 1978, c. 98	600 (3)
Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales, L.R.Q., c. A-19	<u>181</u>
	<u><u>34 933</u></u>

(1) Les engagements autorisés par la loi ne doivent pas excéder 225 000 000,00 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

(3) Ne comprend pas les subventions futures dont les crédits doivent être votés par des lois de subsides.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

Autorisés par le Conseil des ministres (Décret* ou A.C.) et le Conseil du trésor (C.T.)
Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

	Décret* ou A.C. ou C.T. * à compter du 1er janvier 1980		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Soutien aux arts d'interprétation				
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	1693 230	1976-05-12 } 1979-01-31 }	1987-04-01	<u>1 634</u>
Institution de santé et de bien-être				
Alma: Hôtel-Dieu	1634	1976-05-05	1996-05-15	1 270
Amos: Hôtel-Dieu	3141	1972-10-25	1982-11-01	2 007
Arthabaska: Hôtel-Dieu	3721 1241	1980-12-03 1977-04-20	1989-12-09 1987-05-02	<u>1 500</u> <u>2 475</u> 3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	3772	1973-10-22	{ 1983-11-01 1993-11-01	<u>996</u> <u>1 000</u> 1 996
Bagotville: Hôpital de la Baie- des-Ha! Ha! Inc.	147	1971-01-13	1982-01-15	1 900
Beauport:				
Centre d'accueil Orléans	2217	1979-08-08	1984-04-01	809
Centre hospitalier Robert Giffard	170 } 345 }	1967-02-22	1987-02-01	<u>2 612</u>
	170	1977-01-19	{ 1982-02-01 1987-02-01	<u>100</u> <u>3 700</u>
	2423	1979-08-29	1989-09-06	<u>1 000</u> 8 221
Centre hospitalier St-Augustin	3352	1970-09-02	1980-09-01	<u>360</u>
	3813	1978-12-13	1988-12-20	<u>1 670</u> 2 030
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	348	1979-02-07	1989-02-15	2 000
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	4147 1437	1974-11-13 1979-05-23	1994-11-15 { 1985-06-01 1989-06-01	<u>3 500</u> <u>850</u> <u>1 500</u> 5 850
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	3202 3446	1977-09-28 1978-11-08	{ 1982-10-03 1987-10-03 1983-11-09 1988-11-09	<u>200</u> <u>2 500</u> <u>375</u> <u>2 000</u> 5 075
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	4046 716	1971-12-01 1973-03-07	1981-12-01 1983-03-15	<u>1 820</u> <u>1 631</u> 3 451
Cowansville: Hôpital Brôme- Missisquoi-Perkins	3967	1969-12-10	{ 1981-11-15 1989-11-15	<u>815 (a)</u> <u>670</u> 1 485

(a) si racheté avant échéance: 807 000 \$

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Dolbeau: Hôtel-Dieu-du-Sacré-Coeur-de-Jésus	1127	1972-04-26	1982-05-01		1 706
Drummondville: Hôpital Ste-Croix	883	1968-03-29	1981-09-01		2 800
Gaspé: Hôtel-Dieu	1177	1966-07-20	1981-08-01	1 313	
	1399	1973-04-17	1983-05-01	2 418	
	1489	1975-04-11	1985-04-15	2 300	
	283	1980-02-06	1995-02-15	2 450	8 481
Granby: Centre hospitalier de Granby	4289	1974-11-20	1994-11-01	2 500	
	2524	1976-07-21	1986-08-02	3 000	5 500
Greenfield Park: Hôpital Charles-Lemoyne	13	1978-01-05	1988-01-16	2 000	
	2441	1978-08-02	{ 1981-08-15 1988-08-15	300	
				2 100	4 400
Hauterive: Centre hospitalier régional Baie-Comeau/Hauterive	1633	1980-06-04	{ 1986-06-12 1987-06-12 1990-06-12	700 750 1 550	3 000
Hull: Centre hospitalier Pierre-Janet	4287	1974-11-20	1994-11-15		2 400
Centre hospitalier du Sacré-Coeur	4921	1975-11-05	1985-11-17	2 300	
	2506	1977-08-03	1987-08-08	3 000	
	114	1978-01-18	{ 1983-01-16 1988-01-16	400 3 000	
	1632	1980-06-04	1990-06-05	2 500	11 200
Hôpital de la Piéta	2649	1980-08-27	{ 1985-09-03 1990-09-03	1 000 1 000	2 000
Joliette: Centre hospitalier régional DeLanaudière	955	1976-03-17	1982-04-01	1 400	
	1582	1977-05-18	1983-06-01	3 000	
	107	1979-01-17	1989-01-15	2 500	
	3333	1980-10-22	1985-10-31 1990-10-31 2000-10-31	3 090 1 650 1 760	13 400
Jonquière: Centre hospitalier Jonquière	2740	1972-09-20	{ 1982-10-01 1992-10-01		
	1892	1973-05-24		1 189	
	1351	1975-04-02		400	1 589
La Malbaie: Accueil Bellerive Inc.	4536	1970-12-09	1981-12-01		
	550	1971-02-10		59	
Centre hospitalier St-Joseph-de-la-Malbaie	1636	1976-05-05	1981-05-15		235
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	803	1971-03-03	1981-03-15*		1 415
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	483	1981-02-18	{ 1986-02-16 1991-02-16	600 700	1 300

* Montant à refinancer.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Laval:				
CAPEQ Inc.	1392	1972-05-24	1987-01-15	204
Cité de la Santé de Laval	925	1975-03-05	1985-03-15	3 800
	5207	1975-11-26	1985-12-15	6 000
	1742	1977-06-01	1983-06-16	2 100
	12	1978-01-05	1988-01-16	2 065
				<u>13 965</u>
Hôpital général juif	388	1967-02-22	1992-03-01	5 730
Lebel-sur-Quévillon: Hôpital Lebel	4149	1974-11-13	1994-11-15	1 000
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	2023	1966-11-02	1986-11-01	1 058
	3817	1971-11-10	1981-11-01	2 366
	3885	1976-11-03	1986-11-15	2 200
	174	1978-01-25	{ 1983-02-01 1988-02-01	200 1 635
				<u>7 459</u>
Longueuil: Centre hospitalier Pierre-Boucher	236	1981-02-04	{ 1986-02-16 1991-02-16	2 225 1 275
	3334	1980-10-22	{ 1985-10-30 1990-10-30	1 525 2 475
				<u>7 500</u>
Lourdes-du-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse Côte Nord	4246	1969-12-31	1990-01-15	450
Magog: Hôpital la Providence	2053	1973-06-06	1983-08-01	420
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu Inc.	1698	1979-06-13	{ 1985-06-21 1989-06-21	500 500
				<u>1 000</u>
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	1413	1980-05-22	1990-05-29	2 000
	903	1981-03-18	1986-03-19	1 750
				<u>3 750</u>
Montmagny: Hôtel-Dieu	148	1971-01-13	1983-01-15	1 100
	2220	1978-07-02	{ 1983-07-20 1988-07-20	300 1 875
				<u>3 275</u>
Montréal:				
Centre d'accueil la Cité des Prairies	3024	1977-09-15	1987-10-03	2 000
	667	1978-03-08		
Centre hospitalier Jacques-Viger	482	1981-02-18	1986-02-18	2 300
Centre hospitalier J.-Henri- Charbonneau	1846	1980-06-19	1988-06-26	1 700
Centre hospitalier de St. Mary	1478	1976-04-21	1986-05-01	2 600
	2440	1978-08-02	{ 1983-08-22 1988-08-22	750 2 200
				<u>5 550</u>
Centres Marronniers	1301	1978-04-26	1988-04-20	5 500
Centre de santé St-Henri Inc.	923	1975-03-05	1985-03-15	600
	440	1976-02-11	1982-02-23	500
	174	1977-01-19	1987-02-02	2 500
	3812	1978-12-13	1988-12-20	1 400
				<u>5 000</u>

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain	381	1980-02-13	{ 1990-02-27 1995-02-27	750 1 250
	3760	1977-11-10	1982-11-22	400
	2333	1978-07-19	1988-08-01	3 000
	3960	1980-12-22	{ 1987-01-05 1991-01-05	1 775 2 025
				<u>9 200</u>
Corporation Domrémy	162	1968-01-24	1988-02-01	488
Hôpital Général de Montréal	2370	1979-08-22	{ 1985-09-06 1989-09-06	400 1 000
				<u>1 400</u>
Hôpital Jean-Talon	3229	1972-10-31	1982-11-15	2 300
	2306	1974-06-19	1984-07-03	2 500
	1012	1978-03-29	{ 1983-04-17 1988-04-17	400 3 400
	3150	1980-10-08	{ 1985-10-23 1990-10-23	2 750 1 860
				<u>13 210</u>
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	2082	1974-06-04	1984-06-15	1 500
	3708	1974-10-16	1984-11-01	1 900
	14	1978-01-05	{ 1983-01-16 1988-01-16	600 2 535
	1746	1978-05-31	1988-06-08	1 000
				<u>7 535</u>
Hôpital Marie-Clarac	4404	1973-11-28	1983-12-01	1 785
Hôpital Marie-Enfant	3007	1976-09-01	1981-09-15	565
Hôpital de Montréal pour enfants	552	1975-02-05	1985-02-15	460
	3287	1978-10-25	{ 1983-11-01 1988-11-01	375 1 500
				<u>2 335</u>
Hôpital Notre-Dame	3090	1968-09-24	1993-10-15	1 100
	407	1977-02-09	{ 1982-03-01 1987-03-01	125 4 700
	144	1981-01-21	{ 1984-02-02 1987-02-02 1991-02-02 2001-02-02	2 000 1 950 5 250 1 000
				<u>16 125</u>
Hôpital Notre-Dame-de-la- Merci Inc.	988	1981-03-30	{ 1986-04-14 1991-04-14	500 500
				<u>1 000</u>
Hôpital Rivière-des-Prairies	3019	1969-10-08	1987-08-15	340
Hôpital du Sacré-Coeur	3487	1970-09-17	1990-09-01	261
	34	1971-01-06	1983-01-02	2 250
	185	1973-01-23	1983-02-01	1 957
	2644	1978-08-23	1982-09-06	540
	1019	1979-04-11	1989-04-27	1 435
				<u>6 443</u>
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc de Montréal	182	1979-01-24	{ 1984-02-01 1989-02-01	690 3 000
				<u>3 690</u>
Hôpital Ste-Justine	976	1965-05-11	1985-07-02	3 608
	2336	1966-11-30	1987-01-02	1 323
	2362	1969-08-13	1989-09-01	494
	3191	1973-09-05	1983-09-15	930
	179	1977-01-19	{ 1982-01-17 1987-01-17	1 695 5 100
	3596	1978-11-22	1988-12-01	6 300
				<u>19 450</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Hôpital St-Luc	971	1972-03-29	{ 1982-04-15 1992-04-15	2 820 1 000	5 910
	3496	1976-10-12	1981-10-15	310	
	3572	1977-10-26	1983-11-01	1 780	
				<u>1 780</u>	
Hôpital Santa-Cabrini	3353	1970-09-02	1987-12-31	1 999	3 574
	1302	1978-04-26	1988-03-01	1 575	
				<u>1 575</u>	
Hôtel-Dieu de Montréal	4329	1971-12-22	1982-01-15	3 640	4 840
	924	1975-03-05	1985-03-15	1 200	
				<u>1 200</u>	
Institut de cardiologie de Montréal	4150	1974-11-13	1984-11-15	600	2 300
	2544	1975-06-18	1981-07-07	1 700	
				<u>1 700</u>	
Institut Philippe-Pinel	1898	1978-06-14	{ 1983-07-04 1984-07-04 1988-07-04	1 200 2 000 4 050	7 250
				<u>4 050</u>	
Reddy Memorial Hospital	1685	1967-06-22	1992-07-01	2 235	2 883
	2010	1977-06-22	1982-07-04	648	
				<u>648</u>	
Villa Notre-Dame-de-Grâce	3715	1970-10-07	1990-12-01		340
Noranda: Centre hospitalier Rouyn-Noranda	4121	1971-12-08	{ 1981-12-15 1991-12-15	775 1 500	12 360
	4024	1973-11-08	1983-12-01	1 860	
	1938	1977-06-15	{ 1982-06-20 1984-06-20 1987-06-20	700 500 400	
	2355	1977-07-20	{ 1981-08-01 1983-08-01	300 3 425	
	2087	1979-07-31	{ 1985-08-09 1989-08-09	900 2 000	
				<u>2 000</u>	
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac	3397	1972-11-15	1982-12-01		920
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	3359	1978-11-02	1997-12-01		956
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	108	1979-01-17	{ 1982-01-19 1989-01-19	500 1 500	3 150
	2363	1979-08-22	1989-09-06	1 150	
				<u>1 150</u>	
Pointe-Claire: Lakeshore General Hospital	3149	1980-10-08	{ 1985-10-16 1990-10-16	1 000 1 000	2 000
				<u>1 000</u>	
Québec: Centre d'accueil St-Antoine	655	1980-03-13	{ 1985-03-19 1990-03-19	775 500	1 275
				<u>500</u>	

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Corporation d'hébergement du Québec	2304	1979-08-15	1984-08-23	3 000	
	3181	1979-11-28	1989-12-06	4 000	
	95	1980-01-17	{ 1990-01-25	3 500	
	873	1980-03-26	{ 1995-01-25	1 500	
	874	1980-03-26	1995-04-08	2 000	
	1631	1980-06-04	1995-04-09	5 000	
	1630	1980-06-04	1990-06-12	10 000	
			1990-06-06	5 000	
	3722	1980-12-03	{ 1985-12-11	3 100	
			{ 1990-12-11	6 900	
			{ 1995-12-11	1 000	
			{ 1983-12-18	1 200	
	3723	1980-12-03	{ 1986-12-18	1 800	
			{ 1995-12-18	1 000	
	3961	1980-12-22	1984-01-13	10 000	
	484	1981-02-18	1996-02-26	7 000	
	792	1981-03-11	{ 1987-03-23	1 175	
			{ 1996-03-23	2 150	
	3148	1980-10-08	2028-07-01	2 682	
	* 3911	1978-12-20			
	* 880	1979-03-28	1997-11-04	4 829	
	* 980	1981-03-30	1997-11-04	729	77 565
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	2969	1977-09-07	1987-09-15		1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	1188	1966-07-27	1981-08-01	4 373	
	1547	1967-06-09	1987-06-01	306	
	440	1972-02-16	1982-03-01	1 092	
	488	1974-02-06	1984-02-15	1 650	
	1856	1977-06-08	1987-06-15	2 750	10 171
Hôpital St-François-d'Assise	2671	1967-09-27	1987-10-01	131	
	4738	1970-12-22	1983-01-02	3 500	
	3964	1972-12-20	1983-01-03	3 630	
	1541	1976-04-28	1986-05-01	4 500	
	3203	1977-09-28	1982-10-04	460	
	1224	1979-05-02	{ 1984-05-10	750	
			{ 1985-05-10	750	
			{ 1989-05-10	2 400	16 121
Hôpital du St-Sacrement	4020	1974-11-06	1984-11-15	520	
	926	1975-03-05	1984-03-15	600	
	1011	1975-03-12	1985-03-15	2 100	3 220
Hôtel-Dieu de Québec	4326	1976-12-22	1987-01-04	6 800	
	1747	1978-05-31	{ 1983-06-05	255	
			{ 1988-06-05	1 000	8 055
Rimouski: Hôpital St-Joseph de Rimouski	710	1977-03-09	1987-03-15		3 200
Rivière-Québec: Centre d'accueil Thérèse-Martin	3115	1979-11-21	1988-06-30		1 452
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	1814	1966-10-19	1986-11-01	885	
	178	1977-01-19	1987-02-01	2 660	3 545
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	347	1979-02-07	1994-02-15		1 800
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	3373	1976-09-29	1984-09-01		200
Hôpital des Monts	1963	1971-06-01	1989-06-15	2 000	
	3129	1973-08-29	{ 1982-09-15	36	
			{ 1983-09-15	1 088	
			{ 1993-09-15	500	3 624

* Payable à la Communauté des soeurs de charité de la Providence.

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
St-Damien: Pavillon des Jeunes Inc.	815	1980-03-20	1988-06-30	1 642
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	4756	1975-10-29	1985-11-05	1 950
Ste-Foy:				
Centre d'accueil Louis-Hébert	2508	1977-08-03	1997-07-01	255
Centre Cardinal Villeneuve Inc.	3637	1969-11-26	1989-12-01	475
	173	1977-01-19	1987-02-01	780
				<u>1 255</u>
Centre hospitalier de l'Université Laval	3036	1973-08-02	{ 1983-09-01 1993-09-01	3 200 800
	3941	1973-10-31	{ 1983-11-15 1993-11-15	800 500
	4959	1975-11-12	1985-12-01	5 000
	4111	1976-11-24	1986-12-01	1 200
				<u>11 500</u>
Hôpital Laval	794	1981-03-11	1986-03-18	2 000
St-Georges Ouest: Hôtel-Dieu Notre-Dame-de-Beauce	2311	1972-08-09	1982-08-15	2 559
St-Hyacinthe: Hôpital Honoré-Mercier Inc.	692	1972-03-08	1982-03-15	1 365
	736	1975-02-19	1985-03-01	3 900
	1673	1978-05-04	{ 1983-06-08 1988-06-08	600 2 350
	2418	1980-08-13	{ 1986-09-02 1990-09-02	2 200 2 600
				<u>13 015</u>
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	957	1971-03-16	1981-04-01	4 550
	451	1973-02-14	1983-03-01	1 340
	1635	1976-05-05	1986-05-15	4 875
				<u>10 765</u>
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	116	1978-01-18	1988-01-19	1 600
	67	1979-01-11	1984-01-10	870
				<u>2 470</u>
St-Jérôme: (Terrebonne) Hôtel-Dieu de St-Jérôme	2825	1971-08-11	1981-08-15	2 275
	3965	1972-12-20	1983-01-03	2 668
	1242	1977-04-20	1987-05-02	1 500
	671	1978-03-08	1988-03-15	1 300
				<u>7 743</u>
St-Michel: Hôpital St-Michel	3466	1980-11-04	1990-11-13	1 500
St-Tite-des-Caps: Centre d'Accueil St-Tite-des-Caps	3114	1979-11-21	1988-06-30	557
Schefferville: Centre hospitalier de Schefferville	1597	1978-05-17	1981-05-24	400
Shawinigan:				
Centre hospitalier Ste-Thérèse-de-Shawinigan	737	1975-02-19	1985-03-01	840
Hôpital régional de la Mauricie	377	1972-02-09	1982-02-15	2 275
	859	1976-03-10	1982-04-01	3 500
	2005	1979-07-11	{ 1985-08-01 1989-08-01	825 1 200
				<u>7 800</u>
Sherbrooke:				
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	106	1974-01-09	1984-01-15	1 750
	1999	1978-06-21	{ 1983-07-04 1984-07-04 1988-07-04	1 500 1 000 6 025
				<u>10 275</u>

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Corporation de l'Hôpital d'Youville	3990	1976-11-10	1986-11-17	1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul de Sherbrooke	559	1979-02-28	{ 1985-03-08 1989-03-08	700 725 <u>1 425</u>
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	1701 1815	1966-09-28 1966-10-19	1986-10-01	881
	2820 3991	1972-09-27 1976-11-10	{ 1982-10-01 1992-10-01 1986-11-15	1 286 400 <u>1 910</u> 4 477
Sorel: Hôpital Général de Sorel	1636	1966-09-20	{ 1981-10-15 1986-10-15	76 458 <u>534</u>
Hôtel-Dieu de Sorel	2268 1542	1971-06-29 1976-04-28	1981-07-01 1986-05-01	2 275 4 400 <u>6 675</u>
Thetford-Mines: Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.	3428	1969-11-12	{ 1981-11-01 1989-11-01	923 (b) 670
	2531 4208 4196 2221	1970-06-30 1971-12-15 1976-12-08 1978-07-12	1990-07-02 1991-12-15 1986-12-15 1988-07-10	959 3 400 1 125 <u>1 750</u> 8 827
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1548 2937	1972-06-06 1976-08-25	1982-06-01	1 037
Val d'Or: Centre d'orientation l'Étape Inc.	5304	1975-12-03	1981-12-15	170
Centre hospitalier St-Sauveur	3860 2052 3293 2126	1969-12-03 1973-06-06 1974-09-11 1978-07-05	1989-12-15 1983-06-15 1994-09-15	881 2 325 3 150 <u>6 356</u>
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	3251 2893	1979-12-05 1980-09-17	1989-12-14 1990-09-25	3 000 4 000 <u>7 000</u>
Verdun: Centre hospitalier de Verdun	3525 1583	1974-10-02 1977-05-18	1984-10-15 1983-06-01	2 000 2 500 <u>4 500</u>
Hôpital Champlain de Verdun	3026 2437 1134	1970-08-07 1974-07-03 1977-04-13	1990-08-15 1984-07-15 { 1985-04-15 1987-04-15	755 1 500 300 345 <u>2 900</u>
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francs	405 2007 2022	1977-02-09 1977-06-22 1977-06-22	1987-02-15 1987-07-04	2 225 2 150 <u>4 375</u>
Total (voir l'échéancier sommaire présenté à la page 5-92)				<u><u>553 442**</u></u>

** Excluant la compensation financière accordée aux Communautés religieuses pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée; cette compensation est payable sur une période d'année déterminée et porte intérêts à raison de 5% par année (voir page 5-72)

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

 Compensation financière accordée aux communautés religieuses
 pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée (voir la note à la page précédente)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Amos: Hôtel-Dieu	74350	1973-09-19	1983-08-01	30
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	74351	1973-09-19	1983-08-01	120
Drummondville: Hôpital Ste- Croix	74348	1973-09-19	1983-08-01	30
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafèche	3510	1973-09-25	1983-02-01	180
La Tuque: Hôpital St-Joseph	74349	1973-09-19	1983-08-01	90
Montréal: Hôpital Louis-H.- Lafontaine	96	1975-01-08	1985-01-01	790
Nicolet: Hôpital Christ-Roi	74744	1973-10-01	1983-08-01	174
St-Jean: Hôpital du Haut- Richelieu	83461	1974-08-28	1983-01-01	100
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	103335	1976-08-01	1981-08-01	60
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	1883	1973-05-24	1983-01-01	70
Ville-Marie (Témiscamingue) Centre hospitalier Ste-Famille	81048	1974-06-05	1983-10-01	60
				1 704

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Commissions scolaires régionales					
Amiante	1419	1969-05-07	1988-11-01	592	
	55955	1971-04-14	1982-07-01	80	
	1960	1972-07-04	{ 1982-02-15	95	
			{ 1992-02-15	1 489	2 256
Baie-des-Chaleurs	2806	1969-09-17	1989-03-01	214	
	883	1970-03-04	1989-09-01	273	
	1516	1972-05-31	{ 1981-10-01	23	
			{ 1991-10-01	368	
	884	1973-03-13	{ 1982-07-15	156	
			{ 1989-07-15	776	
	88898	1975-03-12	{ 1992-07-15	484	
			{ 1986-10-15	411	
	2645	1975-07-02	{ 1984-03-01	160	
			{ 1985-03-01	65	
		{ 1995-03-01	1 168	4 098	
Bas St-Laurent	2248	1969-07-30	1989-04-01	264	
	882	1970-03-04	1989-10-01	511	
	845	1973-03-13	{ 1982-08-15	85	
			{ 1992-08-15	682	
	1435	1975-04-11	{ 1983-12-01	409	
			{ 1984-12-01	159	
		{ 1994-12-01	822	2 932	
Blainville-Deux-Montagnes	886	1970-03-04	1989-11-01	187	
	3697	1970-10-07	1990-03-01	492	
	66	1971-01-06	1990-10-01	84	
	3171	1971-09-15	{ 1981-06-01	53	
			{ 1991-06-01	555	
	3288	1972-10-31	{ 1982-05-01	146	
			{ 1992-05-01	1 051	
	3085	1973-08-22	{ 1983-04-01	487	
			{ 1993-04-01	2 734	
	3316	1974-09-19	{ 1984-02-01	319	
			{ 1989-02-01	725	
			{ 1992-02-01	590	
		{ 1994-02-01	475	7 898	
Bois-Francs	48445	1969-11-26	1988-12-01	345	
	3169	1971-09-15	{ 1981-06-01	33	
			{ 1991-06-01	522	
	64564	1972-06-29	{ 1981-11-15	12	
			{ 1989-11-15	133	
			{ 1991-11-15	48	
	2673	1973-07-18	{ 1983-01-01	415	
			{ 1993-01-01	3 370	
76068	1973-11-21	{ 1983-09-01	45		
		{ 1993-09-01	255	5 178	
Carignan	3521	1970-09-17	1989-12-01	119	
	1962	1972-07-04	{ 1981-12-01	114	
			{ 1991-12-01	1 778	
	73083	1973-07-25	{ 1983-04-01	38	
{ 1993-04-01			211	2 260	

5-74

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Chambly	52033	1970-08-06	1990-03-01	111
	55200	1971-03-03	{ 1983-04-01	68
			{ 1984-07-01	70
	820	1971-03-03	{ 1988-12-01	3 735
	2748	1971-08-04	{ 1981-04-01	107
			{ 1991-04-01	1 817
	3287	1972-10-31	{ 1982-06-15	367
			{ 1992-06-15	395
	1835	1973-05-16	{ 1982-11-15	526
			{ 1992-11-15	714
	3649	1973-10-03	{ 1983-06-15	198
			{ 1991-06-15	816
			{ 1993-06-15	295
	3643	1974-10-16	{ 1984-05-01	721
		{ 1991-05-01	2 043	
		{ 1994-05-01	1 331	
1436	1975-04-11	{ 1983-12-15	595	
		{ 1984-12-15	239	
		{ 1994-12-15	4 180	
			<hr/>	18 328
Charlevoix	821	1971-03-03	{ 1988-11-01	678
			{ 1990-11-01	262
			{ 1984-03-01	321
	1869	1974-05-22	{ 1991-03-01	1 167
87518	1975-01-22	{ 1994-03-01	759	
		{ 1984-09-01	243	
			<hr/>	3 430
Châteauguay-Valley	1661	1969-05-28	1988-10-01	618
	3170	1971-09-15	{ 1990-06-01	496
			{ 1991-06-01	117
			<hr/>	1 231
Chaudière	2809	1969-09-17	1989-01-01	546
	4240	1971-12-15	{ 1990-07-01	324
			{ 1991-07-01	76
	1210	1972-05-03	{ 1981-10-01	138
			{ 1991-10-01	2 169
	64572	1972-06-29	{ 1982-03-15	29
			{ 1992-03-15	195
	3650	1973-10-03	{ 1983-06-15	209
			{ 1993-06-15	1 183
	1131	1974-03-27	{ 1983-10-01	238
			{ 1993-10-01	1 388
3035	1974-08-21	{ 1984-04-01	626	
		{ 1991-04-01	997	
		{ 1994-04-01	637	
			<hr/>	8 755
Chauveau	2694	1969-09-10	1989-06-01	112
	3333	1969-10-29	1989-06-01	255
	48442	1969-11-26	1988-11-01	39
	52032	1970-08-06	1990-03-01	139
	3519	1970-09-17	1989-11-01	324
	3520	1970-09-17	1989-11-01	271
	1209	1972-05-03	{ 1981-09-15	62
			{ 1991-09-15	975
	1836	1973-05-16	{ 1982-12-15	116
			{ 1992-12-15	768
			{ 1983-09-15	322
	4709	1973-12-19	{ 1991-09-15	1 329
			{ 1993-09-15	481
			{ 1984-06-01	275
3317	1974-09-19	{ 1992-06-01	889	
		{ 1994-06-01	321	
			<hr/>	6 678

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
District of Bedford	1541	1970-04-01	1989-10-01	233
	3315	1974-09-19	{ 1984-06-15	88
			{ 1994-06-15	419
	84753	1974-10-09	{ 1984-06-15	18
			{ 1994-06-15	90
			{ 1982-03-15	71
	2646	1975-07-02	{ 1985-03-15	249
			{ 1995-03-15	376
				<u>1 544</u>
Eastern Townships	3329	1969-10-29	1988-11-01	290
	1943	1970-04-23	1989-12-01	416
	2837	1971-08-11	1991-03-15	392
	74189	1973-09-12	1983-07-15	181
	93580	1975-08-20	1985-05-01	290
				<u>1 569</u>
Estrie	1415	1970-03-25	1990-04-01	85
	50628	1970-03-31	1989-11-01	145
	102	1972-01-12	{ 1990-09-01	534
			{ 1991-09-01	171
	64574	1972-06-29	{ 1981-12-01	6
			{ 1981-12-01	104
	1961	1972-07-04	{ 1991-12-01	1 637
			{ 1982-04-15	386
	2383	1972-08-09	{ 1992-04-15	1 232
			{ 1984-05-15	725
	3646	1974-10-16	{ 1991-05-15	2 059
			{ 1994-05-15	1 341
	1241	1975-03-26	1984-12-15	487
				<u>8 912</u>
Golfe	3968	1970-10-28	1990-08-01	428
	2377	1972-08-09	{ 1982-03-15	34
			{ 1992-03-15	547
	2674	1973-07-18	{ 1983-01-01	381
			{ 1993-01-01	3 096
	1557	1974-05-01	{ 1983-11-01	767
			{ 1993-11-01	2 813
	4409	1974-12-04	{ 1984-08-01	763
			{ 1992-08-01	2 603
			{ 1994-08-01	983
			{ 1981-04-01	34
	2649	1975-07-02	{ 1983-04-01	78
			{ 1985-04-01	93
			{ 1995-04-01	829
				<u>13 449</u>
Grand-Portage	1664	1969-05-28	1988-11-01	402
	876	1970-03-04	1989-08-01	207
	3698	1970-10-07	1994-09-01	815
	55201	1971-03-03	1985-07-01	180
	58603	1971-09-01	1991-03-15	171
			{ 1982-03-15	109
	2378	1972-08-09	{ 1992-03-15	1 708
			{ 1983-07-01	349
	3652	1973-10-03	{ 1989-07-01	404
			{ 1993-07-01	393
				<u>4 738</u>

5-76

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Harricana	878	1970-03-04	1989-09-01	162
	1620	1971-05-05	1989-12-01	305
	957	1972-03-28	1990-12-01	52
	2379	1972-08-09	1991-09-01	597
	76067	1973-11-21	1982-02-15	107
	3318	1974-09-19	1992-02-15	1 675
			1983-08-01	205
			1984-05-15	255
			1994-05-15	1 196
	229	1975-01-22	1984-08-01	861
			1992-08-01	3 108
			1994-08-01	1 223
1952	1975-05-14	1984-11-15	444	
		1994-11-15	862	
			<u>11 052</u>	
Henri-Bourassa	3103	1969-10-15	1987-05-01	220
			1989-05-01	255
	2380	1972-08-09	1982-01-15	40
			1992-01-15	632
	3429	1973-09-19	1982-06-15	233
			1983-06-15	131
			1993-06-15	2 051
84752	1974-10-09	1984-07-01	60	
		1994-07-01	281	
			<u>3 903</u>	
Honoré-Mercier	1415	1969-05-07	1988-12-01	162
	1641	1970-04-08	1989-11-01	244
	103	1972-01-12	1990-09-01	527
	64571	1972-06-29	1991-09-01	126
	69356	1973-02-21	1986-07-02	185
			1982-09-01	40
			1992-09-01	319
	3086	1973-08-22	1983-02-01	301
1434	1975-04-11	1993-02-01	2 448	
		1986-11-01	799	
			<u>5 151</u>	
Jean-Talon	2807	1969-09-17	1989-03-01	615
	1517	1972-05-31	1981-11-01	93
			1991-11-01	1 458
	2675	1973-07-18	1983-02-01	204
			1993-02-01	1 196
	1558	1974-05-01	1983-12-15	82
			1991-12-15	357
506	1975-02-05	1993-12-15	135	
		1985-09-01	571	
			<u>4 711</u>	
Jérôme-Le-Royer	3805	1969-11-26	1989-08-01	681
	50626	1970-03-31	1989-11-01	207
	1213	1972-05-03	1990-09-01	807
	2384	1972-08-09	1991-09-01	189
	2385	1972-08-09	1988-07-02	407
			1982-03-15	165
	72547	1973-07-04	1992-03-15	2 573
		1982-12-01	109	
			<u>5 138</u>	
Lac-St-Jean	3270	1970-09-02	1990-05-01	226
	1788	1972-06-21	1981-12-01	97
			1991-12-01	1 514
	1448	1973-04-17	1982-12-15	58
	72545	1973-07-04	1992-12-15	464
	1242	1975-03-26	1982-07-01	68
		1985-01-15	515	
			<u>2 942</u>	

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Lakeshore	879	1970-03-04	1989-09-01 { 1981-09-15 1991-09-15	1 250	
	1941	1970-04-23		47	
	1205	1972-05-03		735	
				2 032	
Lanaudière	1663	1969-05-28	1988-08-01	573	
	3332	1969-10-29	1989-06-01	130	
	1211	1972-05-03	{ 1981-10-01 1991-10-01	56 902	
	2382	1972-08-09	{ 1982-03-01 1992-03-01	84 1 320	
	2914	1974-08-14	1984-04-01	576	
	87519	1975-01-22	1984-09-01	219	
				3 860	
Lapointe	2328	1970-06-10	1990-02-01	277	
	60569	1971-12-08	1981-07-01	67	
	1212	1972-05-03	{ 1981-10-15 1991-10-15	83 1 299	
	1144	1973-03-28	{ 1982-07-01 1992-07-01	314 2 355	
	1258	1974-04-02	{ 1983-10-01 1990-10-01 1993-10-01	484 922 576	
	4410	1974-12-04	{ 1984-06-01 1992-06-01 1994-06-01	210 684 251	
	3941	1975-08-27	{ 1985-05-01 1995-05-01	273 265	
				8 060	
	La Vérendrye	887	1970-03-04	1989-03-01	198
		1622	1971-05-05	{ 1988-01-01 1991-01-01	621 412
		70749	1973-04-11	1983-01-01	46
		1469	1974-04-24	1983-12-01 1993-12-01	186 1 078
		400	1975-01-29	{ 1984-08-01 1992-08-01 1994-08-01	153 508 187
				3 389	
Lignery	268	1970-01-21	1988-08-01	317	
	50227	1970-03-11	1989-03-01	101	
	1944	1970-04-23	1990-01-01	145	
	53925	1970-11-25	1990-08-01	72	
	1557	1973-04-27	{ 1982-10-15 1992-10-15	365 2 905	
	1259	1974-04-03	{ 1983-10-15 1993-10-15	66 373	
				4 344	
Louis Fréchette	3806	1969-11-26	1989-08-01	259	
	1518	1972-05-31	{ 1981-11-01 1991-11-01	144 1 368	
	64573	1972-06-29	1981-09-01	35	
	2915	1974-08-14	{ 1984-04-15 1986-04-15 1994-04-15	826 247 1 546	
	885	1975-03-05	{ 1984-11-15 1992-11-15 1994-11-15	458 1 750 716	
				7 349	

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Louis-Hémon	50224	1970-03-11	1989-05-01	87
	2326	1970-06-10	1990-02-01	458
	2674	1971-07-28	{ 1981-04-15	62
			{ 1988-04-15	615
			{ 1991-04-15	391
	959	1972-03-28	{ 1991-07-01	509
	1837	1973-05-16	{ 1982-11-15	145
			{ 1992-11-15	1 173
	4213	1973-11-21	{ 1983-09-01	200
			{ 1993-09-01	1 165
	2916	1974-08-14	{ 1984-04-15	330
			{ 1988-04-15	466
			{ 1994-04-15	1 080
	393	1975-01-29	{ 1989-09-01	1 582
			{ 1994-09-01	5
				<u>8 268</u>
Mauricie	1417	1969-05-07	1988-12-01	386
	1656	1969-05-28		
	880	1970-03-04	1989-09-01	142
	104	1972-01-12	{ 1990-07-01	492
			{ 1991-07-01	115
	1789	1972-06-21	{ 1981-11-15	84
			{ 1991-11-15	1 320
	1614	1973-05-02	{ 1982-06-01	42
			{ 1992-06-01	347
	3430	1973-09-19	{ 1983-06-15	477
			{ 1990-06-15	1 651
			{ 1993-06-15	1 029
	2917	1974-08-14	{ 1984-04-15	182
			{ 1990-04-15	404
			{ 1994-04-15	400
	2652	1975-07-02	{ 1981-04-01	90
			{ 1982-04-01	99
			{ 1985-04-01	357
			{ 1995-04-01	1 663
				<u>9 280</u>
Meilleur	1790	1972-06-21	{ 1981-12-15	95
			{ 1991-12-15	1 488
	1427	1975-04-11	{ 1985-01-02	111
			{ 1993-01-02	411
			{ 1995-01-02	165
				<u>2 270 (c)</u>
Monts	2950	1969-10-01	1989-03-01	344
	2325	1970-06-10	1990-02-01	301
	1619	1971-05-05	{ 1986-12-01	464
			{ 1990-12-01	484
	62650	1972-03-22	{ 1981-07-02	25
	4312	1973-11-28	{ 1983-07-15	62
			{ 1993-07-15	352
	2350	1974-06-26	1986-03-01	777
				<u>2 809</u>
Orléans	48443	1969-11-26	1984-01-01	114
	1623	1971-05-05	{ 1989-12-15	840
			{ 1990-12-15	143
	60168	1971-11-17	{ 1981-07-01	23
			{ 1986-07-01	155
	2387	1972-08-09	{ 1982-04-01	360
			{ 1992-04-01	2 925
	1731	1973-05-10	{ 1982-10-15	62
			{ 1992-10-15	526
	74190	1973-09-12	{ 1983-07-01	13
			{ 1993-07-01	69
				<u>5 230</u>

(c) 700 000 \$ ont été transférés au C.É.G.E.P. de Sherbrooke le 8 octobre 1980 selon le décret 3168-80.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Outaouais	884	1970-03-04	1989-05-01	2 887
	958	1972-03-28	1981-08-15	104
			1990-08-15	1 515
	1732	1973-05-10	1991-08-15	259
			1982-10-15	134
	1912	1978-06-14	1987-10-15	381
	2378	1979-08-22	1992-10-15	559
	2851	1973-08-01	1983-04-15	487
			1993-04-15	2 734
	2351	1974-06-26	1984-03-01	1 065
			1994-03-01	4 280
504	1975-02-05	1984-09-15	781	
		1990-09-15	1 810	
		1994-09-15	1 845	
			<hr/>	18 841
Papineau	2693	1969-09-10	1989-05-01	369
	3319	1974-09-19	1994-05-01	817
	4412	1974-12-04	1987-07-15	952
	1243	1975-03-26	1985-01-02	426
			1995-01-02	2 099
			<hr/>	4 663
Pascal-Taché	1642	1970-04-08	1989-12-01	248
	2388	1972-08-09	1981-11-15	90
			1991-11-15	1 414
	1145	1973-03-28	1982-08-01	48
			1992-08-01	402
	72546	1973-07-04	1985-07-02	150
	3433	1973-09-19	1983-06-01	204
			1993-06-01	1 140
	1432	1975-04-11	1985-02-01	207
1995-02-01			246	
			<hr/>	4 149
Péninsule	270	1970-01-21	1988-11-01	233
	1624	1971-05-05	1988-01-01	592
			1991-01-01	386
	106	1972-01-12	1990-08-15	999
			1991-08-15	235
	3979	1973-10-31	1983-04-01	118
			1993-04-01	335
	4314	1973-11-28	1983-08-15	319
			1991-08-15	1 354
	4413	1974-12-04	1993-08-15	501
			1984-06-15	280
		1992-06-15	965	
		1994-06-15	368	
			<hr/>	6 685
Provencher	1659	1969-05-28	1988-09-01	799
	269	1970-01-21		
	52712	1970-09-17	1990-08-01	69
	1611	1972-06-06	1990-11-01	183
			1991-11-01	780
	1470	1974-04-24	1983-12-15	358
			1990-12-15	1 271
	3881	1974-10-30	1993-12-15	810
1984-05-01			210	
		1994-05-01	950	
			<hr/>	5 430
St-François	1421	1969-05-07	1988-11-01	494
	2751	1971-08-04	1989-12-01	582
	2752	1971-08-04	1981-04-15	78
1991-04-15			1 247	
			<hr/>	2 401

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
South Shore	888	1970-03-04	1994-06-01	69	
			{ 1981-06-15	9	
	60568	1971-12-08	{ 1989-06-15	101	
			{ 1991-06-15	37	
			{ 1996-06-15	121	
	1206	1972-05-03	{ 1981-10-01	54	
			{ 1996-10-01	1 580	
	70748	1973-04-11	{ 1982-10-01	38	
			{ 1992-10-01	307	
			{ 1984-11-01	189	
	1430	1975-04-11	{ 1992-11-01	644	
			{ 1994-11-01	171	3 320
Tardivel	1658	1969-05-28	1988-10-01	375	
	50226	1970-03-11	1989-08-01	200	
	2391	1972-08-09	{ 1982-01-01	58	
			{ 1992-01-01	901	
	2853	1973-08-01	{ 1983-02-15	212	
			{ 1993-02-15	1 771	3 517
Tilly	3330	1969-10-29	1989-06-01	715	
	3331	1969-10-29			
	1626	1971-05-05	1991-01-15	1 530	
	2392	1972-08-09	{ 1982-02-15	181	
			{ 1992-02-15	2 836	5 262
Vaudreuil-Soulanges	877	1970-03-04	1989-06-01	314	
	2393	1972-08-09	{ 1982-04-15	50	
			{ 1992-04-15	403	
	73538	1973-08-15	1983-02-15	133	
	82877	1974-08-07	1994-04-15	15	
	87517	1975-01-22	1984-09-01	204	1 119
Vieilles-Forges	2810	1969-09-17	1989-02-01	382	
	885	1970-03-04	1989-08-01	663	
	51611	1970-06-30	1990-02-01	116	
	3699	1970-10-07	1990-08-01	783	
	3292	1972-10-31	{ 1982-06-15	223	
			{ 1992-06-15	1 810	
	2854	1973-08-01	{ 1983-02-15	128	
			{ 1993-02-15	1 033	
	3659	1974-10-16	{ 1984-07-01	294	
			{ 1994-07-01	1 425	
	1431	1975-04-11	{ 1984-12-15	591	
			{ 1994-12-15	998	8 446
Western Québec	52034	1970-08-06	1990-04-01		137
Yamaska	2808	1969-09-17	1989-02-01	325	
	881	1970-03-04	1989-10-01	262	
	1519	1972-05-31	{ 1981-11-01	147	
			{ 1991-11-01	2 302	
			{ 1984-05-01	183	
	3321	1974-09-19	{ 1990-05-01	425	
			{ 1994-05-01	432	4 076
					<u>251 090</u>

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Commissions scolaires locales				
Amos	91087	1975-05-28	1985-02-15	171
Argile Bleue	91088	1975-05-28	1985-02-15	165
Des Cascades l'Achigan	1437	1975-04-11	1985-02-01	319
Des Cèdres	88900	1975-03-12	1984-12-01	84
Charlesbourg	92436	1975-07-16	{ 1985-04-15 1995-04-15	209 <u>30</u> 239
Chaudière-Etchemin	91874	1975-06-25	{ 1984-03-15 1985-03-15	122 <u>49</u> 171
Chutes-Montmorency	88902	1975-03-12	1984-10-01	70
Côte de Beaupré	91086	1975-05-28	1985-02-15	105
Les Deux-Rives	91877	1975-06-25	{ 1985-04-01 1990-04-01	198 <u>53</u> 251
Granby	92435	1975-07-16	1985-04-15	326
Grande-Hermine	88899	1975-03-12	1984-12-01	61
Grand'Mère	88713	1975-03-05	1984-10-15	51
	1247	1975-03-26	1985-01-02	<u>27</u> 78
Haute-Gatineau	88712	1975-03-05	1984-11-01	74
Industrie	91878	1975-06-25	{ 1985-04-15 1990-04-15	257 <u>44</u> 301
Jacques-Cartier	1248	1975-03-26	{ 1983-11-15 1984-11-15 1990-11-15 1994-11-15	196 80 705 <u>785</u> 1 766
Lac-St-Pierre	93950	1975-09-03	1985-05-01	123
La Jeune Lorette	2650	1975-07-02	{ 1984-03-15 1985-03-15 1995-03-15	294 99 <u>938</u> 1 331
Langevin	88903	1975-03-12	{ 1984-11-15 1994-11-15	23 123
	3081	1975-07-23	{ 1985-04-15 1995-04-15	332 <u>213</u> 691
La Tourelle	93581	1975-08-20	1985-05-01	159
Laure-Conan	91876	1975-06-25	{ 1984-03-01 1985-03-01 1989-03-01	64 25 <u>34</u> 123
Malartic	91872	1975-06-25	{ 1982-03-01 1985-03-01	13 <u>46</u> 59

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Normandie	88716	1975-03-05	1984-11-01	66
Normandin	91868	1975-06-25	1985-01-02	53
Pontiac	88901	1975-03-12	1984-12-01	90
Rocher Percé	88715	1975-03-05	1984-10-15	27
St-Eustache	89227	1975-03-19	1985-01-02	60
Seigneurie	93579	1975-08-20	1985-04-15	147
Sept-Îles	92437	1975-07-16	1985-04-15	299
Taillon	91873	1975-06-25	1984-10-15	176
Tracadieèche	91867	1975-06-25	1985-02-15	60
Varenes	1249	1975-03-26	{ 1984-12-15 1994-12-15	144 772
Warwick	91871	1975-06-25	1985-02-01	48
				<u>8 609</u>
Commissions scolaires intégrées				
Abitibi	3522	1970-09-17	1989-11-01	263
	4212	1973-11-21	{ 1981-07-15 1983-07-15 1984-02-01	85 193 117
	1870	1974-05-22	{ 1992-02-01 1994-02-01	510 193
	2213	1975-05-28	{ 1985-02-01 1995-02-01	122 500
				<u>1 983</u>
Châteauguay	2249	1969-07-30	1989-05-01	349
	4245	1971-12-15	{ 1990-06-15 1991-06-15	491 116
	1792	1972-06-21	{ 1981-11-15 1991-11-15	105 1 232
	81675	1974-06-26	{ 1984-03-15 1994-03-15	38 225
				<u>2 556</u>
Chicoutimi	1428	1970-03-25	1989-03-01	196
	1643	1970-04-08	1989-12-15	416
	2469	1971-07-14	1991-03-15	751
	1791	1972-06-21	{ 1981-11-01 1991-11-01	88 588
	2852	1973-08-01	{ 1983-03-01 1993-03-01	100 816
	3320	1974-09-19	{ 1984-05-15 1991-05-15 1994-05-15	600 1 704 1 109
	1433	1975-04-11	{ 1984-12-15 1994-12-15	378 1 776
	91875	1975-06-25	1985-03-01	243
				<u>8 765</u>
Chomedey-de-Laval	3108	1969-10-15	1988-03-01	865
	895	1970-03-04	1989-08-01	108
	3121	1970-08-19	1990-04-01	176
	2040	1971-06-09	{ 1987-01-01 1991-01-01	349 364
	1244	1975-03-26	{ 1984-10-15 1991-10-15 1994-10-15	505 1 087 502
	3942	1975-08-27	1985-04-15	865
				<u>4 821</u>

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Davignon	1651	1969-05-28	1988-10-01	299
Des Îles (Îles-de-la-Madeleine)	50225	1970-03-11	1989-05-01	166
Lac-Témiscamingue	88714	1975-03-05	1984-10-01	189
Les Écores	2695	1969-09-10	1989-04-01	411
	4348	1971-12-22	1990-06-15	442
			1991-06-15	104
	1787	1972-06-21	1981-11-01	26
			1990-11-01	354
			1991-11-01	57
	1447	1973-04-17	1982-11-15	304
	89232	1975-03-19	1992-11-15	2 549
1984-12-15			158	
1246	1975-03-26	1985-10-01	608	
			<u>608</u>	5 013
Laurentian	1654	1969-05-28	1988-09-01	381
	62651	1972-03-22	1981-12-15	8
			1991-12-15	126
			<u>126</u>	515
Laurentides	1416	1969-05-07	1988-10-01	459
	1422			
	2237	1972-07-26	1981-12-15	66
	2651	1975-07-02	1991-12-15	1 033
			1982-03-15	137
		1985-03-15	500	
			<u>500</u>	2 195
Laurenvale	47608	1969-10-22	1989-06-01	259
	889	1970-03-04		
	50228	1970-03-11	1988-09-01	96
	2386	1972-08-09	1982-04-01	152
			1992-04-01	1 236
505	1975-02-05	1987-07-15	683	
			<u>683</u>	2 426
Le Gardeur	873	1970-03-04	1989-03-01	323
	874			
	56216	1971-05-05	1986-01-01	121
		1991-01-01	192	
			<u>192</u>	636
Manicouagan	2327	1970-06-10	1990-02-01	176
	2376	1972-08-09	1982-03-15	101
			1992-03-15	1 581
	3651	1973-10-03	1983-05-15	922
			1993-05-15	3 349
93767	1975-08-27	1985-05-01	121	
			<u>121</u>	6 250
Mille-Îles	52714	1970-09-17	1989-11-01	107
	105	1972-01-12	1981-07-01	58
			1988-07-01	553
			1991-07-01	345
	66498	1972-09-20	1982-05-01	61
			1983-11-01	158
1245	1975-03-26	1984-11-01	55	
		1994-11-01	814	
			<u>814</u>	2 151
Rouyn-Noranda	2692	1969-09-10	1989-03-01	280
	4373	1970-11-25	1990-09-01	713
	52707	1970-09-17	1984-09-01	98
	1446	1973-04-17	1982-11-01	83
			1992-11-01	670
	84480	1974-10-02	1986-06-01	420
	89233	1975-03-19	1985-01-02	167
			<u>167</u>	2 431

5-84

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
St-Jérôme	1420 } 1423 } 48444 } 3311 }	1969-05-07 1969-11-26 1973-09-12	1988-11-01 1989-07-01 { 1983-06-01 1993-06-01	283 105 292 <u>1 641</u>	2 321
Vallée-de-la-Matapédia	2949 50527 1953	1969-10-01 1970-03-31 1975-05-14	1989-04-01 1989-12-01 { 1984-02-15 1989-02-15	200 44 563 <u>374</u>	1 181
Valleyfield	2811 4377 2750 38	1969-09-17 1970-11-25 1971-08-04 1974-01-09	1989-02-01 1990-09-01 { 1981-04-15 1988-04-15 1991-04-15 1983-07-15	268 139 66 646 412 <u>263</u>	1 794
Verdun	1227	1975-03-26	{ 1981-09-01 1991-09-01	67 <u>1 054</u>	1 121
					<u>46 813</u>
Collèges d'enseignement général et professionnel					
Ahuntsic, Montréal	4416 4152 2371 484 5244 2599 3957 1746 5180	1970-12-02 1971-12-08 1973-06-27 1975-02-05 1975-12-03 1976-07-28 1976-11-10 1977-06-01 1980-01-10	1982-12-15 1991-12-15 1983-07-01 1985-02-15 1985-12-15 1986-08-10 1986-11-15 1987-06-15 1990-01-17	1 600 3 000 1 500 2 500 4 000 4 000 4 000 2 500 <u>1 000</u>	24 100
André-Laurendeau, Lasalle	156 2002 169 3638 4960 2600 1865	1971-01-13 1973-05-30 1974-01-16 1974-10-16 1975-11-12 1976-07-28 1977-06-08	1983-02-01 1983-06-01 1984-02-01 1984-11-01 1985-11-17 1986-08-02 1987-06-16	1 000 1 500 1 500 3 000 4 000 8 000 <u>2 500</u>	21 500
Bois-de-Boulogne, Montréal	3765 500 2860 744 3164	1970-10-14 1976-02-25 1978-09-13 1980-03-20 1980-10-08	1982-10-15 1986-03-01 { 1984-09-26 1988-09-26 1985-03-27 1990-10-16	1 600 2 500 750 1 250 1 000 <u>1 000</u>	8 100
Bourchemin (Régional) St-Hyacinthe	3096 1907 847 3859 227 878 5245 3450 1747 745	1971-09-08 1972-06-28 1973-03-13 1974-10-30 1975-01-22 1975-03-05 1975-12-03 1976-10-06 1977-06-01 1980-03-20	{ 1981-09-15 1991-09-15 1982-07-01 1984-03-15 1984-11-15 1985-02-01 1985-03-01 1985-12-15 1981-10-15 1987-06-20 1985-03-27	800 200 1 500 3 000 3 000 3 000 2 500 3 000 300 1 000 <u>1 000</u>	19 300

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal	
	No	Date			
Champlain (Régional), Sherbrooke	562	1973-02-21	1983-03-15	2 000	
	2848	1973-08-01	{ 1983-08-15	2 400	
	879	1975-03-05	{ 1993-08-15	600	
	2653	1976-08-04	{ 1985-03-01	3 000	
	566	1977-02-23	{ 1986-08-23	6 000	
			{ 1987-03-01	2 000	16 000
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	2768	1973-07-25	1993-08-01	1 500	
	152	1975-01-15	1985-01-15	2 000	
	3343	1977-10-12	1983-10-17	1 000	
	3267	1979-12-05	1994-12-14	1 000	5 500
Dawson, Montréal	2120	1969-07-16	1989-07-02	1 500	
	241	1970-01-21	1989-07-02	375	
	3405	1970-09-10	1995-10-01	1 600	
	3565	1971-10-20	1981-11-01	2 000	
	485	1975-02-05	1981-02-15*	2 500	
	1668	1977-05-26	1983-06-06	1 500	
	2861	1978-09-13	{ 1984-09-26	400	
			{ 1988-09-26	600	10 475
Édouard-Montpetit, Longueuil	791	1969-03-19	1994-04-01	1 025	
	3827	1971-11-10	{ 1981-12-01	1 300	
			{ 1991-12-01	700	
	1963	1972-07-04	1982-07-15	3 000	
	141	1973-01-17	1983-02-01	3 000	
	848	1973-03-13	1985-03-15	4 500	
	841	1974-03-06	1984-03-15	2 000	
	2654	1976-08-04	{ 1981-08-16	1 000	
			{ 1986-08-16	1 000	
	76	1981-01-14	{ 1987-01-22	1 500	
	1352	1981-05-11	{ 1991-01-22	1 000	
		{ 1990-05-22	1 500	21 525	
François-Xavier-Garneau, Québec	3766	1970-10-14	1995-10-15	1 500	
	15	1974-01-03	1984-01-15	1 000	
	3696	1977-11-02	1983-11-22	500	
	666	1980-03-13	1995-03-19	2 000	
	3473	1980-11-04	{ 1985-10-30	1 000	
			{ 1990-10-30	1 000	7 000
Gaspésie, Gaspé	4016	1969-12-10	1989-12-01	445	
	142	1973-01-17	1983-01-15	1 500	
	880	1975-03-05	1985-03-15	2 000	
	3453	1977-10-19	{ 1983-11-01	500	
			{ 1987-11-01	500	
	746	1980-03-20	1990-03-27	1 000	5 945
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	2233	1972-07-26	{ 1982-08-01	400	
			{ 1992-08-01	2 000	
	3844	1973-10-22	1983-10-15	1 500	
	982	1974-03-13	1984-04-01	2 000	
	3958	1976-11-10	1986-11-15	2 000	
	424	1979-02-14	{ 1984-02-21	600	
			{ 1989-02-21	2 000	
	667	1980-03-13	{ 1985-03-20	2 500	
			{ 1990-03-20	1 500	
	1884	1980-06-19	{ 1985-06-26	2 600	
		{ 1990-06-26	2 400	19 500	
Joliette	1407	1974-04-17	2009-05-01	3 262	
	3959	1976-11-10	1986-11-16	1 500	
	3446	1979-12-19	1990-01-11	1 000	5 762

* Montant à refinancer

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
La Pocatière	1163	1975-03-19	1985-03-01	2 000
Lévis-Lauzon, Lauzon	2378	1971-07-07	1981-08-01	1 000
	1905	1972-06-28	1982-07-01	2 000
	1450	1973-04-17	1983-04-15	2 000
	608	1974-02-20	1984-03-01	3 000
	3104	1974-08-28	1984-09-01	2 000
	482	1975-02-05	1985-02-15	2 000
	3960	1976-11-10	1986-11-16	1 500
				13 500
Limoilou, Québec	2157	1968-07-10	1988-08-01	160
	2298	1971-06-29	1981-07-01	2 000
	968	1973-03-21	1983-04-01	1 500
	170	1974-01-16	1984-02-01	1 500
	2256	1974-06-19	1984-07-03	3 000
	3549	1974-10-09	1984-10-15	3 000
	480	1975-02-05	1985-02-15	3 000
	386	1976-02-11	1986-02-16	3 000
	1748	1977-06-01	1987-06-15	2 000
				19 160
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	2116	1969-07-16	{ 1989-07-02	1 500
			{ 1994-07-02	988
	3293	1972-10-31	1982-11-01	1 000
	972	1975-03-12	1985-03-15	1 500
	3580	1977-10-26	1983-11-15	1 000
	3240	1980-10-16	{ 1985-10-30	500
			{ 1990-10-30	500
				6 988
Maisonneuve, Montréal	269	1969-01-29	1999-02-01	957
	3751	1971-11-03	1981-11-15	2 000
	1612	1972-06-06	1982-06-15	3 000
	3370	1972-11-08	1984-11-15	3 000
	4706	1973-12-19	1984-01-15	1 500
	481	1975-02-05	1985-02-15	2 500
	634	1979-03-07	{ 1983-03-14	500
			{ 1984-03-14	500
			{ 1989-03-14	2 500
				16 457
Matane	2829	1971-08-11	1981-09-01	1 000
	2572	1973-07-11	1981-07-15	1 000
	3846	1976-11-03	1981-11-01	200
	2862	1978-09-13	1988-09-21	1 000
				3 200
Montmorency, Laval	2830	1971-08-11	1981-09-01	2 000
	3421	1973-09-19	{ 1983-10-01	1 500
			{ 1993-10-01	500
	3860	1974-10-30	1984-11-15	3 000
	153	1975-01-15	1995-01-15	3 000
	671	1975-02-19	1985-03-01	4 500
	575	1977-02-23	1987-03-01	4 000
				18 500
Nord-Ouest	2901	1969-09-24	1989-10-01	1 100
	3360	1971-10-01	1981-10-15	2 000
	2808	1972-09-20	1992-10-01	2 000
	849	1973-03-13	1984-03-15	3 500
				8 600
Outaouais	2926	1968-09-11	1993-09-15	107 (d)
	2769	1973-07-25	1993-08-01	500
	572	1974-02-13	1984-03-01	2 000
	2126	1974-06-12	1984-07-03	3 000
	4212	1974-11-20	1984-12-01	3 000
	5229	1975-12-03	1985-12-03	3 000
	1669	1977-05-26	1987-06-01	2 000
	1912	1978-06-14	1982-10-15	75
	2378	1979-08-22		
	635	1979-03-07	1989-03-08	1 000
				14 682

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal		
	No	Date				
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	3113	1972-10-18	1982-11-01	1 000	14 000	
	420	1974-02-06	1984-02-15	1 000		
	3451	1976-10-06	1981-10-15	3 000		
	1333	1977-04-27	1987-05-02	2 000		
	2159	1977-06-29	1987-06-28	3 500		
	3917	1977-11-16	1983-11-22	2 000		
	2672	1979-09-25	1989-10-04	1 500		
Rimouski	2825	1968-08-27	1991-09-01	2 444		17 254
	1252	1973-04-04	1983-04-15	1 500		
	771	1975-02-26	1981-03-01*	2 000		
	3699	1977-11-02	1983-11-15	2 000		
	636	1979-03-07	1989-03-08	1 000		
	2656	1978-08-23	{ 1983-09-01 1988-09-01	600 4 210		
	3188	1979-11-28	1989-12-06	2 000		
	1421	1980-05-22	1990-05-29	1 500		
Rivière-du-Loup	3413	1969-11-05	1989-11-01	335	6 335	
	706	1971-02-24	1981-03-15*	1 000		
	3713	1972-12-06	1982-12-15	1 000		
	483	1975-02-05	1985-02-15	3 000		
	3345	1977-10-12	1982-10-17 1987-10-17	400 600		
Rosemont, Montréal	3229	1969-10-22	{ 1989-11-01 1999-11-01	820 1 339		19 159
	2578	1971-07-21	1981-08-01	2 000		
	3371	1972-11-08	1982-11-15	2 000		
	195	1976-01-28	1996-02-02	4 000		
	3131	1976-09-15	1996-09-30	4 000		
	1331	1977-04-27	1987-05-16	4 000		
	2863	1978-09-13	{ 1984-09-21 1988-09-21	500 500		
Saguenay-Lac-St-Jean (Régional), Arvida	2761	1968-08-21	1998-09-01	514	26 814	
	2504	1970-06-24	2000-07-15	2 000		
	3769	1970-10-14	1984-11-01	2 000		
	2038	1971-06-09	1983-06-15	2 000		
	3845	1973-10-22	1983-11-01	2 000		
	4213	1974-11-20	1984-12-01	2 000		
	973	1975-03-12	1985-03-15	2 500		
	1870	1977-06-08	1987-06-20	1 500		
	3915	1977-11-16	1987-11-22	2 000		
	637	1979-03-07	1989-03-08	4 000		
	2864	1978-09-13	{ 1983-09-29 1984-09-29 1988-09-29 1998-09-29	300 500 2 100 3 400		
Ste-Foy	562	1971-02-10	{ 1983-02-15 2013-09-01	3 000 354		11 854
	1558	1973-04-27	1983-05-01	3 500		
	1670	1977-05-26	1987-06-01	1 000		
	3703	1977-11-02	1987-11-15	1 000		
	747	1980-03-20	1990-03-27	1 000		
	3972	1980-12-22	{ 1986-01-08 1991-01-08	1 000 1 000		
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	1634	1970-04-08	1995-05-01	990	4 490	
	1057	1977-03-30				
	663	1972-03-01		1992-03-15		1 500
	3349	1976-09-29		1986-10-15		1 000
	3916	1977-11-16		1983-11-22		1 000

* Montant à refinancer

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal		
	No	Date				
St-Jérôme	673	1970-02-18	} 2000-03-15	1 292		
	871	1972-03-22				
	850	1973-03-13			1983-03-15	3 000
	573	1974-02-13			1984-03-01	2 000
	3745	1974-10-23			1984-11-01	3 000
	772	1975-02-26			1985-03-01	3 000
	1058	1977-03-30			1990-03-15	200
			<u>12 492</u>			
St-Laurent, Montréal	672	1970-02-18	{ 1987-08-01	980		
			{ 1987-08-01	990		
			{ 1990-02-01	647		
	826	1971-03-03	1981-03-15*	2 000		
	2200	1973-06-13	1983-07-01	2 000		
	3303	1978-10-25	{ 1985-11-01	500		
		{ 1988-11-01	300			
			<u>7 417</u>			
Shawinigan	2832	1971-08-11	1981-09-01	1 500		
	3714	1972-12-06	1982-12-15	2 500		
	2089	1973-06-06	1983-06-15	3 000		
	2908	1974-08-14	1984-08-15	3 000		
	4050	1976-11-17	1986-11-15	1 000		
	1871	1977-06-08	1987-06-06	1 000		
	2865	1978-09-13	{ 1983-09-26	300		
			{ 1988-09-26	500		
			<u>12 800</u>			
Sherbrooke	3602	1970-09-23	{ 1982-10-15	1 100		
			{ 1995-10-15	1 005		
	3889	1971-11-17	{ 1981-12-01	700		
			{ 1991-12-01	800		
	4225	1973-11-21	1983-12-01	1 000		
	2083	1974-06-04	1984-06-15	2 000		
	154	1975-01-15	1985-01-15	3 000		
	4755	1975-10-29	1985-11-03	4 000		
	196	1976-01-28	1996-02-02	3 000		
	3852	1976-11-03	1986-11-01	2 000		
	2158	1977-06-29	1987-07-04	1 000		
	638	1979-03-07	{ 1983-03-16	500		
			{ 1989-03-16	500		
	3168	1980-10-08	1995-01-02	256		
	3342	1980-10-22	{ 1985-10-30	750		
{ 1990-10-30			750			
			<u>22 361 (e)</u>			
Trois-Rivières	480	1972-02-16	1992-03-01	1 500		
	1559	1973-04-27	1983-05-01	2 000		
	4052	1976-11-17	1986-12-01	2 000		
	1060	1977-03-30	1990-03-01	225		
	494	1979-02-21	{ 1984-02-21	300		
			{ 1989-02-21	1 500		
	2866	1978-09-13	{ 1984-09-21	750		
			{ 1988-09-21	750		
			<u>9 025</u>			
Valleyfield	3228	1969-10-22	{ 1989-10-15	400		
			{ 1994-10-15	848		
			{ 2016-09-01	872		
	1839	1973-05-16	1983-06-15	2 000		
	387	1976-02-11	1986-02-16	1 500		
	341	1977-02-02	1987-02-02	2 000		
	3704	1977-11-02	1983-11-15	1 000		
	2867	1978-09-13	{ 1984-09-21	500		
			{ 1988-09-21	500		
1705	1979-06-13	1989-06-21	1 000			
			<u>10 620</u>			

* Montant à refinancer

(e) 700 000 \$ ont été transférés de la Commission scolaire régionale Meilleur selon le décret 3168-80.

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Vanier, Montréal	1635	1970-04-08	{ 1990-04-01 2000-04-01	256 2 200
	3294	1972-10-31	1992-11-01	2 000
	3422	1973-09-19	1993-09-30	1 500
	983	1974-03-13	1984-04-01	2 000
	3961	1976-11-10	1986-11-17	1 000
	3581	1977-10-26	1987-11-15	2 000
	567	1979-02-28	1989-03-14	1 000
	2868	1978-09-13	1988-09-21	2 500
				<u>14 456</u>
Victoriaville	3973	1970-10-28	{ 1981-04-01 1984-11-01 1990-11-01 2013-09-01	255 1 000 590 202
	32	1975-01-08	1985-01-15	1 500
	3745	1976-10-25	1986-11-01	2 000
	1449	1979-05-23	1989-06-01	1 500
	748	1980-03-20	1990-03-27	1 000
				<u>8 047</u>
Vieux-Montréal	1636	1970-04-08	{ 1990-04-15 2000-04-15	450 2 460
	3621	1972-11-29	1984-12-01	3 000
	851	1973-03-13	1985-03-15	3 000
	2911	1974-08-14	1984-08-15	3 000
	4510	1974-12-11	1985-01-03	3 000
	881	1975-03-05	1985-03-01	4 500
	4876	1975-11-05	1985-11-10	3 000
	197	1976-01-28	1996-02-02	3 000
	2655	1976-08-04	{ 1981-08-16 1986-08-16	4 440 1 560
	1671	1977-05-26	1987-06-15	4 000
	3165	1980-10-08	{ 1985-10-16 1990-10-16	1 000 1 000
				<u>37 410</u>
				<u>502 328</u>
Universités				
Bishop's, Lennoxville	1342	1969-04-30	1989-05-15	1 400
Concordia, Montréal	3005	1974-08-14	{	
	4273	1970-11-18	1982-12-15	1 500
	1504	1976-04-28	1986-05-03	5 000
	1500	1978-05-10	{ 1983-05-15 1988-05-15	300 2 500
				<u>9 300</u>
École des hautes études commerciales, Montréal	4415	1970-12-02	1982-12-15	4 000
	2497	1973-07-04	1993-07-15	2 000
				<u>6 000</u>
École polytechnique, Montréal	2566	1970-06-30	1990-07-02	1 001
	501	1976-02-25	1986-03-15	5 000
	1942	1976-06-02	1986-06-15	5 000
	2581	1977-08-10	1997-08-15	4 000
	1907	1978-06-14	1988-06-30	3 000
	1933	1979-07-04	{ 1989-07-11 1999-07-11	2 600 1 400
	3343	1980-10-22	{ 1985-11-06 1990-11-06	1 600 1 000
				<u>24 601</u>

5-90

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Laval, Ste-Foy	3767	1970-10-14	1984-11-01	4 700
	1627	1971-05-05	2021-01-01	1 062
	1430	1972-05-24	1992-06-01	5 200
	2849	1973-08-01	1983-08-15	3 000
	844	1974-03-06	1984-03-15	5 000
	4479	1974-12-05	1984-12-15	5 000
	2499	1975-06-18	1981-07-03	5 000
	2740	1976-08-10	1981-08-16	1 000
	2582	1977-08-10	1997-08-15	5 000
	1908	1978-06-14	1990-01-01	7 050
	3140	1978-10-11	{ 1988-10-16	5 400
			{ 1998-10-16	9 600
			{ 1985-09-06	2 200
	2438	1979-08-29	{ 1989-09-06	1 550
			{ 1999-09-06	1 250
	496	1981-02-18	{ 1986-02-23	4 750
			{ 1991-02-23	2 250
				69 012
McGill, Montréal	2090	1970-05-27	1990-06-01	668
	3603	1970-09-23	1982-10-15	9 200
	3295	1972-10-31	1992-11-01	2 700
	4215	1974-11-20	1984-12-01	5 000
	4754	1975-10-29	1985-11-01	5 000
	1943	1976-06-02	1986-06-15	5 000
	3130	1976-09-15	1986-10-01	5 000
	4097	1977-11-30	1997-12-05	5 000
	3302	1978-10-25	{ 1988-11-01	4 900
			{ 1998-11-01	2 100
	2434	1980-08-13	1985-08-21	7 000
				51 568
Montréal	3764	1970-10-14	1984-11-01	4 100
	3825	1971-11-10	2021-02-01	4 103
	1204	1972-05-03	1992-05-01	5 000
	3457	1972-11-15	1992-11-15	3 000
	3622	1972-11-29	1982-12-01	3 300
	2571	1973-07-11	1993-08-01	1 000
	3846	1973-10-22	1983-11-01	3 000
	3658	1974-10-16	1984-11-01	5 000
	2104	1975-05-22	1981-06-01	5 000
	4220	1975-09-24	1985-10-01	5 000
	870	1976-03-17	1996-02-16	10 000
	2419	1976-07-07	1986-07-15	6 000
	3449	1977-10-19	1997-11-01	5 000
	120	1979-01-17	1989-01-25	5 000
	425	1979-02-14	{ 1984-02-23	5 350
			{ 1989-02-23	4 650
	2842	1979-10-17	{ 1989-10-23	2 500
			{ 1999-10-23	2 500
			{ 1985-11-27	2 750
	3603	1980-11-19	{ 1990-11-27	4 250
	941	1981-03-26	{ 1989-07-23	900
			{ 1990-07-23	3 100
				90 503
Sherbrooke	643	1969-03-05	2020-03-01	2 883
	3770	1970-10-14	1984-11-01	3 700
	397	1971-01-27	2020-09-01	964
	1628	1971-05-05	2021-02-01	785
	479	1972-02-16	1992-03-15	6 100
	4501	1975-10-08	1995-10-15	4 000
	1944	1976-06-02	1986-06-15	6 000
	3376	1978-11-02	{ 1983-11-09	600
			{ 1988-11-09	3 000
	2671	1979-09-25	{ 1989-10-04	2 450
			{ 1999-10-04	1 550
			{ 1987-02-02	1 160
	170	1981-01-21	{ 1991-02-02	4 520
			{ 2001-02-02	1 320
				39 032

	Décret ou A.C. ou C.T.		Date du dernier versement	Solde du principal
	No	Date		
Université du Québec Rimouski	2913	1974-08-14	1984-03-01	310
	916	1969-03-26		
Trois-Rivières	1414	1970-03-25	2000-04-15	1 867
Siège social, universités constituantes, écoles supérieures et institutions de recherche	4443	1970-12-02	1982-12-15	7 600
	99	1972-01-12	1982-01-01	5 000
	100	1972-01-12	1992-01-15	5 000
	224	1972-01-26	1982-02-01	5 000
	416	1973-02-08	1983-02-15	5 000
	756	1973-03-07	1985-03-01	5 000
	4315	1973-11-28	1983-12-15	5 000
	2357	1974-06-26	1994-07-15	5 000
	478	1975-02-05	1985-02-15	5 000
	971	1975-03-12	1985-04-01	7 000
	3753	1975-08-13	1995-08-15	6 000
	4049	1975-09-10	1985-10-01	7 000
	502	1976-02-25	1986-03-11	10 000
	1272	1976-04-07	1986-04-15	5 000
	261	1977-01-26	1987-02-02	4 000
	3216	1977-09-28	1997-10-03	5 898
	3217	1977-09-28	1997-10-04	10 000
	676	1978-03-08	1988-03-15	5 000
	1311	1978-04-26	1988-05-01	8 000
	2771	1978-08-30	2000-09-06	14 000
	1076	1979-04-25	{ 1989-05-01	3 800
			{ 1994-05-01	3 000
			{ 1999-05-01	3 200
	2841	1979-10-17	{ 1989-10-24	3 000
			{ 1999-10-24	2 000
	3078	1979-11-14	{ 1993-09-15	309 (f)
	497	1981-02-18	{ 1986-02-24	3 150
			{ 1991-02-24	1 850
	1768	1980-06-11	{ 1990-06-19	3 600
			{ 2000-06-19	3 400
	3166	1980-10-08	{ 1985-10-16	3 950
			{ 1990-10-16	3 000
			{ 2000-10-16	3 050
	3816	1980-12-09	1983-12-18	5 000
	992	1981-03-30	1996-04-09	4 000
Association coopérative d'habitation Durocher, Résidence d'étudiants, Montréal	1436	1970-03-25	2019-07-01	288
	1629	1971-05-05	2020-04-01	1 157
				1 445
				<u>470 845</u>

(f) Montant transféré du C.É.G.E.P. de l'Outaouais, décret 2926-68.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS
POUR LE REMBOURSEMENT D'EMPRUNTS RELATIFS À DES DÉPENSES EN CAPITAL
AU 31 MARS 1981**

(MILLIERS \$)

<u>Échéances</u>	<u>Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.</u>	<u>Institutions de santé et de bien-être</u>	<u>Commissions scolaires</u>	<u>Collèges d'ensei- gnement général et pro- fessionnel</u>	<u>Universités</u>	<u>Total</u>
1981-1982	191	50 418	85 854	40 687	40 926	218 076
1982-1983	216	52 328	52 823	40 634	43 109	189 110
1983-1984	244	51 012	50 399	67 380	25 402	194 437
1984-1985	277	34 363	53 175	118 847	42 145	248 807
1985-1986	313	47 482	7 182	39 153	61 400	155 530
1981 — 1986	1 241	235 603	249 433	306 701	212 982	1 005 960
1986 — 1991	393	266 111	33 237	147 491	128 791	576 023
1991 — 1996		44 361	23 842	35 546	45 627	149 376
1996 — 2001		4 926		10 659	74 601	90 186
2001 — 2006		147		805	1 299	2 251
2006 — 2011		217		770	1 822	2 809
2011 — 2016		322		327	2 554	3 203
2016 — 2021		476		29	3 169	3 674
2021 — 2026		704				704
2026 — 2031		575				575
			306 512	502 328	470 845	
	<u>1 634</u>	<u>553 442</u>		<u>1 279 685</u>		<u>1 834 761</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)

(MILLIERS \$)

Autorisés par le Conseil des ministres et le Conseil du trésor

Subventions pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital

Canton de Stanstead

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1982-1991	13 ¹ / ₂	293

Communauté régionale de l'Outaouais

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 66²/₃% du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie du Canada
	1981-2030	7 ¹ / ₂ à 11	13 535

Communauté urbaine de Montréal

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 60% du capital des emprunts effectués pour la construction du métro est formé comme suit:

Construction du métro

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1989-03-01	5 ³ / ₄		2 186
	1992-01-01	7		4 560
	2004-03-01	5 ³ / ₄		14 827
	2004-11-01	5	21 600	25 635
	2005-11-01	6		9 375
	2006-03-01	5 ³ / ₈		10 900
	2006-11-01	6	11 700	13 886
	2007-01-01	7		6 219
	1981	8 ³ / ₄	25 200	29 907
	1982	10		840
	1982	9 ¹ / ₂		1 200
	1982	9		1 200
	1983	7 ¹ / ₂		450
	1985	10		5 700
	1987	10 ¹ / ₂		2 400
	1987	10		7 500
	1987	10		3 600
	1981 — 1988	variable	111 300	132 091
	1984 — 1993	8		10 500
	1980 — 1994	10, 11 ¹ / ₂	8 550	10 147
	1983 — 1997	10 ³ / ₄		9 600
	1983 — 1997	10 ¹ / ₂		7 500
	1983 — 1997	10 ¹ / ₄		11 400
	2000	10 ⁷ / ₈	33 300	39 520
	2000	10	31 680	37 598
	2003	8 ³ / ₈	25 380	30 121
	1991	variable	17 550	20 828
	1991	variable	5 850	6 943
	1991	variable	5 850	6 943
	1985	variable		30 000
	1990	variable		14 813
				<u>508 389</u>

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES (suite)
(MILLIERS \$)

Communauté urbaine de Montréal (suite)

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie des États-Unis	En monnaie du Canada
	1981 — 1983	9 ¹ / ₂		3 154
	1981 — 1988	variable	38 873	46 134 (1)
	1988	10		2 497
	1986 — 1996	10 ³ / ₄		15 111 (2)
	1984 — 1998	10 ¹ / ₂		15 242
	1981 — 2018	10 ³ / ₄		3 504
	1981 — 2018	10 ¹ / ₂		2 600
	1981 — 2018	10 ³ / ₈		8 470
	1981 — 2018	10		7 165
	1981 — 2018	9 ³ / ₄		5 326
	1981 — 2018	9 ¹ / ₂		62
	1982 — 2019	10 ³ / ₄		2 773
	1982 — 2019	10 ¹ / ₂		4 825
	1982 — 2019	10 ³ / ₈		909
	1982 — 2019	10		8 060
	1982 — 2019	9 ³ / ₄		4 986
	1981 — 2019	10 ³ / ₄		3 446
	1981 — 2019	10		10 736
	1981 — 2019	9 ¹ / ₂		2 065
	1981 — 2019	9 ⁶ / ₈		137
	1982 — 2020	11		39
	1982 — 2020	10 ³ / ₄		834
	1982 — 2020	10 ¹ / ₂		697
	1982 — 2020	10		1 173
	1982 — 2020	9 ¹ / ₂		3 076
				<u>153 021</u>
				<u>661 410</u>

(1) Déduction faite du fonds de remboursement de 2 072 533 \$ É.-U., dont l'équivalent canadien est 2 459 682 \$.

(2) Déduction faite du fonds de remboursement de 1 225 900 \$.

Communauté urbaine de Québec

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981-1999	12	22 328

Ville de Cowansville

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement de 90% du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1982 — 1993	14,7	1 104

Ville de Farnham

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981 — 1988	Variable	46

Ville de Granby

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981 — 2010	5 ⁷ / ₈ à 13 ¹ / ₂	1 216

Ville de Laval

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	En monnaie du Canada
	1981 — 2018	8 à 10 ³ / ₈	10 048

Ville de St-Hyacinthe

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981 — 2000	11	1 371

Ville de Waterloo

Au 31 mars 1981, l'engagement du Gouvernement concernant le remboursement du capital des emprunts effectués pour le traitement des eaux usées est formé comme suit:

Traitement des eaux usées

	Date d'échéance	Taux %	Montant
	1981 — 1987	Variable	139

ENGAGEMENTS (suite)
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(MILLIERS \$)

Autorisés par certaines lois	Montant
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1	1 750
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10 et modifications	6 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8	40 000
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17 et modifications	65 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22 et modifications	15 000
	<u>127 750</u>

Note

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte « Placements », de 121 750 000 \$ concernant le capital-actions et de 6 000 000 \$ concernant les prêts et avances.

Excluant 20 375 000 \$ pour Sidbec, 77 334 980 \$ pour la Société générale de financement du Québec et 4 800 000 \$ pour la Société québécoise de développement des industries culturelles pour lesquels une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés. Au 31 mars 1980, la décision requise du Ministre n'est pas considérée dans l'établissement de l'engagement.

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
A			
Actif et passif	18, 4-2	Connaissance du milieu ambiant	1-126
Activités de promotion, d'éducation et de récréation en milieu naturel	1-152	Conseil exécutif, Ministère	1-37, 1-102
Activité physique et sport, promotion	1-154	Conseil du trésor, Ministère	1-38, 1-106
Administration (Justice)	1-144	Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, Ministère	1-38, 1-108
Administration des élections	1-100	Consultation des agents socio-économiques	1-102
Administration fiscale	1-160	Contentieux criminel	1-148
Administration générale (Éduc.)	1-112	Continuite:	
Administration des réseaux (Éduc.)	1-112	de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Adultes		Contributions à titre d'employeur	1-132
Formation générale et socio-culturelle	1-116	Contrôle des permis d'alcool	1-146
Formation professionnelle	1-116	Contrôle et surveillance du développement:	
Affaires canadiennes	1-62	des entreprises	1-108
Affaires culturelles, Ministère	1-32, 1-58	des institutions financières	1-108
Affaires internationales	1-62	Conventions comptables	11
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-32, 1-62	Coordination de développement économique et régional	1-102
Affaires législatives (Justice)	1-146	Coordination régionale (Aff. soc.)	1-78
Affaires municipales, Ministère	1-33, 1-64	Crédits dépenses et variations, Sommaire	1-4
Affaires sociales, Ministère	1-34, 1-70	Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-35, 1-82	Curatelle publique	1-130
Aide à la production agricole	1-84	D	
Aide aux justiciables	1-144	Dépenses afférentes aux projets de développement régional (O.P.D.Q.)	1-7
Aide financière aux étudiants	1-112	Dépenses, Sommaire	17, 1-4, 1-8, 1-30
Aide sociale	1-70	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Allocations familiales du Québec	1-70	Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Allocations de maternité	1-172	Dettes nettes	17
Amélioration du milieu ambiant	1-126	Dettes assumées (obligations)	5-33
Annexes de l'actif et du passif	5-1	Développement de l'industrie forestière	1-120
Approvisionnement	1-176	Développement de l'industrie manufacturière	1-138
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-66	Développement des entreprises et institutions financières	
Arts d'interprétation	1-60	Contrôle et surveillance	1-108
Arts de l'environnement visuel	1-58	Développement des pêches maritimes	1-86
Assemblée nationale, Ministère	1-36, 1-90	Droits et libertés de la personne, Commission	1-142
Assistance-maladie	1-70	E	
Assurance-agricoles	1-84	Echéancier sommaire	
Autres actifs	5-25	de certains engagements pour subventions	5-92
Autres emprunts	5-43	des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Autres passifs éventuels	5-46	des engagements pour le remboursement d'emprunts relatifs à des dépenses en capital	5-92
B			
Besoins financiers et financement	20	Édition gouvernementale	1-94
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-58	Éducation, Ministère	1-39, 1-112
Bons du trésor, continuité	5-28	Élections, Administration	1-100
Bureau central de l'informatique	1-96	Emprunts	
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-100	effectués	3-4
C			
Catégories et super-catégories de dépenses		garantis	5-46
Listes et définitions	1-28	remboursés	3-6
Sommaire	1-30	temporaires	19, 4-3
Centre de recherche industrielle du Québec	1-140	autres	5-43
Charte de la langue française	1-104	Énergie et Ressource, Ministère	1-40, 1-118
Chèques en circulation	19, 4-3	Engagements	5-62
Cinéma et audio-visuel	1-60, 1-96	Opérations budgétaires	5-63
Commercialisation des produits agro-alimentaire	1-84	Opérations non budgétaires	5-96
Commission d'appel de francisation des entreprises	1-104	Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-142
Commission de la fonction publique	1-132	Enregistrement officiel	1-144
Commission de la santé et de la sécurité du travail, aide financière	1-104, 1-174	Enseignement:	
Commission de surveillance de la langue française	1-104	primaire et secondaire public	1-114
Commission des Affaires sociales	1-80	collégial public	1-114
Commission des transports	1-166	universitaire	1-114
Communications (Ass. nat.)	1-90	privé	1-116
Communications, développement des politiques	1-96	Entrepreneurs en construction, qualification professionnelle des	1-172
Communications gouvernementales	1-94	Environnement, Ministère	1-42, 1-126
Communications, Ministère	1-26, 1-94	Équipement:	
Compensations diverses aux municipalités	1-14, 1-23	des services de santé	1-76
Comptabilité gouvernementale	1-128	des services sociaux	1-74
Compte des régimes de retraite	5-28	Espace et équipement, Allocation	1-176
Comptes à payer	5-27	Études politiques économiques et fiscales	1-128
Comptes à recevoir	5-4	Évaluation foncière	1-64
Compte d'accord de perception fiscale	5-26	Exploitation des immeubles	1-176
Conseil de la langue française	1-104		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-66		
Connaissance géographique du territoire	1-120		
Connaissance du marché du travail	1-170		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
Relations de travail	1-170	T	
Remboursement à certains travailleurs	1-160	Terres publiques, Gestion	1-122
Remboursement d'emprunts	3-6	Tourisme	
Renseignements, Communications gouvernementales et	1-94	Formation professionnelle	1-140
Réseaux et équipements de communication	1-94	Promotion et Développement	1-140
Réseaux routiers		Transport aérien gouvernemental	1-168
Conservation	1-166	Transports, Commission des	1-166
Construction	1-164	Transports, information contrôle et sécurité	1-164
Information contrôle et sécurité	1-164	Transports maritime et aérien	1-168
Ressources fauniques, Gestion	1-152	Transports, Ministère	1-54, 1-164
Revenus, Détail par ministère, source et sous-source	1-32	Transport scolaire	1-168
Revenu, Ministère	1-52, 1-160	Transports terrestres	1-164
Revenus, Sommaire par ministère et par source	16; 1-2	Travail et Main-d'oeuvre, Ministère	1-55, 1-170
		Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions	1-160
S		Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-56, 1-176
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-58		
Sécurité au travail et dans les lieux publics	1-172	V	
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-70	Variation de l'encaisse	3-4
Sécurité — incendie	1-66	Vérificateur général	1-92
Sécurité publique, coordination des activités	1-148		
Services communautaires	1-72		
Service de courte durée (Aff. soc.)	1-76		
Services de main-d'oeuvre	1-172		
Services de consultation et de protection (Aff. soc.)	1-72		
Services juridiques du Gouvernement	1-146		
Services parlementaires	1-90		
Services statutaires et de soutien politique	1-90		
Société d'aménagement de l'Outaouais	1-66		
Société de développement industriel du Québec	1-140		
Société de radio-télévision du Québec	1-98		
Société d'habitation du Québec	1-68		
Soins prolongés	1-76		
Sommaire:			
des revenus par ministère et par source	16, 1-2		
des crédits, dépenses et variations par ministères	1-4		
des dépenses par ministères et par super-catégories et catégories	1-30		
des engagements	5-62		
des opérations budgétaires	1-2		
des opérations non-budgétaires	2-3		
Emprunts garantis	5-46		
Financement	3-3		
Nouveaux emprunts	20, 3-4		
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-142		
Soutien au loisir socio-culturel	1-152		
Soutien aux municipalités et aux organismes locaux et régionaux de loisir	1-154		
Soutien aux organismes bénévoles	1-72		
Soutien du revenu familial	1-70		
Statut de la femme, Promotion du droit	1-102		
Supplément au revenu de travail	1-160		
Sûreté du Québec	1-148		
Suspension du droit d'engager	1-8		

